



# La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



## Causeries septembre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

### Le 2 septembre

Je n'ai en général pas plus de deux minutes à accorder à chaque sujet abordé dans les dépêches ou articles de presse de la veille, du coup mes commentaires sont forcément sommaires ou incomplets.

Ci-dessous le commentaire que je rajoute à la contribution de Pierre le cheminot, elle figure en ligne intégralement dans la *Tribune libre*.

"9) En lisant le tract, vous avez bien dénoter que le mot d'ordre principal était le retrait du projet de loi sur les retraites, mais qu'il ne donne aucunes revendications sur les acquis à obtenir pour la classe ouvrière dans ce domaine. Juste un retour à 1993 (comme si la situation d'avant cette date était idéale pour les travailleurs en matière de retraite). La raison à "cet oubli" : c'est le copier-coller d'un tract fédéral de FO et les militants du POI ont tout fait pour que ce tract serve de base, malgré les demandes de revendications supplémentaires de Sud Rail (retraite à 55 ans pour tous)."

Le but était, me semble-t-il, de réaliser l'unité la plus large possible et de donner un contenu au mot d'ordre de "retrait" en prenant comme base une date correspondant à une situation qui pouvait servir de repère lisible pour chacun sans repartir dans des discussions interminables qui auraient abouti à ce que chacun défende des positions différentes et se seraient terminées par le constat d'un désaccord et la division, l'objectif inverse de celui recherché. Pourquoi 55 ans, pourquoi pas 57, 53, 50, etc.

"11) Alors pourquoi me direz-vous le tract de l'URIF demande l'abandon du projet de loi sur les retraites? C'est simple. Certains anciens secrétaires de son syndicat ont un poids politique plus fort que lui (dont un ex-PT) et qu'ils ont réussi par un mouvement de prise en tenaille à lui faire admettre (par la force) qu'il fallait mettre ce mot d'ordre d'abandon à l'ordre du jour. Vous noterez que ce n'est pas le mot "retrait" qui a été utilisé. La vérité, c'est une tactique pour éviter de faire le lien entre les revendications des cheminots de Paris Saint-Lazare et celle de l'URIF."

Retrait ou abandonné, où est la différence franchement ? Vous pinaillez inutilement. Peu importe la tactique du moment qu'elle permet de parvenir au but qu'on s'est fixé et que celui-ci est correct, c'est peut-être cela l'essentiel, non ?

La seule information que je trouve intéressante dans votre intervention concerne le jeu des appareils en vue des élections professionnelles : "La raison est qu'au niveau fédéral, FO, la CGC et la CFTC ont décidé de faire liste commune pour les futures élections professionnelles de 2011". Cette manoeuvre est discutable mais peut-être pas condamnable, tout dépend de l'objectif des dirigeants du POI, que l'on ne saisit

pas forcément au premier coup d'oeil. En même temps facilité l'élection de représentants du personnel de la CGC ou de la CFTC, c'est comme faire entrer deux loups de plus dans la bergerie, d'un autre côté cela permet à FO d'avoir des élus ou davantage d'élus, est-ce que ceci compense cela, je n'en sais rien, vous êtes mieux placé que moi pour répondre à cette question.

C'est vrai maintenant que cela fait bifteckard, sans principe, et que l'objectif de FO n'est pas forcément saisissable par les cheminots, la preuve c'est que vous dénoncez cette manoeuvre. Est-elle justifiée, je n'en sais rien et vous ne nous fournissez aucun élément probant pour nous aider à nous faire une idée impartiale à ce sujet, en dehors d'un jeu de piste "qui est qui" qui aurait plutôt le don de m'énerver et de mettre de côté votre intervention sans la diffuser.

Vous ne pourrez pas m'accuser de faire le jeu du POI puisque vous savez déjà que je ne leur épargne aucune critique, mais je ne peux pas et je ne veux pas utiliser des arguments contre le POI lorsqu'ils ne sont pas suffisamment étayés ou qu'ils manquent de crédibilité, on se doit d'essayer d'être impartial en toutes circonstances, ce n'est pas toujours facile, j'en sais quelque chose pour avoir commis des erreurs dans ce domaine et les avoir rectifiées ensuite quand je m'en suis rendu compte.

Selon que l'on appartient ou non à un syndicat ou un parti on ne perçoit pas de la même manière leur tactique ou politique, qui parfois correspond à un objectif qui n'est pas celui affiché, et s'il n'est pas affiché, ils ne vont pas expliquer dans un tract en quoi il consiste, évidemment, sinon cela ne servirait à rien de ne pas le dévoiler au grand jour !

Un tract ou un article n'est pas non plus forcément écrit correctement à l'insu de celui qui l'a rédigé et qui s'est mal exprimé, cela arrive aussi ; par exemple il arrive parfois dans la presse que le titre d'un article n'ait rien à voir avec son contenu, dans ce cas le titre révèle souvent la réelle intention ou l'état d'esprit de son auteur ou de la cause qu'il défend.

De l'intérieur ou de l'extérieur, on ne percevra pas un syndicat ou un parti de la même manière, il faut faire très attention à cette donnée quand on lit leur littérature et qu'on en fait l'analyse ou la critique, on peut facilement se méprendre et commettre une erreur d'appréciation, cela nous arrive involontairement hélas ! Prenons un exemple.

Du point de vue des principes ou en partant de la nature des syndicats CGC et CFTC, on peut concevoir l'unité avec ces syndicats, mais de là à faire liste commune avec eux, cela passe mal, cela va trop loin, c'est contre nature, compromettant, on qualifiera cet accord d'opportuniste, c'est un point de vue de l'extérieur, souvent purement dogmatique ou sectaire.

Maintenant de l'intérieur on peut peut-être concevoir une liste commune si c'est le seul moyen d'obtenir des élus, ce sera mieux que rien, ce qui compte ce sont nos propres forces, on a confiance en notre propre capacité à combattre ensuite la CGC et la CFTC.

Qui a raison ou qui a tort ? J'aurais tendance à dire que celui qui a raison c'est celui qui sait ce qu'il fait et pourquoi il le fait, si son objectif est correct, pourquoi le critiquer ? Attention à ne pas tomber dans le procès d'intention. Le problème, c'est que son objectif n'est pas forcément lisible par tous les militants.

A l'inverse, dans un syndicat ou un parti les militants ont la fâcheuse tendance à suivre aveuglément leurs dirigeants, du coup ils considèrent toute critique extérieure comme malveillante, alors que ce n'est pas forcément le cas, ils oublient qu'une critique repose sur une analyse politique qui n'est pas forcément la même que celle que font leurs dirigeants de la situation par exemple. Et puis nous ne défendons pas forcément non plus les mêmes intérêts ou nous n'avons pas forcément les mêmes priorités dans notre combat à chaque instant.

Parfois les dirigeants se disposent par rapports à leurs appareils, parfois par rapport à d'autres appareils, parfois par rapport à leurs militants, à certains de leurs militants, à une tendance particulière, tandis que généralement leur politique s'adresse aux travailleurs, tous les militants ne sont pas forcément capables de s'y retrouver dans leurs motivations, tout dépend de quelle manière ils les formulent. En dehors des fripouilles qui contrôlent les syndicats au niveau confédéral, il ne faut pas accabler inutilement les dirigeants du POI ou du NPA, j'ai ajouté le NPA pour que vous ne pensiez pas que je favoriserais le POI.

En conclusion, on peut facilement se tromper sur les intentions des uns et des autres, notez bien que je ne dis pas que vous avez tort dans vos critiques, leur fondement ne me paraît pas suffisamment clair pour les partager ou les soutenir, ce qui ne veut pas dire que nos critiques seraient infondées ou qu'on devrait se passer de critiquer les dirigeants, tel n'est pas mon propos, on doit avoir toujours à l'esprit notre objectif et tenter de discerner loyalement et honnêtement si leur politique nous permet de faire un pas dans sa direction ou si au contraire elle nous en éloigne.

D'un côté Sarkozy et son gouvernement organise la chasse aux Roms, de l'autre elle est vigoureusement dénoncé de l'ONU à l'UE en passant par le Vatican ou Pékin, toutes les bonnes consciences que comporte la "gauche", sans oublier le philosophe et réactionnaire André Glucksmann.

Finalement, les Roms comme toute autre couche de la population bénéficient de droits et de devoirs, mais comme les autorités ne leur permettent pas de remplir leurs devoirs, dont celui de disposer d'un minimum de revenu pour demeurer sur le territoire français, leurs droits sont bafoués et ils sont traités comme des chiens qui auraient la rage.

Prenons un autre exemple.

Le gouvernement exige que les parents s'occupent correctement de leurs enfants, mais comme il ne leur en donne pas les moyens ou que les deux parents doivent travailler pour survivre, leurs enfants font des conneries, par conséquent le gouvernement veut leur supprimer les allocations familiales, donc un de leur droit, ce qui ne peut que contribuer à empirer leur situation.

On vous donne des droits, mais à vous de vous débrouiller pour les mériter, si ce n'est pas possible on ne vous les accorde pas, on vous les supprime ou on vous réprime ou les deux à la fois pendant qu'on y est, il faut bien des exemples pour faire rester l'ordre, le leur.

Cette situation ne concerne que les plus pauvres, ceux qui sont déjà livrés à la précarité, le gouvernement ajoute donc une injustice à une injustice.

Bizarrement, personne ne demande l'abrogation de la loi (et de la directive européenne) qui conditionne l'obtention du droit de demeurer en France pour les Roms. Il faut savoir que cette condition de revenu minimum est valable pour tout étranger demandant un visa de trois mois, elle n'est pas réservée qu'aux Roms. C'est la sélection par l'argent des personnes qui veulent s'installer légalement en France pendant un certain temps. Tous les Indiens que j'ai aidés à partir en France remplissaient cette condition ou plutôt ils avaient dû prouver qu'ils disposaient de suffisamment d'argent en Inde pour financer leur séjour en France ou leur rapatriement en cas de problème avant qu'on leur délivre un visa.

Ces âmes charitables ne peuvent pas s'attaquer à cette loi parce qu'ils défendent leur niveau de vie privilégié par rapport à celui qui existe en dehors des pays où le capitalisme est le plus développé. Cette loi protège leurs privilèges, pour s'y attaquer il faudrait qu'ils remettent en cause l'existence du capitalisme à l'origine des inégalités qui existent à travers le monde, il faudrait qu'ils s'attaquent aux institutions de la Ve République qui sont garantes de l'application de cette loi discriminatoire envers les pauvres ou encore à la directive européenne correspondante, pas question, il faut que les pauvres restent chez eux en Afrique ou en Asie, mais aussi dans certains pays de l'UE, car il faut qu'ils continuent à produire pour des salaires de misère pour qu'on puisse continuer de consommer et de vivre tranquillement, au passage on saisit l'ampleur de l'hypocrisie que cache leur engagement en faveur des sans-papiers, leur bonne conscience là aussi. On pourrait ajouter, pas question non plus pour eux de rompre les relations avec les régime tyranniques, business is business.

Les Roms sont une couche particulière de la population avec un mode de vie particulier, mais voilà la loi en vigueur n'en tient pas compte, elle les considère comme n'importe quel étranger qui voudrait séjourner en France et qui retournerait ensuite dans son pays, alors que les Roms n'ont pas de pays par définition puisqu'ils sont nomades, même s'ils sont originaires de Roumanie ou de Bulgarie pour la plupart, il aurait donc besoin d'une loi adaptée à leur situation et qu'ils seraient aptes à respecter, ainsi le problème Roms n'existerait plus. Quel gouvernement sinon un gouvernement ouvrier pourrait adopter cette loi ?

C'est l'Etat qui est incapable de remplir son devoir envers cette population comme il est incapable d'en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs et leurs familles dans le pays, et pas seulement le gouvernement actuel ou les précédents. C'est donc à l'Etat qu'il faut s'attaquer, donc les institutions et la Constitution de la Ve République, non ?

Mais voilà, personne ne veut s'y attaquer.

D. Gluckstein écrit dans son dernier éditorial (IO n°103) à propos du PS et ses satellites : "*Leur politique — d'hier, d'aujourd'hui et celle qu'ils promettent pour 2012 — reste cadrée par l'allégeance aux plans de l'Union européenne et du FMI*", et pas à la Ve République, institutions garantes de la propriété privée des moyens de production ? Ailleurs, il dénonce le consensus qui existe à l'Assemblée nationale entre l'UMP et la soi-disant "gauche" institutionnelle. Mais qu'est-ce l'Assemblée nationale, sinon une des principales institutions de la Ve République, non ? En quoi la rupture avec l'UE et le FMI garantirait qu'un gouvernement mènerait une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière ? Absolument rien.

C'est bien d'attirer l'attention des travailleurs sur ce qui se trame dans leur dos dans les coulisses des institutions de la Ve République, c'est mieux de leur indiquer que leur émancipation devra forcément passer par leur abolition et qu'ils n'ont rien à attendre de ces institutions conçus pour satisfaire les intérêts des capitalistes.

## **Le point sur la situation en titres.**

### **Situation économique.**

En Allemagne.

- Ralentissement de l'activité industrielle en août en Allemagne - Reuters
- Recul inattendu des ventes au détail en juillet en Allemagne - Reuters

Aux Etats-Unis.

- Les Etats-Unis préparent de nouvelles mesures de relance - Le Figaro
- Soutien accru de la Fed envisageable en cas de nette dégradation - Reuters
- Léger rebond de la confiance du consommateur américain en août - Reuters
- Standard and Poor's prévoit un ralentissement de la croissance à l'automne - LePoint.fr

Et le pendant de la "reprise".

- Le chômage stable à 10% dans la zone euro en juillet - 20minutes.fr

Grandes entreprises ou multinationales.

- Vivendi relève ses prévisions pour l'année en cours - Le Figaro
- Wendel renoue avec les profits - Le Figaro
- Bolloré publie un résultat opérationnel en hausse de 35% - Reuters
- Vinci livre un résultat supérieur aux attentes grâce à Cegelec - Reuters
- Havas affiche une croissance organique modeste au 1er semestre - Reuters
- Le résultat opérationnel semestriel d'Hermès bondit de 52% - Reuters
- Rusal affiche un 2e trimestre meilleur qu'attendu - Reuters

Crise à l'UMP et au sommet de l'Etat.

- UMP : la rivalité Copé-Bertrand au grand jour - Le Figaro
- Le match Bertrand-Copé plombe la rentrée de l'UMP - Libération.fr
- Fillon veut la fin des petites phrases et des états d'âme - Le Figaro
- Sécurité : Copé prend le parti de Sarkozy contre Fillon - Le Figaro -Hier
- Politique de sécurité: ne pas "*en rajouter*" selon Le Maire - LePoint.fr
- Les doutes de certains ministres agacent les élus UMP - Le Figaro
- La sécurité n'en finit pas de pourrir la rentrée de l'UMP - LePoint.fr
- A l'UMP, la tension monte entre modérés et '*sécuritaires*' - LeMonde.fr
- Emplois fictifs de Chirac: Christian Vanneste (UMP) hostile à l'accord avec la mairie de Paris - Libération.fr
- Fadela Amara : "*Je suis contre l'élargissement de la déchéance de nationalité*" - LePoint.fr
- Sécurité: le patron des députés centristes appelle l'UMP à garder son calme - LePoint.fr
- Bayrou constate "*un climat d'incroyable décomposition*" au sein de l'UMP - LePoint.fr
- Marine Le Pen : "*L'UMP va imploser*" au profit du Front national - LePoint.fr

### **NPA. Opportunisme débridé.**

Au NPA, Pierre-François Grond, membre de la direction, se réjouit de l'invitation à l'université d'été du courant du porte-parole du PS, Benoît Hamon.

«*Pour nous, ce n'est rien d'autre qu'un meeting unitaire de plus contre la réforme des retraites*». Il regrette «*les réticences de la direction du PS*». «*On peut marcher séparément et frapper ensemble, surtout sur un sujet aussi crucial*», soutient celui qui était l'invité, l'an dernier, d'Hamon.

Lieutenant de Jean-Luc Mélenchon, Éric Coquerel juge «*aberrantes*» les réticences socialistes et se félicite qu'il existe, au sein du PS, «*un courant qui manifeste son refus clair et sans ambiguïté du projet du gouvernement*». (lefigaro.fr 31.08)

### **La jeunesse sacrifiée.**

1- Etat policier, militarisation, des soldats en guise de professeurs pour mater la jeunesse : la réponse à ses attentes. Ségolène Royal va demander au ministère de la Défense la possibilité d'expérimenter l'une de ses propositions de la campagne de 2007, l'encadrement militaire des jeunes délinquants, dans sa région Poitou-Charentes.

"*Nous devons avoir le régiment de La Rochelle qui doit être fermé. J'en ai discuté avec Maxime Bono, député-maire de la Rochelle, nous allons faire ensemble une demande au ministère de la Défense pour expérimenter dans ma région l'encadrement militaire des délinquants. Comme ça, on aura plus de polémiques*", a-t-elle ajouté.

"*On va leur redonner de l'utilité sociale, on va leur apprendre un métier, tout ça de façon encadrée*", a dit l'ancienne candidate à l'élection présidentielle pour expliquer ce projet. (30.08)

2- Le revenu de solidarité active (RSA) va être étendu, sous de strictes conditions, aux moins de 25 ans à partir de mercredi, une mesure qui

ne devrait concerner que quelques dizaines de milliers de jeunes, pourtant parmi les premières victimes du chômage et de la pauvreté.

Nicolas Sarkozy avait donc annoncé en septembre 2009 l'extension du dispositif aux plus jeunes, mais avec des conditions très strictes : il faudra avoir travaillé l'équivalent de deux ans au cours des trois dernières années. Les premiers versements auront lieu début octobre, au titre du mois de septembre.

Selon l'Élysée, 160.000 jeunes devaient être concernés à terme, pour un coût en année pleine de 250 millions d'euros. On compte 5,5 millions de 18-24 ans en France. Parmi eux, selon l'Insee, plus de 20 % vivent sous le seuil de pauvreté (910 euros mensuels) contre 13,4 % tous âges confondus (chiffres 2007, derniers disponibles).

Le gouvernement a budgété seulement 20 millions d'euros pour verser la prestation entre octobre et décembre. Ces 20 millions permettront de verser une allocation à moins de 15.000 personnes. Près du quart des actifs de moins de 25 ans sont au chômage, dont près d'un sur cinq depuis plus d'un an. (Lepoint.fr 01.09)

## **Chômage.**

Le nombre total des inscrit(e)s n'a jamais été aussi élevé.

Ils sont 4 574 000 inscrit(e)s, sans compter 300 000 chômeurs de plus de 58 ans dispensés de recherche d'emploi et 217 000 chômeurs dans les départements d'outre-mer. En deux ans, le nombre total de chômeurs a augmenté de 1 150 000. C'est du jamais vu dans notre pays.

Pas moins de 505 000 hommes et femmes se sont inscrits au chômage en juillet, et 505 000 en un mois, c'est absolument catastrophique !

D'où vient l'impression d'accalmie qui permet à Christine Lagarde de parler d'une « *stabilisation du chômage* » ? Pourquoi la courbe qui récapitule le « *stock* » de chômeurs ne monte-t-elle pas de façon verticale ?

Parce que, dans le même temps, 495 000 personnes ont quitté Pôle emploi. Mais sur ces 495 000 sorties, il n'y en a que 104 000 qui déclarent avoir retrouvé un emploi. Il y a un flou pour 100 000 d'entre eux, mais le ministère lui-même admet que « *moins de 40% de ceux qui quittent Pôle emploi retrouvent un emploi* ».

La majorité de ceux qui quittent Pôle Emploi sont en fin de droits

Ils ont été licenciés il y a un an ou deux et n'ont plus droit aux indemnités. Ils sont dans la précarité la plus totale : ils vont survivre -ou sousvivre- avec le RMI-RSA... ou n'auront droit à aucune allocation si leur conjoint a un revenu correct. En deux ans, le revenu du couple a été divisé par deux, mais leur problème n'apparaît dans aucune statistique.

L'Insee estime que 400 000 ménages vont être confrontés cette année à cette situation : voir leurs revenus divisés par deux !

Les CDD de moins de un mois représentent plus de 60% des embauches

Quant à celles et ceux qui retrouvent un emploi (il y en a quand même, heureusement), ils doivent de plus en plus se contenter d'emplois très précaires : l'Acoss, qui reçoit toutes les déclarations d'embauche, a publié en juillet une étude sur les embauches au deuxième trimestre.

En résumé : jamais le chômage n'a atteint un tel niveau et jamais le marché du travail n'a connu une telle précarité. N'en déplaise à Christine Lagarde, il n'y a donc aucune raison de se féliciter de quoi que ce soit. (Rue89 30.08)

## **Crise du parti de l'ordre.**

1- Clôturant le campus d'été des jeunes de l'UMP, le Premier ministre s'est évertué à resserrer les rangs du parti présidentiel en défendant le bilan de son gouvernement.

"Avoir des état d'âme maintenant que le pire de la crise est derrière nous n'a pas de sens", a-t-il dit, ajoutant : "*Renoncer, faiblir, douter alors que c'est nous qui avons essuyé les plâtres du nouveau siècle est inconcevable*".

"*Les petites phrases, les états d'âme, la majorité a le devoir de s'en dispenser*", a dit François Fillon. "*Mais elle a aussi le devoir de répondre calmement et fermement à ceux qui n'ont pour seule obsession que de 'tirer' à vue sur le président de la République*".

François Fillon a surtout mis l'accent dans son intervention sur les succès de sa politique économique face à la crise, sa lutte contre les déficits et sa volonté de réformes illustrée par le projet de loi sur les retraites.

Le campus des Jeunes populaires aura été marqué par une passe d'armes entre Xavier Bertrand et le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Jean-François Copé.

Ce dernier a reproché au parti son absence de dynamisme et évoqué devant la presse un besoin de réorganisation interne à son arrivée à Port-Marly, où il n'aura effectué qu'un très court passage.

"*Dans notre camp plus qu'ailleurs, on n'aime pas les diviseurs, on n'aime pas les snipers, on n'aime pas ceux qui jouent contre leur camp*", a répliqué le secrétaire général. (Reuters 31.08)

2- Woerth, menteur, ripou, suite.

Alors que le ministre du travail a estimé, dans une interview au Parisien, lundi 30 août, qu'il était victime d'une "*sorte de lapidation médiatique*", et d'"*une chasse à l'homme*" destinée à "*le tuer*", *L'Express* et *Le Canard enchaîné* publient deux nouvelles informations qui jettent le trouble sur les récentes affirmations d'Eric Woerth.

Dans son édition du 1er septembre, *Le Canard* fait état d'une lettre de 2003 d'Hervé Gaymard, alors ministre de l'agriculture, expliquant que la vente d'une parcelle de la forêt de Compiègne à la Société des courses de Compiègne était illégale. *Compte tenu de la législation sur les forêts domaniales, je vous informe qu'une cession par vente n'est pas possible*", lit-on dans ce courrier reproduit dans l'hebdomadaire.

Cette parcelle de 58 hectares, comprenant un hippodrome et un golf, a pourtant été cédée de gré à gré à la Société des courses, juste avant le départ d'Eric Woerth du ministère du budget en mars, sans appel d'offres et pour 2,5 millions d'euros. Alors que *Le Canard* du 14 juillet accusait le ministre d'avoir "*bradé*" la parcelle pour une société "*amie*" (Florence Woerth, l'épouse du ministre, passerait beaucoup de temps à l'hippodrome selon le journal), le ministre du travail avait démenti toute anomalie dans la vente.

Toujours selon l'édition du *Canard Enchaîné* du 1er septembre, et ainsi que l'a révélé *L'Express* mardi, une autre lettre, découverte à la mi-août lors d'une perquisition, contredit l'une des déclarations d'Eric Woerth dans l'affaire Bettencourt, concernant la Légion d'honneur de Patrice de Maistre. Contrairement à ce qu'il n'a cessé d'affirmer, y compris devant les enquêteurs, l'actuel ministre du travail serait bien intervenu personnellement en mars 2007 auprès de Nicolas Sarkozy pour lui demander d'attribuer la décoration à M. Maistre, gestionnaire de fortune des Bettencourt et employeur de son épouse, Florence.

Le courrier, daté de mars 2007, est adressé à Nicolas Sarkozy, place Beauvau. Signée d'Eric Woerth, alors trésorier de l'UMP, cette lettre recommande Patrice de Maistre pour l'obtention de la Légion d'honneur. Eric Woerth y vante notamment les mérites de ce membre du Premier Cercle, un club chargé de rassembler les principaux donateurs de Sarkozy. Patrice de Maistre faisait partie des collecteurs de fonds de l'UMP, rappelle *L'Express*. Il a été décoré de la Légion d'honneur en janvier 2008, par le ministre en personne.

Cette nouvelle preuve de collusion entre le ministre et Patrice de Maistre vient accréditer les soupçons sur la nature de leurs rapports. Le ministre a affirmé dans un premier temps ne pas connaître Patrice de Maistre, avant de concéder l'avoir rencontré à quelques reprises en tant que trésorier de l'UMP, alors que le gestionnaire cherchait à obtenir la Légion d'honneur selon *Le Canard enchaîné*. (Lemond.fr 31.08)

### **Encore à propos des Roms.**

Le Premier ministre a défendu lors du campus d'été des jeunes de l'UMP l'efficacité de la politique sécuritaire du gouvernement ainsi que son attitude envers la minorité Rom. Elle n'est à ses yeux "*pas différente de celles des autres Etats européens qui ne peuvent pas accepter de recevoir sur leur territoire des citoyens européens qui n'ont aucun moyen d'existence et qui sont pour beaucoup d'entre eux acculés à la délinquance pour survivre*". (Reuters 31.08) Donnez-leur les moyens de ne pas être "*acculés à la délinquance pour survivre*" et vous n'aurez plus à vous plaindre du comportement supposé ou réel des Roms ! Quand on est acculé à la misère par la société, il est légitime de voler pour survivre, ce l'est moins quand on s'appelle Bolloré ou Pinault, Chirac ou Blanc par exemple !

### **Comment Attac légitime le capitalisme... et la misère qu'il génère.**

Susan George, présidente d'honneur de l'association Attac refuse de céder à toute incantation ou rhétorique de la révolution.

Car où sont les Bastille et les Palais d'hiver à prendre ? "*Ni à Wall Street ni à la City de Londres*", répond-elle avec ironie, tout en prenant soin de préciser que ces hauts lieux de la finance ont été renfloués par des Etats dépendant des Bourses et des banquiers. L'auteure cherche une utopie réaliste et n'a donc aucun problème à "*se passer de la fin de l'histoire*" et de la mythologie du "*grand soir*".

Nous avons les moyens de vivre autrement, dans l'égalité, le partage des savoirs et le respect de la biodiversité, affirme-t-elle. Si la révolution est une mystification, il n'est pas sûr que la seule taxation des riches suffira. Ainsi l'auteur parie sur l'innovation sociale, la coopération et la mutualisation. Un "*new deal vert*" afin de reconverter l'économie vers un marché de l'écologie, placement des banques sous "*contrôle citoyen*", annulation de la dette du tiers-monde contre la garantie de politique sociale...

Face à leurs crises, celles des "*hommes de Davos*", Susan George propose donc les solutions de l'économie et de l'écologie sociales pour sortir du "*turbo-capitalisme*" débridé. Avec beaucoup moins de pétrole, mais toujours autant d'idées. (Le Monde 28.08)

Sauf que ce n'est pas avec des idées que l'on va changer le monde, et surtout pas avec celles d'Attac ! new deal vert" du capitalisme, n'est rien d'autre que le moyen de créer de nouveaux besoins pour permettre à la machine capitaliste de continuer à fonctionner. Imaginez que vous gardiez la même voiture pendant 20 ans, 90% des usines automobiles seraient aujourd'hui fermés, le même raisonnement vaut pour tous les biens d'équipements (téléviseur, téléphone, réfrigérateur, etc) ou de consommation courante (vêtements, etc.) que l'on jette ou remplace avant qu'ils ne soient hors d'usage...

Avant-hier, une dépêche annonçait la mise au point aux Etats-Unis de la première voiture volante, elle était en photo. Ce n'est pas un canular, comme quoi ils ne savent décidément plus quoi inventer pour assurer la survie du capitalisme. Ne levez pas la tête quand même, ce n'est pas pour demain !

### **Grande-Bretagne. Un aveu, en voilà un qui ne manque pas de cynisme.**

Dans plusieurs extraits des mémoires de Blair, diffusés avant la publication de l'ouvrage mercredi, l'ancien locataire du 10 Downing Street répète sa position, plusieurs fois exprimée, selon laquelle l'invasion était justifiée par la menace que représentait Saddam Hussein, qui était en mesure de fabriquer des armes de destruction massive.

"*Je ne peux regretter la décision de partir en guerre. (...) Mais jamais je n'ai imaginé le cauchemar qui allait se dérouler*", commente-t-il à propos des années de violences intercommunautaires qui ont suivi l'invasion.

"*Je me suis souvent demandé si je m'étais trompé. Je souhaite que vous vous demandiez si j'ai pu avoir raison.*" Ce sera difficile, impossible !

"*Je pense que des paroles exprimant mes condoléances et ma sympathie seraient tout à fait insuffisantes. Ils sont morts, tandis que moi, qui ait décidé des circonstances dans lesquelles ils ont péri, suis toujours en vie*", ajoute-t-il à propos des victimes du conflit. (Reuters 01.09)  
Malheureusement, il n'en est pas mort !

### **Russie. La politique de la matraque.**

Au moins 130 opposants ont été interpellés mardi en Russie au cours de manifestations non autorisées en faveur de la liberté de rassemblement, dispersées parfois avec brutalité par la police après les "*coups de matraque*" promis par le Premier ministre Vladimir Poutine.

Ces manifestations organisées à Moscou et Saint-Petersbourg par différents mouvements d'opposition et des défenseurs des droits de l'homme ont lieu tous les 31 du mois depuis près d'un an, en référence à l'article 31 de la Constitution russe qui garantit le droit de manifester.

Selon la radio Echo de Moscou, certains manifestants ont été frappés "*très brutalement*" par la police qui avait déployé des centaines d'hommes des unités anti-émeutes.

Vers 22H00 locales (18H00 GMT), tous les manifestants interpellés à Moscou ont été relâchés, a déclaré aux journalistes un porte-parole de la police, cité par l'agence RIA-Novosti. "*Environ 70 personnes ont été appréhendées lors d'une manifestation non autorisée à Moscou (...). En ce moment, ils sont tous relâchés*", a indiqué le porte-parole.

Un demi-millier de policiers a été déployé autour de la place Trioumfalnaïa et au-delà pour assurer le maintien de l'ordre, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police.

A Saint-Petersbourg, près de 300 personnes se sont rassemblées sur la perspective Nevski et une soixantaine d'entre elles ont été interpellées, a constaté une journaliste de l'AFP. Selon un responsable de la police cité par l'agence RIA Novosti, environ 90 personnes ont été appréhendées. (Lepoint.fr 31.08)

### **Afghanistan. Une bonne nouvelle qui en cache une mauvaise. Nouvelle offensive en perspective.**

Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan s'amorcera à l'été 2011, a réaffirmé mardi le président Barack Obama, qui a toutefois souligné que le rythme du départ des GI's dépendrait de la situation sur le terrain.

"*Comme en Irak, nos forces resteront sur place pendant une période limitée pour permettre aux Afghans de bâtir leurs capacités (militaires) et d'assurer leur avenir*", a répété M. Obama.

"Grâce à notre retrait d'Irak, nous pouvons désormais utiliser des ressources pour passer à l'offensive" en Afghanistan, a expliqué le président, qui a rappelé l'objectif ultime de l'intervention en terre afghane: "vaincre Al-Qaïda".

Plus des deux tiers des quelque 141.000 soldats des forces internationales en Afghanistan viennent des Etats-Unis et les renforts dépêchés essentiellement par Washington depuis plusieurs mois vont porter cet effectif à 150.000 dans les prochaines semaines. (Lepoint.fr 31.08)

---

## Le 3 septembre

7 Septembre.

Lu dans un article d'un quotidien de province qu'un camarade m'a adressé, les propos d'un secrétaire d'une union locale CGT : "*même avec un débrayage d'un quart d'heure ou d'une demi-heure, c'est une petite contribution qui va peser*", c'est sûr, Sarkozy et le patronat en sont effrayés d'avance !

Etant donné que le 7 tombe un mardi et que plus de 90% des 30 millions environ de travailleurs que compte le pays ne sont pas syndiqués, si les chômeurs, les jeunes, les étudiants et les retraités ne se joignent pas en masse aux manifestations du 7 septembre, leurs niveaux ne dépasseront pas celles du printemps 2009 dans le meilleur des cas.

Vous lirez dans cette page l'interview d'hier de Thibault et Chérèque au journal patronal *Les Echos*. Pas question pour Thibault de faire du 7 septembre une manifestation anti-Sarkozy, "*ce n'est ni le sujet ni le message*", puisqu'il réclame une "*discussion sérieuse*" avec lui, quant à Chérèque il réclame un "*un vrai dialogue*" avec le gouvernement. Et de réaffirmer en coeur leur attachement aux 60 et 65 ans mais sans remettre en cause l'augmentation de la durée de cotisation que Chérèque revendique au même titre que le PS précise-t-il.

Pas question non plus de dresser un parallèle avec la grève de décembre 1995, quant à la tarte à la crème du "*partage de la valeur ajoutée*", Chérèque "*attend pour cela des messages forts de Laurence Parisot*", alors qu'elle vient de réaffirmer son opposition à toute taxation supplémentaire du capital... Finalement comme *ce ne sont pas les syndicats qui décident mais les salariés*" selon Thibault, si la contre-réforme des retraites passait ce serait de la faute des travailleurs !

## En titres. Economie.

### 1- Créer sans cesse de nouveaux besoins pour faire tourner la machine capitaliste...

- Samsung, Toshiba et LG ripostent à l'iPad - Le Figaro
- À Berlin, les fabricants dévoilent leurs tablettes. Un marché estimé à 30 millions d'unités - Reuters

### 2- Un secteur économique important en recul.

- Recul de 27% des nouvelles immatriculations en août en Allemagne - Reuters
- Recul des ventes de voitures en net recul en août aux Etats-Unis - Reuters

### 3- Hausse d'impôt.

- Bercy envisagerait d'augmenter la TVA sur la télé payante - Reuters
- Augmentation des impôts - Lagarde exclut une hausse avant la présidentielle de 2012 - LePoint.fr

## Sortie de crise, ils ont dit.

- Pascal Lamy, le secrétaire général de l'Organisation mondiale du commerce, ne veut pas y croire. "*Si je regarde les chiffres du commerce mondial, on est sorti de la crise*", affirme-t-il, prudent, lors de l'université d'été du Medef. (lepoint.fr 02.09)

- La reprise, a déclaré jeudi le président de la BCE Jean-Claude Trichet, se fera à un "*rythme modéré*" et pour l'instant, c'est encore l'incertitude qui prévaut.

"*Nous devons rester prudents. Nous ne crions pas victoire*", a déclaré le président de la BCE tout en soulignant que la BCE n'avait pas prévu un scénario de rechute en récession. (Reuters 02.09)

## Interventions à l'Université d'été du Medef à propos de la crise.



A la question de Laurence Parisot, présidente du Medef, « *Sommes nous en sortie de crise ?* » :

Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) :

*« Dans ma petite boutique du commerce international, on est en sortie de crise. Le commerce mondial a chuté de 12% en volume en 2009, il remonte de plus de 10% en 2010. Et le système commercial est resté ouvert pendant la crise (...) Le problème européen majeur est de savoir si l'Europe va pouvoir entretenir son système social, qui la distingue dans le monde. Dans les années qui viennent, la croissance démographique n'est pas là en Europe, et si la culture de l'immigration ne change pas, elle sera bloquée ». « La gouvernance globale ne peut pas ressembler à la gouvernance nationale ». « Il faut accepter un système dans lequel les fonctions de la gouvernance mondiale ne sont pas exercées dans la même boîte institutionnelle. Vous aurez une fonction « leadership » exercée par le G20 (...), une fonction « légitimité » qui ne peut être exercée que par les Nations unies, et une fonction « mobilisation des ressources » assurée par les agences spécialisées. Pour les esprits français cartésiens, cela fait un peu bazar mais c'est dans ce triangle que va se passer la gouvernance ». « Tant que le G20 n'acceptera pas de rendre des comptes aux Nations unies, il y aura des problèmes. Tant que les Nations unies se considèrent comme un exécutif plutôt que comme un Parlement, il y aura des problèmes (...) Notre influence n'est qu'extrêmement marginale par rapport à la vôtre (électeurs, NDLR) ». La société civile « doit s'approprier ces questions et faire pression pour que les politiques prennent des décisions ».*

Juan Somavia, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) :

*« Si on ne met pas l'emploi au coeur, on ne pourra jamais dire que la crise est terminée. Il faut dire que l'emploi est un objectif macroéconomique. L'emploi est aujourd'hui une résultante de la croissance, moi je dis : l'emploi est un objectif ».*

Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) :

*«... Il faut une conscience pour que les règles soient appliquées, ce qui est loin d'être le cas ». « Les vraies autorités, ce sont les marchés. Et le problème, c'est qu'ils sont segmentés, pas transparents, spéculatifs et que se développent un certain nombre de manipulations sur ces marchés à l'insu même des entreprises. Le véritable problème est dans le rapport de force inégal entre les marchés, les régulateurs et les entreprises : les entreprises ne savent pas qui intervient. Il y a pire que le temps médiatique : le temps des marchés...». (Les Echos 02.09)*

Pour les uns, c'est l'UE ou le FMI avec lequel il faut rompre, pour les autres c'est le marché qui détient le pouvoir, pour tous l'Etat ou les Etats donc les institutions n'en auraient aucun, cherchez l'erreur... cela évite de poser des questions embarrassantes et d'y répondre.

### **La BCE au service de la spéculation. Comment continuer d'accumuler du capital...**

La Banque centrale européenne a maintenu ses taux d'intérêt à un point bas record jeudi et prolongé ses mesures de soutien à la liquidité dans un contexte de fragilité de la reprise économique en général et de certaines banques en particulier.

Le taux de refinancement, reste au plus bas record de 1% pour le 16e mois d'affilée. Le taux de facilité de dépôt demeure à 0,25% et celui de la facilité de prêt marginal à 1,75%. (Reuters 02.09)

Difficile de maintenir leur marge, difficile de faire face à la concurrence mondiale, difficile d'augmenter les prix de vente des marchandises, difficile de diminuer davantage les coûts (les salaires et avantages sociaux), alors pour compenser la BCE prête de l'argent à des taux très bas aux banques via les entreprises... et la spéculation.

### **Non-événement. Pas touche aux marchés !**

Une taxe sur les transactions de change pour financer le développement des pays pauvres? C'est l'idée défendue mercredi par soixante pays, réunis à Paris, comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, le Brésil ou le Sénégal.

Avec un taux à 0,005%, cette taxe s'appliquerait aux transactions entre les banques sur les opérations de change et serait collectée au niveau international. Elle pourrait rapporter entre 30 et 40 milliards d'euros par an.

*« Sur 1.000 euros, la taxe que nous proposons, c'est cinq centimes d'euros. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est suffisant pour déclencher le mouvement », a expliqué le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner. « Techniquement il n'y a plus beaucoup d'obstacles, juridiquement non plus, politiquement il faut de la volonté », a-t-il ajouté.*

Ces conclusions se basent sur un rapport d'experts censé évaluer la faisabilité d'une telle taxation, complémentaire de l'aide publique au développement.

L'étude devait se prononcer sur cinq options principales: TVA sur les produits financiers, taxe sur les activités financières (profits et

rémunération des banques), taxe monodevise sur les transactions de changes, contribution internationale sur les transactions de changes, taxation large des transactions financières (changes et autres produits).

C'est cette dernière option qui semble recueillir le plus de soutiens. «*Il y a un consensus assez fort sur l'impôt sur les transactions financières en devises internationales*», a indiqué Soraya Rodriguez Ramos, secrétaire d'Etat espagnole à la Coopération.

L'avantage de ce dispositif est qu'il est «*complètement indolore*», a assuré Bernard Kouchner. Contrairement à la taxe «Tobin» par exemple, dont l'objectif est de stopper la volatilité sur les marchés de change, cette nouvelle taxe ne les pénalisera pas. Car l'objectif n'est pas de réguler le système financier international mais de financer le développement. (20minutes.fr 02.09)

Ouf, cette taxe hypothétoque ne "*pénalisera*" pas les marchés ! 30 et 40 milliards d'euros par an à comparer avec les quelques 1 000 milliards de dollars qu'à dépenser en 7 ans l'impérialisme américain dans sa guerre en Irak...

Ils vont encourager le change au marché au noir.

La BNP me taxe chaque fois que je fais un retrait au distributeur à Pondichéry, du coup j'évite de m'en servir pour engraisser ces parasites, et c'est Mageswary qui apporte directement le peu d'argent que nous arrivons à économiser à chaque voyage que je change évidemment au marché noir, ensuite on le place sur un compte rémunéré à 7 ou 8% (en ce moment) dans une banque d'Etat, c'est plus sûr !

### **La hausse des impôts... le programme de Sarkozy à partir de 2012.**

La ministre de l'Économie Christine Lagarde a réaffirmé, jeudi, qu'elle excluait toute hausse d'impôt avant la présidentielle de 2012. Elle se garde toutefois de se prononcer sur une éventuelle augmentation en 2013, évoquée récemment par le ministre du Budget François Baroin. (lepoint.fr 02.09)

### **Salaire.**

Les hausses globales de salaires n'auront atteint que 2,6 % en 2010, selon le cabinet Hewitt. Soit le plus bas niveau depuis 25 ans. Et 2011 ne s'annonce guère plus favorable. Les augmentations générales sont inférieures à 1 %. (Les Echos 02.09)

Pour avoir accès à la suite de cet article il faut être abonné aux Echos, ce qui n'est pas mon cas, et vue le peu de soutien financier que j'ai reçu, je n'ai pas l'intention de dépenser un euro de plus pour le site.

### **Chômage.**

Il faut lire les stats de l'INSEE au lieu de copier coller les communiqués de presse, selon un Internaute.

Le décompte est donc:

- 2,6 millions de personnes au chômage total, c'est-à-dire inscrites au Pôle Emploi et qui n'ont pas travaillé du tout durant le semestre

- 1,48 millions de personnes en position de "sous-emploi", c'est-à-dire les salariés à temps partiel désireux de travailler plus, ou les chômages techniques ou partiels

- 4,78 millions de personnes dites "proches du chômage", à savoir sans emploi mais qui ne remplissent pas les critères pour être comptabilisées comme chômeurs (car ils ne sont pas disponibles pour une recherche active, par exemple)

Ce qui nous fait sur une population active établie à 28,1 millions (2008) cela nous fait près de 7,38 millions de chômeurs - chômeurs partiels c'est à dire plus de 25% de la population dite active... (20minutes.fr 02.09)

### **Quand les pieds nickelés font main basse sur l'argent de la vieille.**

Liliane Bettencourt aurait confié à François-Marie Banier avoir donné de l'argent à Nicolas Sarkozy. L'artiste ami de la milliardaire l'a relaté dans un journal intime en avril 2007 saisi par la police en juillet, annonce Mediapart "*de sources concordantes*". Interrogé par la police, François-Marie Banier aurait confirmé les écrits. Avant d'assurer que la vieille dame aurait pu lui mentir, ou se tromper de nom, bref qu'il n'y croit pas.

Le 13 juillet, François-Marie Banier déclarait à L'Express que Liliane Bettencourt ne lui avait "*jamais parlé de Sarkozy ni de Woerth*". (lexpress.fr 02.09)

## Quand l'Etat en est réduit à racketter les immigrés.

L'information est presque passée inaperçue du grand public fin juin, sans doute pas des étrangers qui doivent s'en acquitter : un décret du 24 juin 2010 a considérablement augmenté trois taxes payées par les étrangers en situation régulière en France pour la délivrance ou le renouvellement de leurs papiers, à l'exception des ressortissants de l'Union européenne.

La délivrance d'une première carte de séjour au titre de la "*vie privée et familiale*", coûte désormais 340 euros contre 300 euros avant le 24 juin, soit une augmentation de 13 %. Le renouvellement annuel des cartes de séjour temporaire ou la délivrance de duplicata a connu, lui, une augmentation considérable, de 57 %, passant de 70 à 110 euros.

*"Comme l'accès à une carte de résident de 10 ans est actuellement laissé dans la plupart des cas à l'appréciation du préfet, et que du coup ce sont surtout des cartes d'un an qui sont délivrées, la majorité des étrangers en situation régulière doit payer chaque année 110 euros pour le renouvellement de son titre"* écrit le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés) dans un communiqué. En 2008, plus de 81 000 cartes de séjour ont été délivrées, selon les chiffres du ministère de l'immigration, et le renouvellement ou la délivrance de duplicata concernerait 500 000 personnes par an, selon le Gisti. *"Ce sont ainsi au total 21 millions d'euros de plus chaque année qui vont rentrer dans les caisses de l'État du fait des nouveaux montants des taxes sur les titres de séjour"*. L'association dénonce une mesure par laquelle, en ces temps de crise, *"une fois de plus, le gouvernement va chercher l'argent chez les plus pauvres et les plus précaires"*.

A titre de comparaison, la délivrance d'une carte d'identité française est gratuite, son renouvellement coûte 25 euros. La délivrance ou le renouvellement d'un passeport, valable dix ans, coûte entre 86 et 89 euros, selon les cas. (Lemonde.fr 02.09)

## Mozambique. Emeute de la faim.

Le Mozambique a déployé des troupes jeudi afin d'enlever des barricades dressées à Maputo où, pour le deuxième jour consécutif, des habitants ont bloqué des rues avec des pneus en feu et pillé des boutiques pour dénoncer un relèvement des prix du pain, de l'eau, de l'électricité et du carburant.

Ces violences ont coïncidé avec l'entrée en vigueur d'une hausse de 30% du prix du pain dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Ce relèvement s'ajoute à une flambée des prix de l'essence et d'autres produits de première nécessité. Environ 70% des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Le gouvernement a fait savoir jeudi qu'il ne reviendrait pas sur le relèvement des prix.

*"Les hausses de prix sont irréversibles"*, a déclaré Alberto Nkutmula aux journalistes après la réunion du cabinet.

Les écoles et la plupart des commerces étaient fermés jeudi et les habitants formaient de longues files d'attente devant les rares boulangeries ouvertes.

Le ministre de l'Intérieur, José Pacheco, a indiqué jeudi qu'une enquête était ouverte en vue d'identifier la source des courriels et SMS diffusés depuis mardi qui invitent la population de la capitale à rallier les manifestations.

Selon des responsables de la police, des balles réelles ont bien été tirées mercredi en certains points de la capitale par des policiers à court de projectiles en caoutchouc.

Le Mozambique, qui souffre encore des effets de la longue guerre civile qui l'a déchiré entre 1976 et 1992, est tributaire de ses importations en provenance d'Afrique du Sud, dont le coût a augmenté récemment en raison de la hausse du rand.

En 2008, des "*émeutes de la faim*" contre le coût de la vie et la hausse du prix de l'essence avaient fait au moins six morts. Le gouvernement avait accepté de baisser le prix du diesel pour les taxis minibus.

Pour Americo Ubisse, porte-parole de la Croix-rouge nationale, *«ces émeutes sont plus graves que celles de 2008 parce qu'elles ont atteint tous les bidonvilles»*. (Reuters et 20minutes.fr 02.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 4 septembre

La rubrique *Articles de presse* est actualisée presque quotidiennement. Afin que vous puissiez retrouver ces articles sans attendre la fin du

mois, j'ai créé un fichier pdf qui sera actualisé chaque fin de semaine jusqu'au dernier jour du mois, il vous suffira de télécharger le nouveau fichier qui remplacera le précédent, etc.

Je choisis des articles économiques accessibles à tous ou presque et dont le contenu permet de comprendre d'où vient la politique antisociale du gouvernement ou à quoi elle correspond sur le plan social pour les travailleurs. Ils permettent aussi de comprendre plus généralement l'orientation du capitalisme mondial.

On aurait envie de dire que tout a déjà été dit à ce sujet, il n'y a pas de "mystères" ou d'évènements qui seraient le produit du hasard dans la voie suivie par le capitalisme mondial et qui demeureraient inexplicables. Si on part sur ce terrain dans une discussion, il est impossible de s'en sortir. Le seul moyen d'avancer, c'est de se situer strictement et résolument sur le terrain de classe du prolétariat et ne pas en dévier.

Nos droits, nos besoins, nos aspirations, nos revendications sont-ils légitimes oui ou non ? Stop : oui ou non ? Si oui, qu'est-ce qu'on fait pour les défendre, pour qu'ils soient satisfaits demain ou plus tard ? On s'organise ou on continue de se morfondre dans son coin ? On fait quoi ? Doit-on attendre de perdre le peu qu'il nous reste pour réagir, quand il sera trop tard ? Doit-on se résoudre à vivre de plus en plus mal ? A tout problème correspond une solution, c'est valable aussi en politique, la fatalité c'est bon pour les ignorants ou les crétiens, les faibles d'esprit, les êtres sans volonté, les esclaves, et encore faudrait-il en trouver qui soient satisfaits de leur sort...

A côté des arguments que nous développons habituellement, c'est ce langage qu'il faut aussi tenir aux jeunes, à la classe ouvrière, aux couches moyennes, à la petite-bourgeoisie. Chacun se questionne sur le sens de sa vie, chacun se dit forcément qu'il vit dans une société profondément injuste, un monde épouvantable, chacun aspire à en voir le bout, mais chacun estime-t-il encore qu'un monde meilleur est possible, pas forcément, loin de là même. N'est-ce pas cela qui donne des ailes au camp de la réaction qui sait le mouvement ouvrier profondément divisé et dans une impasse ? C'est nous qui finalement faisons tourner les usines, contruisons les routes, nourrissons la population, instruisons les enfants, etc. ne serait-ce pas à nous de décider quoi produire, dans quelles conditions et pour qui ? Nous sommes le nombre, nous sommes unis une force imbattable, irrésistible, mobilisons-nous, organisons-nous, prenons notre destin entre nos mains, prenons le pouvoir qui nous revient de plein droit de gré ou de force... (A suivre)

### **Le gouvernement envisage-t-il de déménager à Vichy en 2014... au plus tard ?**

Le ministre de l'Intérieur et conseiller régional d'Auvergne, Brice Hortefeux, n'a pas souhaité démentir ni confirmer vendredi lors d'un déplacement à Vichy (Allier) son intérêt pour la mairie de cette ville, dans la perspective des élections municipales de 2014. (Lepoint.fr 03.09)

### **Justice. Deux poids, deux mesures. Les miasmes de la Ve République.**

1- Le principal syndicat de magistrats français a vivement réagi vendredi aux critiques contre un juge des libertés de Grenoble attaqué par le gouvernement et les syndicats de policiers pour avoir laissé en liberté le suspect d'un "braquage".

Moncif Ghabour, mis en examen jeudi pour l'attaque à main armée du casino d'Uriage-les-Bains (Isère) dans la nuit du 15 au 16 juillet et une tentative d'homicide visant des policiers, a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

"Les magistrats n'ont pas de leçons à recevoir du ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Ils n'ont pas l'intention d'être les boucs émissaires des carences de sa politique sécuritaire", a dit à Reuters Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (majoritaire).

Le suspect reste présumé innocent. "Il y a deux poids, deux mesures au gouvernement. Pour (le ministre du Travail, ndlr) Eric Woerth, on insiste constamment sur la présomption d'innocence, mais pour les suspects de Grenoble, ils devraient être systématiquement incarcérés ab initio", a-t-il dit.

Le gouvernement est directement intervenu dans l'affaire de Grenoble, la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie suscitant un appel du parquet contre la remise en liberté et le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux faisant part de son "*indignation*" en invoquant la "*gravité des faits*".

Le syndicat Synergie-officiers parle de "*forfaiture*". Christophe Régnard a répliqué en annonçant qu'il étudiait une éventuelle plainte pour "*outrage à corps constitué*".

Sur le fond du dossier, la remise en liberté du suspect Moncif Ghabour semble être fondée sur une analyse divergente des éléments à charge entre le parquet et le juge des libertés.

Sa mise en cause repose essentiellement sur des témoignages et une expertise en "*odeurs*" prélevées sur la scène de crime, un procédé très contesté. Mais il nie les faits, avance un alibi et des témoins déposent en sa faveur.

Le même juge des libertés a envoyé en prison la même journée de jeudi quatre autres personnes dans des affaires distinctes, dont deux mineurs, font valoir les syndicats de magistrats.

Le principe général du droit français est que, dans une enquête, la liberté et la règle et la détention l'exception. Un placement en détention peut notamment être fondé sur des risques de fuite, de destruction des preuves ou, en matière criminelle, sur la notion de "*trouble à l'ordre public*". (Reuters 03.09)

2- Nicolas Sarkozy a jugé vendredi "*difficilement compréhensible*" la remise en liberté sous contrôle judiciaire, la veille, par un magistrat, du second braqueur présumé du casino d'Uriage-les-Bains (Isère), en marge d'un déplacement en Côte-d'Or. "*Je pense aux policiers qui se sont donné tant de mal pour retrouver ce délinquant, c'est bien difficilement compréhensible qu'on le remette en liberté dans ces conditions*", a déclaré le président à la presse.

Dans un communiqué publié jeudi soir, Brice Hortefeux avait exprimé sa "*très vive indignation*" et sa "*consternation*" après la remise en liberté sous contrôle judiciaire de Monsif Ghabbour. (Lepoint.fr 03.09)

Monsieur Ghabbour a nié les faits, il aurait un alibi et des témoins ont déposé en sa faveur, dans ces conditions il doit bénéficier de la présomption d'innocence et demeurer en liberté. A défaut de traces ADN, ils envoient leurs fins limiers qui tels des chiens vont relever les "*odeurs*" !

Monsieur Woerth a menti à plusieurs reprises à la justice, les preuves matérielles qu'il a trempé dans de multiples magouilles financières s'accumulent contre lui (lettres, carnets, enregistrements sonores, etc), plusieurs témoins ont témoigné à charge contre lui notamment dans l'affaire Bettencourt-Maistre et Cie., il devrait être en détention préventive à l'heure qu'il est en attendant son procès, mais il demeure libre, contre-réforme des retraites oblige.

Monsieur Hortefeux a été jugé coupable de propos à caractère raciste, mais il demeure à son poste, chasse aux Roms oblige.

Pendant ce temps-là des milliers de personnes innocentes placées en détention provisoire croupissent en prison dans l'attente de leur procès, mais parmi elles, aucun ministre, aucun policier, aucun patron !

### **Rémunération. Inégalité, injustice.**

Comme en 2009, le gel des rémunérations sera de mise, selon la dernière étude du cabinet Hewitt Associates réalisée auprès de plus de 150 entreprises françaises.

Les hausses générales des salaires n'auront atteint que 2,6% en moyenne cette année, soit le plus bas niveau observé depuis vingt-cinq. 2011 ne s'annonce guère plus favorable avec une augmentation prévue de 2,7%.

Ces chiffres sont très inférieurs aux taux moyens de 3,3 % à 3,5 % enregistrés ces trente dernières années.

Pour la première fois depuis des années, les hausses générales de salaires sont ainsi inférieures à 1%. Critiques des salariés

Cette stratégie est cependant de plus en plus mal accueillie par les salariés. Seul un Français sur cinq est satisfait de sa rémunération, selon cette enquête.

Au total, 91% des salariés concernés par l'étude déclarent en outre ne pas vraiment comprendre la politique de rémunération de leur entreprise.

Voici dix ans, 70% des sociétés procédaient à des rémunérations variables pour les cadres, contre 95% en 2010. Pour les non-cadres, le constat est identique: 20% à 30% des entreprises l'utilisaient en 2000 contre 70% en 2010. (20minutes.fr 03.09)

### **Les hausses des prix à venir, en titres hier.**

- Le prix du vin pourrait augmenter - 20minutes.fr
- L'envolée du blé fait grimper le cours de la viande - Le Figaro
- Blé : hausses de prix à venir dans les magasins français - Le Figaro

### **Extrait du rapport de la commission Attali.**

La commission, qui vient de trouver un terrain d'entente, chiffre à 75 milliards les économies nécessaires d'ici à 2013 pour réduire le déficit. Outre une action résolue contre les niches, elle prône un gel durable du salaire des fonctionnaires.

Tant que le déficit ne sera pas ramené à 3 % du PIB, un « axe » préconisé par la commission serait de prendre des « *mesures exceptionnelles* » : prolongation du gel du point d'indice pour les salaires des fonctionnaires (déjà décidée par le gouvernement pour 2011),

élargissement de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite aux collectivités locales et à la Sécurité sociale, gel de certaines prestations sociales et mises sous condition de ressources des allocations familiales. Le tout devant permettre d'économiser 10 milliards d'euros sur trois ans. A cela devraient s'ajouter 40 milliards provenant d'un effort de maîtrise des dépenses réalisé pour moitié par l'Etat et pour le reste par les collectivités locales et la Sécurité sociale.

Dans un deuxième scénario où la croissance n'atteindrait pas 2 % en moyenne, des efforts supplémentaires seraient nécessaires pour ramener le déficit à 3 % avec des hausses d'impôts ciblées (TVA réduite, notamment), ainsi qu'une accélération des réformes structurelles. A moyen terme, la commission plaide pour une refonte du système fiscal visant à alléger le coût du travail avec, en contrepartie, un renforcement de la fiscalité écologique et sur la consommation.

Le rapport doit être remis au chef de l'Etat dans les prochaines semaines. Celui-ci comportera une grosse vingtaine de propositions et sera scruté de près, car la commission rassemble des personnalités de tous bords. (Les Echos 03.09)

Les Echos précise qu'"un consensus a été trouvé sur les finances publiques", car "la première urgence est de « regagner la maîtrise des finances publiques », elle constitue « le socle de la croissance et de la solidarité ». Consensus entre l'UMP et le PS, cela allait de soi pour justifier les coupes à la hache dans tous les budgets sociaux et de s'en prendre une nouvelle fois aux fonctionnaires.

### **Commerce mondial.**

Une envolée de 26% pour les exportations mondiales et de 25% pour les importations, selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC) confirment la reprise. Pour l'ensemble du premier semestre 2010, la valeur des échanges commerciaux a grimpé de 25%.

« Si je regarde les chiffres du commerce mondial, on est en sortie de crise », a déclaré mercredi Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, invité de l'université d'été du Medef à Jouy-en-Josas, en banlieue parisienne. Après une chute de 12% l'an dernier, l'OMC table sur une hausse de 10% pour l'ensemble de 2010.

Pour l'heure, les derniers chiffres publiés, concernant le deuxième trimestre, confirment le rôle de locomotive des pays émergents, et de l'Asie en particulier. Les exportations asiatiques ont bondi de 35% au deuxième trimestre, par rapport à la même période en 2009. Les exportations et importations chinoises se sont propulsées de 41 et 44% respectivement. Les Etats-Unis ne sont pas en reste avec des exports en hausse de 25% et des imports en progression de 32%. La reprise est plus modérée pour l'Union européenne, dont les exportations et les importations ont augmenté au deuxième trimestre de 13 et 14% respectivement.

Ces statistiques sont exprimées en valeur, et par conséquent reflètent non seulement une reprise des échanges en volume, mais aussi la forte hausse des prix des matières premières (plus de 30% pour le pétrole brut au deuxième trimestre sur un an, plus de 45% pour les métaux). (lefigaro.fr 02.09)

J. Attali, P. Lamy, D. Strauss-Kahn, tous dirigeants du PS, un parti du capital ou du travail ?

### **Pays-Bas. Crise politique, suite.**

Les discussions visant à former un gouvernement minoritaire de droite aux Pays-Bas ont abouti à un échec vendredi, sept mois après la chute du cabinet précédent, le parti populiste de Geert Wilders ayant décidé de s'en retirer.

Les Pays-Bas sont sans gouvernement stable depuis la chute du précédent le 20 février. (Reuters 03.09)

### **Belgique. Crise politique, suite.**

Les négociations visant à accorder plus d'autonomie aux régions francophones et néerlandophones en Belgique ont rompu, faisant craindre que ce pays reste sans un nouveau gouvernement (depuis le 13 juin) pendant plusieurs semaines supplémentaires. (AP 03.09)

Pays-Bas, Belgique, Australie, Afghanistan, Liban, Irak, etc., on ne compte plus les pays qui ont décidément beaucoup de mal à former un gouvernement...

### **Chine. L'enfer au quotidien.**

Plusieurs milliers de camions et d'autres véhicules étaient bloqués vendredi dans un nouvel embouteillage monstre dans le nord de la Chine.

Selon la chaîne de télévision publique CCTV, environ 10.000 camions étaient bloqués dans l'embouteillage. Certains médias ont évoqué notamment un ralentissement de 120 kilomètres sur un tronçon situé entre les comtés de Zhouzi et Xinghe, en Mongolie intérieure.

Le dernier bouchon en date a été déclenché par un accident de la route mercredi dans la province d'Hebei, limitrophe de Pékin, selon le "Beijing News". (AP 03.09)

## Mozambique.

La police a tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes vendredi à Maputo, la capitale mozambicaine, pour disperser de nouvelles émeutes de la faim motivées par la hausse du prix du pain.

Depuis trois jours, les émeutes ont fait dix morts et plusieurs centaines de blessés dans l'ex-colonie portugaise d'Afrique australe, l'un des pays les plus pauvres du monde.

Des manifestations ont également éclaté à Chimoio, dans le centre du pays, à 760 km au nord de la capitale, où six personnes ont été blessées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur la foule, a indiqué l'agence de presse portugaise Lusa. (Reuters 03.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 6 septembre

Un lien inaccessible à corriger dans les articles de lutte de classe: *Fréquentation du site en août* - <http://www.luttedeclasse.org/service/flash0810.pdf>, à rectifier en <http://www.luttedeclasse.org/service/Flash0810.pdf>. Il faut une majuscule à Flash dans le bon lien. Merci Philippe, l'erreur est corrigée, j'aurais dû faire un copier/coller de l'adresse !

Je m'abstiendrai de tout commentaire avant la journée de demain car je suis trop loin du terrain.

Les camarades du groupe CPS proposent un cadre et un objectif qui me paraissent corrects, rompre avec Chérèque et engager l'affrontement contre le gouvernement pour sauver notre droit à la retraite en rassemblant la classe et ses organisations et partis dans une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale.

L'appel de 44 postiers de Nante à l'initiative du Groupe Bolchevik (je suppose ?) signé par des militants de la CGT, de FO et de SUD montre qu'il est possible de poser les bonnes questions, d'avancer une perspective de combat de l'ensemble de la classe contre le gouvernement, ce que n'a osé faire aucun parti se réclamant de la classe ouvrière, alors que ce devrait être son rôle, son devoir. Je souscris à cet appel.

Le FSC a rectifié une imprécision contenue dans un de leur tract précédent que j'avais évoquée dans une causerie ces derniers jours, en indiquant cette fois que c'était la grève illimitée déclenchée à l'initiative des ouvriers de Renault à Billancourt le 16 mai 1968 qui avait entraîné "en 48 heures 10 millions de grévistes à leurs côtés et imposant le plus grand succès revendicatif d'après guerre", encore un petit effort et ils pourront ajouter : contre la direction de la CGT de l'époque qui y était aussi farouchement opposée que peut l'être Thibault aujourd'hui. Saluons cette évolution qui espérons-le n'est pas une manoeuvre, et reconnaissons qu'il n'était pas nécessaire de rappeler dans un tract le double jeu constant des dirigeants de la CGT... et du PCF au côté du parti de l'ordre depuis, on a envie d'écrire depuis qu'ils existent pour éviter de se chamailler inutilement sur une date, des camarades qui ont milité au PCF pendant des décennies et qui ont fini par le quitter sont prêts à l'admettre, donc je ne vois pas pourquoi je devrais me priver d'apporter cette précision. A propos du PCF.

Comme on n'a pas tout en tête en permanence ou qu'on ne sait pas tout, eh oui il faut bien l'admettre, c'est sans doute dur pour certains, car bien que nous saurions beaucoup de choses, il y en a forcément qui nous échappe, incroyable, non, d'où la nécessité de se pencher à nouveau et régulièrement sur l'histoire du mouvement ouvrier, afin de mieux comprendre le jeu des uns et des autres et affiner notre tactique et notre stratégie.

En relisant l'histoire de la SFIO et du PCF à partir de 1920, on a une multitude de données ou d'arguments à portée de la main pour comprendre comment le mouvement ouvrier français s'est gangrené, comment et pourquoi il s'est détourné puis il a abandonné aussi facilement le combat pour le socialisme dès le premier quart du XXe siècle, mais aussi pour démontrer que le stalinisme n'est pas issu du bolchevik, mais qu'il s'en est servi pour mener à bien sa politique criminelle.

Je suis tombé par hasard sur le mémoire d'une étudiante en DEA sociale (Université de Lille) qu'elle a consacré aux syndicats et aux partis politiques (en 2001-2002), dans lequel elle revient sur le début du syndicalisme en France et les années qui ont précédé le Congrès d'Amiens de la CGT en 1906 où fut adopté ce qu'on appellera plus tard La Charte d'Amiens (en 1910).

Cette Charte fut précédé du Congrès de Montpellier en 1902 qui précisait que "*le syndicalisme doit conserver son indépendance à l'égard des partis politiques, mêmes animés de préoccupations analogues*". Dès 1895, l'article 2 des statuts de la CGT précisait déjà "*les éléments constituant la Confédération général du travail devront se tenir en dehors de toute école politique*".

L'auteur de ce mémoire apporte une précision intéressante, elle rappelle que si les fondateurs de la CGT ou son courant majoritaire avaient pris position pour l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques, ils avaient réaffirmé que ce n'était pas pour autant que le syndicat devait s'abstenir de se prononcer sur les questions politiques, ce qui est rarement le cas des syndicats de nos jours.

Plus loin, elle en conclut que la Charte d'Amiens "*laisse apparaître une ambiguïté*", complétons, dont les uns se serviront pour mieux arrimer la classe ouvrière au char du capitalisme, les réformistes, les autres en profiteront pour s'aligner sur les besoins du Kremlin, le PCF, et pour finir, les anarchistes pour justifier leur opposition à la construction d'un parti ouvrier conformément à leur théorie, trois positions qui ne pouvaient que conduire à la dégénérescence du syndicalisme et à la subordination de la classe au capitalisme.

Plus loin, elle précise que cette "*ambiguïté*" repose sur l'affirmation que le syndicat poursuit le même objectif politique que le Parti socialiste (à cette époque), et que "*l'apolitisme de la Charte d'Amiens consacre donc l'autonomie des syndicats face aux partis politiques et non un apolitisme, entendu comme aujourd'hui, consacrant l'autonomie du syndicat face au politique*".

Que le syndicat doit être autonome par rapport au parti du fait qu'ils n'interviennent pas sur le même terrain n'est pas une révélation, ce qui est inacceptable en revanche, c'est qu'un syndicat dit ouvrier cesse de combattre ou ne combatte pas dans la perspective d'en finir avec le capitalisme mais s'en accommode. Ce qui est inacceptable également, c'est que syndicats et partis ne mènent pas (plus souvent) le combat ensemble contre le gouvernement chaque fois que c'est possible.

Les syndicats ne sont pas seulement "*méfiant*" ou "*neutres*" vis-à-vis des partis politiques comme elle l'explique, par exemple, aucun d'entre eux n'ose avancer qu'aujourd'hui aucun des partis au pouvoir ou postulant au pouvoir en 2012 s'exprimant au nom des travailleurs ne mérite leur soutien du fait qu'ils proposent tous une politique qui tourne le dos à l'objectif du combat du mouvement ouvrier : l'émancipation de l'exploitation capitaliste, renvoyant dos-à-dos tous les partis en présence, y compris ceux qui ne sont pas en position de prendre le pouvoir en 2012, donc favorisant de fait les partis du camp de la réaction et les partis du mouvement ouvrier qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes.

Entre soutenir ouvertement un parti ou s'exprimer sur la politique des partis sans être obligé de les citer précisément, il y a une marge qui peut être ou qui devrait être exploitée par le syndicalisme sans forcément remettre en cause son autonomie. Un syndicat réellement au service de notre cause devrait se prononcer clairement pour le socialisme dans la mesure où c'est la seule alternative possible au capitalisme, sans faire référence à un parti en particulier, et si aucun n'en est capable aujourd'hui, c'est parce qu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, CQFD. Cela confirme que l'autonomie du syndicat s'est rapidement transformée en une sorte d'apolitisme (à géométrie variable !) qui profite finalement au régime qu'il est censé combattre et abattre. (A suivre)

Bonne semaine à tous et bonne manif demain, camarades !

### **Retraites. La stratégie du Palais par Les Echos.**

Tourner la page avec le moins de dégâts possibles, tel est donc l'objectif de l'exécutif, qui développe une stratégie alternant détermination et souplesse.

Sur le fond, le gouvernement continue (mais) l'exécutif sait qu'il n'a aucune chance, contrairement à 2003, d'arracher cette fois-ci le soutien officiel de la CFDT.

Le gouvernement s'attend à une ou plusieurs autres journées d'action d'ici à la fin de l'examen du texte au Sénat, fin octobre, mais mise sur la perte de vitesse progressive du conflit et la résignation des salariés. (...) Les gestes qui seront dévoilés ces prochains jours pourraient en outre, à défaut de la briser, enfoncer un coin dans l'unité syndicale entre les réformistes et les contestataires.

L'enjeu et la nouvelle offensive du gouvernement en préparation.

La réforme des retraites qui devait boucler avec maestria l'action réformatrice du quinquennat Sarkozy apparaît aujourd'hui celle qu'il faut sauver à tout prix afin d'espérer reprendre ensuite du souffle pour 2012. Le mot « *pause législative* » qu'employait le chef de l'Etat pour définir sa dernière étape avant la présidentielle a de façon éloquente disparu du vocabulaire élyséen. Par deux fois hier, Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée, a affirmé sur Europe 1 qu'il « *y avait encore beaucoup de réformes et d'innovations à faire* ». (Les Echos 06.09)

### **Retraites. Faisons mentir Le Figaro.**

Les syndicats sont persuadés que du nombre de manifestants - ils ont rassemblé entre 800.000 et 1,9 million de personnes le 24 juin - dépendra la réponse du gouvernement. « *Il y aura beaucoup de monde car c'est une réforme importante* », a confirmé Éric Woerth. Mais peu de chances que la réponse aille dans le sens de ce que souhaitent les syndicats. Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée, a été sur ce point très clair hier sur Europe 1.

« *Le fond de la réforme ne peut pas changer* », a-t-il martelé au prétexte que « *cette réforme est nécessaire* ».



Pas question donc de revenir sur la mesure phare du projet de loi : le passage de 60 à 62 ans de l'âge de départ à la retraite. Tous les pays occidentaux ont touché au curseur de l'âge pour équilibrer leurs régimes de retraite. Le diagnostic est partout le même (...) La crise et l'envolée des déficits ont rendu plus criant le besoin de réformes.

Solutions retenues un peu partout ? L'augmentation du nombre d'annuités pour toucher une retraite à taux plein et le recul de l'âge légal de départ à la retraite, soit exactement le chemin suivi par la France, mais dans des proportions bien plus importantes. Sous la pression du FMI, la Grèce a ainsi relevé le nombre d'annuités de cinq ans et fait passer d'ici à 2015 l'âge de départ à 63 ans. Même thérapie de choc en Espagne et en Allemagne, où l'âge de départ va progressivement se caler à 67 ans.

Une autre tendance est d'aligner le régime des femmes sur celui des hommes. C'est le cas au Portugal, en Italie et en Grande-Bretagne, où la différence entre les femmes (60 ans) et les hommes (65 ans) va être supprimée et l'âge légal passer à 68 ans en 2045 !

Autre enseignement des réformes étrangères : le relatif consensus politique dans lequel elles ont été menées. La réforme allemande de 2007 a ainsi été adoptée par la grande coalition associant conservateurs et sociaux-démocrates. «L'avantage du système allemand, c'est qu'il est très responsabilisant, explique l'économiste Jacques Bichot. Chacun choisit sa date de départ et touche une pension en fonction.»

Idem en Suède, où la limite d'âge a carrément disparu. Dans ce système scandinave, chacun dispose d'un «compte virtuel où s'accumulent des points tout au long de la carrière. Chaque année, les Suédois reçoivent une enveloppe orange qui leur indique le montant de leur pension, calculée en fonction de l'espérance de vie, de la croissance économique et du respect de l'équilibre financier du système.

Autant dire que la France fait figure d'exception avec ses 60 ans d'âge légal et ses 58,7 ans d'âge effectif, les plus bas de l'OCDE. Mieux, c'est aussi dans l'Hexagone que l'on passe le plus de temps à la retraite : 24,5 années en 2007, contre 19,8 en moyenne dans l'Union européenne et 14 au Japon, le plus bas.

Le gouvernement mobilise les médias.

Mardi soir Éric Woerth (sera) l'invité du journal de TF1. (Lefigaro.fr 05.09)

Ici en Inde, pas de retraite du tout, tous les jours on peut croiser au boulot sur des chantiers ou sur le bord des routes des vieillards sans âge cassés en deux, des femmes usées et émaciées qui portent toute la journée des récipients contenant du ciment, six jours sur sept, le travail des enfants étant officiellement interdit, trop visible en ville mais pas à la campagne, ce sont les vieux qui les ont remplacés, mais que le journaliste du Figaro se rassure, c'est parfaitement légal, donc légitime, normal, quoi ! C'est terrible en vérité ! Je vous passe mes états d'âme.

### **Crise du parti de l'ordre sur la "forme".**

1- "*Il ne faut pas se payer de mots, le président, le gouvernement, la majorité ont perdu la confiance d'une partie de leur électorat*", a estimé dimanche le maire UMP de Bordeaux et ancien Premier ministre Alain Juppé, invité du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro.

Cette perte de confiance intervient selon M. Juppé "*plus pour des raisons de forme que de fond*". Depuis l'élection du président Sarkozy en mai 2007, "*beaucoup de bonnes choses ont été faites*", a estimé M. Juppé, qui a cité notamment la gestion de la crise financière ou des "*réformes positives*" comme celle de l'université, "*en plein bouleversement, dans le bons sens*". Mais "*sur la forme, il y a quelque chose qui ne marche pas bien*", a-t-il expliqué. (AP 05.09)

2- Dans une interview au *Parisien* de ce dimanche, Patrick Devedjian, s'en prend vigoureusement à Xavier Bertrand. Il n'a pas "*le sentiment que ça aille très fort en ce moment à l'UMP*", "*Un parti politique, ce n'est pas le Club Med. On n'a pas besoin de gentils organisateurs!*", a clamé Patrick Devedjian à l'encontre du secrétaire général de l'UMP. (Lepost.fr 05.09)

### **Hôpitaux en danger.**

Le nombre d'hôpitaux assurant les services de nuit en Ile-de-France devrait passer de six à onze actuellement à un seul, selon un projet de l'Agence régionale de santé (ARS) révélé dimanche par le journal "*Le Parisien*".

Selon ce document de travail de l'ARS présenté lors d'une réunion le 9 juillet, "*trop de blocs opératoires tournent au ralenti la nuit*". L'ARS Ile-de-France, présidée depuis avril dernier par l'ancien ministre socialiste de la Santé Claude Evin, propose une réorganisation drastique de l'organisation des hôpitaux entre 18h30 le soir et 8h le matin, ainsi que le week-end et les jours fériés.

"*Un seul bloc devrait être ouvert pendant 24h dans chaque département*", suggère ce document intitulé "*Permanence des soins hospitaliers: organisation et financement*". L'objectif de cette "rationalisation" est d'"assurer un égal accès aux soins sur tout le territoire" et rendre le "dispositif plus efficace", selon le projet.

Interrogé par "*Le Parisien*", Claude Evin assure que "*rien n'est arrêté*" et que ce "*document de travail vise juste à lancer la réflexion*". Il fait part toutefois de sa "*détermination à réorganiser en profondeur les gardes de nuit en Ile-de-France*". Mutualiser les moyens la nuit permettrait de "*sécuriser d'avantage les hôpitaux la journée*", fait-il valoir.

Le président de la Coordination médicale hospitalière François Aubard dénonce un projet "*impensable*" qui pourrait mettre selon lui des vies en danger. Une réforme "*d'ampleur*" est effectivement "*nécessaire*", explique-t-il au "*Parisien*", mais "*dans le projet de l'ARS, bâti à la va-vite, on a le sentiment d'un grand n'importe quoi, potentiellement dangereux*" pour les patients "*qui se font opérer la nuit*".

En outre, déplore-t-il, "*on met dans le même panier la période 18h-minuit, pendant laquelle la vie continue et où les patients arrivent en masse à l'hôpital, et la période après minuit où l'activité est quasi nulle*".

L'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) a également jugé inacceptable ce projet dont la logique est "*uniquement financière*".

"*Nous ne sommes pas là pour répondre à des objectifs de productivité, nous sommes présents pour répondre à l'inattendu et à l'imprévisible, pour répondre à ce qui n'est pas programmable*", souligne l'AMUF dans un communiqué. "*Est-il envisageable de supprimer des centres de secours des pompiers au motif qu'il n'y a pas assez de feux la nuit?*", s'interroge l'association. (AP 05.09)

Magueswary (mon épouse) devrait être morte si un chirurgien n'était pas intervenu il y a quatre ans déjà sur les coups d'une heure du matin, quand une infirmière constata qu'elle était en train de faire une hémorragie au niveau du coeur quelques jours après son opération.

Pour rappel, Claude Evin est médecin et un des dirigeant du PS. Criminel !

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 7 septembre

### Retraites.

### UMP.

Interview au journal *Le Point* de Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP et secrétaire national en charge des relations avec les organisations syndicales.

Question : Selon un sondage, 60 % des Français pensent pourtant qu'il faut qu'il s'en aille...

Réponse : Et alors ? On n'a pas besoin du soutien de l'opinion quand on est ministre...

Question : Si le mouvement syndical contre le projet rencontre du succès mardi, l'UMP va-t-elle faire des concessions sur le fond ?

Réponse : Ce n'est pas la rue qui gouverne en démocratie. (Lepoint.fr 06.09)

Dans votre démocratie... c'est bien la raison pour laquelle nous prenons la précaution de ne pas nous en réclamer ! Qu'a-t-il dit en fait ? Vous votez, vous élisez des candidats qui vous font un tas de promesses et une fois élus ils font ce qu'ils veulent, envolées les promesses et les illusions, et si cela ne vous convient pas, allez vous foutre !

Une telle démocratie, c'est un devoir de la renverser pour instaurer une véritable démocratie basée sur le pouvoir politique des travailleurs, afin de réorganiser la société en fonction des besoins des masses exploitées pour les satisfaire.

### PS. Le relais de l'UMP dans le mouvement ouvrier.

"*Il y aura un vrai débat projet contre projet*", a assuré Alain Vidalies à l'issue d'une réunion extraordinaire du groupe PS de l'Assemblée nationale.

"*Des amendements de proposition*", a-t-il souligné. "*Il n'y a pas d'opposition systématique dans cette affaire*", a assuré le député. (Reuters 06.09)

On le savait, merci de cette précision !

### **CFTC. 'Chez nous c'est très tendu'**

La CFTC, seul syndicat à avoir répondu favorablement à la proposition d'Eric Woerth de rediscuter de la réforme des retraites avant le débat parlementaire, est sortie bredouille, lundi 6 ministre, de son rendez-vous avec le ministre.

Selon M. Voisin, *'le débat est ailleurs, on a un désaccord profond. 'Chez nous c'est très tendu', car la réforme marque 'le passage d'un système par répartition à un système assurantiel : aujourd'hui, c'est les retraites, demain l'assurance-maladie, puis la dépendance', a-t-il poursuivi. 'Elle enclenche un nouveau processus qui touche au pacte social basé sur la solidarité. 'Tant qu'on n'aura pas bougé sur le financement, on aura un conflit de fond', a ajouté M. Voisin.*

Interrogé sur la suite des importantes manifestations prévues mardi, M. Voisin n'a pas souhaité préjuger, tout en soulignant qu'*'on ne va pas attendre la fin des décisions'* au Parlement. *'La culture CFTC est plutôt concertation, médiation et la grève le moins possible, mais là c'est essentiel à plus d'un titre.'* (Lemonde.fr 06.09)

Attention à bien faire la distinction entre les dirigeants et les adhérents de la CFDT et de la CFTC, ces adhérents n'étant pas différents de ceux des autres syndicats...

### **NPA.**

*"Le 7 septembre s'annonce déjà comme un succès à mon avis", a déclaré Olivier Besancenot sur LCI. Pour lui, "le plus important c'est la suite", car "personne n'est naïf, je ne crois pas une seule seconde qu'Eric Woerth va débarquer à la télé le soir en disant: 'Ecoutez, j'ai entendu la rue et je retire ma réforme et puis comme j'ai deux, trois casseroles en plus, je vais démissionner'", a-t-il poursuivi.*

*"Il ne va pas nous faire ce cadeau-là", "il faudra une suite et une suite rapprochée, c'est le rôle de l'intersyndicale" d'en décider, a-t-il ajouté, appelant à participer au meeting unitaire qui se tient mercredi soir à Montreuil à l'appel du collectif initié par Attac et la Fondation Copernic.*

Pour Olivier Besancenot, *"la rue peut avoir un pouvoir supérieur à celui des gouvernants",* comme en 1995 contre le plan Juppé ou en 2006 sur le Contrat première embauche (CPE). *"Il ne s'agit pas de réécrire la réforme, il s'agit de la retirer",* car *"il y a des moyens financiers pour un système de retraites à 60 ans à taux plein".*

De plus, *"l'issue de la présidentielle se joue maintenant"* et *"il faut affaiblir Nicolas Sarkozy en lui infligeant une défaite sociale",* a-t-il affirmé. (L'express.fr 06.09)

Et si les moyens financiers faisaient défaut, on devrait renoncer à ce combat ? De son côté le gouvernement et le Medef affirment le contraire et justifient ainsi la contre-réforme. Qui a raison, allez savoir ma bonne dame, p'être ben l'un, p'être ben l'autre ! Merci à O. Besancenot d'avancer cet argument qui fait le jeu de la division de nos forces. Voilà ce qui arrive quand on se place sur le terrain choisi par le gouvernement, au lieu de s'en tenir strictement aux droits des travailleurs, sur un terrain de classe indépendant.

Il n'est pas le seul malheureusement, tous les partis sans exception expliquent que tout serait possible en régime capitaliste, que les moyens existent, que les patrons doivent payer, etc., la question n'est pas de savoir si c'est exact ou non, mais quelles conséquences cela peut avoir sur l'état d'esprit et la mobilisation des travailleurs, ils donnent ainsi l'impression de défendre nos revendications, mais comme ils se placent en réalité sur le terrain choisi par les représentants du capital, c'est comme s'ils voulaient nous faire courir un cent mètre avec un boulet aux pieds, ils participent à la division de la classe ouvrière, finalement, ils défendent les intérêts du régime en place, consciemment ou non peu importe ici, simple constat.

### **PCF**

Quatre organisations de privés d'emplois et de travailleurs précaires (le MNCP, AC !, la CGT chômeurs et l'APEIS) lancent un appel commun à participer aux manifestations du 7 septembre.

Les quatre associations réclament le retour au calcul de la pension sur la base des dix meilleures années, au lieu des vingt-cinq meilleures. Elles revendiquent un « *relèvement substantiel des minima de retraite et de l'indemnisation de toutes les formes de chômage à au moins 80 % du smic* ». Elles réclament également « *des droits à trimestres pour tous, y compris les personnes au RSA ou non indemnisées* ». Des mesures qui pourraient être financées si l'on « *s'attaquait à la répartition des richesses* », fait valoir Alain Marcu, responsable d'AC ! (L'Humanité 02.09)

### **Rentrée scolaire.**

1- La division ne fait pas recette. Près de 6% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève lundi à l'appel du seul syndicat Snes-

FSU contre la politique budgétaire et éducative, selon le ministère, le Snes-FSU annonçant un taux de 30% pour l'ensemble des personnels.

Selon le ministère de l'Éducation, 6,92% des professeurs des collèges étaient en grève dans l'ensemble des académies métropolitaines, 5,24% de ceux des lycées d'enseignement général et technologique et 2,04% de ceux des lycées professionnels. (Reuters 06.09)

Je ne sais pas si c'est vraiment une bonne idée d'organiser une grève le jour de la rentrée scolaire, lorsque les enseignants doivent accueillir parents et élèves.

2- Des parents d'élèves et élus occupaient une école maternelle de Boussy-Saint-Antoine (Essonne), lundi en milieu de journée, pour demander une ouverture de classe. *'Le campement est toujours en place, a précisé le maire de la commune, le socialiste Romain Colas. On continuera à dormir ici si on n'obtient pas satisfaction'*.

Dans la nuit de dimanche à lundi, environ cent vingt parents d'élèves et élus ont dormi sous des tentes, dans la cour de l'école maternelle Nérac, située en zone urbaine sensible. Les cours ont toutefois eu lieu normalement lundi. *'Nous attendons de l'éducation nationale qu'elle applique les critères qu'elle a elle-même définis : le seuil d'ouverture d'une sixième classe [dans cette école] est de cent cinquante-six élèves. Or, l'effectif actuel est de cent cinquante-huit élèves'*, a expliqué le maire.

Des logements situés à proximité ont été mis en location et de nouveaux élèves devraient rejoindre l'école. *'Le risque est grand de voir des enfants de 3 à 6 ans se retrouver dans les prochaines semaines à trente-quatre ou trente-cinq par classe'*, craint Romain Colas. (Lemonde.fr 06.09)

### **PS. Sa véritable nature sociale par lui-même. Ils font l'apologie des exploités.**

Invité de l'université d'été du Medef, Michel Rocard a caressé les patrons dans le sens du poil. Comme l'a relevé Marianne, l'ex-Premier ministre, qui débattait jeudi dernier sur le thème de *"l'émergence des nouvelles autorités"*, a en effet assuré, après un très long exposé parfois confus, que les patrons étaient les seuls à connaître réellement le monde.

Citation exacte de Michel Rocard, aujourd'hui ambassadeur aux Pôles : *"Le seul milieu qui connaisse quelque chose au monde extérieur, ce n'est pas vraiment les journalistes. Ce n'est pas les hommes politiques, ils ne sont référés qu'à leurs seules traditions. Ce n'est pas le monde salarial et ses syndicats. Ce n'est pas beaucoup nos intellectuels, trop sensibilisés par leur langue et leur culture. C'est vous les patrons. Vous n'avez pas de substituts. Vous êtes la seule expertise en connaissance du monde extérieur par rapport à ce qu'il s'y passe"*.

Une vraie déclaration d'amour, qui se conclut par un conseil : *"Faites pression"*. Un conseil qui a visiblement plu à l'assistance, essentiellement composée de dirigeants d'entreprises, même si ces derniers n'avaient pas attendu Michel Rocard pour organiser leur lobbying. (Lexpress.fr 06.09)

### **Woerth. Plus menteur que moi tu meurs !**

Les enquêteurs de la brigade financière tentent toujours de démêler le vrai du faux dans l'affaire de la Légion d'honneur remise à Patrice de Maistre par Eric Woerth. Quand le premier ne se souvient pas être intervenu auprès du ministre pour l'obtenir, le second ne se souvient pas d'avoir eu *«un rôle»* dans le processus. Sauf que ces déclarations sont contredites par les lettres sur lesquelles sont tombés les enquêteurs. Dans l'une d'elles datant de mars 2007, révélée par *Le Monde* et *Mediapart* ce lundi, Eric Woerth relaie auprès de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, la demande d'attribution de la Légion d'honneur de Patrice de Maistre, accompagné d'un CV. Le courrier comporte surtout une annotation manuscrite du ministre du Travail : *«Je t'en reparle»*.

Dans la lettre, Eric Woerth indique que son attention a été *«appelée par Monsieur Patrice de Maistre (...) Il a bien voulu me faire part de son souhait d'être décoré de la Légion d'honneur»*. Des écrits qui, soulignent les deux médias, vont à l'encontre des déclarations aux enquêteurs d'Eric Woerth et de Patrice de Maistre. *«Je ne suis jamais intervenu directement auprès d'Eric Woerth»*, a déclaré aux policiers le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, rapportent les deux médias. Aux policiers, Eric Woerth aurait déclaré : *«Je n'ai pas eu de demande directe, ni par allusion (...) Je ne suis pas sûr d'avoir eu un rôle»* tout en précisant qu'il a *«fourni un avis positif»*. (20minutes.fr 06.09)

### **Le ver était déjà dans le fruit. Privatisation à la mairie de Bègles.**

C'est en plein été que le climat social a tourné à l'orage à la Saemcib. Tract de la CGT et de la CNL, puis un communiqué du conseiller municipal d'opposition PCF Jean-Jacques Paris ont mis le sujet sur la table. Au centre du débat : le licenciement économique de quatre ouvriers d'entretien à la Saemcib (Société anonyme d'économie mixte de construction immobilière de Bègles). *« La question n'a pas été examinée au conseil d'administration de la Saemcib »*, s'étonnait notamment Jean-Jacques Paris, qui y siège comme élu de l'opposition. Le sujet pourrait justement être évoqué dès cette semaine lors de la réunion de rentrée de l'organisme que préside Noël Mamère.

L'union locale du syndicat a publié un tract durant l'été sur le thème : *« Licenciements économiques : la Saemcib serait-elle en difficultés financières ? »* Et demandant *« qui va assurer l'entretien du parc locatif ? Ces licenciements sont injustifiés, le travail de ces salariés existe et*

existera après leur départ ». Externalisation Selon la Saemcib, ces quatre suppressions de poste marquent l'achèvement d'une politique d'externalisation de la maintenance des résidences engagée par la Saemcib de longue date. Selon son directeur, André Lassansaa : « *La Saemcib était auparavant une société de maintenance, avec une cinquantaine de salariés, qui s'occupaient d'un parc de 1 300 logements anciens. Avec l'ORU, le patrimoine neuf et réhabilité nécessite beaucoup moins d'entretien. Le choix a été fait de se tourner vers des prestataires spécialisés, qui ont en permanence du personnel disponible. Nous avons anticipé tout cela ces dernières années en terme d'effectifs. Il s'agit-là des quatre derniers ouvriers de maintenance* ».

Anny Lartigue, représentante de la CNL au conseil d'administration. L'externalisation de l'entretien ? « *Le danger, c'est le recrutement de prestataires dont certains font du travail saboté ! Et il n'y a aucune transparence sur les coûts. Certains ont triplé, on ne sait pas pourquoi. Dans d'autres sociétés, qui avaient externalisé l'entretien, les bailleurs sont en train de revenir à la régie directe, contrôlée directement par la société.* »

La Saemcib est-elle dans le rouge ? « *Récemment, on a embauché trois directeurs et un secrétaire général.* » Et de persifler : « *Le président de la Saemcib (Noël Mamère, ndlr) vient d'être médaillé pour sa politique d'insertion. Et il licencie ! Bravo !* ». (Sud-Ouest 31.08)

### **Délocalisation de la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci.**

Le chantier de la centrale photovoltaïque de Curbans est au cœur de la polémique. En effet, la CGT dénonce les conditions de travail que subiraient certains salariés des entreprises espagnoles employées en sous-traitance par GDF-Suez, le maître-d'oeuvre.

Des journées de 11 heures, le travail le samedi, un kebab pour seul repas tous les midis, des logements non adaptés, le non-respect des normes de sécurité... Selon le syndicat, la liste serait longue.

« *Le problème c'est que certaines sociétés emploient leurs salariés sans contrat de travail en France, faisant appliquer sur ce site le droit du travail espagnol, et non français* » explique Philippe Cottet, secrétaire départemental de la CGT 05.

La majorité des ouvriers seraient roumains, vivant en Espagne, et ne parleraient pas français. (Le Dauphiné 31.08)

### **La mort aux trousses.**

1- Un ouvrier de 27 ans a trouvé la mort, lundi soir à Colomiers, sur son lieu de travail, écrasé par un chariot de marque Fenwick dans l'enceinte de la société Knauf sud-ouest. (La Dépêche 01.09)

2- Deux ouvriers d'une entreprise de construction métallique (l'entreprise Chausson) de Laboutarié travaillaient sur la toiture de l'établissement. Ils avaient pour tâche de changer des tôles de la couverture. Pour une raison qui reste à déterminer, une tôle en fibrociment a cédé entraînant la chute d'un ouvrier âgé de 53 ans. Ce dernier s'est écrasé sur le sol à l'intérieur de l'entrepôt. (La Dépêche 04.09)

### **Secteur automobile.**

1- Le nombre de véhicules en Chine devrait dépasser 200 millions en 2020, rapporte lundi le China Securities Journal qui cite un responsable du gouvernement.

Le marché automobile chinois est l'un des principaux soutiens à l'industrie automobile mondiale qui se remet toujours du net ralentissement subi l'an dernier. (Reuters 06.09)

2- Le japonais Suzuki Motor va construire une quatrième usine de construction automobile en Inde, pour porter sa production annuelle à 1,5 million de véhicules dans l'un des marchés enregistrant la plus forte croissance du secteur.

Suzuki, qui contrôle environ la moitié du marché automobile indien grâce à sa filiale Maruti Suzuki India, a annoncé que la nouvelle usine commencerait à être opérationnelle en 2013 avec une capacité de production annuelle de 250.000 véhicules.

Le groupe japonais termine actuellement la construction de sa troisième usine en Inde, ce qui va lui permettre d'afficher une production annuelle dans le pays de 1,25 million de véhicules en 2012.

Lorsque la quatrième usine de Suzuki fonctionnera totalement, le constructeur nippon réalisera 1,5 million de véhicules en Inde, alors qu'il prévoit de produire cette année 2,68 millions de voitures au niveau mondial. (Reuters 06.09)

3- Nissan est prêt à s'allier avec des constructeurs automobiles chinois dans le domaine de la voiture électrique, a déclaré samedi un de ses dirigeants.

Interrogé sur l'intérêt éventuel de Nissan à rejoindre d'un groupe autour de la voiture électrique constitué de 16 constructeurs automobiles publics, Hashimoto a répondu : "*Nous sommes ouverts à toutes les possibilités*". Il a rappelé que les autorités chinoises n'avaient pas exclu que cette alliance à 16 soit élargie.

Le gouvernement vient de mettre en place une expérimentation-pilote dans cinq villes du pays pour subventionner les acquéreurs de voitures non polluantes. Les aides vont de 3.000 yuans (340 euros) pour un modèle qui économise le carburant à 60.000 yuans (6.800 euros) pour une voiture électrique. (Reuters 05.09)

Ajoutons PSA qui a annoncé il y a quelques jours la construction de sa deuxième usine en Chine.

### **Belgique. Une et indivisible, une fois !**

Interview - Pour Régis Dandoy, chercheur au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol), «La fin de la Belgique n'est pas pour demain».

Question : Tout est donc prêt pour une division?

Réponse : Non, dans le contexte actuel, la fin de la Belgique telle qu'on la connaît aujourd'hui n'est pas pour demain, pour la simple raison que l'opinion publique n'est pas du tout favorable à une division. Les enquêtes d'opinion révèlent que seulement 10% de la population flamande (soit environ 6% de la population belge) est favorable à l'indépendance. Ce chiffre n'a quasiment pas bougé en 20 ans!

Question : Alors pourquoi le spectre de l'éclatement de la Belgique plane-t-il autant sur la vie politique?

Réponse : Parce qu'il y a un véritable décalage entre les élites politiques et l'opinion publique. Cette dernière ne comprend pas que les hommes politiques se focalisent sur des sujets comme le redécoupage électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, où il n'y a pas d'enjeux, sinon symboliques, plutôt que de gérer le pays et régler les problèmes qui les touchent vraiment.

Question : Pourtant, en juin, la Flandre a voté pour le NV-A, dont la principale revendication est l'indépendance de la Flandre...

Réponse : Ils ont voté pour un parti qui demande l'indépendance mais ce n'est pas un vote indépendantiste. Beaucoup d'électeurs du NV-A votent pour d'autres raisons que pour l'indépendance: c'est un parti qui promet de régler les problèmes de chômage, de sécurité, ou encore de réformer le monde politique. Toutes les questions qui préoccupent le Belge moyen. Lorsqu'on lui demande quels enjeux de société sont les plus importants à ses yeux, la réforme de l'Etat et la question communautaire n'arrivent qu'en septième ou huitième position. (20minutes.fr 06.09)

### **Grande-Bretagne. Grève dans le métro londonien.**

Les agents de maintenance du métro londonien ont donné le coup d'envoi d'une série de mouvements sociaux qui risquent fort de paralyser le trafic dans les mois à venir, préviennent les syndicats. Deux cents salariés d'Alstom-Metro ont cessé le travail dimanche 5 septembre au soir sur les lignes Jubilee et Northern, ce qui a perturbé le service aux heures de pointe de la matinée, selon le syndicat Rail Maritime and Transport.

Dix mille adhérents du RMT et de TSSA, syndicats qui représentent les agents administratifs, devraient débrayer à leur tour en fin d'après-midi lundi pour une grève de vingt-quatre heures. Le RMT proteste contre un projet de réduction des effectifs aux guichets et en station, qui prévoit 800 suppressions de postes. La direction du métro londonien (LU) a fait savoir que ces suppressions reflétaient la tendance des usagers à acheter leurs billets en ligne ou à des distributeurs automatiques plutôt qu'à des guichets.

Ils seront rejoints à 21 heures par les conducteurs de trains pour une nouvelle grève de vingt-quatre heures.

Les agents de maintenance doivent à nouveau cesser le travail le 2 octobre ainsi que les 1er et 27 novembre. Le RMT et le TSSA ont en outre lancé des appels à la grève conjoints pour le 3 octobre et les 2 et 28 novembre. (Lemonde.fr 06.09)

### **Italie. Crise politique.**

1- Le président de la Chambre des députés Gianfranco Fini a annoncé, dimanche, "la fin" du PDL (Peuple de la liberté, droite), le parti qu'il a fondé avec le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, mais a proposé un "pacte" pour mener la législature actuelle à son terme.

Clôture de la fête de ses partisans de Futur et liberté pour l'Italie (FLI) à Mirabello, près de Ferrare (450 kilomètres au nord-est de Rome), Gianfranco Fini a durement critiqué le président du Conseil, l'accusant aussi bien de "*s'aplatir*" devant son allié de la Ligue du Nord que de "*faire des genuflexions*" devant le leader libyen Mouammar Kadhafi, reçu récemment avec faste à Rome. (Lepoint.fr 06.09)

Précision d'un internaute : *"Il est impossible de comprendre la politique italienne quand on ne la vit pas.*

*Tout est une question de gros sous. Le salaire de base d'un conseiller régional atteint selon les régions, 16630 (plus de seize milles euros). Un député italien gagne (sans cumul et autres avantages qui double son salaire) 255 000 euros par an (dans les faits, il gagne plus du double de Sarkozy). Bref, presque tous les politiciens italiens ne pensent qu'à une chose : quand on arrive à un poste, on y reste."*

2- Le maire d'un village près de Naples, connu pour son engagement contre le crime organisé, a été exécuté à la manière de la mafia, ont annoncé lundi l'agence de presse italienne ANSA et la justice.

Angelo Vassallo (57 ans) a été retrouvé lundi dans son village d'Acciaroli, le corps criblé de balles, dans sa voiture, près de son domicile.

Le village d'Acciaroli est situé à 150km au sud de Naples dans une région gangrenée par la Camorra. (AP 06.09)

### **Afghanistan.**

Un responsable de l'OTAN a annoncé lundi que 2.000 soldats supplémentaires de l'Alliance atlantique allaient être déployés en Afghanistan, où se trouvent déjà 140.000 hommes de la force internationale. (AP 06.09)

### **Afrique du Sud.**

Les syndicats de la fonction publique sud-africaine ont annoncé lundi la suspension d'une grève qui était suivie depuis trois semaines par plus d'un million de fonctionnaires.

*"Les travailleurs ont accepté de suspendre la grève mais cela ne veut pas dire que nous avons accepté l'offre de l'Etat"*, disent les 19 organisations signataires dans un communiqué commun.

Les fonctionnaires réclament une hausse de salaire de 8,6% et une allocation logement mensuelle de 1.000 rands (108 euros). Le gouvernement leur a proposé la semaine dernière 7,5% d'augmentation et 800 rands d'allocation logement.

Un représentant syndical a fait état lundi de divisions au sujet de cette proposition. Les syndicats se sont donné 21 jours pour rédiger un projet d'accord. (Reuters 06.09)

### **Liban. Etrange revirement ?**

Le Premier ministre libanais Saad Hariri a estimé lundi avoir commis une *"erreur"* en accusant la Syrie d'être responsable de l'assassinat de son père Rafik en 2005, un changement de position notable.

Dans une interview au quotidien "Asharq al-Awsat" publié lundi, Saad Hariri reconnaît que, *"pendant un certain temps, nous avons accusé la Syrie d'être derrière l'assassinat (...) C'était une accusation politique, et elle a pris fin"*. (AP 06.09)

Le Hezbollah a rendu public récemment des prises de vue réalisées par l'armée israélienne de l'endroit où a été assassiné Rafik Hariri quelque temps avant cet assassinat. Le Hezbollah qui a toujours nié être l'auteur de cet assassinat accuse les services secrets israéliens et américains d'en être les responsables. Y aurait-il un lien de cause à effet dans ce revirement ?

[Haut de page ↗](#)

---

## **Le 8 septembre**

La journée de mobilisation d'hier est manifestement une réussite et les différents commentateurs n'ont pas pu faire autrement que de constater qu'elle avait eu un contenu politique : Sarkozy dehors ! Mot d'ordre dont nos dirigeants ne veulent absolument pas entendre parler, pas plus que celui de grève générale ou une manifestation nationale à Paris pour obtenir le retrait du projet de loi du gouvernement ou chasser Sarkozy et sa "majorité" fantôme s'il persistait. (A suivre)

Je remercie le camarade qui m'envoie régulièrement des infos sur ce qui se passe dans le secteur du bâtiment. J'ai rectifié le lien vers l'appel du PRCF, avec mes excuses.

Je vous livre la causerie que j'ai écrite hier après-midi en attendant de savoir ce qui se passait en France, décalage horaire oblige.

Quand 73% des personnes interrogées lors d'un sondage trouvent justifiées la journée de grève et de manifestation du 7 septembre, ils expriment leur rejet massif du projet de loi du gouvernement, et quand 65% estiment qu'elle n'aura pas d'impact sur le projet du gouvernement, les médias aux ordres en déduisent naturellement que la majorité des travailleurs seraient fatalistes !

Ne faudrait-il pas plutôt en déduire qu'ils attendent qu'on leur propose une autre forme d'action qu'une journée d'action isolée ? N'ont-ils pas intégré dans leur expérience que les deux journées de mobilisation du printemps 2009 n'avaient finalement servi à rien, sans parler du 23 mars, du 27 mai et du 24 juin 2010 ? N'expriment-ils pas là leur rejet des journées d'action et le fait qu'ils sont dans l'attente d'une véritable issue politique conforme à leurs intérêts qui en tout état de cause ne passera pas par les partis qui ont déjà gouverné ?

Quand 48% pensent que la "gauche", si elle parvenait au pouvoir en 2012 ne reviendra pas sur la contre-réforme Woerth-Sarkozy, peut-on dire qu'ils sont fatalistes ou qu'en absence d'une alternative crédible à la politique de l'UMP ou du PS qui sont sensiblement sur la même ligne, les travailleurs ne se font aucune illusion sur tous les partis susceptibles de gouverner le pays aujourd'hui comme en 2012 ? Comment pourrait-on prétendre qu'ils ont la moindre illusion dans le PS et ses satellites ou alliés ? L'affirmer serait contraire à la réalité qui se manifeste clairement ici, pour la énième fois il faut le préciser.

Dans ces conditions, que valent les appels à l'unité en direction de ces partis dans lesquels les travailleurs n'attendent rien de bon, sinon de mieux les subordonner au régime que le PS soutient et incarne ? On s'aperçoit ici que le front unique en direction de ces partis s'inscrit en contradiction avec l'expérience et la conscience politique que les travailleurs ont acquis au sujet de ces partis, qu'au lieu de les aider à aller de l'avant, il les tire au contraire en arrière en tendant à faire renaître chez eux les illusions qu'ils ont perdues dans ces partis.

Les travailleurs attendent autre chose d'un parti ouvrier qui aspire à prendre le pouvoir et à gouverner conformément à leurs intérêts. Ce qui n'est le cas d'aucun parti aujourd'hui, mais imaginons qu'il existe pour notre démonstration.

Comment pourraient-ils avoir la moindre confiance dans un ou des partis qui finalement s'en remettent à ces partis au service du capital (PS, MRC, PG, PCF, Verts), qui leur expliquent qu'aucune solution ne serait possible en dehors de ces partis dont ils se détournent justement, bien que par dépit et n'ayant pas le choix, ils continuent de voter pour eux lors de chaque élection, sauf quand son enjeu ne vaut même pas la peine de se déplacer pour voter ?

Comment peut-on imaginer un instant que la conscience de classe du prolétariat pourrait évoluer lorsqu'on lui explique que ce sont ces partis qui doivent prendre le pouvoir, alors qu'ils défendent tous ouvertement le capitalisme ou le revendiquent ?

Comment concevoir que la perspective politique proposée par ce ou ces partis serait sérieuse ou aurait une chance d'aboutir un jour aux yeux des travailleurs - en admettant qu'ils en aient une, quand ils appellent le PS, le PG et le PCF à s'y rallier ?

Comment dans ces conditions ne pas se demander quelles sont les réelles intentions de ce ou ces partis, s'ils ne sont pas finalement comme les autres ? Cette question ou réflexion ne serait-elle pas légitime ?

Je ne suis pas en France pour le constater, mais je suis absolument certain qu'il suffit de tendre l'oreille autour de soi pour entendre dire qu'il y en a marre de Sarkozy et son gouvernement, qu'il faudrait les chasser, etc. Pourquoi aucun parti ne se fait l'écho de l'état d'esprit de la majorité des travailleurs et jeunes qui ne supportent plus la société dans laquelle nous vivons ? Pourquoi aucun n'avance de mots d'ordre contre Sarkozy, le gouvernement et les institutions, l'Etat ? Comment peuvent-ils le justifier ? Impossible en réalité.

Tandis que le gouvernement UMP-PS gère comme il peut la crise du capitalisme, ces partis gèrent la crise du mouvement ouvrier et se détournent de l'immense masse des exploités qui ne sont pas organisés, mais sans lesquels rien n'est possible. Empêtrés dans d'incessants jeux d'appareils au même titre que ceux qu'ils critiquent, il est normal qu'ils n'inspirent aucune confiance aux travailleurs. Cela fait plus de 60 ans qu'ils se livrent à ce manège avec le résultat pitoyable que l'on sait.

Le chef de file toutes catégories de l'opportunisme, Mélenchon et son PG, soutient le Die Linke en Allemagne, il s'imaginait déjà qu'au file des élections il allait ravir la place du SPD, sauf qu'aux dernières élections, il a à peine franchi la barre des 5% des voix, si ma mémoire est bonne, une fois passée l'illusion liée à l'effet d'annonce, le soufflé est rapidement retombé proche de zéro pour ces partisans du capitalisme qui s'étaient présentés comme une alternative au SPD, vaut mieux encore l'original que sa copie en quelque sorte, les travailleurs allemands ne s'y sont pas trompés, par dépit précisons toutefois, comme en France et ailleurs où il existe des partis issues de la sociale-démocratie.

Toutes les combinaisons, alliances, coalitions, formes de gouvernement (union nationale ou cohabitation, front populaire) ont été testées en France et en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, elles ont toutes abouti au même constat : le maintien en place des institutions (ou de l'Etat bourgeois) et du régime capitaliste, dont on ne cesse de nous dire pourtant depuis cette époque qu'ils sont en crise.

Une crise, c'est comme un cancer, il se développe, il mûrit puis éclate et devient insupportable, soit on le soigne et on en réchappe, la vie reprend son cours à peu près normalement, soit il est incurable et on en meurt plus ou moins rapidement. La (prochaine) crise, le capitalisme n'a eu de cesse de la préparer, elle s'est tranquillement développée, puis elle a éclaté à l'échelle mondiale. Durant toutes les années où elle était encore en gestation ou en train de se développer, des couches de la population continuaient de vivre comme avant dans la même insouciance du lendemain, mais c'était loin, très loin d'être le cas de millions de travailleurs vivant déjà dans la précarité ou la pauvreté, pour



eux la crise était omniprésente au quotidien, qui s'en soucia réellement, quel parti se tourna vers eux, personne, aucun à dire vrai. Pendant des décennies le patronat continua de matraquer ces couches les plus faibles de la classe ouvrière (et sa jeunesse), dans l'indifférence des gouvernements qui se sont succédés et qui en étaient les complices. A ces couches sont venues s'en ajouter d'autres et les partis et syndicats ont continué à s'en détourner, à les ignorer ou à les fuir comme si de rien n'était, l'essentiel se passant ailleurs selon leurs dirigeants.

Si aucun parti n'est parvenu à les organiser et à les aider à progresser sur le plan politique, à se construire, à moins de coller cela sur le dos de ces travailleurs eux-mêmes, il faut bien reconnaître la responsabilité de ces partis qui ont failli à leur mission, non ? Leur politique s'adressait-elle à ces travailleurs, pouvaient-ils s'en saisir ou se reconnaître dedans ? Force est de répondre négativement à cette question.

J'ai lu dans un article de *La Montagne* du 6 septembre que « *chaque ouvrier est amené à se déplacer sur différents chantiers. Or, certains employeurs ne comptabilisent plus les temps de trajet. Il en va de même pour le matériel, qui n'est plus financé par l'entreprise.* », il doit s'agir par matériel de l'outillage ; quand mon père était menuisier, c'était lui qui achetait la totalité des outils et des machines-outils qu'il utilisait pour travailler, quand à ses frais de déplacements pour raison professionnelle, il percevait une prime dite de panier qui était dérisoire, il était bien obligé de prendre sa voiture (à condition d'en avoir une, sinon pas de boulot !) pour transporter sa caisse à outils qui occupait la totalité du coffre arrière d'une Simca 1301 break et qui pesait une bonne centaine de kilos. Donc, d'après la CGT, le patronat remet en cause le peu qu'il avait concédé à ces ouvriers dont les conditions de travail sont très dures et les rémunérations misérables. Le bâtiment est un des secteurs clés de l'économie capitaliste, au même titre que l'automobile, il emploie des centaines de milliers ou des millions d'ouvriers avec leurs familles. Qui se soucie de leur sort ? Ceux de l'automobile sont nettement mieux lotis.

La CGT ? J'ai lu le compte-rendu d'appels de plusieurs fédérations du bâtiment (bois, construction, BTP) de la CGT, aucun n'appelle au retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites. Voilà les ouvriers du bâtiment entre de bonnes mains ! Ensuite ? Ensuite, quoi, rien. Ce qui se passe à la poste, à la SNCF, dans les écoles ou les universités ou encore dans je ne sais quelle administration est bien plus important aux yeux de nos dirigeants, et puis il y a des postes de permanents syndicaux à prendre...

Dans l'*Histoire du socialisme en France* sur le site <http://fr.wikipedia.org> on peut lire ceci :

*"Le socialisme politique en France s'unifie en 1905 sur injonction de l'Internationale, au congrès du Globe avec la fusion des différents courants socialistes (guesdistes, blanquistes, allemanistes, réformistes...) dans la nouvelle Section française de l'internationale ouvrière (SFIO). Peu à peu, le député du Tarn Jean Jaurès s'impose comme la figure majeure du socialisme français, par son combat pour l'unité, par sa volonté de synthèse entre la république et le socialisme, entre le patriotisme et l'internationalisme, entre les idées marxistes et la tradition de la Révolution française libérale. La SFIO, qui se veut parti ouvrier, a acquis une large base électorale et militante (en particulier avec le socialisme municipal) : les paysans, les ouvriers, les artisans côtoient les intellectuels et les fonctionnaires."*

Courants "socialistes", c'est un grand mot quand on lit attentivement la suite. On y trouvait plutôt tous les ingrédients d'un opportunisme débridé qui ressemble furieusement à l'orientation politique du PT puis du POI : le combat pour l'unité en soi, la contradiction entre le combat pour la république et le socialisme, pire encore avec l'amalgame du patriotisme et de l'internationalisme, et crime suprême entre "*les idées marxistes et la tradition de la Révolution française libérale*". Et la comparaison entre la SFIO et le POI est également valable à propos de leur composition, à l'exception toutefois des ouvriers qui doivent être ultra minoritaire dans ce parti, pour référence, il n'y avait que 2% d'ouvriers à la LCR avant sa mutation en NPA.

Qu'il ait existé une tendance marxiste ou révolutionnaire dans la SFIO à ses débuts, on ne le nie pas, par contre, force est de constater que dès lors que ce parti s'est développé, la majorité de ses adhérents qui n'étaient pas sous le contrôle de cette tendance s'est retrouvée sous l'emprise de ou des tendances les plus droitières et patriotiques qui contrôlaient les instances de la SFIO et étaient majoritaires au sein de sa section de parlementaires, pour finalement voter les crédits de guerre à sa bourgeoisie en août 1914.

C'est dans un contexte différent, la même mésaventure qui est arrivée au parti bolchevik, avant, mais surtout après le 25 octobre 1917, quand des centaines de nouveaux adhérents sans formation politique se sont retrouvés à élire les instances du parti, ce dont profitera quelques années plus tard Staline et sa clique de bras coupés pour liquider l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky.

Imaginer que demain des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs rejoignent le POI ou le NPA comme cela s'était passé avec la SFIO ou le parti bolchevik, on aurait pu prendre aussi comme exemple le parti ouvrier social-démocrate allemand, que se passerait-il ? Les "économistes" l'emporteraient sur les marxistes, les réformistes sur les socialistes et nous revivriions le même drame qu'autrefois, parce qu'on n'a pas voulu tenir compte de cet enseignement capital de la lutte de classe et qu'on s'est détourné des leçons d'Octobre et du léninisme. Pourquoi ?

Par incompréhension, incapacité à assimiler les enseignements du marxisme, pour trouver un raccourci qui n'existe pas pour construire le parti, par facilité, c'est ce qui fait le succès du PS ou du PG auprès des couches moyennes ou de la petite-bourgeoisie, tout le monde est pour l'amélioration de ses conditions de vie et peu importe si le socialisme est relégué aux calendes grecques et que des millions de travailleurs vivent dans l'indigence, seul l'immédiat compte (le spontané), par contre il est plus difficile d'être convaincu de la nécessité de la révolution prolétarienne pour avancer un jour vers le socialisme, parce leurs dirigeants n'ont plus la foi (Marx) dans la classe ouvrière, sans l'avouer, pour eux le socialisme était peut-être une magnifique utopie...

Nous parlons ici d'un parti dans lequel les adhérents élisent leurs dirigeants et votent librement pour ou contre les résolutions présentées par les différentes tendances qu'il comporte.

Le CCI-POI ne peut pas aller plus loin dans le combat contre Sarkozy et le régime capitaliste, parce que la majorité de ses adhérents ne le suivrait pas, ce parti est déjà muselé par ses couches les plus droitières (républicains, démocrates, syndicalistes, élus de tous bords) qui en constituent la majorité, du coup ses dirigeants estiment qu'il vaut mieux un compromis pourri sur les principes que de perdre des milliers d'adhérents. Le même constat vaut pour le NPA, à ceci près que la direction majoritaire est plutôt droite par rapport à certaines de ses tendances ou fractions qui sont ultra minoritaires.

Ceci pour dire qu'on peut retourner le même problème dans tous les sens pendant des décennies pour finalement en arriver au même constat ou à la même conclusion : qu'il n'existe pas de recette miracle pour élever le niveau politique des masses, qu'il n'existe pas de recette miracle pour construire le parti, qu'il est impossible de le construire sans se tourner résolument vers les couches les plus frappées par la crise du capitalisme, un parti ouvrier sans ouvrier finit toujours par dégénéré au file du temps, on le sait par expérience, prendre à la lettre ou se détourner des enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes abouti infailliblement à l'aventurisme et à l'opportunisme, à vouloir "*inventer*" (Bensaïd - NPA) une autre voie qui n'existe pas davantage, il y en a même qui ont émis l'hypothèse (d'ex-militants de la LCR) qu'il ne fallait plus construire de partis ouvriers nationaux (en Europe), mais directement un parti ouvrier européen, pourquoi pas construire l'Internationale et ensuite ses sections, on nage parfois en plein délire.

Personnellement, j'ai fait mien les mots d'ordre du groupe qui publie CPS, j'ai adopté les mots d'ordre du groupe Bolchevik ainsi que ceux du groupe CCI-T, ces mots d'ordre ne sont pas identiques, ils ne sont pas contradictoires, ils se complètent, ces trois groupes sont d'accord sur l'essentiel, le retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement sur les retraites, le retour aux conditions d'avant 1993, ils sont d'accord sur l'objectif, chasser Sarkozy et son gouvernement, liquider les institutions de la Ve République, commencer à s'attaquer aux fondements du capitalisme, un gouvernement ouvrier révolutionnaire s'appuyant ou issu de la mobilisation révolutionnaire des masses, ils font pratiquement la même analyse de la situation, alors je vais vous dire, leurs désaccords à côté ne pèsent pas lourd, ils font partie de la vie sans plus, et quand on regarde ce qu'écrivent les camarades de la tendance Claire du NPA ou les militants de Débat révolutionnaire ou d'autres encore, on peut dire qu'ils sont à peu près sur la même longueur d'onde, si demain il constituait un parti, je signerais immédiatement et je m'engagerais loyalement à leur côté, sachant que bon nombre de militants du POI, du NPA, de LO et du PCF nous rejoindraient.

Chacun avance à partir de sa propre expérience, respectons ce processus. Chacun met en relief un aspect de la situation, on ne peut pas dire que les uns ont raison ou tort, ils ont tous raison à leur manière, et comme les travailleurs et les militants ne se représentent pas la situation exactement de la même manière cela tombe très bien, il y en a pour tous ceux qui veulent en découdre, à défaut de pouvoir conquérir la classe pour le moment, gagner son avant-garde nous suffirait amplement. Pour certains travailleurs le mot d'ordre de grève générale suffit, pour d'autres celui de manifestation nationale à Paris leur convient mieux, pour d'autres encore il est urgent de chasser Sarkozy, qui osera dire qu'un de ces mots d'ordre n'est pas correcte dans la situation actuelle ?

Il suffirait de définir sur quelle orientation on interviendrait dans la lutte des classes, une fois cette étape franchie, chaque sensibilité pourrait intervenir pour développer son point de vue, dans les instances et les publications du parti, publiquement aussi, loyalement et honnêtement, que le meilleur gagne dans le seul objectif de faire avancer notre cause, d'avancer collectivement.

Il y en a qui estime par exemple que le PS est un parti ouvrier-bourgeois, d'autres que c'est un parti bourgeois, où est le problème, c'est relativement secondaire, si la majorité du parti adopte la première caractérisation et qu'elle estime nécessaire de s'adresser à ce parti, la minorité doit s'y plier (centralisme démocratique) tout en continuant de défendre son point de vue, sans un minimum de discipline on ne pourra jamais rien construire, et puis on peut adopter comme principe qu'il faut en cas de désaccord chercher un compromis entre les différentes théories en présence, on peut s'adresser aux adhérents du PS mais pas à ses dirigeants par exemple, si l'on partait du principe que les enseignements du marxisme sont gravés dans le marbre pour l'éternité, ce serait suicidaire, ce serait contraire au marxisme lui-même qui n'est qu'un guide pour l'action et non une vérité révélée, on serait d'affreux dogmatiques ou sectaires, on ne transige pas sur les principes de base, le parti, la méthode, le moyen, notre objectif, pour le reste tout doit pouvoir se discuter, rester ferme sur les principes, souple dans leur application, telle était la méthode de Lénine. (A suivre)

## Infos en bref.

### **Mozambique. La voie à suivre pour faire reculer Sarkozy sur les retraites.**

Face à la violence des émeutes contre la vie chère la semaine dernière, le gouvernement mozambicain a renoncé mardi à augmenter le prix du pain. Treize personnes sont mortes et 400 ont été blessées.

«Le gouvernement a décidé de (...) maintenir le prix du pain à son niveau précédent grâce à une subvention», selon un communiqué du gouvernement lu par le ministre du Plan, Aiuba Cuereneia, lors du conseil des ministres.

Le gouvernement doit également annuler certaines augmentations des prix de l'eau et de l'électricité et tentera de «diminuer les dépenses publiques pour dégager des fonds et subventionner les prix des produits de base», a-t-il ajouté.

L'annonce d'une hausse du prix du pain a enflammé les faubourgs pauvres de la capitale, Maputo. Les manifestations ont tourné à l'émeute

mercredi avant de s'étendre à d'autres villes du pays jeudi et vendredi.

Depuis des mois, les prix ont flambé au Mozambique en raison de la dépréciation de la devise nationale, dans un pays très dépendant des importations. Mais la hausse s'explique aussi par l'envolée des cours mondiaux de céréales. (20minutes.fr 07.09)

## Ukraine.

Rentrée agitée au Parlement de Kiev. Pour leur première séance depuis les vacances d'été, des députés ukrainiens ont échangé des coups mardi tandis qu'étaient censées être débattues la hausse du prix du gaz et la réforme des retraites.

Devant le bâtiment, quelque 6.000 manifestants protestaient contre les mesures d'austérité du gouvernement.

L'opposition dénonce notamment le doublement des tarifs du gaz pour les ménages et le recul de l'âge du départ en retraite pour les femmes - de 55 à 60 ans. L'âge de la retraite pour les hommes reste inchangé, à 60 ans.

Le Fonds monétaire international (FMI) avait posé ces deux mesures comme conditions à l'octroi d'un prêt de 15 milliards de dollars (12 milliards d'euros), finalement approuvé cet été. (AP 07.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 9 septembre

*"Les travailleurs des entreprises privées, y compris de petites entreprises, ont été largement présents, ainsi que nombre de jeunes, de chômeurs, de retraités"* écrit LO.

Les travailleurs des petites entreprises représentent 3,2 millions de salariés, les jeunes peut-être la moitié des 12 millions qui ont repris le chemin de l'école le 6 septembre, soit 6 millions, les retraités 14 millions, total 23,2 millions. Dès lors peut-on affirmer qu'ils *"ont été largement présents"*, sachant que sur 5 millions de fonctionnaires, 26% environ ont participé à la journée de mobilisation du 7, soit 1,2 millions sur un total de manifestants variant entre 1,1 et 3 millions selon les sources ?

Nathalie Arthaud écrit plus loin :

*"Alors, la question qui se pose impérativement au lendemain de cette journée est celle de la suite. Si Juppé en 1995 et Villepin en 2006 ont dû reculer, ce n'est pas à la suite d'une seule journée, mais parce que la succession de débrayages, de manifestations, de moments forts, ont témoigné d'un mouvement qui se généralisait et dont ils craignaient de ne pas pouvoir contrôler le développement."*

*Maintenant que les salariés ont largement répondu présents, les dirigeants des confédérations syndicales sont mis devant leurs responsabilités. Il faut qu'ils annoncent tout de suite quel prolongement ils comptent donner à la journée d'aujourd'hui afin que la réaction légitime du monde du travail puisse se préparer, s'organiser et se généraliser."*

Que propose LO, une *"succession de débrayages"*, bref, de journées d'action comme s'apprêtent à l'imposer les dirigeants syndicaux pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme criminelle ?

LO ne propose donc rien.

Le NPA propose :

*"L'enjeu aujourd'hui est bel et bien d'obtenir le retrait de cette réforme qui n'est ni amendable, ni négociable, en construisant un mouvement d'ensemble, généralisé de grève et de blocage de l'économie."*

Bon, ce n'est pas très bien exprimé comme très souvent avec le NPA, pour ne pas dire que syntaxiquement ils ont des progrès à faire. On est d'accord sur l'objectif au départ, c'est ensuite que cela se gâte, qu'est-ce que cela veut dire *"un mouvement d'ensemble"*, avec qui, dans quels rapports, c'est le néant, consternant mais pas surprenant. *"généralisé de grève"* ne veut rien dire non plus, généralisation de la grève ou des grèves car elles ont des origines diverses, c'est mieux. Cela me fait penser aux petits bourgeois qui se la pètent sur des blogs de *Libération* ou du *Monde* et qui écrivent comme des cochons, c'est là que je me rends compte que j'ai fait de réels progrès... et surtout que je ne leur ressemble pas !

Le NPA ne propose donc rien, aucune ligne politique, les appareils et le gouvernement ont le champ libre.

Le POI écrit : « *Le moment n'est-il pas venu de se dresser en un seul bloc, travailleurs et organisations unis, sur le seul mot d'ordre de : retrait immédiat du projet de loi ? Le moment n'est-il pas venu que les organisations, en toute clarté, décident la date et lancent l'appel à la grève pour le retrait ?* ».

Quelle grève ? Ils ont oublié les partis qui devraient compter pour des prunes dans cette affaire, hypocritement bien sûr. Grève d'une journée, d'une heure, grève interprofessionnelle pour éviter de dire un gros mot, grève générale, grève d'une journée reconductible ? Mailly a déjà répondu à cette question en se prononçant contre la grève générale, gageons que le POI se callera sur l'appareil de FO.

Quand ils se perdent en superlatifs.

Les secrétaires nationaux du POI ont vu dans la journée du 7 "*des millions et des millions*" de travailleurs en grève, puis ils se sont callés sur les chiffres des syndicats "*trois millions d'entre eux ont manifesté*", les "*millions et millions*" n'étaient déjà plus que trois en forçant la dose certainement, il s'agissait d'un "*mouvement gigantesque*" ou encore d'une "*journée de mobilisation exceptionnelle*", "*ce 7 septembre exceptionnel*", ils en ont oublié : titanesque, pharaonique...

Alors tout est possible, pardon c'est un slogan du NPA, ils le partagent, bon vous l'aviez déjà remarqué, mais alors, même avec une mobilisation aussi formidable - j'en ai trouvé un autre, il est impossible de venir à bout de l'obstacle des appareils pourris des syndicats et des partis dits ouvriers ? C'est à désespérer dites-le, non ? A moins qu'il y ait une autre explication qui ne colle pas vraiment avec l'analyse que fait le POI de la situation, ce n'est qu'une hypothèse...

Au fait, quel est l'état d'esprit précis des masses, quel est leur niveau de conscience politique ? Ne cherchez pas la réponse dans *Informations ouvrières*, vous ne la trouverez pas : la classe est révolutionnaire un point c'est tout ! C'est malheureux à dire, mais c'est encore dans la presse de nos ennemis qu'il faut aller puiser pour trouver un début de réponse à cette question ou dans les déclarations des membres du gouvernement qui ne disent pas que des conneries et qui eux sont parfaitement au courant de l'état d'esprit de la population.

J'avais rédigé une petite causerie deux jours avant la journée du 7, je ne l'ai pas mise en ligne pour ne pas vous casser le moral, dedans j'expliquais notamment que la contre-réforme des retraites était déjà passée dans pratiquement tous les pays en Europe sans que des dizaines de millions de travailleurs ne descendent dans les rues, j'imaginai que la même chose allait se produire en France et que la journée du 7 ressemblerait aux précédentes avec le même résultat...

Néologisme d'un internaute : démocrassie, de démocratie et de crasse, mot valise.

Un rappel d'un camarade :

Article 35 de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1793* : "*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*".

Le droit du peuple au travail, à la santé, à la retraite, aux études, au logement, etc, étant sans cesse violé dans le cadre des institutions et du régime existant, c'est une révolution qu'il faut pour mettre un terme aux institutions de la Ve République et au capitalisme.

L'insurrection ou la révolution est parfaitement légitime comme le soulignaient les révolutionnaires de 1793 avant Marx et Engels, nos droits étant bafoués en permanence, ce "*devoir*" n'aurait-il pas dû être, ne devrait-il pas être rappelé au peuple en permanence, notre combat pour faire valoir nos droits aurait-il, devrait-il être mené dans une autre perspective ?

N'y aurait-il pas par hasard une contradiction dans la politique de ceux qui se réclament de 1793 et qui *oublie* systématiquement de rappeler ce "*devoir*" aux classes exploitées ? En déclarant avant-hier qu'il était contre la grève générale, quelle légitimité Mailly a-t-il pour parler au nom des travailleurs ? Aucune, sinon celle que lui accorde gracieusement ses amis politiques, inutile de les nommer vous les connaissez.

## Retraites.

### 1- Paroles du Palais. Le mépris.

- "*Le gouvernement ne renoncera pas aux mesures d'âge, parce que s'il renonce aux mesures d'âge il n'y a plus de réforme*", a dit la présidence.

- "*Le président ne se cache pas. Il est derrière la réforme des retraites, c'est une réforme qu'il veut*", dit-on à l'Elysée.

- Les "*mesures d'âge*" représentent en effet l'essentiel des économies de quelque 18 milliards d'euros qui seraient réalisés en 2018 grâce à la réforme des retraites. (Reuters 08.09)

## 2- Quelques réactions aux annonces de Sarkozy.

- CFDT. Ces annonces «*ressemblent à du bricolage*», a estimé la CFDT dans un communiqué, et «ne règlent pas les problèmes de fond de la réforme».

- Unsa. Pour le syndicat autonome Unsa, les amendements proposés par Nicolas Sarkozy restent «*nettement insuffisants*». «*Si le président de la République et le gouvernement veulent vraiment que le conflit s'apaise, ils doivent faire des concessions sur les mesures qui sont au cœur du projet: les mesures d'âge*», a-t-il expliqué dans un communiqué. (20minutes.fr 08.09)

- PS. Selon Benoît Hamon, si le gouvernement «*veut renégocier un projet qui soit juste, efficace, et pérenne, il faut le retirer et recommencer à zéro*». Le porte-parole du PS estime ainsi que les éventuelles concessions que pourrait accorder l'exécutif aux opposants à la réforme ne sont «*pas acceptables*». (Lepost.fr 08.09)

## 3- Compte-rendu de la réunion de l'intersyndicale d'hier. Ainsi font font font... trois petits tours et puis s'en vont !

Des syndicats ont appelé mercredi à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 23 septembre contre la réforme des retraites, jugeant insuffisantes les modifications proposées par Nicolas Sarkozy.

Force ouvrière et Solidaires ne se sont pas associés à cet appel lancé par les six autres centrales (CFDT, CGT, CFTC, FSU, UNSA, CFE-CGC).

Mais l'unité n'est pas rompue et FO "*participera en principe aux grèves et manifestations du 23 septembre*", après avoir réuni son bureau national, a-t-on précisé dans l'entourage du secrétaire général Jean-Claude Mailly.

Solidaires se prononcera jeudi lors d'un bureau national, a indiqué sa porte-parole Annick Coupé.

Les syndicats signataires du texte appellent à interpeller les députés, les membres du gouvernement et le président le 15 septembre, jour du vote du projet de loi à l'Assemblée.

"*Les annonces du président de la République, qui se voulaient une réponse aux mobilisations, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée*", déclarent-elles dans un communiqué.

Au lendemain d'une journée de grèves et de manifestations qui ont vu défiler mardi entre 1,1 et 2,7 millions de personnes selon les sources, Nicolas Sarkozy a lâché un peu de lest sur la réforme, notamment pour les métiers pénibles.

Mais les centrales syndicales ont opposé une fin de non recevoir à ces gestes jugés insuffisants.

"*Les annonces du président de la République, qui se voulaient une réponse aux mobilisations, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée*", déclarent-elles dans un communiqué.

Les organisations se sont réunies pendant quatre heures au siège de la CGT, à Montreuil, près de Paris, pour tenter de gérer leur succès de la veille. Elles ont fait le pari d'une "dynamique en évolution", c'est-à-dire d'une montée en puissance de l'opposition au projet actuel.

Elles décident "*une nouvelle étape de grande ampleur avant le débat au Sénat*" en octobre, a souligné Nadine Prigent, au nom de la CGT, lors d'une conférence de presse.

"*La réussite du 7 septembre est très supérieure au 24 juin, cela démontre une détermination des salariés à relever ce défi de gagner une autre réforme, une réforme plus juste, plus solidaire*", a-t-elle ajouté.

"*Nous considérons indispensable que la mobilisation se poursuive et s'amplifie. Il nous paraît essentiel de réussir une mobilisation très forte le 23 septembre*", a dit Marcel Grignard, le numéro deux de la CFDT.

Il s'est dit convaincu que la mobilisation pouvait "*permettre d'infléchir le projet à l'ordre du jour*".

Un responsable de l'Unsa a souligné qu'à ses yeux l'unité n'était pas menacée par le refus de FO et de Solidaires de signer le texte.

"*Nous sommes toujours sur le même fondement. Nous estimons qu'il faut retirer le projet de texte et les annonces de Nicolas Sarkozy nous confortent*" dans cette position, a expliqué Michèle Biaggi, responsable de FO. (Reuters 08.09)

"*Je ne vois pas comment on peut échapper à une autre journée (d'action, ndlr), c'était très réussi*", a également déclaré Jean-Claude Mailly. (Lepoint.fr 08.09)

Surtout les malheureux patrons, vous n'avez pas l'impression comme moi qu'il regrette de devoir redescendre dans la rue, car il savait pertinemment que la journée du 7 ne suffirait pas ?

Rompez vos relation avec le gouvernement et le Medef, grève générale jusqu'au retrait, on n'a rien d'autres à dire à ses lieutenants du capitalisme.

### **Crise politique, suite.**

1- La commission des Lois du Sénat a rejeté mercredi plusieurs amendements sécuritaires déposés par le gouvernement dans le cadre du projet de loi sur la sécurité, a-t-on appris de sources parlementaires.

La possibilité, pour les mineurs délinquants, de comparution immédiate sans passer par l'étape du juge des enfants a été écartée par les sénateurs à l'unanimité.

Enfin, un amendement qui prévoyait une peine se sûreté de 30 ans ou une peine incompressible pour les crimes commis contre les représentants des forces de l'ordre a également été rejeté par 17 voix contre 15. (Reuters 08.09)

2- L'Assemblée nationale a annulé mercredi, en commission des Lois, les profondes modifications apportées en juillet par le Sénat au projet de loi sur la réforme des collectivités territoriales, ce qui promet un vrai bras de fer, au sein de la majorité, entre les deux chambres.

Les députés UMP ont ainsi approuvé plusieurs amendements visant à rétablir le texte dans sa version votée fin mai en première lecture à l'Assemblée nationale, notamment sur l'élection du futur conseiller territorial au scrutin uninominal majoritaire à deux tours et la nouvelle répartition des compétences des collectivités avec la limitation de la "*clause de compétence générale*". La commission des Lois est également revenue sur une modification du Sénat en rétablissant le seuil de qualification pour le second tour pour les élections cantonales (puis territoriales) de 10 % à 12,5 % des inscrits. Le conseiller territorial, dont la création a été voulue par le président Nicolas Sarkozy, doit remplacer en 2014 les conseillers généraux et les conseillers régionaux. (Lepoint.fr 08.09)

### **Coté jardin. (du capital)**

1- Le timing n'aurait pas pu être plus mauvais pour Bernard Tapie. Au lendemain d'une journée de forte mobilisation sociale, et alors que les radicaux de gauche l'envisagent comme possible candidat à la présidentielle, Le Canard enchaîné révèle dans son édition d'hier qu'il pourrait finalement recevoir 210 millions d'euros de l'Etat. : 45 millions pour les époux Tapie au titre de préjudice moral et 165 millions d'euros de dommages et intérêts pour sa société personnelle. (20minutes.fr 08.09)

2- Le laboratoire américano-britannique GlaxoSmithKline (GSK) a finalement accepté l'indemnisation proposée par l'Etat français après l'annulation par le ministère de la santé d'une commande de 32 millions de vaccins contre la grippe A en janvier. Le laboratoire recevra 35,8 millions d'euros.

GSK a rejoint ainsi la position de Sanofi-Pasteur et Novartis qui ont obtenu respectivement 2 et 10,46 millions d'euros. L'ensemble des indemnités que devra payer la France pour des vaccins dont elle n'aura jamais disposé se monte donc à 48,26 millions d'euros.

En acceptant la somme proposée par la France, les trois laboratoires se privent de la possibilité de procéder à des recours devant la justice. Néanmoins, ils préservent leurs bonnes relations avec l'Etat français en prévision de nouvelles pandémies. (Lemonde.fr 08.09)

3- Le déficit budgétaire de l'Etat s'élevait à 93,1 milliards d'euros fin juillet, contre 108,8 milliards d'euros à la même date en 2009, selon les chiffres communiqués mercredi par le ministère du Budget.

L'incertitude sur la conjoncture des prochains mois peut inciter l'exécutif à conserver sa prévision de croissance, mais c'est surtout le climat politique qui pourrait peser.

Selon Gilles Moec, de Deutsche Bank, "*à 8%, l'objectif pour 2010 n'était guère ambitieux et je pense qu'ils comptaient déjà sur un meilleur résultat*".

"*Dans le contexte actuel, Nicolas Sarkozy a intérêt à garder les bonnes nouvelles sous le coude*", explique Gaël Sliman, de l'institut de sondages BVA.

L'annonce d'un surplus de recettes aiderait les opposants à la réforme des retraites et pourrait pousser le gouvernement à revoir ses ambitions à la baisse, souligne-t-il.

"Ce n'est pas le moment d'annoncer des 'cagnottes', c'est certain. Une fois que la réforme des retraites sera passée, que le remaniement aura eu lieu, là ça tombera très bien", dit-il. (Reuters et AP 08.09)

**4-** Quand le PS foule aux pieds notre droit à la santé... pour le compte des capitalistes.

La Cour des comptes a prôné mercredi des mesures pour redresser les comptes de la Sécurité sociale, en soulignant que le retour de la croissance ne permettrait pas de retrouver l'équilibre à court terme.

La Cour des comptes prône des économies de gestion, des mesures concernant l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) ou sur les hôpitaux, a précisé Didier Migaud (PS), qui présentait à la presse le rapport sur l'application des lois de financement de la Sécurité sociale. (Reuters 08.09)

#### **Coté cour. (du travail)**

**1-** Mauvaise nouvelle pour les internautes, le gouvernement va bien relever la TVA sur les offres triple play. «Les demandes de Bruxelles nous conduisent à relever ce taux à 19,6%», annonce jeudi le ministre du Budget François Baroin dans un entretien dans Les Echos.

La moitié de la facture des abonnés aux «box Internet» était jusqu'ici soumise à un taux de TVA réduit, de 5,5%.

Bercy a chiffré à «plusieurs centaines de millions d'euros» les recettes supplémentaires pour l'Etat, au moment où le gouvernement cherche encore près de 4 milliards d'euros pour boucler son budget 2011. (20minutes.fr 08.09)

**2-** Les ménages français en situation de surendettement sont toujours plus nombreux. Sur un an, le nombre de dossiers déposés auprès de la Banque de France a augmenté de 4,5% à la fin du mois de juillet, selon le baromètre du surendettement. Et depuis le début de la crise, soit près de deux ans, le nombre de dossiers de surendettement déposés a crû de 20%, observe La Tribune. Plus alarmant encore, le nombre de cas d'endettement grave envoyés vers la procédure de rétablissement personnel (PRP) - elle permet au juge d'effacer les dettes - a augmenté de 48%, ajoute le journal.

Et le profil des personnes surendettées n'a rien de rassurant. Le surendettement touche de plus en plus de personnes âgées et il est davantage «passif», c'est-à-dire qu'il fait suite à un événement de la vie tel qu'une perte d'emploi, une maladie ou un divorce, et non à un excès de crédit. Par ailleurs, on observe un vieillissement des personnes surendettées. Dernièrement, la Banque de France a reçu un dossier de surendettement de la part d'une femme de 90 ans, note *La Tribune*. Autre phénomène récent, si le nombre de surendettement tend à se stabiliser en province, il augmente en Ile-de-France. (Lefigaro.fr 08.09)

#### **Syndicalisme. Les collabos.**

Le premier constructeur automobile français, qui a lancé à l'automne dernier un plan de performance prévoyant notamment des gains de productivité, veut pouvoir mettre en place des équipes de nuit pour des vacations de durée variable et dont l'horaire pourra être réduit selon les commandes, comme cela se pratique sur son site espagnol de Vigo.

"Le texte rappelle la nécessité de poursuivre l'amélioration de la compétitivité des bases industrielles en France (ce qui) nécessite (...) la capacité à répondre, sans délai, aux fortes variations de la demande", explique PSA dans un communiqué.

Il propose également de renforcer les possibilités de rotation des intérimaires au sein des équipes pour s'adapter aux à-coups d'activité.

La signature de l'accord, dont PSA indique qu'il a déjà reçu un avis favorable de quatre syndicats - CFE/CGC, CFTC, FO et GSEA - et un commentaire favorable de la part de la CFDT, conduira le groupe à embaucher 900 personnes, pour l'essentiel sur les sites de Sochaux, Poissy, Mulhouse et Vesoul. Ces recrutements s'ajouteront aux 1.100 déjà annoncés en juin.

Les syndicats feront connaître leur position définitive dans les prochains jours, ajoute PSA dans le communiqué. (Reuters 08.09)

De compromis en compromis pourris, ces lieutenants du capital se font les fossoyeurs du syndicalisme et des droits des travailleurs.

#### **Grande-Bretagne. Le gouvernement des banques.**

Le président de la première banque britannique HSBC, Stephen Green, a été nommé secrétaire d'État au Commerce dans le gouvernement dirigé par le conservateur David Cameron, a annoncé, mardi, Downing Street.

Conformément à la tradition parlementaire britannique, qui veut que les membres du gouvernement fassent partie d'une des deux chambres

du Parlement, il sera nommé à la Chambre des lords préalablement à son entrée au gouvernement. HSBC, qui est l'une des premières banques mondiales, a précisé dans un communiqué que Stephen Green quitterait la présidence du groupe avant la fin de l'année, avant d'intégrer le gouvernement en janvier prochain. Il laissera une entreprise florissante, qui a passé la crise financière sans subir de dommage. Stephen Green abandonnera au passage ses autres fonctions patronales, dont celles de président de l'Association des banques britanniques, la BBA, et de vice-président de la Confédération des patrons britanniques, la CBI. (Lepoint.fr 08.09)

### **Allemagne. La "recette" du "miracle" allemand.**

L'Allemagne est le pays de l'Union européenne où les salaires ont le moins progressé en dix ans, selon une statistique de l'Office fédéral des statistiques (Destatis) parue mercredi 8 septembre. Outre-Rhin, les salaires bruts au premier trimestre 2010 affichaient une hausse de 21,8 % par rapport à leur niveau moyen en 2000. La progression des coûts du travail était, elle, de 18,9 %. Il s'agit des taux les plus bas des vingt et un pays dont Destatis a publié les résultats.

La progression moyenne pour l'Union européenne sur la même période était de 35,5 % pour les salaires et de 36,1 % pour les coûts du travail. Pour la seule zone euro, la hausse moyenne était de 29,5 % pour les salaires et 30,3 % pour les coûts.

La modération salariale dans la première économie européenne est, selon les économistes, l'un des facteurs de sa forte croissance actuelle.

Le niveau des salaires en Allemagne ne dépend pas de l'Etat mais résulte de négociations entre partenaires sociaux. Le pays n'a pas de salaire minimum, sauf dans certaines branches où patrons et syndicats se sont entendus sur des rémunérations-plancher qui ont pris force de loi. (Lemonde.fr 08.09)

En Allemagne (comme en France ou ailleurs à travers la politique contractuelle), ce sont patrons et syndicats qui s'entendent sur la fixation des salaires de misère. Question : est-ce le rôle d'un syndicat ? Dès lors qu'un accord est intervenu entre eux, avec un tel boulet aux pieds, allez donc revendiquer une augmentation de salaire !

### **Moldavie. Crise politique.**

Privée de président depuis le printemps 2009, la Moldavie peine à retrouver une stabilité politique. Le gouvernement pro-occidental au pouvoir a annoncé la tenue d'élections législatives anticipées le 21 novembre après l'échec, dimanche 5 septembre, d'un référendum constitutionnel sur l'élection du président au suffrage universel.

Les manifestations et les émeutes d'avril 2009 contre la victoire aux législatives du Parti communiste moldave, au pouvoir depuis 2001, avaient conduit à une impasse politique, provoquant de nouvelles élections anticipées en juillet 2009, remportées cette fois par les pro-européens. Ces derniers ont pourtant échoué à faire élire au Parlement leur candidat à la présidence. Le référendum de dimanche visait justement à permettre de résoudre la vacance à ce poste.

Le taux de participation au référendum sur l'élection présidentielle directe n'a atteint que 29,05 %, alors qu'un minimum de 33 % était requis pour que la consultation soit jugée valide. Neuf personnes sur dix (87,8 %) se sont prononcées en faveur de l'élection présidentielle directe.

L'ancien président communiste Vladimir Voronine, dont le parti avait appelé à boycotter le référendum, a jugé lundi "logique" l'échec du scrutin. "Le peuple a choisi la république parlementaire comme la plus démocratique et la plus juste", a-t-il déclaré, affichant son opposition à l'élection du président au suffrage universel.

Selon le politologue moldave Igor Botsan, le résultat du référendum "montre la faiblesse du niveau de confiance envers l'Alliance pour l'intégration européenne", coalition au pouvoir. "En même temps, la société reste toujours divisée" entre les partisans des communistes et ceux des pro-européens, souligne le politologue. (Lemonde.fr 08.09)

On ne va refaire la liste de tous les pays en proie à une crise politique tous les jours, cependant on peut constater l'existence d'un point commun à tous ces pays, à savoir que dans tous ces pays des élections libres et dites démocratiques ont eu lieu et elles ont toutes débouché sur une crise politique à court ou moyen terme, lorsque leurs résultats ne sont pas souvent contestés, ne faudrait-il pas en déduire que ce n'est pas le bon moyen pour obtenir la satisfaction des besoins des peuples et qu'il faudrait en envisager un autre, la révolution prolétarienne, qui donnerait véritablement le pouvoir à la classe ouvrière ?

Une proposition intéressante à soumettre aux travailleurs de tous les pays, non ? Non, nos dirigeants n'en veulent décidément pas !

### **Etats-Unis.**

#### **1- Côté jardin. Histoire de vases communicants.**

Le discours de Barack Obama ce mercredi à Cleveland, dans l'Ohio, ne laisse pas de place au doute. Le président américain s'est montré



ferme en officialisant son choix de ne pas prolonger les avantages fiscaux pour les Américains les plus riches accordés par son prédécesseur George Bush, et qui prennent fin en décembre.

«*Nous sommes disposés à offrir des allègements fiscaux à chaque Américain touchant 250.000 dollars par an ou moins. Pour tout autre montant supérieur, les taux reviendront à ce qu'ils étaient sous le président Clinton*», a déclaré Barack Obama. «*Ce n'est pas pour punir les gens qui sont mieux lotis, c'est parce qu'on ne peut s'offrir de payer 700 milliards de dollars*», a-t-il ajouté. «*Ces gens sont ceux qui sont le moins susceptibles de dépenser de l'argent, c'est pourquoi les économistes ne pensent pas que les allègements d'impôts pour les plus riches font beaucoup pour l'économie*».

Le président a par ailleurs mis en avant son plan destiné à autoriser les entreprises à déduire entièrement de leurs impôts le coût de leurs investissements en 2011. Ce programme consisterait en 200 milliards de dollars d'allègements fiscaux sur deux ans, dont la plupart seraient ensuite remboursés à l'Etat fédéral. Le président américain a également confirmé son nouveau plan de 50 milliards de dollars pour construire ou rénover des infrastructures aux Etats-Unis.

Barack Obama propose enfin de relancer un plan de déductions fiscales pour les entreprises qui investissent dans la recherche et l'expérimentation. Un dispositif évalué à 100 milliards de dollars sur 10 ans.

«*Une partie du problème de l'économie américaine réside en ce que les entreprises ne dépensent pas leur revenus et conservent une approche très prudente*», analyse Aneta Markowska, économiste chez Société générale CIB.

«*Obama veut éviter que l'investissement ne retombe comme un soufflet avec l'expiration de la première batterie de mesures de relance*», explique Florence Pisani, économiste chez Dexia AM.

Problème, «*les entreprises ne vont pas investir seulement pour profiter de la mesure fiscale, il faut qu'elles observent ou anticipent une hausse de la demande pour cela*», rappelle Florence Pisani. (Lefigaro.fr 08.09)

## 2- Côté cour. Taxe ou plutôt racket.

Survoler l'Atlantique vous coûtera 14 dollars (soit 11 euros). Depuis mercredi matin, une nouvelle mesure est entrée en vigueur concernant l'entrée aux Etats-Unis. Les citoyens issus des 35 pays bénéficiant d'une exemption de visa, dont la France fait partie, doivent désormais s'acquitter d'une «taxe de promotion des voyages».

Cette dernière s'applique aux voyages de 90 jours au plus, a indiqué la douane américaine sur son site Internet.

L'impôt en lui-même s'élève à dix dollars. Les quatre autres sont prélevés dans le cadre des frais de gestion du «formulaire électronique d'autorisation de voyage» ESTA. Depuis janvier 2009, celui-ci doit être rempli avant le départ par les voyageurs des pays concernés, sur le site Internet de la douane. Dès mercredi matin, la validation du formulaire est devenue payante. (20minutes.fr 08.09)

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 10 septembre

Complément de la mi-journée.

### Collaboration de classe.

Parmi les membres du Conseil d'orientation des retraites (COR) - Liste mise à jour le 23 avril 2010 (<http://www.cor-retraites.fr/article269.html>) :

- Pierre-Yves CHANU, Conseiller confédéral de la **Confédération Générale du Travail**
- Jean-Christophe LE DUIGOU, **Confédération générale du travail**
- Bernard DEVY, Secrétaire confédéral de **Force ouvrière**
- Philippe SOUBIROUS, Secrétaire fédéral de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- Jean-Louis BESNARD, Représentant l'**Union nationale des syndicats autonomes**
- Didier HORUS, Représentant de la **Fédération syndicale unitaire**
- Yves CANÉVET, Secrétaire confédéral de la Confédération française démocratique du travail
- Jean-Louis MALYS, Secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail

- Patrick POIZAT, Secrétaire confédéral chargé des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens
- Danièle KARNIEWICZ, Secrétaire nationale du pôle protection sociale de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres

Avec la collaboration notamment de :

- Martine DURAND, Chef statisticien et Directeur, Direction des Statistiques - **OCDE**

Ont été membres du Conseil d'orientation des retraites (en qualité de), autrement dit, ont participé activement à l'élaboration du document qui sert de base au projet de contre-réforme que Sarkozy veut nous imposer :

- Vlady Ferrier, Conseiller en charge des questions de retraites de la **Confédération générale du travail** / UGICT
- Roland Gaillard, Secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- Gérard Nogues, Secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires de **Force ouvrière**
- François Labroille, Membre du bureau délibératif fédéral de la **Fédération syndicale unitaire**
- Arnaud Parienty, Membre du bureau délibératif fédéral de la **Fédération syndicale unitaire**
- Daniel Rallet, Représentant de la **Fédération syndicale unitaire**
- Marie-Claude Lasnier, Secrétaire confédérale de la Confédération française démocratique du travail
- Michel Périer, Représentant la Confédération française démocratique du travail
- Alain Petitjean, Secrétaire confédéral de la Confédération française démocratique du travail
- Jean-Marie Toulisse, Secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail
- Bernard Merten, Conseiller confédéral des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens
- Jean-Louis Deroussen, Responsable confédéral des retraites à la Confédération française des travailleurs chrétiens

Que font-ils dans le COR, sinon légitimer la contre-réforme des retraites qu'ils prétendent combattre au côté des travailleurs ? Pourquoi les sections syndicales ne reprennent-elles pas dans leurs adresses à leurs dirigeants l'exigence de la rupture avec le gouvernement et le Medef, avec tous les organismes de collaboration de classes mis en place par Sarkozy ou son prédécesseur ?

Dans ces conditions, le mot d'ordre du retrait au regard de leur participation au COR, que vaut-il vraiment ?

La causerie de la matinée.

Pas le temps de causer.

Sous la pression de la classe ouvrière qui refuse de nouveaux sacrifices et les multiples prises de position souvent unitaires de syndicats d'entreprises ou de services publics, les dirigeants syndicaux sont contraints de gauchir leurs discours et leurs positions, le tout sous fond de manoeuvres en tous genres. (A suivre)

### **Méritocrassie. Quand Sarkozy vante les mérites de l'excellence...ou parle de ce qu'il ne connaît pas.**

Sa majesté en visite à l'internat d'excellence de Marly-le-Roi, dans les Yvelines.

- *"Les internats d'excellence, ce n'est pas une machine où on prend les meilleurs pour en faire les super meilleurs. C'est un milieu où tous les jeunes qui veulent s'en sortir, qui veulent réussir et qui font des efforts [vont avoir] une chance supplémentaire",* parce qu'il y a des jeunes qui témoignent de la volonté farouche de ne pas s'en sortir, c'est bien connu !

- *"L'élève méritant n'est pas seulement celui qui a des bons résultats à l'école (...), c'est celui qui, face à des difficultés immenses, continue à se battre, qui ne renonce pas, qui ne baisse pas les bras"...* et qui malgré tout échoue parce qu'il vit dans un milieu de merde que vous lui avez cocoté monseigneur !

- *"La République, c'est celle qui doit promouvoir celui qui le mérite et qui doit sanctionner celui qui le mérite",* le rejeton du président par exemple ou Patrice de Maistre !

- Un discours qui témoigne à la fois de la rupture de l'Etat avec certaines couches du prolétariat et du refus du représentant de l'Etat de regarder la réalité en face : *"Je veux qu'on sorte de ce discours de misérabilisme, de fatalité et de renoncement, qui consiste à assimiler origine, quartier et échec".*

- *"Parce que je vis dans tel quartier, parce que j'ai tel problème social, c'est trop facile de dire je renonce. Vos parents ne renoncent pas, vous ne renoncez pas, c'est pour ça qu'on vous aide",* admirons au passage le cynisme, leurs parents au chômage ne renoncent pas à trouver un jour un emploi, il faut bien survivre, une question qui ne se pose pas à Neuilly-sur-Seine, mais ils ont sans doute renoncé à entrevoir un jour meilleur pour leurs enfants. (source : Lepoint.fr 09.09)

Décryptage.

La méthode consiste à mettre en avant l'exception en faisant croire qu'elle pourrait devenir la règle, pour ensuite dénoncer et/ou matraquer, culpabiliser ceux qui feraient en sorte que l'exception ne devienne pas la règle et qui en serait évidemment les principaux responsables ; qu'un jeune de banlieue ouvrière sur dix s'en sorte mieux que les autres par exemple, démontre ou signifie forcément que les neuf autres n'ont pas tout fait ce qui était en leur pouvoir pour réussir eux aussi, c'est de leur faute, tel est le message du locataire du Palais.

## **Retraites. Grève générale illimitée : c'est sur les rails !**

### **1- A la SNCF.**

Les syndicats de cheminots CGT, Unsa, CFDT et Sud ont déposé un préavis de grève pour la journée d'action du 23 septembre contre la réforme des retraites, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

La CGT, l'Unsa et la CFDT ont opté pour un préavis de 24h pour *"traduire dans les faits les décisions prises par l'intersyndicale de se mobiliser le 7 septembre. Mais nous sommes prêts à tout"*, a souligné Didier Le Reste.

*'Nous sommes prêts à aller plus loin [qu'une grève de vingt-quatre heures] s'il le faut, mais ce sera dans un cadre interprofessionnel'*, a souligné Arnaud Morvan, de la CFDT-Cheminots.

Le syndicat FO-Cheminots appellera aussi à la grève le 23 septembre, a indiqué son secrétaire général, Eric Falempin. *'Nous déciderons la semaine prochaine si nous appelons à un mouvement reconductible, mais nous pensons qu'on ne fera pas reculer le gouvernement sans bloquer l'économie au-delà de vingt-quatre heures'*, a ajouté le syndicaliste.

La CFTC s'est dite, quant à elle, *'très réservée'* quant à une nouvelle grève de vingt-quatre heures. *'Il faut s'engager dans un bras de fer avec le gouvernement via un mouvement reconductible, car avec seulement des journées de vingt-quatre heures, on risque d'affaiblir la mobilisation'*, a déclaré Bernard Aubin, de la CFTC-Cheminots.

Seul Sud-Rail va déposer un préavis reconductible *"pour ne pas briser la dynamique construite par les salariés depuis le 7 septembre"*, a dit à Reuters Julien Troccaz, secrétaire fédéral Sud-Rail. (Reuters et Lemonde.fr 09.09)

### **2- Interview de Thibault au journal Le Monde.**

Dans une interview au journal Le Monde, daté du 10 septembre, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, met en garde le chef de l'Etat contre un blocage. *"Plus l'intransigeance dominera, plus l'idée de grèves reconductibles gagnera les esprits"*, dit-il.

*"On peut aller vers un blocage, vers une crise sociale d'ampleur. C'est possible, mais ce n'est pas nous qui avons pris ce risque". "Nous n'avons pas l'intention de lâcher"*, ajoute-t-il. (Reuters 09.09)

### **3- Position de FO et de Solidaires**

Les deux centrales syndicales, qui n'ont pas signé l'appel de six syndicats lancé mercredi, souhaitent battre le fer tant qu'il est chaud et ne pas attendre le 23 septembre pour redescendre dans la rue après la journée de mardi dernier.

FO souligne que ses syndicats mèneront des actions le 15 septembre - journée choisie par les syndicats pour interpeller les députés sur la réforme et organiser des rassemblements - *"en fonction des possibilités au plan local."*

Jean-Claude Mailly, qui exige depuis le début du mouvement une remise à plat complète du projet de réforme, et non de simples concessions, tient à prendre date pour l'avenir.

De son côté, Solidaires a confirmé sa position prise mercredi de ne pas signer le communiqué.

*"Nous ne sommes pas d'accord sur la stratégie d'action qui consiste à reporter au 23 les suites du 7"*, a dit à Reuters Thierry Lescant, membre du secrétariat général. *"Il faut inscrire un mouvement dans la durée, impulser un rythme, une montée en puissance. Le 23 doit être suivi du 24, du 25, du 26..."*

Solidaires ne restera pas pour autant isolé ou inactif, a-t-il ajouté. *"Nous appellerons à manifester le 23 sur la base de nos revendications et nous nous réservons le droit de lancer nos propres initiatives d'ici là."* (Reuters 09.09)

"*Interpeller les députés*"... UMP qui consistent la majorité à l'Assemblée nationale, revient à légitimer le projet de loi sur les retraites... de l'UMP ! Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays, donc ils sont illégitimes pour toucher à nos retraites. Question : pourquoi aucun dirigeant ne le dit-il pas aussi clairement ?

Quand on dit que Sarkozy est illégitime à décider de notre sort, on doit mettre en relief qu'il est un des piliers des institutions bonapartistes de la Ve République qu'il faut renverser et abolir, au même titre que la Constitution d'où il détient son pouvoir et non du suffrage universel dont chacun sait qu'il ne reflète pas, n'a jamais reflété et ne reflètera jamais les besoins et les aspirations des masses laborieuses, mais ceux de la classe dominante pour laquelle la Constitution et les institutions ont été créées en 1958.

### **Laissez-nous en un morceau ! Et une prédiction.**

La couverture du très libéral hebdomadaire économique britannique *The Economist* de son édition du 11 septembre risque de déplaire fortement à l'Elysée. On y voit Carla Bruni-Sarkozy suivi d'un bicorne de Bonaparte dont dépassent deux pieds... Avec ce titre de Une: "*Le président qui rétrécit*".

S'il ne veut pas connaître le même sort que Valéry Giscard d'Estaing en 1981, "*M. Sarkozy sait qu'il doit restaurer sa crédibilité et son emprise*", écrit le magazine. Qui conclut: "*Il ne gagnera peut-être pas beaucoup d'amis en menant la réforme des retraites. Mais il perdra ceux qu'il a encore s'il échoue.*" (Lexpress.fr 09.09)

### **L'aveu. L'Union européenne : une institution antidémocratique, un parlement fantoche.**

Le Parlement européen a demandé jeudi aux Etats européens, en ne citant que la France, de "*suspendre immédiatement toutes les expulsions de Roms*".

Dans l'entourage du président Nicolas Sarkozy, on minimise toutefois l'importance de la résolution de Strasbourg, qui n'a qu'une portée politique et morale, les députés européens ne disposant d'aucune compétence précise en la matière.

"*Le Parlement est dans son rôle*", dit-on à l'Elysée. "*La Commission a reconnu que la France était irréprochable en matière de respect de la loi européenne.*" (Reuters 09.09)

Quelle aveu, on savait que l'UE était une institution réactionnaire ! Et puis, normal, les commissaires européens ne sont pas élus, ils sont nommés par les chefs d'Etat !

### **C'était un assassinat !**

Le gendarme qui a tué un gitan de 22 ans le 16 juillet dernier à Saint-Aignan (Loir-et-Cher) lors d'un contrôle routier pourrait être bientôt mis en examen, a déclaré à l'AP Me Jean-Claude Giudicelli, l'avocat de la famille de la victime, reçue jeudi matin par le juge d'instruction de Blois.

"*Je suis étonné que celle-ci ne soit pas déjà intervenue au vu des éléments accablants du dossier*", a-t-il indiqué. "*Il était convoqué pourtant, comme il a changé d'affectation, il ne l'a pas reçue, on nous prend vraiment pour des imbéciles!*"

Selon lui, l'autopsie de la victime qui se trouvait sur le siège avant droit et les expertises balistiques démontrent que le militaire mis en cause, âgé de 35 ans, a tiré à deux reprises "*latéralement*" sur le véhicule lors d'un contrôle routier. "*Le gendarme n'était pas en danger, c'est de l'illégitime défense*", a ajouté Me Giudicelli. (AP 09.09)

### **Economie. Plombée par le chômage de masse...**

#### **1- OCDE.**

La reprise de l'économie mondiale pourrait être "*plus lente que prévu*", sans que l'on sache si cet «*essoufflement*» sera durable ou temporaire, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié ce jeudi.

Plusieurs «*incertitudes considérables*» planent sur la reprise, poursuit l'OCDE, citant notamment l'évolution de la consommation privée qui "*pourrait être freinée par de nouveaux ajustements des dépenses des ménages*» en raison du chômage élevé et des doutes sur la robustesse de l'économie. (libération.fr 09.09)

#### **2- Grande-Bretagne.**

Le déficit de la balance commerciale britannique a encore augmenté en juillet pour atteindre son plus haut niveau depuis près de cinq ans,

les importations de produits chimiques et pétroliers augmentant alors que les exportations diminuaient, montrent les statistiques officielles publiées jeudi. (Reuters 09.09)

### 3- Etats-Unis.

Les prévisions de croissance aux Etats-Unis pour cette année et l'an prochain ont été révisées à la baisse pour le troisième mois consécutif, montre jeudi la dernière édition de l'enquête "*Blue Chip Economic Indicators*" menée chaque mois auprès d'une cinquantaine d'économistes.

"*Etant donné l'ampleur de la récession, une prévision d'une croissance globalement conforme à la tendance cette année et l'an prochain équivaut à un rythme de reprise très décevant, et très peu de progrès sont attendus en matière de baisse du taux de chômage*", poursuit l'étude. (Reuters 09.09)

### Afghanistan. Que les âmes des malheureux GI tombés au champ d'honneur reposent en paix...

Des documents publiés mercredi 8 septembre accusent des soldats américains d'avoir coupé et conservé des doigts de dépouilles afghanes, et apportent de nouveaux détails sur le procès à venir d'une douzaine de militaires qui ont servi pendant un an dans la région de Kandahar au sein de la brigade d'infanterie Stryker.

Dans ce qui représente une des plus importantes affaires de crime de guerre depuis le début de la guerre en Afghanistan, les accusations les plus graves concernent le meurtre de trois Afghans en janvier, février et mai 2010. Cinq soldats sont accusés d'être impliqués dans au moins un des trois meurtres, et risquent des peines allant jusqu'à la prison à perpétuité ou même la peine de mort.

Un des soldats est accusé de possession d'os de doigts, de jambes et d'une dent prélevés sur un corps afghan, ainsi que d'avoir poussé un autre soldat à couper un doigt sur un cadavre.

Selon les enquêteurs, l'idée de tuer des Afghans est venue après l'arrivée du sergent Calvin Gibbs sur la base militaire. Gibbs aurait vanté à plusieurs reprises la facilité de tuer des gens en Irak et ce sans se faire attraper, et aurait décidé de créer une «*équipe de tueurs*» au sein de l'unité, rapporte le Guardian. (Slate.fr 09.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 11 septembre

J'ai actualisé le fichier contenant les articles de presse de septembre, j'ai ajouté une table des matières. Pour aller à la page où figure l'article que vous avez choisi, il suffit de cliquer sur son titre une ou deux fois selon le paramétrage de votre souris. Ce fichier sera remis à jour chaque semaine environ.

Mon épouse Magueswary arrivera demain matin sur les coups de 3h, mon activité sera donc réduite pendant trois mois, dans quelle proportion, je n'en sais rien, on passe de plus en plus notre temps à nous engueuler, je dois subir son humeur excécrable, sa mauvaise foi, ses crises d'hystérie, son chantage au suicide, pire, je dois me méfier de ses coups tordus (sur fond d'hypocrisie), du genre je vais me barrer avec tout le fric et te planter là comme un con, je vous passe les détails, ambiance sympathique garantie, quoi !

Bien évidemment, je serais un type épouvantable, invivable, l'horreur, mon ex m'avait fait le même coup au bout de 10 ans, même déjà plus tôt. Avec mon boulot de technicien SAV en bureautique, je disposais toujours de temps libre, d'une à quelques heures par jour, j'en profitais pour faire la vaisselle, le ménage, passer l'aspirateur, laver les vitres et le sol de la cuisine, préparer des bons petits plats, faire les courses, j'allais même la chercher à son travail en voiture, c'est elle qui choisissait où nous allions en vacances, ce qu'on allait faire le soir ou le week-end, je lui faisais toujours un super cadeau pour son anniversaire, j'avais toujours des sujets de conversation pour passer un bon moment et ne pas s'emmerder, pas le genre café du commerce, on causait d'anthropologie ou de littérature du XIXe siècle par exemple, je me pliais à ses quatre volontés, je ne l'ai jamais trompé malgré des dizaines d'occasions, je ne picolais pas, je ne jouais pas, j'étais économe, prévenant, attentionné, je lui disais absolument tout, etc., bref, après coup je me dis que j'étais sans doute le compagnon idéal dont rêve d'avoir de nombreuses femmes, certains penseront un bon pigeon, et bien non, en me quittant elle m'a appris que j'étais un sale type, "*comme les autres*", suprême insulte pour quelqu'un qui essaie sans cesse de s'améliorer sur tous les plans... Je n'ai pas changé pour autant et à 55 ans (c'est aujourd'hui !) cela ne risque plus d'arriver !

Vous me pardonnerez parfois ma mauvaise humeur, merci d'avance camarades pour votre compréhension.

### Qu'est-ce qu'ils ont derrière la tête ?

Les contrôles ou redressements fiscaux qui font ensuite l'objet de dégrèvements se pratiquent dans tous les services des impôts du pays.

Lors de mon retour en France après mon premier séjour en Inde en 1991-92, les impôts m'ont présenté une facture de 12 000 Frs correspondant à l'impôt sur le revenu de l'année 1990 que je n'avais pas réglée avant de partir. Après discussion avec le receveur des impôts de Clichy-sur-Seine où j'habitais, je m'en suis sorti en lui faisant un chèque de 4 000 Frs, j'ai donc économisé 8 000 Frs et je ne m'appelle pas K. Lagarfield où L. Bettencourt.

Alors à quel jeu jouent *Libération* et d'autres médias en accusant Woerth d'avoir accordé des dégrèvements fiscaux à untel ou untel ? Un bouc émissaire pour épargner Sarkozy au moment où la contre-réforme des retraites vient sur le tapis ?

En passant, pour les camarades qui s'estiment rackettés par l'Etat, ils peuvent ne pas payer leur impôt sur le revenu et attendre que le percepteur leur fasse signe, il suffit ensuite de se rendre à son bureau pour obtenir un rendez-vous avant même qu'on vous adresse une convocation, ensuite leur de votre entretien il suffira de lui témoigner votre sincérité et de lui expliquer que vous croulez sous les problèmes et le tour sera joué, il vous accordera un dégrèvement significatif, trop facile direz-vous, mais pourtant vrai et efficace. Franchement, quand on connaît le truc, et les privilégiés qui sont bourrés de fric sont les premiers à le connaître, on aurait tort de s'en passer puisqu'ils ne s'en privent pas, disons au moins une fois...

## Retraites.

1- François Fillon jeudi soir dans l'émission "A vous de juger" sur France 2 : "*Le coeur de la réforme, c'est l'allongement de la durée de travail*", a-t-il martelé. "*Le seul allongement de la durée de cotisation, ce n'est pas suffisant pour convaincre les Français de travailler plus longtemps*" et de préciser "*qu'il n'y aura jamais de réforme définitive*" après avoir cité "*nos voisins*" où "*le débat c'est de passer à 65, 66 ou 67*", puis à 68, 69, etc. puisque la réforme n'est pas "*définitive*", autrement dit puisque malgré tout vous n'êtes pas encore mort à cet âge, quoi ! (Lepost.fr 10.09)

Qu'est-ce que c'est "*l'allongement de la durée de travail*" sinon l'augmentation de la productivité, l'amplification de l'exploitation... Refuser de passer à 62 et 67 ans, c'est bien, refuser tout allongement de la durée de cotisation, c'est mieux, revenir aux conditions antérieures à 1993, c'est encore mieux, étrangement peu mettent en avant cette exigence, unité oblige sans doute.

Fillon a raison, rien n'est acquis définitivement en régime capitaliste pour la classe ouvrière, raison de plus pour combattre pour son abolition et renverser le pouvoir politique en place.

2- ... ce jeudi soir à l'Assemblée nationale. A 21h30 précises, la soixantaine de députés présents ont pris place pour au moins trois heures de discussions. (20minutes.fr 10.09)

Voilà pour le contexte démocratique dans lequel le capital tente de nous imposer cette contre-réforme.

3- Les députés français ont adopté vendredi l'article-clé du projet de loi de la réforme des retraites qui porte l'âge légal de départ de 60 à 62 ans à l'horizon 2018, malgré l'importante mobilisation de la rue.

Le texte reporte également de 65 à 67 ans l'âge permettant d'obtenir une retraite à taux plein quel que soit le nombre de trimestres cotisés, une disposition -l'article 6- qui a été adoptée vendredi en séance de nuit par les députés. (Reuters 10.09)

... puis les députés littéralement épuisés ont quitté l'hémicycle fiers du sale boulot accompli... pour aller s'en jeter un, c'est que cela donne soif un tel exercice, en famille bien sûr !

4- Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA et Autonome des policiers municipaux ont appelé vendredi leurs troupes à rejoindre les nouvelles manifestations interprofessionnelles prévues dans toute la France le 23 septembre contre le projet de réforme des retraites.

La plupart des policiers municipaux bénéficient du classement en "*catégorie active*" (fonctionnaires territoriaux de catégorie B) et peuvent à ce titre partir à la retraite à 55 ans, qui pourrait être relevé de deux ans avec l'actuel projet de loi sur les retraites. (AP 10.09)

5- La CGT, l'Unsa, la CFDT, les indépendants, la CFE-CGC et la CFTC ont appelé vendredi à la grève à la RATP le 23 septembre, nouvelle journée de mobilisation contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Force ouvrière a déposé de son côté un préavis pour les seuls bus de l'agglomération parisienne. (Reuters 10.09)

6- Les fédérations de cheminots FO et Sud-Rail appellent à une grève reconductible à la SNCF à compter du 22 septembre au soir contre le projet de réforme des retraites

"*Soit on appelle à un mouvement reconductible, soit à rien du tout parce qu'il n'est pas question de refaire une grève de 24 heures qui ne sert à rien. Nous sommes en train d'y réfléchir*", a déclaré à l'Associated Press le porte-parole de la CFTC-Cheminots Bernard Aubin.

"Le 23 ce sera une grève carrée. S'il faut aller plus loin, on est prêt à le faire, mais ça ne se fera que dans un cadre interprofessionnel. S'il y a un appel interprofessionnel à durcir le mouvement, on est prêt à le durcir", prévient ainsi le secrétaire général de la CFDT-Cheminots Arnaud Morvan, interrogé vendredi par l'Associated Press. Le son de cloche est le même du côté de la CGT-Cheminots. (AP 10.09)

### Un régime qui pue l'injustice.

«Les yeux vitreux, l'élocution difficile, ainsi qu'une forte odeur d'alcool émanant du conducteur.» L'homme que décrivent les policiers a été interpellé dans la nuit de mercredi à jeudi. Il s'agirait, selon les informations d'Europe1.fr, de Gilles Dufeigneux, le chef-adjoint du cabinet de François Fillon qui, après avoir refusé de se soumettre à l'éthylotest, est reparti sans être verbalisé.

Les policiers lui auraient demandé de laisser sa voiture de fonction sur place avant de le raccompagner chez lui. A 2 kilomètres de là. (20minutes.fr 10.09)

Message à destination des fêtards, des jeunes : si vous avez picolé un peu ou davantage, premièrement, faites comme Gilles Dufeigneux, refusez de souffler dans le ballon, deuxièmement, comptez sur sa compréhension pour ne pas vous verbaliser en citant l'exemple du chauffeur de Fillon, troisièmement, demandez poliment à la police de vous raccompagner chez vous à condition d'habiter à moins de 2Kms, sirène en option selon que vous êtes plus ou moins pressé de rentrer chez vous !

### Allo, les pompes funèbres, c'est la direction de France Télécom, votre meilleur client...

Cinq employés de France Télécom se sont suicidés en quinze jours, a-t-on appris vendredi de source syndicale, sans pouvoir affirmer un lien avec l'activité professionnelle de ces personnes.

Un responsable syndical de CFE-CGC/Unsa, Sébastien Crozier, a précisé à Reuters que ces derniers cas portaient à 23 le nombre de suicides dans l'entreprise publique depuis le début de l'année contre 19 en 2009. (Reuters 10.09)

### Grande-Bretagne.

1- Le gouvernement conservateur a annoncé vendredi le dépôt avant la fin de l'année d'un projet de loi sur la privatisation des services postaux britanniques.

Cette décision a été prise sur la base d'un audit indépendant effectué par Richard Hooper, un ancien médiateur, qui conclut à la nécessité d'injecter des fonds privés dans Royal Mail pour assurer la survie de ce service public. (Reuters 10.09)

2- Les syndicats britanniques vont lancer une offensive contre les coupes budgétaires sans précédent que prépare le gouvernement, agitant la menace de grèves massives des fonctionnaires, lors de leur congrès annuel qui s'ouvre lundi à Manchester.

Le Trades Union Congress (TUC), principale confédération du Royaume-Uni, qui rassemble une soixantaine de syndicats et leurs plus de 6 millions d'adhérents, a choisi l'ex-bastion industriel du nord-ouest de l'Angleterre pour son 142e rassemblement annuel.

Le congrès du TUC, qui précède traditionnellement les conférences des grands partis britanniques, est placé cette année sous le signe de la lutte contre l'austérité. Le nouveau gouvernement d'alliance conservateur-libéral démocrate dirigé par David Cameron, arrivé au pouvoir au printemps, a annoncé en juin un plan de rigueur budgétaire d'ampleur jamais vue dans l'histoire du pays, visant à éliminer en cinq ans la quasi-totalité d'un déficit public qui devrait s'élever cette année à 10,1 % du PIB.

La répartition des coupes budgétaires entre les différents ministères ne sera dévoilée que le 20 octobre mais, selon des estimations officielles, 600 000 postes pourraient être supprimés dans le secteur public.

Brendan Barber, le secrétaire général du TUC, a prévenu que les syndicats ne resteraient pas les bras croisés et donneraient du fil à retordre au gouvernement. "Il y a un cocktail assez volatil de problèmes, comme le gel des salaires des fonctionnaires, les menaces de nouvelles privatisations, la restructuration des services publics, et des inquiétudes sur les retraites", a-t-il prévenu cette semaine, ajoutant : "C'est une potion dangereuse, qui pourrait déclencher des conflits durs." Unison, un des principaux syndicats de fonctionnaires, a déjà qualifié les projets du gouvernement de "déclaration de guerre au secteur public". (Lemonde.fr 10.09)

[Haut de page ↗](#)

---

**Le 12 septembre**

Complément de la mi-journée.

J'ai mis en ligne la déclaration du Bureau national du POI à laquelle je souscris entièrement : "*Reconquérir la démocratie politique, ce n'est pas attendre 2012 pour une « alternance » sous contrôle de l'Union européenne. C'est, tout de suite, combattre pour la rupture avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, institutions au seul service de la classe capitaliste engagée dans une offensive sans précédent contre la force de travail, contre la jeunesse et les travailleurs des villes et des campagnes*".

Comme les grands esprits se rencontrent, je plaisante car en ce qui me concerne je n'ai pas cette prétention, hier j'ai mis une photo de l'Assemblée nationale où je posais la question : quand est-ce qu'on s'y attaque ?

Cependant à la question "*les travailleurs et les jeunes se posent chaque jour davantage la question : où est l'issue ? Pour l'heure, pour tous, la première des questions est l'unité d'action pour le retrait du projet Sarkozy, projet ni amendable ni négociable.*", tout en comprenant que "*la contre-réforme des retraites doit être immédiatement retirée*" et que c'est cette question qui concentre toutes les autres dont le combat que nous menons contre le régime, il aurait peut-être été judicieux de préciser qu'étant donné qu'aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ne pourra voir le jour aussi longtemps que Sarkozy sera au pouvoir et plus largement dans le cadre des institutions de la Ve République, il faut se mobiliser à la fois pour le chasser et dissoudre ces institutions antidémocratiques, à chacun ensuite de voir en fonction de son analyse de la situation quel mot d'ordre peut être avancé sur le plan de l'agitation : Sarkozy : dehors ! Sarkozy : démission ! A bas Sarkozy, son gouvernement et les institutions au service des capitalistes ! Gouvernement des seuls partis ouvriers combattant au côté de la classe ouvrière pour la satisfaction de ses besoins ou aspirations !

Notre soucis constant doit être d'inscrire les mots d'ordre qui correspondent aux revendications immédiates des travailleurs dans une perspective politique qui constitue une issue politique à la crise des institutions et du régime capitaliste, histoire de leur montrer la voie à suivre et de les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions. Ce devrait être le devoir de tout parti ouvrier. Cette précision répond à la nécessité de ne pas isoler le combat contre le projet de loi du gouvernement de l'objectif que nous nous sommes fixés d'abattre les institutions et de constituer un gouvernement ouvrier. Ne pas procéder ainsi pourrait avoir deux conséquences possibles : soit on laisse entendre aux travailleurs qu'une autre réforme des retraites serait possible en conservant Sarkozy au pouvoir, soit on s'en remet à l'hypothétique gouvernement présidé par le PS à partir de 2012 pour abolir une partie de la loi Sarkozy-Woerth et non l'essentiel, l'allongement de la durée de cotisation, et dans les deux cas il est clair que le combat contre les institutions passe à la trappe. Ni le maintien en place de Sarkozy ni la perspective d'un nouveau gouvernement présidé par le PS ne peuvent constituer un objectif pour l'avant-garde du prolétariat et une issue politique pour les travailleurs.

Maintenant que la majorité des militants et des travailleurs ne soient pas exactement sur cette longueur d'onde, on peut le concevoir, c'est peut-être le cas, je n'en sais rien, peu importe si dans le même temps la classe continuait de se mobiliser et que le parti se construisait, c'est le devoir d'un parti ouvrier de les aider à se défaire des quelques illusions qu'ils peuvent encore avoir à la fois dans l'UMP et dans le PS qui le soutient, dans les institutions, afin d'élever leur niveau de conscience politique à la hauteur des tâches politiques qu'ils ont à accomplir dans la situation présente.

L'orientation politique contenue dans le communiqué du BP du POI prend en compte cet objectif, peut-être pas suffisamment au goût de certains militants, mais l'essentiel y est, donc ne soyons pas médisant ou de mauvaise foi pour des raisons plus ou moins obscures ou à tort, soyons impartial ou sachons faire la part des choses camarades, il ne lui manque plus que la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour être parfait, ajoutons qu'on ne comprend toujours pas pourquoi le POI ne précise pas qu'il combat effectivement pour prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière, puisque cela devrait être l'objectif de son combat.

Un autre sujet. Voilà le commentaire que j'ai adressé hier au blog *Où va la CGT ?* et que ces camarades ont eu l'amabilité de mettre en ligne, je les en remercie chaleureusement.

Vous fustigez à juste titre les permanents qui sont coupés de la base et qui ne défendent que leurs propres intérêts qui se confondent avec ceux des appareils des syndicats, intérêts des appareils qui eux-mêmes se confondent avec ceux de l'Etat. Comment cela ? De deux manières (3 en réalité, précision ajoutée ce jour) :

1- Aujourd'hui les syndicats sont financés à hauteur de plus d'un milliard d'euros par l'Etat, ils doivent leurs postes et leurs rémunérations à l'Etat, vous ne voudriez quand même pas que par dessus le marché ils le combattent, alors ne faudrait-il pas mener campagne dans tous les syndicats pour la fin du financement des syndicats par l'Etat, ainsi les permanents n'auraient de compte à rendre qu'aux syndiqués et non à celui qui les engraisse, l'Etat ?

Comment voulez-vous que des permanents qui participent également aux conseils d'administration d'entreprises (Didier Le Reste à la SNCF, 7 000 euros mensuels d'indemnité, pour ce seul poste, par exemple ) et qui ont des rémunérations avoisinant 10 000 euros par mois, défendent des positions qui remettraient en cause à terme leurs postes et les prébendes qui vont avec et ne nous trahissent pas finalement ?

2- Les syndicats participent à une multitude d'organismes avec les représentants de l'Etat et du patronat, par exemple dans le Conseil d'orientation des retraites (COR), et quand ils ne collaborent pas directement à la rédaction des lois anti-ouvrières du gouvernement, par leur seule présence dans ces organismes ils légitiment leurs décisions ou les mesures qui s'inspirent de leurs travaux, alors ne faudrait-il pas pour que les syndicats récupèrent leur indépendance de classe par rapport à l'Etat des capitalistes qu'ils sortent immédiatement de tous ces



organismes, qu'ils rompent toute relation avec l'Etat et le patronat pour enfin engager le combat classe contre classe ?

3- Il faudrait aussi que les permanents soient élus lors des congrès par les délégués des différentes tendances en présence, leur mandat devrait être limité dans le temps et non renouvelable indéfiniment, l'exécution de leur mandat devrait pouvoir être contrôlée par la base et les élus révocables à tout moment au cas où ils seraient avérés qu'ils ont collaboré avec l'Etat ou le patronat. Est-il normal que le même travailleur soit délégué syndical ou permanent pendant des décennies ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen de former des générations de bureaucrates serviles aux ordres du capital !

Ne faudrait-il pas attaquer les problèmes à la racine ? En cas de réponse négative, il ne faut pas s'étonner que la gangrène réformiste qui a pourri le syndicalisme continue de faire autant de ravages.

Un dernier mot, car il y aurait encore beaucoup à dire à propos des commentaires des camarades.

Vous vous trompez de combat camarades, notre ennemi de classe, ce n'est pas le fonctionnaire "zélé", les couches moyennes ou la petite-bourgeoisie qui accouchent des lois scélérates qui nous sont imposées, mais bien l'Etat par son représentant, Sarkozy et son gouvernement, pour le compte de la classe des capitalistes.

D'où provient le comportement de bon nombre de syndiqués et de représentants syndiqués élus du personnel qui "suivent comme des moutons" les directives des bureaucrates des appareils ? Ne serait-ce pas à cette question qu'il faut essayer de répondre, le peut-on sans avoir analysé minutieusement la situation, le peut-on sans cerner au plus juste quel est l'état d'esprit réel des travailleurs, de quoi est-il fait, qu'est-ce qu'il lui manque pour progresser, etc. ?

En dehors de toute issue politique à la crise du capitalisme, en dehors de tout espoir de voir un jour leur vie s'améliorer, en dehors de toute perspective au-delà du régime capitaliste, puisque tous les partis ouvriers sont résolument muets sur cette question déterminante, comment voudriez-vous que le prolétariat et ses représentants ne se résignent pas à accepter la terrible régression sociale que leur impose le gouvernement et le patronat, comment voudriez-vous que le mouvement ouvrier et le prolétariat combattent sur des positions révolutionnaires ou sortent du marasme du réformisme bourgeois, quand aucun des partis ouvriers, dont c'est en principe le devoir, ne les éclaire sur la voie à suivre, si les masses pouvaient s'élever spontanément à la hauteur des tâches qui découlent d'un programme véritablement socialiste, cela se saurait depuis belle lurette.

Dans ces conditions, qu'est-ce qui se passe ? On se mobilise quand on nous en donne l'occasion pour tenter de conserver ce qui nous reste encore de nos acquis ou droits sociaux, on essaie d'obtenir quelques miettes de la part des capitalistes, et puis c'est tout, de toutes manières Sarkozy et Parisot nous ont déjà prévenu, il faudra s'en contenter, au-delà on mettrait en péril les entreprises, donc l'emploi, donc nos salaires... Notre combat est légitime dans le cadre acceptable du capitalisme, au-delà, mystère, c'est l'aventure, le grand vide, donc n'essayons pas d'aller plus loin. Qu'est-ce que manifeste cet état d'esprit partagé par des dizaines de millions de travailleurs ? Qu'en l'absence de théorie pour mener son combat et nous guider, on est faible et vulnérable à toutes les sirènes réformistes, on abandonne rapidement l'objectif qu'on s'était fixé, on est incapable d'avancer d'un pas.

Autrefois, c'était l'ensemble du mouvement ouvrier qui était porté par la perspective du socialisme, cette perspective ayant été abandonnée depuis des lustres, le mouvement ouvrier est depuis sous l'emprise de l'idéologie de la classe dominante, celle des capitalistes, normal, non, il n'existe pas cinquante idéologies différentes, il n'existe pas cinquante alternatives possible au capitalisme, en ayant tourné le dos ou en ayant abandonné la perspective du socialisme, le mouvement ouvrier s'est retrouvé dans la situation où il n'a plus d'orientation indépendante du capitalisme, où il est incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant, il est devenu incapable de faire la part des choses, il se fourvoie en permanence, chacun cherche de son côté la solution miracle pour remédier à cette situation dramatique, alors qu'il suffirait de renouer avec la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire international du début du XXe siècle, avec ses enseignements qu'il ne s'agirait pas copier à la lettre faut-il préciser, pour entrevoir des réponses théoriques et pratiques à toutes les questions que nous pose la lutte des classes de nos jours...

Tardieu Jean-Claude. (ex-militant de l'OCI et de FO) Pour de plus ample détail : [www.luttedefclasse.org](http://www.luttedefclasse.org).

La causerie du matin.

Pas d'infos suffisantes sur les manifestations d'hier à Salonique en Grèce, en dehors de quelques lignes : Les manifestants étaient réunis à l'appel des principales centrales syndicales et des partis de gauche dans le centre de la deuxième ville du pays, brandissant des banderoles portant les slogans: «*La crise c'est le capitalisme qui doit la payer*» ou «*Nationalisation des banques*». (20minutes.fr 11.09)

Faire payer la crise aux capitalistes est un discours qui ne se situe pas sur le terrain de classe indépendant du prolétariat et sur le plan de l'éducation politique des masses c'est une catastrophe : les capitalistes paient et on passe l'éponge, la vie continue comme avant, voilà ce que cela signifie, pire encore, en subordonnant les travailleurs au joug du capital on leur interdit d'entrevoir la possibilité d'en finir avec le capitalisme...

Allons plus loin : Du fait que ce sont les capitalistes qui sont au pouvoir et non les travailleurs, c'est leur demander de bien vouloir avoir

l'obligeance de se taxer eux-mêmes, pas trop quand même, juste ce qu'il faut, ensuite vous pourrez continuer tranquillement de spéculer et de nous exploiter jusqu'à l'os, pas de problèmes, on est consentant, c'est notre destin, etc., voilà ce que signifie encore ce mot d'ordre.

Nous préfererons comme slogan : puisque le capitalisme est incompatible avec nos droits et nos besoins, ne faudrait-il pas envisager de reconstruire la société sur d'autres bases sociales une fois débarrassés du capitalisme pour les satisfaire et faire en sorte qu'ils ne soient plus jamais remis en cause ? Pour y parvenir, organisons-nous, mobilisons-nous, renversons le pouvoir politique en place, prenons le pouvoir, instaurons une République sociale (ou socialiste).

## **Retraites.**

### **1- Retrait ? Non, "faire bouger les lignes", diviser, marchander sur notre dos un compromis pourri !**

Pour François Chérèque jeudi soir sur France 2, les "*désaccords au sein de l'UMP, c'est la preuve qu'on peut encore faire bouger les lignes*".

De 37,5 à 41 annuités par exemple, merci monsieur le jaune !

### **2- Rompre les relations avec le gouvernement parce qu'il n'y a rien à négocier ? Non, il faut une vraie "concertation"... pour mieux se faire rouler à l'arrivée !**

Pour Jean-Claude Mailly, les rencontres avec le ministre du Travail, "*c'était pas de la discussion, c'était pas de la concertation, c'étaient des auditions*", a-t-il déploré sur Europe 1.

Grève générale ? Non, "*des grèves reconductibles*" par ci, des grèves isolées qui pourrissent par là...

Force ouvrière réclame le retrait du projet de réforme et ne parle plus de grève générale "*mais des grèves reconductibles, on ne peut pas l'exclure aujourd'hui*".

"*C'est jamais terminé (...)* Tous ceux qui pourraient faire de la prévision sociale prennent des risques", a prévenu Jean-Claude Mailly. (Reuters 11.09)

"*C'est jamais terminé*", alors comme dit la chanson : *c'est la lutte finale, groupons-nous...* pas vraiment dans la bouche de Mailly !

### **3- Faites confiance à Thibault, Chérèque, Mailly et consorts, ben voyons !**

Entendu à la Fête de l'Humanité. Foin de critique des syndicats comme le fait le NPA. Le PCF sera "*à fond*" derrière. "*Les syndicats ont fait leur boulot et même très bien. Faut pas mégoter mais leur faire confiance*", a martelé M. Laurent. Ajoutant, en faisant référence à la mobilisation contre le CPE en 2006 : "*Qui dit que le mouvement social va en rester à une journée tous les 15 jours ?*". (Lemonde.fr 11.09)

Simple constat ! Les journées d'action qui n'aboutissent qu'à faire passer la politique réactionnaire du gouvernement, ça c'est du bon boulot assurément !

### **4- Voilà qui va les faire marrer au Palais... et les reconforter surtout.**

Jean-Luc Mélenchon, s'il "*fait semblant de croire*" à ce que dit le PS, a aussi souligné qu'il ne fallait pas "*créer une polémique qui viendrait perturber le mouvement*" unitaire. Même son de cloche chez Olivier Besancenot, invité de l'université d'été du courant de Benoît Hamon (PS), le 19 septembre, dans les Landes. "*Hamon se mouille un peu plus, c'est important pour le rapport de force global*" face au gouvernement, a-t-il dit. (Lepoint.fr 11.09)

Le PS a de nouveau affirmé à l'Assemblée nationale qu'il soutenait l'allongement de la durée de cotisation, pour Mélenchon c'est un détail insignifiant, pas de quoi "*polémiquer*" pour si peu, une paille, tu parles, c'est l'essentiel du projet scélérat du gouvernement dont plus personne ne parle.

Face à ce genre de "*rapport de force global*", Sarkozy en tremble sur ses talonnettes !

### **5- "Une crise sociale est imprévisible".**

Malgré la pression accrue des syndicats, la mobilisation contre la réforme des retraites en France a peu de chances d'aboutir à une crise sociale mais Nicolas Sarkozy doit se garder de tout faux pas, estiment des analystes.

(Manifestement ces "analystes" aux ordres ne se sentent pas vraiment concernés par cette crise sociale qui est déjà installée. Elle est la

combinaison de la crise du capitalisme qui a éclaté il y a trois ans et de la volonté affichée par Sarkozy et Parisot d'en faire payer les conséquences aux travailleurs, ce qu'ils refusent. On peut ajouter tous les scandales qui touchent le sommet de l'Etat et l'UMP, qui finalement mine la crédibilité ou la légitimité du gouvernement et sa politique. L'ensemble concourt à terme à transformer la crise sociale en crise politique ouverte... - Ndlr)

Pour Hubert Landier, spécialiste des relations sociales, on ne déclenche pas une crise sociale - risque évoqué par le dirigeant de la CGT Bernard Thibault - en appuyant sur un bouton et, pour l'instant, chaque acteur s'en tient à son rôle. (C'est en grande partie les couches moyennes et la petite-bourgeoisie qui refusent de voir leur situation se dégrader plus longtemps et de se ranger derrière l'UMP, qui alimentent la crise sociale et politique, au point que le PS et ses satellites sont obligés de monter au créneau pour dénoncer la politique du gouvernement et de s'associer à la mobilisation sur les retraites initiées par les syndicats. Il y a crise sociale lorsque la majorité du prolétariat rejette les arguments que le gouvernement leur a concoctés pour justifier ses projets anti-ouvrier, et précisément aujourd'hui lorsqu'une partie croissante de la petite-bourgeoisie se range à ses côtés contre le gouvernement. Effectivement, si on devait attendre après les Thibault et Cie. pour qu'une crise sociale se déclenche, on pourrait attendre longtemps ! - Ndlr)

*"Nous assistons à une commedia dell'arte avec des acteurs qui connaissent leur rôle et qui s'est jouée sans trop de couacs jusqu'ici", dit-il.*

Face à la fin de non-recevoir de Fillon jeudi soir sur France 2, la situation ne devrait pas pour autant s'envenimer, estime Guy Groux, chercheur au Cevipof.

*"Jusqu'à présent, la CGT et la CFDT font preuve d'une attitude raisonnable en ne demandant pas le retrait du texte et ne parlant pas de 'texte scélérat' comme cela a pu être le cas par le passé", dit-il.*

(Il ne sait pas lire et il doit être sourd ou il cherche à se rassurer comme il peut, au-delà du double langage permanent des dirigeants de la CGT et de la CFDT, ils ont été obligés de déclarer sous la pression des militants et des travailleurs qu'il fallait "remettre à plat" tout le projet du gouvernement, ce qui revient au même que réclamer son retrait avec des mots différents. - Ndlr)

*"Leur objectif est d'obtenir des concessions pour sortir de cette affaire sans avoir l'air d'avoir tout perdu aux yeux des adhérents et de l'opinion publique." (Comme chaque fois, pas un seul dirigeant syndical depuis les années 20 ou 30 n'a eu une autre idée en tête. - Ndlr)*

*"En 1995, le mouvement était parti non pas d'une loi mais d'un discours d'Alain Juppé. Pour le CPE, c'était une décision personnelle de Dominique de Villepin, qui était isolé dans l'opinion publique et dans son propre gouvernement. Le contexte actuel est différent, on est face à une réforme qui est inéluctable dans un contexte de déficit budgétaire," dit Hubert Landier.*

(En 1995, le gouvernement voulait remettre en cause la retraite d'une catégorie de personnel qui pouvait relativement facilement s'unir pour faire bloc contre le gouvernement, aujourd'hui, c'est l'ensemble des travailleurs qui est concerné, ce n'est donc pas la même chose, c'est plus facile pour les bureaucrates syndicaux de manoeuvrer compte tenu de l'hétérogénéité du prolétariat. S'agissant du CPE, il s'agissait de livrer la jeunesse à la précarité, de s'engager dans un processus conduisant à la banalisation/généralisation de la précarité, ce qui était une véritable provocation. Au-delà, de Villepin a cédé, mais la vingtaine de contrats de travail précaire n'a pas été abolie pour autant, il n'avait donc aucune raison de vouloir maintenir coûte-que-coûte le CPE.

Parce que le gouvernement et ces "expert" déclarent que cette contre-réforme serait "inéluctable", ils voudraient qu'il en soit ainsi pour l'ensemble de la population, ce qu'ils ne voient pas et ne peuvent pas voir, c'est que les uns et les autres ne sont pas logés à la même enseigne et que ce qui peut convenir à Fillon ou à un "expert" ne satisfera pas forcément un ouvrier, même en y mettant les formes pour tenter de le persuader du contraire. Et l'on sait par expérience que plus une question est débattue publiquement pendant des mois, plus les travailleurs ont tendance à ne plus savoir quoi penser pour finalement rejeter massivement les arguments du gouvernement par crainte de se faire rouler. - Ndlr)

Céline Bracq, directrice adjointe de BVA Opinion, note *"une résignation plus forte pour cette réforme que pour une autre"*.

(On se demande où elle a vu cela, de la fenêtre d'un bureau de l'UMP à observer les quelques pigeons qui croient encore que l'on peut *"travailler plus pour gagner plus"* sans doute ! - Ndlr)

*"La majorité de la population ne croit pas en la promesse du PS de rétablir l'âge légal de la retraite à 60 ans s'il revient au pouvoir", estime-t-elle.*

(Cela n'a aucun rapport ou alors la population serait résignée sur tout, ce qui ne semble pas être le cas - Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre du PS et ses satellites qui ont déjà gouverné le pays pour le compte des capitalistes. Rappelons encore que c'est l'allongement de la durée de cotisation, le coeur de la contre-réforme des retraites, mesure soutenue par le PS.

Prendre sa retraite à 60 ans dans n'importe quelle condition, c'est cela que dit le PS, cela concerne qui en réalité ? Les ouvriers ou les employés qui n'auront jamais suffisamment d'annuités à 60 ans pour prendre une retraite à taux plein, les ouvriers qui auront des retraites de base médiocres et qui par dessus le marché se verront infliger une forte décôte de cette retraite ? Non, cela concerne principalement ceux

qui n'auront pas cotisé 41 ou 42 ans et qu'une décôte de 20 ou 30% ne gênera pas pour vivre tranquillement à la retraite, les couches moyennes, les intellectuels, tous ceux qui ont des revenus confortables, le fond de commerce du PS, ils défendent leur boutique, quoi. - Ndlr)

Si l'opinion soutient les manifestations, la majorité des Français ne sont pas prêts à descendre dans la rue, dit-elle. *"Il s'agit plus d'un soutien de coeur que d'un soutien effectif. Les grévistes sont une part marginale de la population."*

(Attention, le coeur a parfois ses raisons que la raison ne connaît pas ! Cela n'a rien à voir non plus. Dans 9 cas sur 10, les travailleurs ne sont pas en situation de quitter leur poste de travail pour aller manifester. - Ndlr)

Pour obtenir le retrait du projet de loi, réclamé par FO et Solidaires, il faudrait que les dirigeants syndicaux provoquent une crise sociale. Mais selon Hubert Landier, les conditions pour y parvenir ne sont pas réunies.

*"Une crise sociale est imprévisible et n'est jamais décidée par les états-majors syndicaux", explique-t-il. "Une crise sociale est une réaction du corps social qui est prise en charge par les syndicats."*

(On constate que les dirigeants syndicaux sont obligés de durcir leurs discours face au gouvernement compte tenu de la volonté exprimée par les travailleurs de refuser cette contre-réforme, il suffirait que cette volonté s'amplifie encore dans les jours ou semaines qui viennent pour que leurs positions rejoignent leurs discours, au-delà que la rupture avec le gouvernement soit consommée, ce que tentent d'éviter à tout prix Thibault, Mailly et Chérèque, car dans ce cas-là la crise sociale basculerait en crise politique et ce serait directement le régime qui serait la cible de la mobilisation du prolétariat, la pire situation qui soit pour le gouvernement et ses lieutenants à la direction des syndicats.

Dès lors que la rupture avec le gouvernement est consommée, il n'est plus considéré comme légitime pour proposer une loi ou diriger le pays, la question de son départ se trouve donc directement posée, ainsi que la question par quoi le remplacer, la mobilisation prend alors une tournure politique dont l'objectif peut être le renversement des institutions et du régime, la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire... - Ndlr)

Pour autant, le gouvernement doit prendre garde à ne pas faire de faux pas dans les semaines qui viennent.

(Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, le gouvernement qui s'est illustré à plusieurs reprises en orchestrant des manipulations de toutes pièces s'est abstenu lors des manifestations du 24 juin et du 7 septembre de recourir à cette méthode, on n'a pas entendu parler d'incidents majeurs en fin de manifestation, pas de blessés graves, à ma connaissance, à croire que des consignes strictes ont été données aux forces de police pour que les manifestations se terminent proprement, car un grave incident pourrait être l'étincelle à partir de laquelle tout le pays s'embraserait. - Ndlr)

*"Il faut que le gouvernement, l'Elysée fassent très attention dans la période actuelle. Les gens comprennent qu'il faut faire des efforts sur les retraites mais veulent que ce soit une répartition juste des efforts à faire et ne toléreront pas d'écart", souligne Hubert Landier. (Reuters 11.09)*

(Quel crétin, et ce n'est pas le triste pédagogue Fillon qui y changera quelque chose maintenant, les travailleurs ont bien compris qu'ils étaient face à un gouvernement des banquiers et que dans ces conditions, il ne peut que leur proposer qu'une loi injuste. Le Fouquet's fut l'écart de trop, et depuis cela n'a pas cessé. - Ndlr)

### **Comment le gouvernement vole purement et simplement une partie de notre salaire.**

Après l'assurance-vie, l'épargne salariale. Moins de deux semaines après avoir décidé de réduire de trois milliards d'euros les avantages fiscaux dont bénéficie le secteur de l'assurance-vie, le gouvernement envisagerait, selon le *Journal du Dimanche*, de doubler de 4% à 6% la taxe sur l'intéressement et la participation. Longtemps défendus par le gouvernement et plus spécialement par Nicolas Sarkozy qui souhaitait renforcer l'accès à la participation, ces deux dispositifs d'épargne salariale pourraient donc faire les frais du rabout sur les niches sociales.

Cette information intervient après que la Cour des comptes, mercredi, a incité le gouvernement à faire preuve de «plus de vigueur» dans la réduction des niches sociales. Alors que le déficit de la Sécurité sociale doit atteindre en 2010 en viron 27 milliards d'euros pour le régime général, la Cour des comptes avance des pistes pour faire économiser à l'Etat 15 milliards d'euros, parmi lesquelles l'épargne salariale.

Considérée comme une niche sociale, la taxe sur l'intéressement et la participation avait déjà été doublée en 2010, de 2% à 4%. (Lefigaro.fr 11.09)

Vous travaillez, on vous verse à regret un salaire, vous vous dites que vous l'avez bien mérité, eh bien non, on vous en repique une partie au tournant, ce sont des méthodes de tenanciers de bordels ou de racketteurs ! Il faut bien que l'Etat compense d'une manière ou d'une autre les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les patrons.

[Haut de page ↗](#)

## Le 13 septembre

L'article que j'ai mis en ligne est léger et destiné à des lycéens selon son auteur. On commence la semaine dans la bonne humeur camarades, vous devinez avec qui...

### A bas les privilèges !

Une centaine de personnes, selon la police, 150 selon les organisateurs, se sont rassemblées ce dimanche à la mi-journée à l'entrée de Montignac en Dordogne, où Nicolas Sarkozy s'est rendu pour visiter avec son épouse la grotte de Lascaux, à l'occasion des 70 ans de sa découverte.

A l'appel de tous les partis de gauche (sauf le POI, Ndlr du site), de plusieurs syndicats et d'organisations comme la LDH, Réseau éducation sans frontières, Attac ou la confédération paysanne, les manifestants ont installé deux mannequins à l'effigie du couple présidentiel et distribué des tracts pour «*dénoncer la politique régressive menée par Nicolas Sarkozy*».

Au sortir de la grotte, Nicolas Sarkozy a déclaré avoir «*vu quelque chose d'extraordinaire*». «*C'est quelque chose qui nous a bouleversés et on a ressenti profondément, Carla et moi, le privilège extrême de rentrer dans la grotte de Lascaux*», a ajouté le chef de l'Etat. (20minutes.fr 12.09)

Domage qu'ils en soient ressortis ! Cette grotte est fermée au public depuis 1963, sa visite est restreinte depuis 1990 à 5 personnes et 5 visites par mois, selon les sources. Les pitreties de ces gens de "gauche" sont vraiment lamentables, c'est l'horreur !

### Régime, côté jardin. Propagande et manipulation gouvernementale.

#### 1- Le thème de la sécurité : Un prétexte pour adopter un arsenal de lois répressives, diviser la population et ne pas parler du chômage...

Selon un sondage TNS-Sofres pour La Croix, quelque 74% des personnes interrogées citent le chômage et l'emploi comme une de leurs préoccupations, 54% les retraites, 50% la qualité des soins, 47% le pouvoir d'achat, mais seulement 26% la sécurité, c'est-à-dire que trois quarts des personnes interrogées ne la mentionne pas comme préoccupation. (Reuters 12.09)

#### 2- L'épouvantail de Strauss-Kahn pour venir en aide à Sarkozy sur la question des retraites ou comment diviser pour mieux régner.

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn est considéré par une forte majorité de Français comme le meilleur candidat socialiste potentiel pour la présidentielle de 2012, selon un sondage Ifop pour France-Soir. (Reuters 12.09)

Et l'ensemble des médias d'embrayer :

- Présidentielle: Dominique Strauss-Kahn le mieux placé pour faire gagner la gauche, selon un sondage - AP
- Strauss-Kahn meilleur candidat de gauche pour 2012, selon Ifop - Reuters
- DSK le mieux placé pour faire gagner le PS, selon un sondage - Libération.fr
- Aubry est «*la plus fidèle aux idées de gauche*», mais DSK est le plus à même de «*gagner*» - 20minutes.fr

#### 3- Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays, peu importe, faisons comme si c'était le contraire qui était vrai.

- Sondage : +4 points pour Nicolas Sarkozy - AP
- Remaniement : Une majorité de Français veut garder Fillon à Matignon - 20minutes.fr
- Remaniement: 55% des Français souhaitent que François Fillon reste Premier ministre, selon un sondage - AP
- 55% des Français veulent garder Fillon comme Premier ministre. Qu'en pense Sarkozy? - Le Post

- Alliot-Marie favorite des Français si Fillon part - Le Figaro -Hier

### **Régime, côté cour. Entre manoeuvre et hypocrisie. L'unité à n'importe quel prix, un argument servi sur un plateau pour le gouvernement.**

Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste français, dans son discours de clôture à la Fête de l'Humanité, a appelé la gauche française à s'unir pour défendre la retraite à 60 ans tout en rendant publiques ses divergences avec les socialistes.

Le programme du PCF, a-t-il dit, est de défendre le droit à la retraite à 60 ans, mais à taux plein.

*"Les salariés dans le pays sont unis. Ils ont besoin d'un engagement sans faille en faveur du maintien de la retraite à 60 ans à taux plein et sans rallongement de la durée de cotisation"*, a-t-il ajouté.

Le Parti socialiste, principal parti d'opposition, a annoncé son intention de rétablir la *"liberté"* de partir à 60 ans en retraite s'il revenait au pouvoir, mais avec un allongement de la durée de cotisation à terme à 41,5 années, ce qui signifie qu'il sera quasi-impossible d'avoir une pension à taux plein à l'âge de 60 ans.

*«Personne ne brisera ni le front syndical ni le front politique»*, a assuré le porte-parole du PS, Benoît Hamon.

Alors que ce *"front"* syndical et politique ne se prononce pas contre tout allongement de la durée de cotisation. On pourrait imaginer que Sarkozy soit obligé de reculer sous la menace d'une mobilisation grandissante, qu'il maintienne finalement les 60 ans, ainsi sa position serait en accord avec celle du PS et l'affaire serait réglée en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, Chérèque et Cie. s'engouffrerait dans cette brèche...

En remettant sur le tapis l'élément essentiel du projet du gouvernement que ni Sarkozy ni Fillon ni Woerth n'ont osé prononcer dernièrement (à ma connaissance), l'allongement de la durée de cotisation, le PCF et les médias aux ordres qui lui ont emboîté le pas jouent avec le feu, un peu comme s'il s'agissait de leur dernière cartouche pour essayer de briser la mobilisation dans la perspective du 23 et l'unité qui existe parmi les travailleurs et les militants contre le projet du gouvernement, car les masses pourraient s'emparer à leur tour de ce facteur déterminant pour en exiger l'annulation à force d'en entendre parler, et dès lors leur position se retrouverait figée ou calé sur la question des retraites, au grand dam du gouvernement qui espérait parvenir à l'objectif opposé, les diviser.

Interrogé sur Europe 1 à propos de la position du PS, Mélenchon s'est voulu limpide : *«Je vais vous répondre aussi hypocritement que je peux le faire, nous avons décidé de faire semblant de croire qu'ils sont d'accord avec nous et nous sommes parfaitement conscients du fait que ce n'est pas le cas.»*.

Cela confirme que Mélenchon est vraiment prêt à tout et à accepter l'inacceptable de préférence pour vendre la camelote avariée de son parti. Vous aurez noté que ce félon est *"conscient"* de tromper militants et travailleurs, pour la bonne cause sans doute, entendez par là, quelques places dans les ministères en 2012 si le candidat du PS était élu. Ce type est vraiment la pire caricature du militant qui soit ! (Lefigaro.fr 12.09)

Il fallait au préalable jeter un coup d'oeil côté jardin pour comprendre le sens et l'origine de l'offensive de P. Laurent contre le PS :

- François Fillon: *"Ne croyez pas ceux qui vous promettent aujourd'hui qu'ils reviendront sur les lois"* - Le Post

- Promettre le retour de la retraite à 60 ans est *"un miroir aux alouettes"*, selon Éric Woerth - LePoint.fr

- Retraites : les désaccords se font jour à gauche - Le Figaro

Ils ont raison, car sans revenir aux 37,5 annuités pour tous, un jeune qui aurait commencé à travailler entre 20 et 25 ans et qui subirait forcément quelques périodes de chômage, partirait obligatoirement à la retraite (à taux plein) après 60 ans, entre 65 et 70 ans.

### **Tout, tout, tout, pour les banquiers, suite.**

#### **1- Et le multiple de zéro, ça fait combien ? Pas plus que cela.**

Aux termes de la réforme, dite de "Bâle III", les banques devront porter le ratio de leurs fonds propres de meilleure qualité, correspondant aux actions ordinaires et aux bénéfiques mis en réserve, encore appelé "ratio core tier 1", à 4,5% de leur total de bilan contre 2% actuellement.

(Qu'est-ce que c'est des "*fonds propres de meilleure qualité*", parce qu'elles auront toujours des fonds propres de mauvaise qualité ? -Ndlr)

Elles devront constituer en sus un "*matelas de précaution*" sous forme d'actions ordinaires et représentant 2,5% du total de bilan. Le montant minimal des fonds propres de meilleure qualité sera ainsi porté à 7%.

Afin que ces nouvelles règles n'entraient pas la fragile reprise de l'économie mondiale, les banques disposeront de plusieurs années pour s'y conformer.

(Et avant cette échéance, les banquiers auront eu tout le temps de contourner cette "*réforme*", si cela s'avère nécessaire... -Ndlr)

Les nouvelles exigences sur le ratio Tier 1 prendront effet à partir de janvier 2015 et la constitution du "*matelas de précaution*" interviendra progressivement de janvier 2016 à janvier 2019.

Les régulateurs en attendent des stratégies moins risquées de la part des banques et une capacité accrue à faire face à des chocs financiers éventuels sans que les contribuables soient mis à contribution comme cela s'est avéré nécessaire au cours de la récente crise financière.

(Au-delà de cet aveu, cela ne remet pas en cause les stratégies à risque qui alimentent et se nourrissent de la spéculation dont tous les peuples font les frais, pas seulement en période de crise, mais en permanence. - Ndlr)

Les nouvelles règles prudentielles de Bâle III devraient être avalisées par les dirigeants du G20 lors du sommet de novembre à Séoul.

Les principales banques mondiales, qui ont en grande partie surmonté les conséquences de la crise financière, ne devraient pas se précipiter pour augmenter leurs fonds propres en réponse à ces nouvelles règles prudentielles. (Reuters 12.09)

## 2- Belgique. Dexia dégraisse pour engraisser ses actionnaires.

La banque franco-belge Dexia prévoit la suppression d'environ 700 emplois, rapporte le quotidien belge *L'Echo*, samedi, sans fournir de source à l'appui de ce nombre.

Ces suppressions de poste, dont le nombre était estimé entre 700 et 800 par la presse belge, fait partie des dernières mesures d'un plan d'économie de 600 millions d'euros.

Dexia a déjà réalisé 360 millions d'économies grâce à la suppression d'environ 1.500 emplois, mais n'a pas indiqué comment elle comptait réussir les 240 millions d'économies supplémentaires. (Reuters 11.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 14 septembre

Nouveau scandale au sommet de l'Etat avec l'affaire du Monde, c'est encore directement Sarkozy qui est visé. Fidel Castro se demande si l'hystérique du Palais n'est pas devenu "*fou*", il n'est pas le seul, La Talonnette qui dispose d'un pouvoir quasi dictatorial de par la Constitution bonapartiste de la Ve République, en use et en abuse sans modération en confondant l'exception et la règle, fragilisant d'autant l'Etat et son gouvernement de plus en plus isolés et contestés dans le pays.

Comment analyser la violente hostilité à l'encontre de Sarkozy de trois magazines, Marianne, Le Point, L'Express ? A qui s'adressent-ils, qui en sont les lecteurs, à quelles classes sociales appartiennent-ils ? Ce n'est certainement pas les ouvriers ou les employés qui achètent et lisent ce genre de magazines. Leurs lecteurs appartiennent aux couches moyennes ou à la petite-bourgeoisie, mais aussi à certaines couches de la bourgeoisie.

L'hostilité grandissante d'une partie de la presse acquise au capitalisme envers Sarkozy exprime (temporairement) le refus des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie de voir rogner toujours plus leurs privilèges pour sauver le capitalisme en crise et garantir la paix sociale dans le pays. Si leur opposition à Sarkozy peut signifier que ces couches et cette classe auraient commencé à basculer dans le camp du prolétariat, il faut se souvenir que ce sont elles qui ont largement contribué à son élection, ce qui démontre une fois de plus que la petite-bourgeoisie est incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant.

Selon la situation et le rapport de force existant à un moment donné entre les deux principales classes en présence, la classe ouvrière et celle des capitalistes, la petite-bourgeoisie se rallie à l'une ou à l'autre, de préférence elle soutient celle qui s'engage à préserver ses intérêts ou d'en obtenir d'autres, et à tout moment elle peut opérer une volte-face, c'est une classe instable et indécise par excellence, seuls ses

intérêts propres guident son positionnement politique.

L'UMP, le PS, le Modem et les Verts sont les principaux partis vers lesquels penche la petite-bourgeoisie (et les couches moyennes), sa préférence allant lors d'élections vers le parti qui affiche la plus grande cohérence et détermination dans son discours ou ses propositions pour gouverner le pays conformément à ses intérêts. Elle accuse aujourd'hui Sarkozy de ne pas être à la hauteur de ses ambitions et d'être incapable de préserver les intérêts du capitalisme français après la crise qui a éclaté il y a trois ans, sans toutefois exiger de lui qu'il s'en prenne davantage à la classe ouvrière, car elle sait qu'elle serait visée également, au-delà du fait qu'elle ne souhaite pas une aggravation de la situation du prolétariat qui ne peut se traduire que par une détérioration de tous les rapports sociaux dans la société, dont elle subirait inévitablement les conséquences. Elle aspire à vivre confortablement dans une société où elle peut s'épanouir, dans laquelle un certain nombre de valeurs sont partagés et respectés par le plus grand nombre, or ce n'est plus le cas aujourd'hui, elle ne peut donc plus jouir tranquillement de ses privilèges, son niveau de conscience politique ne va pas plus loin, il se situe dans le cadre des institutions et du capitalisme.

Cela ne concerne qu'une partie des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie, apparemment la majorité d'entre elles, d'où le fait que le PS se sente revigoré, puisque c'est son fond de commerce.

A l'opposé, une minorité d'entre elles exigent que Sarkozy s'attaque directement au prolétariat, quitte à mettre le pays à feu et à sang ou soutiennent le FN. Une nouvelle défaite de la classe ouvrière pourrait entraîner un nouveau basculement de ce rapport de force et conduire à la réélection de Sarkozy en 2012, bien que cela semble peut probable avec toutes les gamelles qu'il traîne derrière lui. Par contre, elles voteraient bien pour Strauss-Kahn... qui les assassinerait ensuite !

En conclusion. Les couvertures de ces magazines peuvent faire sourire, tout le monde les a vues en kiosque, tout le monde en a parlées, mais personne n'explique à quoi cela correspond, elles ont un contenu politique et là encore chacun est livré à lui-même pour les décrypter, sans conscience politique cela semble difficile ou impossible d'en comprendre la signification exacte et la portée, un parti ouvrier se devrait de combler cette lacune, cela devrait faire partie intégrante de l'éducation politique de la classe ouvrière, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie.

Si nous ne pouvons pas attendre que les conditions d'existence et de travail du prolétariat soient rendues à la situation qui prévalait à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe pour entrevoir une révolution, il nous faut tabler sur la conjonction d'une situation sociale et politique exceptionnelle et l'élévation du niveau de conscience politique du prolétariat, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie.

Cette question mérite d'être développée, car elle pourrait déboucher sur une nouvelle orientation politique qui prendrait en compte à la fois les enseignements de la lutte de classes et les transformations de la société depuis un siècle. On devrait porter autant d'attention à la lutte de classe qu'à la nécessité d'aider la conscience des masses à progresser, l'un et l'autre contribuant à contruire le parti, non pas dans le but d'atteindre un objectif particulier ou général à court terme, mais dans le seul but de se préparer à aborder les prochains affrontements avec l'Etat dans les meilleures conditions possible pour pouvoir éventuellement le renverser et prendre le pouvoir. (A suivre)

Un autre sujet très vite sous forme de question.

Lorsque l'on dit que les travailleurs sont majoritairement opposés au projet de loi du gouvernement sur les retraites, est-ce qu'on veut dire par là qu'ils se situent sur le terrain exclusif de leurs besoins et qu'ils refusent de travailler plus longtemps, ou qu'ils estiment qu'il est injuste et qu'il fait la part belle aux capitalistes ? Dans le premier cas on peut s'attendre à leur radicalisation politique, dans le second beaucoup moins ou pas du tout... On reviendra sur cet aspect de la situation.

### **Ils sacrifient la jeunesse et la conduisent au désespoir.**

Plusieurs rapports récents - de l'OCDE, de l'Organisation internationale du travail (OIT) - ont révélé une hausse du risque de chômage des 15-24 ans, déjà en général structurellement plus élevé que celui des adultes.

Selon l'OIT, alors que, durant la décennie précédente, l'augmentation du nombre de jeunes chômeurs dans le monde ne dépassait pas 190 000 par an du fait de situations favorables dans certains pays, celle-ci a atteint près de 8 millions entre 2007 et 2009, portant l'effectif total des jeunes sans emploi à 81 millions, soit 40 % des chômeurs dans le monde (le double de leur poids dans la population totale).

Quant à la croissance du chômage de longue durée, elle est sans précédent chez les moins de 25 ans (+ 72 % de 2008 à 2009 et + 47 % de 2009 à 2010 en France). Phénomène nouveau, cette aggravation affecte tous les débutants, y compris diplômés, qui accèdent à des emplois dont les conditions générales sont souvent dégradées. (Le Monde économie 13.09)

Après ils s'étonnent du comportement parfois débridé de la jeunesse, alors qu'ils ont eux-mêmes créé les conditions qui la poussent au désespoir, à la violence, à faire usage de drogues, etc. chômage, précarité et pauvreté. Ils lui promettent un avenir pire que l'existence déjà difficile que leurs parents ont connue, de quoi pousser la jeunesse à ne pas se reconnaître dans leur société et à s'attaquer à tout ce qui représente l'Etat, ce qui lui vaut de se retrouver avec une partie de la population contre elle pour ne rien arranger.



La survie du capitalisme entraîne la décomposition de tous les rapports dans la société, et si toutes les classes sont concernées, ce sont les couches les plus fragiles du prolétariat dont la jeunesse qui en subissent les plus brutales conséquences...

## Chine.

La Chine continue à être le «moteur» de la reprise économique mondiale, a affirmé hier le premier ministre chinois Wen Jiabao, à l'occasion du Forum économique mondial d'été qui se tient à Tianjin, à une heure de Pékin.

Le «*Davos chinois*» ouvre en effet alors que les récents indicateurs économiques démontrent que l'économie chinoise continue à accélérer, là où la plupart des analystes prévoient un freinage. Pour Wen Jiabao, la Chine a eu depuis deux ans l'énorme mérite «*d'offrir d'importantes opportunités de croissance aux multinationales*», ainsi que de «*créer une énorme demande pour les grandes économies et les pays voisins*». (Lefigaro.fr 13.09)

## Cuba.

Au moins 500.000 fonctionnaires cubains vont être licenciés d'ici la mi-2011, a annoncé lundi la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), l'unique syndicat du pays. La Havane promet d'assouplir les régulations encadrant le secteur privé afin que les personnes concernées puissent retrouver un emploi ou créer leur entreprise. (AP 13.09)

## Etats-Unis.

L'administration Obama annoncera prochainement au Congrès un contrat d'armement avec l'Arabie saoudite qui pourrait atteindre à terme 60 milliards de dollars, mais le royaume ne devrait dans un premier temps s'engager que sur la moitié environ de cette somme, a déclaré lundi un responsable américain de la Défense.

Le responsable a précisé sous le sceau de l'anonymat que le contrat porterait notamment sur 84 nouveaux chasseurs F-15 de Boeing et sur la modernisation de 70 autres chasseurs, 72 hélicoptères Black Hawk construits par Sikorsky Aircraft, filiale de United Technologies Corp, 70 hélicoptères Apache de Boeing et 36 Little Birds.

Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite discutent aussi d'une vente de matériel destinée à la marine du royaume, qui pourrait atteindre 30 milliards de dollars, mais aucun délai n'est encore fixé pour ce contrat et il ne figurera pas dans la prochaine notification au Congrès, a dit le responsable.

Selon le Service de recherche du Congrès américain, l'Arabie saoudite a été, sur les quatre ans allant de 2005 à 2009, le premier acheteur d'armes américaines, avec des contrats totalisant 11,2 milliards de dollars. (Reuters 13.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 15 septembre

### Précision sur la situation chez Continental.

Seuls ceux du site de Foix se sont majoritairement prononcés contre. En dépit d'un appel au boycott lancé par la CGT et la CFDT, 83 % des inscrits ont voté. Ces deux syndicats ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne signeront pas d'accord avec la direction. Si les syndicats minoritaires, à savoir la CGC, CFTC et FO (qui devrait se prononcer ce matin sur le sujet), devaient le signer, la CGT et la CFDT le dénonceraient. Cela rendrait l'accord inapplicable.

CGT et CFDT rappellent le précédent de Clairoux, où les 1 100 salariés avaient accepté une augmentation du temps de travail en 2007, contre la garantie de l'emploi. Leur usine a été fermée deux ans plus tard. La situation est certes sensiblement différente dans le secteur automobile et celui du pneu, où la production européenne est en surcapacité. Mais une partie des salariés et de leurs représentants n'en restent pas moins circonspects.

Paradoxalement, ces sites sont bénéficiaires. Ceux du Sud-Ouest devraient dégager 32 millions d'euros de bénéfice cette année. Mais la direction met en avant une anticipation nécessaire d'une baisse alarmante des commandes en 2012-2013. De quoi nourrir les reproches sur un manque d'investissements de Continental pour renouveler l'offre et assurer la compétitivité de ces usines qui fabriquent des injecteurs essence, des capteurs de pression des pneus.

Les équipementiers automobiles, particulièrement les filiales de groupes étrangers, ont multiplié ce type d'accord. Bosch a été le premier à mettre en cause le temps de travail sur son site de Vénissieux. D'autres ont suivi depuis. À Amiens, de dénonciations en recours, un des

deux sites de Goodyear Dunlop a finalement fermé l'année dernière. (Lefigaro.fr 14.09)

Difficile d'intervenir ici puisqu'on ne sait pas dans quelles conditions s'est déroulé ce scrutin. Il ne serait pas étonnant que même correctement informés les travailleurs de Continental acceptent les sacrifices que veut leur imposer la direction, parce qu'en dehors de toute perspective politique, ils ne pensent leur avenir qu'à court terme, et en demeurant isolés ils n'ont rien à espérer de mieux que ce qu'on leur propose. C'est compréhensible et c'est sans doute l'état d'esprit d'un grand nombre de travailleurs dans le pays, qui ne se font aucune illusion sur leur sort et qui n'ont aucun espoir dans l'avenir, y compris dans les changements que le PS leur promet après 2012, ce n'est pas nous qui leur dirons le contraire sur ce point.

### **Dans le camps des menteurs : n'en jetez plus la cour est pleine !**

1- Eric Besson était-il au courant de la circulaire relative aux expulsions visant les Roms ? D'après Le Canard Enchaîné, oui. Selon le journal, le ministre de l'Immigration avait un représentant à la réunion du 4 août place Beauvau où a été élaborée le texte, ce que le ministre dément.

Une convocation par courriel a été adressée à Lucien Guidicelli, conseiller d'Eric Besson, avec un double à sa secrétaire, selon le journal qui publie l'en-tête du courriel en fac-similé mercredi. La convocation a été envoyée le 3 août à 11h21 par le conseiller chargé de la sécurité au cabinet du ministre de l'Intérieur.

Il s'agissait, selon le Canard, de la première réunion de la «*cellule de coordination nationale de lutte contre les campements illicites*».

A l'ordre du jour: appliquer les consignes du discours de Sarkozy le 30 juillet (à Grenoble) qui demandait de «*mettre un terme aux implantations sauvages des campements de Roms*».

La réunion a donné lieu à la circulaire aux préfets du 5 août, ciblant expressément l'évacuation de campements de Roms, un texte annulé lundi par Brice Hortefeux après le tollé qu'il a soulevé.

Interrogé par l'AFP sur ces révélations, le ministre de l'Immigration a démenti. «*Je ne veux polémiquer avec personne mais je persiste et signe: ni mon cabinet ni moi-même n'avons été saisis du projet de circulaire du 5 août*», a affirmé M. Besson. (20minutes.fr 14.09)

En résumé, les Roms n'étaient pas visés par Sarkozy, mais l'existence d'une circulaire prouve le contraire, Besson n'était pas au courant, mais un de ces conseillers l'était, donc il l'était forcément aussi...

2- Le gouvernement a affirmé mardi qu'il était légitime d'identifier un fonctionnaire déloyal à l'origine de fuites dans l'affaire Woerth-Bettencourt et a nié l'existence de consigne de l'Elysée ou d'écoutes illégales.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a cherché avant tout à préserver l'Elysée, une ligne de défense amorcée lundi.

"*Il n'y a eu aucune consigne, aucune demande de l'Elysée à quelque niveau que ce soit, il n'y a eu aucune demande d'écoutes téléphoniques*", a-t-il dit lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

Il a répété que des "*vérifications techniques*" avaient été effectuées dans le cadre "*de la mission de protection de la sécurité*".

Les "*vérifications techniques*" évoquées par Brice Hortefeux auraient consisté à obtenir des relevés téléphoniques mais le délégué général de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) a affirmé ne pas avoir été saisi.

Une telle requête aurait été rejetée "*puisque celle-ci ne peut agir que dans le cadre de la prévention du terrorisme*", a-t-il dit à plusieurs médias. (Reuters 14.09)

En résumé, Hortefeux prétend avoir saisi la CNCIS, mais son délégué général dit ne pas être au courant en affirmant qu'une telle demande aurait été rejetée...

3- A propos de l'affaire où est apparue une circulaire visant les Roms alors que le gouvernement niait avoir voulu s'en prendre à eux, et celle où le journal Le Monde entend porter plainte."*On voit bien aujourd'hui ce qui ne va pas, c'est qu'on nous ment en permanence. On nous raconte quelque chose et le lendemain on apprend que ce n'est pas vrai. C'est un vrai problème de crédibilité*", a déclaré mardi Martine Aubry sur France 3. (Reuters 14.09)

En résumé, le PS prétend défendre le droit de partir à la retraite à 60 ans, mais en soutenant l'allongement de la durée de cotisation, il fait ainsi en sorte que plus personne ou presque ne puisse partir à la retraite à 60 ans, il s'aligne sur l'UMP en prétendant proposer une autre politique...

## **Du côté du chenil présidentiel. Bonjour les dégâts !**

Le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner a déclaré mardi 14 septembre n'avoir pas vu de "*stigmatisation*" des Roms dans le discours de Grenoble du président Nicolas Sarkozy sur la sécurité, déplorant les "*dégâts*" à l'image de la France causés par la polémique.

Bernard Kouchner a encore relevé la "*mauvaise surprise*" de la circulaire gouvernementale qui ciblait expressément les Roms pour les expulsions et qui a été remplacée lundi : "*Ce que nous avons vu hier et aujourd'hui et qui a été corrigé par le gouvernement est une mauvaise surprise*", a-t-il dit. "*Il y a d'autres dégâts*" pour l'image de la France à l'étranger. "*Il y a eu des dégâts et il faut maintenant les corriger par notre attitude et notre engagement*" sur le plan des droits de l'homme, a-t-il dit. (LePoint.fr 14.09)

## **Quand un voile en cache un autre.**

Le projet de loi destiné à interdire le port du voile intégral -niqab et burqa- dans l'espace public a été définitivement adopté mardi par le Parlement français. (AP 14.09)

Vive la République ! Laquelle ?

## **Laissez donc la misère reposer tranquillement en paix !**

La politique de la France envers les Roms est honteuse et fera sans doute l'objet d'une procédure d'infraction d'ici fin septembre, a dit lundi la Commission européenne.

"*J'ai été personnellement consternée de cette situation dans laquelle des gens sont expulsés d'un Etat membre de l'UE simplement parce qu'ils appartiennent à une certaine minorité ethnique*", a déclaré la commissaire européenne à la Justice et aux Droits fondamentaux, Viviane Reding, lors d'une conférence de presse.

"*Je vais être très claire: la discrimination sur la base des origines ethniques et de la race n'a pas sa place en Europe. C'est incompatible avec les valeurs sur lesquelles l'Union européenne est construite*", a-t-elle dit.

"*Il est important que pas seulement les mots changent mais également que le comportement de la France change*", a-t-elle ajouté en référence à la nouvelle circulaire signée lundi soir par le ministre français de l'Intérieur, Brice Hortefeux. (Reuters 14.09)

## **Retraites. Opérations diversion.**

1- Mercredi 15, distributions de tracts, rassemblements, et "*pique-niques revendicatifs*" sont annoncés dans de nombreuses villes, devant les préfectures, les permanences des députés, et les sièges locaux de l'UMP ou encore du MEDEF.

A Paris, un rassemblement est annoncé à partir de 12h30 place de la Concorde par l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires rejointe par FO.

Cette dernière initiative a d'ailleurs suscité des tensions avec la préfecture de police qui n'avait pas, mardi après-midi, donné son feu vert pour la place de la Concorde aux syndicats. Ces derniers ont malgré tout décidé de maintenir le lieu du rendez-vous, confirmant la présence sur place des secrétaires généraux des différentes confédérations, notamment Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT) et Jean-Claude Mailly (FO). (AP 14.09)

2- Le syndicat CGT des Mines et de l'Energie a appelé mardi à des arrêts de travail les 15, 23 et 29 septembre dans le secteur pour protester contre le projet de réforme des retraites du gouvernement français. (Reuters 14.09)

## **Des grévistes inhabituels.**

"*Les experts en colère*" : les fonctionnaires de la police technique et scientifique (PTS) se sont mis mardi en grève afin de protester contre leurs conditions de travail et ont organisé des rassemblements, vêtus de leurs blouses blanches, à Paris et à Marseille notamment. Un peu plus de 200 personnes se sont rassemblées mardi midi, à Paris (XVe), devant les locaux de l'administration de la police. À Marseille, ils étaient plusieurs dizaines sur le Vieux Port.

"*Touche pas à mon labeur !*", "*Les experts en colère*" et "*en grève*", "*Et si les experts s'arrêtaient ?*", pouvait-on lire sur des tracts et banderoles. Les 1.500 agents spécialisés, techniciens et ingénieurs des laboratoires de la PTS répondaient à un appel lancé par le Syndicat national des personnels de police scientifique (SNPPS) et le Syndicat national indépendant des personnels administratifs de la police (Snipat-FO), tous deux majoritaires.

Ils ont dénoncé le "*manque de moyens*" et de "*considération*" des personnels de la PTS, évoquant une "démotivation générale", à l'instar de Cécile, 35 ans, en poste dans un laboratoire de province, qui a manifesté à Paris. Selon elle, les locaux "*se dégradent*", ils n'ont plus "*les moyens de traiter les affaires de petite et moyenne délinquance*". "*C'est énorme*", a dit à Marseille, à propos de la mobilisation, Vincent Grand, responsable du SNPPS, évoquant plusieurs rassemblements en France et relevant que ces personnels ont rarement été vus dans la rue jusqu'ici. (Lepoint.fr 14.09)

### **Economie mondiale. Ils sont inquiets.**

L'or a établi mardi un nouveau record historique, dépassant la barre des 1.270 dollars l'once après avoir gagné 25 % en un an, dopé par des marchés qui cherchent à tout prix à se mettre à l'abri des incertitudes sur la réalité de la reprise économique mondiale.

Selon les analystes, ce record ne fait en fait que souligner les inquiétudes persistantes des investisseurs sur l'état de l'économie mondiale et américaine, continuant ainsi à favoriser les actifs jugés les plus sûrs. (Lepoint.fr 14.09)

[Haut de page ↗](#)

---

### **Le 16 septembre**

J'ai mis en ligne les 4 pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées à la question des retraites, il manque les illustrations, un problème dû à ma version d'Adobe que je ne peux pas actualiser, c'est une copie ! Je n'ai pas les moyens d'acheter ce logiciel.

J'ai actualisé le fichier économie en mettant en ligne séparément les articles économiques du mois d'août. Le fichier contenant les articles de presse depuis le 1er septembre a été actualisé, par contre la table des matières de la première page ne sera fonctionnelle qu'à la fin du mois pour raison technique, vous pouvez accéder rapidement aux différents articles en utilisant la table des matières située à gauche de l'écran sous forme de signets (bookmarks en anglais), les articles figurent par ordre chronologique. Il me reste quelques détails à corriger pour que la présentation de ce fichier soit satisfaisante et pratique.

Il m'est difficile d'intervenir en temps réel sur le combat engagé sur les retraites étant donné mon éloignement, je préfère être prudent que de dire n'importe quoi. J'attends de voir la suite, mais d'ores et déjà je me dis qu'on jugera les stratégies des uns et des autres au regard du résultat final, sachant que ce qui est en train de se passer était largement prévisible, pour ne pas dire inscrit d'avance.

Si la loi était définitivement adoptée d'ici la fin octobre ou le début novembre, il faudrait non pas se demander quels en sont les aspects positifs puisqu'on aurait perdu l'essentiel, mais quel avantage la classe ouvrière et son avant-garde auront su tirer de leur combat, en quoi il aura permis de faire progresser la conscience politique du prolétariat, comment il s'est traduit en terme de construction du parti, nos deux objectifs prioritaires en toute circonstance, le reste n'étant pas de notre responsabilité sauf à vouloir partager celle des appareils.

### **Retraites.**

#### **1- Ils en appellent à... l'UMP !**

Quelques milliers de salariés et militants syndicaux étaient rassemblés, mercredi à la mi-journée, place de la Concorde face à l'Assemblée nationale, pour exhorter les députés à ne pas voter la réforme des retraites. Ce rassemblement était à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC et CFE-CGC. On notait aussi la présence de militants FO, syndicat ayant appelé séparément à manifester contre la réforme, dont l'adoption en première lecture était prévue dans la journée. Les militants cégétistes et des syndicats Sud étaient les plus nombreux.

Sur le pont de la Concorde était déployée une grande banderole blanche de dix mètres sur trois, où on pouvait lire : "*Messieurs et mesdames les députés, ne votez pas, cette réforme est injuste*". (Lepoint.fr 15.09)

#### **2- Quelques réactions syndicales.**

**CGT.** «*Ce rassemblement vise à redire publiquement, au-delà des péripéties du débat à l'Assemblée, que ce vote ne changera rien*», a affirmé Bernard Thibault. Cela évite de se demander comment ce vote a été rendu possible alors que l'immense majorité des travailleurs est opposé au projet de loi du gouvernement, donc de tenter d'épargner sa propre responsabilité.

**CFDT.** «*Le débat parlementaire continue pendant un mois et l'action syndicale ne s'arrête pas*, a martelé François Chérèque, le leader de la CFDT. «*On a encore le temps et l'opportunité de changer les choses.*».

«*On est dans une démocratie, on utilise donc tous les moyens à notre disposition pour faire passer le message qu'une autre réforme est*

*encore possible*», a justifié François Chérèque. Message que bien entendu ses amis députés de l'UMP devraient s'approprier ! Tous les moyens sauf le seul à même d'infliger une défaite à Sarkozy : dresser la classe dans la grève générale illimitée et paralyser l'économie du pays.

**FO.** «*On est là pour marquer le coup*», a reconnu Jean-Claude Mailly.

«*On est dans un rapport de forces dont personne ne peut présager de l'issue*», a-t-il commenté.

S'exprimant sur une tribune installée près du pont menant à l'Assemblée nationale, un responsable syndical FO a expliqué que la seule solution était "*un retrait inconditionnel*" du texte qui prévoit le report de 60 à 62 ans de l'âge de départ en retraite.

Il a également précisé qu'il ne "*faisait pas confiance à ceux qui promettent le retrait de la réforme en 2012*".

**Unsa.** «*On se devait d'être là, notre présence est symbolique*», a dit Alain Olive.

«*On garde le même cap*», a-t-il ajouté, et pour conclure «*On doit sauver ce qui peut encore l'être*». Garder le "*même cap*"... des journées d'action isolées ou espacées dans le temps jusqu'à ce que la mobilisation retombe...

Une ligne de fracture est apparue au sein de l'intersyndicale, la FSU et les syndicats SUD voulant radicaliser le mouvement, avec un blocage total dans les transports, tandis que la CFDT et l'Unsa militent pour organiser des manifestations le week-end afin de faire le plein dans le privé. (Lefigaro.fr et Reuters 15.09)

### **3- Ils veulent encore "négocier" avec le gouvernement !**

Les fédérations syndicales CGT, CFDT, CFTC et CGC des transports ont appelé mercredi à se joindre aux grèves et aux manifestations prévues dans toute la France le 23 septembre contre la réforme des retraites. Outre la RATP et la SNCF, le mouvement concernera donc également les réseaux de transports urbains des villes de province.

Elles "*exigent l'ouverture immédiate de négociations sur la reconnaissance de la pénibilité*", et "*des engagements écrits de la part du gouvernement sur le maintien des dispositifs existants en particulier le congé de fin d'activité dans le transport routier*". (AP 15.09)

#### **Impossible de le cacher.**

La politique économique de Nicolas Sarkozy et du gouvernement est jugée mauvaise par 71% des Français, un chiffre record depuis son élection à l'Élysée, dit un sondage BVA pour le quotidien Les Echos et France info.

Ce score semble lié à la très impopulaire réforme des retraites. Le désaveu est le plus fort chez les actifs de 25 à 64 ans (72% à 75%), les ouvriers et employés (81%), les salariés du public (80%). (Reuters 15.09)

#### **Frapper, matraquer les plus faibles de préférence ou leur haine du prolétariat.**

Le Parlement a adopté définitivement ce mercredi soir une proposition du député UMP Eric Ciotti prévoyant la suspension des allocations familiales pour absentéisme scolaire, sur demande d'un inspecteur d'académie. Sans enthousiasme, le Sénat a voté sans le modifier le texte déjà adopté le 29 juin dernier par les députés, ce qui rend l'adoption définitive.

Ce texte répond à un vœu répété à de nombreuses reprises par Nicolas Sarkozy, qui a qualifié de «*priorité absolue*» la lutte contre ce «*cancer*». «*Pour certaines familles, l'aide et le dialogue ne suffisent pas. Certaines familles refusent d'assumer leur autorité sur leur enfant, laissent libre cours à son absentéisme*», a plaidé le ministre de l'Éducation, Luc Chatel, pour qui la suspension des allocations est «*un ultime recours*».

Lorsque le chef d'établissement constate l'absentéisme de l'élève -au moins quatre demi-journées d'absence non justifiées en un mois-, il le signale à l'inspecteur d'académie. Ce dernier adresse alors un avertissement à la famille et «*l'oriente vers des dispositifs d'aide*». Parallèlement, il saisit le président du conseil général afin que soit mis en place un contrat de «*responsabilité parentale*».

Si, au cours du mois suivant, l'absentéisme de l'élève est à nouveau constaté, l'inspecteur d'académie a alors «*l'obligation*» de saisir le directeur de la CAF qui suspendra le versement des allocations familiales. Si l'enfant retrouve le chemin de l'école et que son «*assiduité*» est constatée sur une durée d'au moins un mois, le versement des allocations pourra alors être rétabli. La possibilité de suspendre les allocations familiales est déjà inscrite dans la loi du 31 mars 2006 relative à l'égalité des chances, mais, jusqu'à présent, la décision était du seul ressort des présidents de conseils généraux. (20minutes.fr 15.09)

Ces parents ne "*refusent*" pas "*d'assumer leur autorité sur leur enfant*", ils n'y parviennent pas parce que votre société profondément injuste les a placés dans une situation qui ne leur permet pas. C'est l'Etat, donc le gouvernement et les institutions, qui sont directement responsables de la situation souvent désespérés dans laquelle se trouve ces parents et leurs enfants. C'est aussi dresser ces parents contre leurs enfants, comme si leurs rapports déjà difficiles avaient besoin de cela, c'est les enfoncer un peu plus. Aux questions sociales qui concernent l'ensemble des exploités, ce gouvernement ne connaît que deux réponses la régression sans fin sur fond de chantage et la répression, la réaction sur toute la ligne, il faut le chasser !

### **La saignée continue.**

Les mesures d'économies envisagées par le gouvernement pour l'assurance-maladie représentent un effort de 2,5 milliards d'euros, selon *Les Echos*, à paraître jeudi.

Trois d'entre elles concernent directement les assurés, selon le quotidien économique.

Les taux de remboursement seront légèrement réduits pour certains médicaments - ceux qui sont pris en charge à 35 % - pour les consultations de médecin ou encore ou encore certains frais d'hospitalisation.

Mais la plupart des malades ne seront pas touchés au portefeuille, car les mutuelles devraient chaque fois prendre en charge la différence, précisent *Les Echos*.

Budgétairement, le plan affectera surtout les laboratoires pharmaceutiques.

Du côté des recettes, les entreprises devront cotiser 400 millions de plus au titre des accidents du travail. (Reuters 15.09)

400 millions de recettes du côté des entreprises, le reste soit 2,1 milliards d'euros du côté des travailleurs, la même équation que pour les retraites. Tous les travailleurs ne cotisent pas à une mutuelle, ce sont donc ceux-là qui seront les plus durement frappés par ces mesures.

### **Bourre-toi le pif, tu risques rien ! A bas les privilèges !**

Jean-Luc Delarue a passé dix heures en garde à vue mardi à la Sûreté départementale des Hauts-de-Seine, près de Paris, sur commission rogatoire d'une juge d'instruction de Nanterre.

Dès sa sortie de garde à vue, l'animateur avait participé à un nouvel enregistrement de "*Toute une histoire*" et présenté ses excuses devant son public en affirmant ne pas vouloir "*donner le mauvais exemple*." Il a ensuite posté cette vidéo sur Youtube.

Le PDG de France Télévisions est resté prudent sur l'avenir de l'animateur au sein de la chaîne, déplorant qu'il ne s'agisse pas d'un bon exemple.

"*Je ne sais pas, il faut qu'on examine ça avec lui. Je pense que c'est un incident dans sa vie qui est sérieux et qui traduit un malaise chez lui*", a déclaré Rémy Pflimlin sur France Bleu.

"*Chacun fait ce qu'il veut, il croit pouvoir faire ce qu'il veut avec l'argent qu'il gagne, c'est un autre problème, mais ça n'est pas un bon exemple*", a-t-il ajouté.

Selon le parquet de Nanterre, Jean-Luc Delarue était le principal objectif d'un coup de filet visant huit personnes car l'enquête a montré que l'animateur achetait de grandes quantités de cocaïne. Seize grammes de cocaïne ont été saisis au domicile de l'animateur et producteur d'émissions de télévision, dans le centre de Paris, avait précisé une porte-parole.

Les policiers cherchaient à savoir si Jean-Luc Delarue réservait cette cocaïne à sa consommation personnelle ou s'il en faisait bénéficier d'autres personnes.

Selon une source policière, Jean-Luc Delarue dépense plusieurs milliers d'euros par mois pour s'approvisionner et consomme entre trois et quatre grammes de cocaïne par jour. (Reuters 15.09)

Un traitement d'exception, encore une injustice qui va en faire bondir plus d'un, surtout parmi les jeunes. L'Etat reproche ensuite aux parents de ne plus avoir d'autorité sur leurs enfants qui sèchent l'école, mais qui montre dans tous les domaines le mauvais exemple ? L'Etat !

On comprend mieux d'où vient la bonne humeur permanente de Jean-Luc Delarue, sauf quand il est en état de manque, en 2007 il avait mordu un steward et insulté des hôtes de l'air lors d'un vol Paris-Johannesburg. C'est la défonce préférée du haut du panier, intellectuels, artistes, comédiens, sportifs, la jet-set et le show-business quoi, mais aussi banquiers ou hommes d'affaires, qui coûte une fortune, avantage

: que de la bonne humeur, la cocaïne rend facilement euphorique. Qu'y a-t-il de naturel dans le comportement de certains présentateurs de télé qui sont toujours joyeux, ivres de bonheur ?

### La charrette.

La société biotechnologique américaine Genzyme Corp a présenté mercredi un important projet de réduction de ses coûts prévoyant le licenciement de 1.000 salariés sur 15 mois afin d'accroître sa rentabilité et de lui permettre d'investir dans des domaines essentiels pour son activité, comme la production. (Reuters 15.09)

### Russie.

La Russie prévoit de lever 50 milliards de dollars (38,5 milliards d'euros) par le biais de privatisations au cours des cinq années à venir et le gouvernement passera outre aux éventuelles objections des dirigeants d'entreprises mises en vente, a déclaré mercredi le ministre des Finances, Alexeï Koudrine.

Si le programme est mis en oeuvre, il s'agira des plus importantes privatisations en Russie depuis les années 1990. Certains analystes se demandent toutefois si des participations dans d'importantes sociétés vont être réellement mises en vente, de précédents engagements dans ce sens n'ayant pas été tenus.

Aujourd'hui toutefois, le gouvernement a besoin de fonds pour réduire les déficits et maintenir le niveau élevé des prestations sociales dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012. (Reuters 15.09)

[Haut de page ↗](#)

---

### Le 17 septembre

J'ai dû aller en urgence chez le dentiste ce matin et faire quelques courses, du coup j'ai perdu la matinée et le site n'est actualisé qu'en fin de journée, ici il est 17h56. Plus trop le temps de me relire. Bon week-end à tous.

### NPA (article du 8 septembre sur Internet)

Extraits : *"Il faut continuer le mouvement, s'appuyer sur les nouvelles journées annoncées par l'intersyndicale nationale et les intersyndicales locales pour pouvoir structurer la lutte en profondeur sur tout le territoire, dans le maximum de secteurs professionnels."*

*L'intersyndicale nationale vient d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manif le jeudi 23 septembre ainsi qu'à des actions le 15 septembre, jour du vote de la loi. La question de la reconduction est en débat dans de nombreux endroits. Il faut que le mouvement s'amplifie, gagne en puissance, se généralise."*

(...) *"Il ne fait aucun doute que la mobilisation monte en puissance et qu'il y a encore de la réserve."*

(...) *"Ce que nous voulons c'est le retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites."*

Bravo, le NPA soutient *"l'intersyndicale nationale"* qui est alignée... sur le jaune Chérèque ! C'est sans doute le meilleur moyen d'aboutir au *"retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites"*, ben voyons !

*"Il faut"*, il faut, ils n'ont que cela à la bouche, allez-vous donc au POI qui a pris position pour le retrait, au lieu de vous afficher et de soutenir des partis qui sont contre le retrait du projet de loi du gouvernement ou qui prônent ouvertement l'allongement de la durée de cotisation. De la *"réserve"* il n'en manque pas effectivement, quelques dizaines de millions de travailleurs, retraités ou jeunes, qui pour le moment s'ils ne sont pas convaincus par les arguments du tandem Sarkozy-Woerth, ne le sont pas davantage par les vôtres apparemment.

De deux choses l'une :

- Soit vous vous placez sur le terrain du capitalisme en expliquant que les patrons doivent payer pour préserver notre système de retraite par répartition, alors que les arguments ne manquent pas à l'UMP et ailleurs pour faire valoir que cela aurait pour conséquence d'affaiblir encore plus le capitalisme français et favoriserait les délocalisations, donc cela contribuerait à l'augmentation du chômage et à rendre la situation des organismes sociaux pire encore, arguments qui peuvent sembler plausibles à bon nombre de travailleurs, au passage vous liez ainsi le sort de nos retraites à la bonne marche de l'économie capitaliste, pendant qu'on y est vous n'avez plus qu'à souhaiter que les capitalistes continuent de s'enrichir puisque nos intérêts seraient liés aux leurs, c'est à cela qu'aboutit en pratique la théorie opportuniste du partage des

richesses sans remettre en cause les fondements du capitalisme et les institutions ;

- Soit vous vous situez résolument sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire que vous décidez de défendre notre droit à la retraite sans tenir compte de l'état du capitalisme, de l'endettement de l'Etat, des recommandations de l'OCDE, du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE, etc., vous refusez tout compromis avec le gouvernement, avec les représentants du capital des différents partis qui siègent au sein des institutions (Assemblée nationale et Sénat), avec le patronat, avec les appareils des syndicats et des partis qui se réclament à tort de la classe ouvrière, sans craindre de rompre les relations avec les appareils des syndicats et ces partis traitres, si par exemple vous estimez qu'à 50 ou 55 ans c'est un âge convenable pour prendre sa retraite sans aucune contrainte de durée de cotisation, c'est votre droit (devoir) d'avancer cette revendication, et si elle s'avère incompatible avec l'existence de l'Etat et du capitalisme, c'est qu'il faut engager le combat pour le renverser et le faire disparaître au lieu de capituler devant, et si maintenant cet objectif demeure temporairement hors de portée (comme c'est le cas aujourd'hui), d'une part vous permettez à la classe ouvrière de conserver son indépendance de classe pour continuer son combat, aucun combat ne doit être conçu comme une abstraction, le fait d'une corporation ou d'une couche d'exploités séparée des autres, demeuré isolé, il doit toujours s'inscrire comme un moment du combat de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir, le socialisme, que la mobilisation de la classe ouvrière parvienne ou non à faire reculer le gouvernement ou à lui infliger une défaite n'est pas de notre responsabilité ni de celle des travailleurs, puisque ce sont les appareils qui contrôlent le mouvement ouvrier, en cas de défaite eux seuls en porteront l'entière responsabilité, d'autre part, en procédant de la sorte vous montrez au prolétariat la voie dans laquelle il doit s'engager sur le plan politique pour défendre pas seulement un droit mais la totalité de ses droits, pour satisfaire l'ensemble de ses besoins ou aspirations, vous l'aidez à progresser sur le plan politique, à s'organiser et à se donner les moyens de vaincre son ennemi de classe, de construire le parti dans la perspective du socialisme.

Cette stratégie n'est évidemment pas incompatible sur le plan tactique avec l'objectif d'associer ou d'organiser des militants provenant de différents partis dans des comités indépendants pour mener ensemble ce combat politique contre l'Etat, pour le socialisme.

A nos contradicteurs qui ne conçoivent la lutte de classe que sous la forme du front unique et qui sans victoire, même partielle, désespèrent, nous leur disons qu'une victoire regonfle certes le moral de nos troupes, mais d'une part, on peut se demander quel profit peut en tirer la classe ouvrière lorsque l'on sait qu'elle a pu faire naître ou entretenir des illusions dans les appareils, dans l'Etat et le capitalisme, parce qu'elle n'a pas les moyens seule d'en tirer les enseignements, une victoire est toujours bonne à prendre mais faut-il encore s'interroger dans quel contexte et dans quelle perspective politique elle se situe, d'autre part, nous savons par expérience que pour une victoire remportée nous subissons cent défaites ou plus, alors si nous devons attendre après des victoires pour que la conscience de classe du prolétariat et du mouvement ouvrier progresse, autant dire qu'on pourrait attendre indéfiniment, c'est donc à partir de ses défaites qu'on doit les aider à tirer les enseignements de la lutte des classes et à élever leur niveau de compréhension de la société dans laquelle nous vivons, c'est un peu comme dans la vie où s'est en essayant de trouver une solution à nos problèmes que la réalité nous paraît soudain sous un autre jour ou plus clairement et qu'on va de l'avant, qu'on arrive le plus souvent à s'en sortir, on prend conscience des possibilités qui existent, de nos capacités, de notre force, or c'est ce qui manque le plus à la classe ouvrière aujourd'hui, prendre conscience que c'est elle qui détient la réponse à tous les maux que lui impose cette société, qu'elle a les moyens de la transformer en fonction de ses propres besoins et qu'entrevoir un monde meilleur est à la portée de sa main.

## **LO : enhardissez-vous enfin !**

Le site Marianne2.fr a révélé jeudi la mort de Hardy, survenue... le 12 juillet 2009 à Créteil.

Il a vécu et il est mort dans le secret: Robert Barcia, alias Hardy, co-fondateur du parti trotskiste Lutte ouvrière, dont le décès il y a plus d'un an a été révélé jeudi, fut une des figures les plus mystérieuses de la politique française.

Né à Paris le 22 juillet 1928 dans un milieu ouvrier, Robert Barcia milite très jeune. En 1943, à 15 ans, il s'engage dans un groupe clandestin de la jeunesse communiste, et fera plusieurs mois de prison pour avoir distribué des tracts. Marqué par le meurtre d'un de ses camarades du PC dans le cadre d'une purge interne, il rejoint alors le trotskisme.

Lutte Ouvrière est fondé en 1968. Mais Barcia, qui a pris le pseudonyme de Hardy, n'apparaît jamais et propulse Arlette Laguiller sur le devant de la scène.

La candidature à la présidentielle de 1974 de Mme Laguiller, qui réalise 5,72% des voix, fait véritablement entrer LO sur la scène politique française.

A la fin des années 90, la presse commence à s'intéresser à ce dirigeant mystérieux, parfois décrit comme «*le gourou d'une secte*» objet d'un «*véritable culte de la personnalité*» de la part des militants de LO, qu'il dirige d'une poigne de fer.

«*Nous sommes contre le mariage*», expliquait-il par exemple à l'AFP en 2003. «*Un cadre de Lutte ouvrière qui se marie ne défend pas nos idées*».

Mais pour Mme Laguiller, «*la légende du gourou et de la secte ça a toujours été ridicule. C'est le fantasme de la presse depuis longtemps*», «*c'est aussi ça qui a contribué à ce qu'Hardy n'ait pas envie que sa mort soit rendue publique*», a-t-elle dit jeudi.



La presse s'est également penchée sur ses activités professionnelles: ancien visiteur médical, Robert Barcia a fondé à la fin des années 60 ses propres sociétés de prestation de services et formations de visiteurs médicaux.

Accusé d'avoir des intérêts dans le lobby pharmaceutique, il gagnera ses procès en diffamation. (Libération.fr 16.09)

Je ne suis pas Belge, la preuve je me suis marié deux fois, tant pis je ne serais jamais un dirigeant, quelle connerie enfin ! Dommage on ne pourra pas lui demander s'il est autorisé à LO d'avoir une ou des maîtresses ! Pour ne pas m'attirer le courroux des militants de LO je leur laisse volontiers Laguiller et Arthaud !

Vaut mieux en rire qu'en pleurer, un parti de puceaux et de pucelles, cela fait un parti de gens aigris, c'est pas très bon pour le développement intellectuel... On a le droit de se détendre un peu on est vendredi et demain c'est le week-end, LO a inventé l'anticapitalisme platonique, cela manquait à la panoplie du mouvement ouvrier !

### **Retraites. Le suppositoire anesthésiant du PS.**

Pour le PS, *«juste avant l'examen au Sénat, il est impératif de maintenir la mobilisation la plus forte face au gouvernement»*. *«Le passage en force n'est pas acceptable sur un sujet qui concerne l'avenir de tous les Français, et de la sécurité sociale qui est leur bien commun»*.

*«Le Parti socialiste, par ses propositions, a montré qu'une autre réforme, juste et efficace, est possible»*, ajoute-t-il dans un communiqué. (Libération.fr 17.09)

Projet en réalité identique sur le fond à celui de l'UMP, l'allongement de la durée de cotisation. Face à un enjeu d'une telle importance et devant une telle manipulation, on a tout juste envie de leur répondre qu'ils aillent se faire foutre au PS, la place du PS est au côté de l'UMP qu'il s'y tienne, qu'il y reste !

60 ans de front unique en direction de ce parti qui a toujours soutenu le capitalisme et les institutions, a abouti à la situation que nous connaissons aujourd'hui et le pire reste encore à venir, à gangrener ou pourrir littéralement le mouvement ouvrier, il y en a plus que marre, à bas la collaboration de classes !

### **Régime bonapartiste. Injustice, passe-droit, corruption de fonctionnaire, la coupe est plus que pleine, elle dégueule !**

Le directeur général de la police nationale Frédéric Péchenard, nommé à ce poste en 2007 par Nicolas Sarkozy, son ami d'enfance, est critiqué pour une intervention qui a empêché des poursuites contre son fils arrêté en état d'ivresse et pour insultes contre un policier.

Il est déjà critiqué pour avoir demandé en juillet une enquête des services de renseignement visant à identifier la source du journal Le Monde qui a publié des extraits d'audition dans l'affaire qui éclabousse le ministre du Travail Eric Woerth pour ses liens avec l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

Des documents internes à la police relatant l'incident de 2009, publiés jeudi par *Le Parisien*, n'ont pas été contestés. Un rapport du commissariat du VIII<sup>e</sup> arrondissement daté du 18 février relate qu'il a été donné ordre de ne pas placer en garde à vue le fils de Frédéric Péchenard et de ne pas prévenir le procureur, en contradiction avec les obligations légales.

Frédéric Péchenard s'est *"déplacé dans les locaux pour récupérer son fils"*, dit le rapport. Il a ensuite parlé avec le policier insulté et l'affaire n'a pas eu de suite.

D'autres documents montrent que son fils, arrêté alors qu'il roulait sur le trottoir en scooter, avait 0,79 gramme d'alcool par litre de sang et avait déclaré aux gardiens de la paix : *"Tu fais qu'un métier de con, je vais te muter à la circulation"*, puis *"Je vais t'exploser, t'es qu'une merde"*.

Ces faits sont en théorie passibles de prison ferme.

Une porte-parole du parquet de Paris a déclaré que les faits qui lui avaient été cachés étaient toujours susceptibles de poursuites. Il n'a pas dit s'il allait en engager.

Le procureur de Paris Jean-Claude Marin a demandé à Frédéric Péchenard la communication des éléments ayant permis d'identifier la source présumée du *Monde* dans l'affaire Woerth-Bettencourt, un magistrat en poste au ministère de la Justice, David Sénat.

Dans les médias, Frédéric Péchenard dit que les services de renseignement sont parvenus jusqu'à cet homme en consultant le relevé détaillé de ses communications téléphoniques, ce qui est potentiellement irrégulier s'il n'y a pas eu d'autorisation. (Reuters 17.09)

Une nouvelle affaire pour son "ami d'enfance", le flic-président !

La ministre de l'Injustice n'a plus qu'à annuler toutes les peines prononcées contre les personnes poursuivies pour alcoolisme au volant ou pour insulte à agent de la force publique et à leur rembourser les amendes qu'elles ont payées à l'Etat, à moins qu'elle décide d'envoyer en prison le rejeton du directeur général de la police nationale

### **Social. Licenciements, et cela continue...**

Les salariés du site vendéen de Plysorol, ex-leader européen du contreplaqué en liquidation judiciaire, retiennent depuis jeudi en milieu d'après-midi trois de leurs dirigeants pour obtenir plus d'information sur les offres de reprise de l'entreprise.

Le 8 septembre, Plysorol a été placé en liquidation judiciaire avec une période de poursuite d'activité de deux mois. D'après Stéphane Coutant, cinq offres de reprises ont été déposées pour Plysorol mercredi, «deux globales et trois partielles».

Plysorol emploie 450 personnes sur ses trois sites français de Lisieux (Calvados), Epernay (Marne) et Fontenay-le-Comte (Vendée). Les quelque 600.000 ha de forêt que Plysorol possède au Gabon via des filiales sont très convoités. L'okoumé qui y est exploité est un composant clé du contreplaqué. (Libération.fr 17.09)

L'Etat et le gouvernement des riches.

Le bouclier fiscal a coûté en 2009 à l'Etat 678,99 millions d'euros de remboursements à 18.764 contribuables bénéficiaires, selon les chiffres définitifs d'un rapport, révélés jeudi par *Le Parisien*. Selon ces chiffres du ministère du Budget transmis aux commissions des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, la restitution moyenne a été de 36.186 euros par contribuable concerné par le bouclier fiscal, dispositif très contesté qui plafonne l'impôt à 50 % des revenus. Mais ces chiffres cachent des disparités, selon les revenus et le patrimoine des intéressés.

En bas de l'échelle, les 9.789 contribuables les moins aisés ont obtenu une restitution de 559 euros en moyenne chacun. A l'opposé, les 1.169 les plus fortunés ont empoché un chèque du Trésor de 362.126 euros chacun. Ceux-là se sont partagé 423,32 millions d'euros, soit plus de 62 % de l'enveloppe totale. (Lepoint.fr 17.09)

### **Confirmation. L'Etat des nantis rançonne les malades.**

Trois mesures seraient notamment envisagées selon le quotidien économique "Les Echos" : le taux de remboursement des médicaments "dont le service médical est considéré comme modéré (vignette bleue)" passerait de 35% à 30%, le ticket modérateur serait relevé de 0,5 point, de 70 % à 69,5 %, et certains "actes réalisés à l'hôpital" pourraient être moins bien pris en charge par la Sécurité sociale, les actes tarifés entre 91 et 120 euros seraient moins remboursés par l'application du ticket modérateur.

Selon Les Echos, ces mesures "viennent d'être validées par l'Elysée", bien que rien ne soit "totalement définitif" puisque les grandes lignes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2011 ne seront présentées officiellement que le 28 septembre.

Ces mesures "auront pour conséquence de sanctionner directement les patients", dénonce FO dans un communiqué diffusé jeudi.

"Cette démarche entraînera nécessairement une hausse du coût des complémentaires santé, un reste à charge accru pour les assurés, une aggravation de la situation des 10% de la population ne bénéficiant pas d'une couverture complémentaire et à terme une moindre couverture globale des assurés" poursuit le syndicat. Il estime que "les assurés sociaux vont payer la note de la crise".

Pour le collectif inter-associatif sur la santé (CISS) qui regroupe une quarantaine d'associations dont la Ligue contre le cancer, Vaincre la mucoviscidose ou encore Médecins du monde, "le cru 2011 renoue avec les plus mauvaises habitudes: faire payer les usagers". "La recherche" d'équilibre du PLFSS "ne doit pas reposer exagérément sur les usagers".

"Il y a d'autres solutions", ajoute le collectif. "Elles sont indiquées dans le rapport de la Cour des Comptes publié il y a une semaine mais dont la lecture n'a manifestement pas convaincu le gouvernement. Elle indique pourtant que le renoncement à certaines niches sociales permettrait largement de rééquilibrer l'assurance maladie: 178 dispositifs d'exonérations, dont 10 ont été créés entre 2005 et aujourd'hui, pourraient rapporter 67 milliards d'euros".

La Mutualité Française dénonce elle aussi ces mesures "qui pénaliseraient nos concitoyens et rendraient plus difficile l'accès aux soins", selon un communiqué.

Pour son président Jean-Pierre Davant "ces mesures purement financières ne régleraient en rien les dysfonctionnements et la dérégulation de notre système de santé".

"Les plans de sauvetage succèdent aux plans de redressement toujours aussi douloureux pour les médecins et leurs patients et inefficaces pour les finances et la santé de nos concitoyens", déplore pour sa part dans un communiqué MG-France, premier syndicat des médecins généralistes. (AP 17.09)

Passons sur la bonne conscience et les "protestations" de ces acteurs qui se situent tous sur le terrain du capitalisme, leurs inquiétudes manifestent leur inquiétude devant l'amoncellement de mesures injustes prises par le gouvernement qui risquent à la longue de dresser l'ensemble de la population contre l'Etat.

### **Confirmation. L'Etat des nantis rackettent les travailleurs.**

Tant les entreprises que les salariés ont profité d'un "effet d'aubaine" lié à l'exonération d'impôts et de charges sur les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation. Résultat : celles-ci ont plus que doublé depuis 1999, alors que la masse salariale n'a progressé que de 40 %. Au point de se substituer progressivement aux salaires - dont elles représentent 7,7 % du total - alors qu'elles ne profitent qu'à 57 % des salariés...

Face à cette tendance qui lui coûte 5 milliards d'euros par an, le gouvernement a instauré un forfait social sur la participation et l'intéressement en 2009, fixé pour cette année-là à 2 % et à 4 % pour 2010. En passant à 6 % l'année prochaine, le forfait est tout simplement multiplié par trois en deux ans !

La patronat craint en fait de voir augmenter le coût d'une forme de rémunération de plus en plus pratiquée par les grandes entreprises et qui a l'avantage d'être plus flexible que les augmentations de salaires. D'autant que le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale, Gilles Carrez, envisage de raboter le crédit d'impôt de 20 % accordé aux entreprises qui versent des primes d'intéressement et de participation. Un dispositif qui coûte actuellement 400 millions d'euros à l'État... Mais que le patronat se rassure. Il pourrait bénéficier du soutien des syndicats, pour qui un éventuel coup de rabot s'apparenterait à un risque de baisse de la rémunération des salariés. (Lepoint.fr 16.09)

La participation ou l'intéressement est une forme de collaboration de classe particulièrement perverse. Que les syndicats y tiennent autant que le patronat n'est pas étonnant. Faut-il se battre pour empêcher que le gouvernement revienne sur son intention de les taxer davantage ? Ce n'est pas notre combat, nous sommes pour des augmentations de salaires, contre la participation et l'intéressement et il n'y a pas lieu de changer de position si l'on veut aider le prolétariat à rompre les chaînes qui le tiennent dans un état de subordination au capital. Défendre la participation ou l'intéressement à la marche et aux profits de l'entreprise, c'est se situer sur le terrain du capitalisme et non sur celui de la classe ouvrière. Le gouvernement peut abolir la participation ou l'intéressement, on ne se battra pas pour l'empêcher.

### **L'Etat des multinationales.**

Le prix du tabac augmentera avant la fin 2010 de 6 %, a confirmé jeudi le ministre du Budget, François Baroin, devant le congrès annuel des buralistes à Paris. François Baroin va "donner une suite favorable à la demande de hausse des prix de la part des industriels et des fournisseurs à un niveau identique à celui de l'an dernier, de l'ordre de 6 %, et ceci, avant la fin de cette année".

Le ministre du Budget a estimé que cette hausse était "modérée et raisonnable".

La précédente hausse, en novembre 2009, a eu peu d'effets sur les ventes de cigarettes, faisant reculer de 0,2 % le nombre de paquets vendus entre janvier et août 2010 par rapport à la même période de 2009. Mais en valeur, le marché du tabac a augmenté de plus de 5 % sur la même période en raison de la hausse des prix, au bénéfice de l'État (les taxes représentent 80 % du prix d'un paquet), des buralistes (qui sont rémunérés 8 % sur chaque paquet vendu) et des industriels. (Lepoint.fr 17.09)

### **L'Etat épargne les privilégiés.**

Le gouvernement a tranché. Ce sont donc finalement 22 niches fiscales qui seront rabotées dans le budget 2011, révèle mercredi matin Le Figaro, citant la ministre de l'Économie Christine Lagarde.

Voici la liste des niches fiscales qui vont être rabotées de 10 % :

- Investissements dans l'immobilier de loisirs (3 niches concernées)
- Investissements forestiers
- Investissements dans des résidences hôtelières à vocation sociale
- Certains investissements outre-mer (4 niches concernées)
- Souscriptions au capital des sociétés non cotées et souscriptions de parts de FCPI et de parts de FIP (2 niches concernées)
- Souscription au capital de Sofica (financement du cinéma)
- Travaux de conservation ou de restauration d'objets mobiliers classés
- Dépenses supportées en vue de la restauration complète d'un immeuble bâti
- Souscriptions en numéraire au capital des Sofipeche (société de financement de la pêche)
- Sommes versées sur un compte épargne codéveloppement

Investissement immobilier locatif neuf (dispositif Scellier)

Investissements immobiliers dans le secteur de la location meublée non professionnelle

Dépenses effectuées en vue du maintien et de la protection du patrimoine naturel (espaces naturels classés et assimilés)

Équipements en faveur du développement durable et des économies d'énergie (chaudière, fenêtres...)

Dépenses en faveur de la prévention des risques technologiques

Contrats d'assurance pour loyers impayés des logements locatifs conventionnés. (Lepoint.fr 17.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 18 septembre

Je n'ai plus le temps de répondre au courriel critique qu'un camarade du NPA m'a adressé suite au trait d'humour que j'avais ajouté hier sur LO, ce sera pour demain. Les militants de LO ne m'en voudront pas de cet écart, c'est bien moins pire qu'un coup de chapeau de Geneviève de Fontenay à monsieur Robert Barcia, alias Hardy, on a les supporters qu'on peut, je n'invente rien !

Au fait, a-t-il pris connaissance du message qu'un internaute a laissé sur le blog d'un militant du NPA dont il m'a donné l'adresse ? Je le reproduis ici, car je crois que cela le concerne ou je me trompe :

*"Petit Vince a dit : Au fait, vous avez vu ? Le Cpn proposera au congrès de ne plus considérer le CRI/Tendance Claire comme "comme partie prenante du NPA". Faut lire leur réponse, c'est le meilleur argumentaire pour les virer ! - 17 septembre 2010 11:24"*

Ou a-t-il lu cela, je n'en sais rien, j'ai cherché rapidement et je n'ai rien trouvé. Entre nous, c'était couru d'avance, on y reviendra plus tard si nécessaire.

### Retraites.

*"La CFTC-Cheminots a déposé (...) les préavis de grève qui permettront, le cas échéant, la reconduction de l'action contre le projet de réforme des retraites au delà du 23 septembre", prévient l'organisation syndicale dans un communiqué.*

La CFTC-Cheminots *"rappelle son opposition au principe d'une nouvelle grève 'carrée' de 24 heures, action qui n'aurait pour effet que d'affaiblir la mobilisation des salariés"*.

Elle précise toutefois qu'elle n'appellera ouvertement *"à la grève illimitée que si toutes les conditions d'un bras de fer avec le gouvernement sont réunies d'ici le 23 septembre"*.

Elle dénonce *"les attermoissements des grandes confédérations syndicales"* et estime qu'il faut *"faire place à une réelle détermination, sans quoi les actions à venir risquent d'être vaines"*.

*"Salariés du public et du privé se doivent de poursuivre leur mobilisation unitaire",* ajoute la CFTC pour laquelle *"il n'appartient pas aux seuls cheminots de s'impliquer dans la défense des intérêts de tous"*.

FO et Sud-Rail ont pour leur part appelé à une grève reconductible à partir du 22 septembre au soir à la SNCF. Les syndicats CFTC, Sud et FO représentent à eux trois 31,05% des voix aux dernières élections professionnelles de mars 2009 à la SNCF.

Les syndicats majoritaires (CGT, CFDT et UNSA) ont de leur côté déposé des préavis de grève de 24 heures pour le 23 septembre. (AP 17.09)

Il y a des arrières-pensées dans la position de la CFTC... en vue des élections professionnelles début 2011, à la limite on s'en fout si cela sert notre cause, l'essentiel c'est de tout faire pour infliger une cinglante défaite à Sarkozy ou le chasser du pouvoir maintenant et pas en 2012.

### PS. Comment il soutient Sarkozy.

Le PS est-il ambigu sur les retraites ?

C'est ce que répète à l'envi la majorité, après les propos d'Aubry qui rappelle que le PS n'a *«jamais demandé la retraite à taux plein à 60 ans»*. Précision qui *«facilite le travail de la droite»*, selon un responsable PS

« *C'est une construction de la droite* », tempête la députée Marisol Touraine, en charge des retraites au PS. « *Le taux plein à 60 ans n'a jamais été la position du PS* », rappelle à Public Sénat la socialiste, qui regrette qu'on caricature la position du PS. « *La question des 60 ans, c'est d'abord une protection pour les plus modestes* ». (20minutes.fr 17.09)

Le PS est aligné sur la position de l'UMP un point c'est tout, c'est un constat, partant de là, vous voulez faire l'unité avec ce parti, vous avez encore quelque chose à dire à ses dirigeants ? Qu'ils apparaissent ouvertement tels qu'ils sont et qu'ils cessent de se réclamer du socialisme nous rendrait un énorme service. Ceux qui se sont adressés aux dirigeants du PS et ses satellites sachant pertinemment quelles étaient leur position sur les retraites, auront des comptes à rendre aux militants et aux travailleurs, car eux aussi ils ont ainsi «*facilité le travail de la droite*».

## **PG : Na !**

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, n'a pas été invité à l'université d'été d'Un monde d'avance, l'aile gauche du PS, animée par Benoît Hamon, du 17 au 19 septembre dans les Landes - contrairement à Olivier Besancenot (NPA), Pierre Laurent (PCF) et Jean-Vincent Placé (Verts). Une simple question de temps de parole, assure Hamon. "*De toute façon, je n'ai pas envie de lui servir de caution radicale s'il se présente à la primaire socialiste*", rétorque Mélenchon en privé. (Lexpress.fr 17.09)

Au concours du plus hypocrite et opportuniste, ils se valent !

## **UMP. Tension et décomposition, suite.**

Mourad Goual, adjoint UMP de la mairie du 5e secteur de Marseille, a écrit, vendredi, au maire de la ville Jean-Claude Gaudin et à Nicolas Sarkozy pour leur faire part de sa démission de son poste d'adjoint, refusant de servir les idées d'un parti "fascisant", écrit-il. "*Je renonce à servir la République d'un despote et les idées d'un parti fascisant*", écrit Mourad Goual dans une lettre au président. "*Vous avez fait de la France un laboratoire populiste*", écrit-il, ajoutant que "*l'islam et les musulmans de France ne sont pas tels que vous les décrivez dans votre course effrénée à l'électorat du Front national*".

Cette démission sera effective au 1er janvier pour "*assurer la transition*". Mourad Goual a précisé avoir remis sa démission de l'UMP en mars, mais qu'elle avait été refusée par les instances du parti. "*Je n'ai pas renouvelé mon adhésion à l'UMP, donc pour moi, je n'en fais plus partie*", a-t-il dit. Il a précisé vouloir créer un parti baptisé "*l'Union des minorités de la patrie*" (UMP).

Le 30 août, il a déposé plainte contre Roland Chassain, maire UMP des Saintes-Maries-de-la-Mer pour incitation à la haine raciale. Selon Mourad Goual, Roland Chassain avait dit "*en résumé que les gitans et les Arabes sont responsables de l'insécurité des Français*". (Lepoint.fr 17.09)

## **Revue de presse internationale sur l'épileptique du Palais.**

- Pour le Frankfurter Allegemeine Zeitung, Sarkozy est "*un opportuniste sous la lumière des projecteurs*". (LeMonde.fr)
- Vu d'Europe: "*La France mérite d'être boutée hors de l'Union*"
- "*La vérité, c'est que derrière la France de Sarkozy c'est l'Italie de Bossi et Berlusconi*", écrit La Stampa (Libération.fr)
- "*L'Europe ne sort pas grandie du pugilat verbal entre Bruxelles et Paris*" selon Le Temps. (20minutes.fr)

## **Amalgame. Le mythomane de l'Élysée pris en flagrant délit.**

La chancelière allemande Angela Merkel n'a pas parlé de camps de Roms en Allemagne avec Nicolas Sarkozy, "*ni lors du Conseil européen, ni lors d'entretiens en marge, et en aucun cas de leur évacuation*", a déclaré son porte-parole jeudi soir à Berlin, contredisant le président français. Nicolas Sarkozy a affirmé, jeudi à Bruxelles, que la chancelière allemande lui avait confié avoir, elle aussi, l'intention de procéder dans les prochaines semaines à "*des évacuations de camps*", une information qui avait aussitôt été démentie par des diplomates allemands.

"*Mme Merkel m'a indiqué sa volonté de procéder dans les prochaines semaines à l'évacuation de camps, nous verrons à ce moment-là le calme qui règne dans la vie politique allemande*", avait dit Nicolas Sarkozy dans un point presse à l'issue d'un sommet animé à Bruxelles où la question des Roms a dominé. Le président français s'était prévalu à Bruxelles du "*soutien complet, total et entier une fois encore d'Angela Merkel sur cette question comme sur tellement d'autres*". A Berlin, le porte-parole d'Angela Merkel a indiqué que "*le gouvernement (allemand) soutient la France en ce qui concerne les critiques sur la forme et le ton des propos de la commissaire européenne (Viviane Reding)*", qui a dressé un parallèle entre les expulsions de Roms et la déportation. Elle avait exprimé mercredi soir ses "regrets" pour cette comparaison.

Pour sa part, Berlin avait apporté mercredi son soutien à la Commission européenne sur la question des Roms, en rappelant que le droit de libre circulation au sein de l'Union européenne (UE) était "*inconditionnel*", et qu'"*aucune discrimination n'est autorisée à l'encontre de minorités ethniques*". Des Roms, essentiellement originaires du Kosovo, sont également renvoyés chez eux à partir de l'Allemagne. Toutefois à la différence de la Roumanie et de la Bulgarie, pays vers lesquels Paris renvoie des Roms, le Kosovo ne fait pas partie de l'Union

européenne, au sein de laquelle des règles spécifiques sur la libre circulation des citoyens sont prévues. (Lepoint.fr 17.09)

### **Un coussin pour continuer de s'enrichir en dormant**

Les règles prônées par le Comité de Bâle ne sont toutefois que des recommandations. Les régulateurs nationaux sont libres de les adapter avant de les inscrire en droit local d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ils devront notamment définir le niveau du coussin contracyclique prévu pour éviter des bulles de crédit.

Plusieurs questions restent encore en suspens, sur lesquelles le Comité de Bâle devra s'exprimer. Il s'agit de la redéfinition des fonds propres, mais aussi de l'introduction d'un ratio de liquidité - point qui s'est révélé tout aussi fondamental que la solvabilité lors de la crise - ou encore de la supervision de grands établissements dont la disparition représenterait un risque systémique. (Lefigaro.fr 17.09)

### **Social. Grève chez venteprivee.com.**

Des salariés de venteprivee.com, site internet spécialisé dans le déstockage de grandes marques, travaillant au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), ont entamé jeudi une grève pour protester sur les salaires et les horaires.

Une cinquantaine de salariés sur une centaine était en grève vendredi, selon le représentant local de la CGT, Wilfried Cardon, qui assure que le mouvement se poursuivra lundi.

La direction estime de son côté qu'il s'agit d'un mouvement «monté en épingle par la CGT», et souligne que venteprivee.com, «c'est six entrepôts en France et 1.450 salariés».

Les employés «*protestent contre un changement d'horaires imposé par l'employeur, contre des licenciements abusifs et demandent un treizième mois au lieu des primes données à la tête du client*», a expliqué Wilfried Cardon. (libération.fr 17.09)

### **Ils nous rackettent.**

Les mutuelles vont-elles être contraintes d'augmenter les cotisations ? Jean-Martin Cohen Solal, directeur général de la Mutualité française, tire la sonnette d'alarme vendredi dans une interview accordée à *La Tribune*. Il affirme que les cotisations des mutuelles pourraient augmenter de 8 % pour faire face aux nouvelles mesures envisagées par le gouvernement pour réduire le déficit de la sécurité sociale.

Le président de la mutualité française, Jean-Pierre Davant, va même plus loin que son directeur général. Il évoque une hausse pouvant aller jusqu'à 10 % l'an prochain. (Lepoint.fr 17.09)

### **La blanchisserie d'un régime d'exception ou antidémocratique à l'oeuvre.**

#### **1- Une justice d'exception acquitte un assassin. Normal face à un gendarme la vie d'un gitan n'a aucune valeur !**

La Cour d'assises du Var a acquitté vendredi Christophe Monchal, un gendarme jugé pour avoir tué en 2008 un gitan qui tentait de s'enfuir des locaux d'une brigade alors qu'il était entravé.

Christophe Monchal avait tiré sept balles sur Joseph Guerdner, 27 ans, poursuivi pour vol à main armée et qui cherchait à s'enfuir à l'occasion d'une pause pendant sa garde à vue. Il était alors entravé aux mains et à un pied.

Trois projectiles ont touché le fuyard qui s'est réfugié dans un arbre avant d'en tomber et de décéder. La loi ne permet les tirs mortels des forces de l'ordre qu'en dernière extrémité.

Me Régine Ciccolini, avocate de la famille Guerdner, avait souligné la réaction excessive, à ses yeux, du gendarme. (Reuters 17.09)

7 balles tirés sur un homme "*entravé aux mains et à un pied*" qui ne risquait pas de s'enfuir bien loin, qui dès lors ne présentait pas un danger pour autrui, il n'était pas armé, donc une situation qui ne rentre pas dans le cadre de la loi permettant à un policier de faire usage de son arme en cas de menace de mort, c'est donc un assassinat, une exécution... blanchie ! C'est l'application de la politique expéditive raciste et xénophobe de Sarkozy-Hortefeux-Besson.

#### **2- Cul et chemise ou le pif dans le cul ou le paf !**

Le ministre de la Culture et de la Communication Frédéric Mitterrand a estimé vendredi qu'il fallait donner une "*deuxième chance*" à Jean-Luc Delarue, tout en soutenant la décision de France Télévisions de suspendre l'animateur de France 2 après sa garde à vue dans une affaire de trafic de drogue. "*Il faut donner des deuxièmes chances à tout le monde*", a déclaré M. Mitterrand sur RTL.

"Jean-Luc Delarue, c'est une histoire triste. Il y a une sorte d'enchaînement fou des années de travail, d'une générosité très forte dans ses émissions, de la notoriété qui est un fardeau qu'on a peur de perdre. Et puis un moment ça déraile", a plaidé le ministre.

"Je connais les phases de désamour brutal, de ruptures de ce genre, il faut en profiter pour se reprendre et se reconstruire. Le talent de Delarue n'est pas en cause", a-t-il conclu. (Lepoint.fr 17.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 19 septembre

Un courriel reçu d'un camarade enseignant. Je n'ai pas pu regarder ces vidéos à cause des problèmes rencontrés avec ma connection Internet.

"Je te donne ce lien que j'ai reçu par courriel, de 2 vidéos dans lesquelles deux humoristes, sur la question des retraites, donnent une explication économique simple.

Ce qui prouve qu'on peut aussi faire de la politique simplement et avec humour, et donc la rendre plus accessible à tous.  
<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/l-arnaque-aux-retraites-deux-81011>"

Voici le courriel que j'avais reçu avant-hier suite à la causerie du 17 septembre et ma réponse.

*"je trouve dommage que ta causerie du 17 s'attaque de manière facile peu constructive à LO. Je n'en suis pas membre, ni même sympathisant, mais les taxer de sectarisme et "d'anticapitalisme platonique" sur la foi d'un article de ce torchon bourgeois qu'est Marianne est quand même limite. LO a des défauts, qu'il nous faut combattre en tant que révolutionnaires, mais rire avec les bourgeois de ses règles d'organisation internes, que je trouve par ailleurs positives (centralisme, rigueur militante), me mets profondément mal à l'aise.*

*Quant à cet histoire sur le mariage, LO a démenti ces rumeurs, donc c'est la parole d'un parti ouvrier contre celle d'un journal bourgeois. Pour moi, le choix est vite fait...*

*Un billet sur la mort de Hardy (sur le blog d'un militant NPA), que je trouve pas mal: <http://comite-de-salut-public.blogspot.com/2010/09/au-moins-robert-barcia-naura-t-il-pas.html>"*

Camarade, je n'ai pas traité nulle part LO de "sectarisme", relis bien ce que j'ai écrit. Et puis je n'y suis pour rien si LO prête à rire aux bourgeois et leur presse, c'est peut-être parce qu'il y a de quoi, non, est-ce une raison pour s'interdire d'en rire. Et puis rien ne dit que l'on en rit pour les mêmes raisons, ce que tu suggères sans y avoir réfléchi peut-être. De plus le site ne s'adresse qu'à des militants, on ne peut donc pas confondre avec la clientèle de Marianne. Est-ce parce que de Villepin se moque ouvertement ou ridiculise Sarkozy qu'on devrait s'en priver ? On aurait tort franchement. On peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, or ici nous sommes entre nous, le site ne s'adresse pas aux adhérents de l'UMP ou du Modem ou encore du PS à ce que je sache.

Quant à la rigueur politique de LO et sa conception du centralisme démocratique, elles les ont amenés à appeler à voter Royal en 2007 ou à partager des listes électorales avec le PS pour obtenir des places de conseillers municipaux, si je me rappelle bien.

Pour ce qui est de la "parole d'un parti ouvrier", je m'en méfie comme de bien des choses dans ce vieux monde, certains diraient comme de la guigne, ce n'est pas un gage de vertu ou d'authenticité, et tu te trompes en parlant de "rumeurs", il s'agissait d'un (ou une) interview de Hardy dont les propos ont été rapportés par plusieurs sites Internet appartenant à des agences de presse ou des médias nationaux, ce discours appartient à monsieur Hardy et personne ne peut le contester.

Je suis allé à l'adresse que tu m'as indiquée, ce militant reconnaît qu'il est pratiquement impossible d'avoir une discussion sérieuse avec un militant de LO, il pousse peut-être le bouchon un peu loin, partant de là ce n'est pas la peine de perdre son temps à essayer d'en savoir plus sur LO ou de s'y intéresser, cela pourra paraître arbitraire, cela l'est et je le revendique, il faut bien s'imposer des priorités et aller à l'essentiel dans la vie comme dans le militantisme une journée ne comporte que 24 heures.

Ce militant du NPA reproche aux militants de LO de ne reconnaître que leur propre conception de la société ou de la lutte des classes, il a en partie raison et tort à mon avis, il a tort dans la mesure où l'on milite en principe dans un parti dans lequel on estime que nos convictions sont défendues ou représentées, dans le cas contraire on va militer ailleurs, il a raison de critiquer l'attitude qui consiste à ne pas prêter attention ou ne pas prendre en compte dans notre réflexion les arguments avancés par des militants appartenant à un autre parti que le nôtre, ce qui effectivement interdit toute discussion, si c'est ce qu'il a voulu dire.

Pour ma part, j'examine attentivement tous les faits ou arguments qui me sont soumis d'où qu'il vienne sans a priori, car c'est seulement la confrontation des idées qui permet aux militants et au mouvement ouvrier de progresser dans son ensemble ; de ce point de vue-là, avoir raison tout seul n'avance pas à grand chose, même si c'est parfois inévitable et qu'on ne cherche pas à créer ce genre de situation, car c'est uniquement collectivement qu'on s'en sortira, l'objectif n'étant pas d'avoir raison ou de développer la meilleure stratégie possible, mais qu'elle soit partagée par le plus grand nombre possible de militants et de travailleurs.

Que faut-il penser d'un parti et de ses dirigeants quand ils tiennent secret à leurs militants pendant un an le décès de leur principal dirigeant, comme l'affirme ce militant qui semble bien renseigné sur le fonctionnement de LO, ce qui n'est pas mon cas je l'avoue et je ne vois pas comment il pourrait en être autrement ? Je te pose cette question, c'est une maison de fous ou quoi LO ?

Quelle crédibilité veux-tu accorder à un dirigeant aussi invisible que mystérieux, quelle contribution a-t-il réellement apporté au mouvement ouvrier pour le faire progresser ? Pas davantage que ceux qui ont eu la même attitude que lui à des degrés divers, c'est-à-dire rien ou presque. Pendant les 70 dernières années le mouvement ouvrier n'a cessé de régresser, je ne vais pas en chanter les louanges non plus au nom de je ne sais quelle solidarité que j'appelle ouvriérisme.

Le vieux Engels avait cru bon de ne pas participer au dernier congrès du parti ouvrier social-démocrate allemand peu de temps avant de nous quitter, parce qu'il avait franchement mieux à faire et parce que des choses plus importantes se déroulaient ailleurs selon lui, je le cite de mémoire, alors entre "*combattre*" les "*défauts*" de LO ou aider 55 millions de travailleurs, retraités ou jeunes à rompre avec le capitalisme et les institutions, à se soulever contre le régime pour le renverser, mon choix est vite fait. Et puis le meilleur moyen de combattre les idées des autres que l'on ne partage pas, consiste principalement à développer et défendre nos propres idées sur le terrain de la lutte des classes.

Pour finir, je me suis permis ce trait d'humour parce que j'ai toujours trouvé pitoyable les prestations de Laguiller au nom du trotskysme, qui ont pu séduire une certaine Genevieve de Fontenay ! Après tous les coups que l'on prend quotidiennement, si on n'a pas le droit d'en rire, on n'a plus qu'à se tirer une balle dans la tête.

Autre chose.

"*Lutte des classes, l'expression renaît depuis quelque temps sur les claviers*", notait hier *Le Point* sur un ton désabusé, sans ajouter de commentaires, comme si elle avait disparu un jour !

**Soeur Marie-Ségolène Royal vous invite à la "Fête de la Fraternité" ... "au-delà de la gauche et tous les républicains.**

- "*Nous sommes à moins de deux ans du changement*". Lors de sa troisième édition de la Fête de la fraternité, Ségolène Royal a lancé samedi à Arcueil un appel à "*résister et à contribuer au redressement de la France*", parce qu'il est bien connu que tous les Français ont les mêmes intérêts, c'est la négation de la lutte des classes au profit de la classe dominante, un discours purement nationaliste.

- "*Proposant de «rétablir la République du respect»*"... de l'ordre établi évidemment !

- "*Pour Ségolène Royal, «redresser la France, c'est sortir la France du chômage*». Elle a proposé "*la mise en place d'un pacte de confiance pour l'emploi des jeunes*", elle ressort les "*emplois-jeunes*" qui ne répondent pas à l'attente des jeunes d'avoir un vrai travail avec un vrai salaire, elle propose de maintenir la jeunesse dans la précarité.

Quelle "*confiance*" accordée à un parti qui a gouverné pendant de nombreuses années sans jamais s'être attaqué au chômage, à la précarité, à la pauvreté ? Aucune !

- "*S'adressant particulièrement à la jeunesse des quartiers populaires, elle l'a exhortée à «travailler dur et d'abord à l'école*»", le même discours que le gouvernement ! "*Travailler dur*" pour se retrouver au chômage, pour un salaire de misère pendant que d'autres engrangent des millions d'euros en boursicotant, en spéculant, ou vivent confortablement en faisant de beaux discours pour endormir le peuple, tel Royal !

- Elle prône la "*construction d'un avenir commun appuyé sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité*" et comme apparemment cela ne suffit pas, elle a ajouté "*on peut rassembler au-delà de la gauche et tous les républicains*", donc des gens de "droite" et des anti-républicains... à l'image de ce qu'est déjà en réalité le PS.

- La tarte à la crème : il faut "*conditionner les aides publiques à l'interdiction de délocaliser quand il y a des profits*".

- D'après le Parisien, Jean-Luc Mélenchon participera, au cours de cette fête et au côté de syndicalistes, à un débat sur les retraites et la nécessité d'un "*référendum populaire*" sur les 60 ans, une exigence que Mélenchon partage avec Ségolène Royal. (Slate.fr, Libération.fr et Lepost.fr 18.09)

Le "*référendum populaire*" sur les 60 ans, c'est la négation de la mobilisation générale de la classe ouvrière pour obliger Sarkozy à retirer



son projet de loi scélérat, c'est la négation de la lutte des classes. Ainsi le PS et le PG se situent bien résolument et clairement au côté de l'UMP et du patronat contre la classe ouvrière.

Vouloir réaliser l'unité de ces partis au profit de la classe ouvrière alors qu'ils sont engagés au côté de l'UMP, nier au passage que l'origine de cet engagement remonte à la nature sociale même de ces partis, c'est comme décider de faire avec les ingrédients prévus pour faire une tarte aux pommes un soufflet au crabe !

Laissons-là ce panier de crabes et leur cuisine indigeste.

### **Vive la France et vive la République !**

SOS Racisme, Libération et la Règle du jeu appellent à un rassemblement public contre la discrimination des étrangers, dimanche, à 18 heures, au théâtre du Châtelet, à Paris, sous le thème «Touche pas à ma nation».

La stigmatisation des Roms et le projet de déchéance de la nationalité finissent par porter atteinte aux principes mêmes de la République.

Une pétition nationale a déjà réuni plus de 40.000 signatures.

Pour défendre l'idée républicaine de la Nation, ouverte, tolérante et universaliste, une pléiade d'artistes, d'intellectuels et de personnalités politiques seront présents au théâtre du Châtelet : Jane Birkin, Michel Boujenah, Jeanne Moreau, Laurent Fabius, Jean-Luc Mélenchon, etc. (Libération.fr 18.09)

Quand la République des de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand ou Chirac à l'ombre de laquelle ils ont vécu tranquillement et confortablement leur allait comme un gant... L'union du PS et de la banque Rothschild, c'est émouvant, elle aurait fait trembler Franco !

### **Quand la fine pellicule vergeté tourne au jaune. Un lieu et un mot d'ordre qui ne trompent pas.**

Cécile Duflot a salué samedi "*la fin d'une histoire*" avec les seuls Verts et le "*début d'une autre*" avec le rassemblement des écologistes, lors de son discours devant le dernier parlement des Verts avant la fusion avec Europe Ecologie en novembre. C'est "*pour une part la fin d'une histoire (...) pour une autre part, le début d'une autre histoire*", a déclaré la secrétaire nationale des Verts devant la petite centaine de représentants du dernier Conseil national interrégional (Cnir) du parti écologiste qui se tient jusqu'à dimanche.

Dans cette salle de la CFDT à Paris où Cécile Duflot avait prononcé son premier discours de secrétaire nationale le 16 décembre 2006, elle a remercié, émue, les militants "*pour avoir fait ce pari de l'histoire du rassemblement*". (Lepoint.fr 18.09)

Cela ne vous fait-il pas penser au "*syndicalisme rassemblée*" sous la houlette du jaune Chérèque ?

Note. Vergeté est un adjectif qui s'applique aux peaux marquées de petites raies rougeâtres ou violacées.

### **Social. Occupation du siège social de Lejaby.**

Pour la deuxième nuit consécutive, les ouvrières de Lejaby ont occupé vendredi soir le site du siège social de l'entreprise de lingerie haut de gamme à Rillieux-La-Pape (Rhône). «*Certaines ont passé la nuit dans les escaliers, d'autres sur le parking dans leur voiture et nous sommes déterminées à continuer*», a raconté l'une de ces salariées au Progrès .

Jeudi soir, une cinquantaine de salariées en grève avaient déjà dormi sur place, «*dans des tentes installées dans la cour et d'autres à l'intérieur des locaux du siège, sur des cartons à même le sol*», a déclaré vendredi Janine Caillot, déléguée CGT, à l'AFP. Ces ouvrières sont arrivées de trois sites de production du groupe de lingerie - ceux de Bellegarde-sur-Valserine et de Bourg-en-Bresse dans l'Ain et du Teil en Ardèche - menacés de fermeture dans le cadre d'une restructuration annoncée par la direction en avril dernier.

Lejaby a dévoilé, le 1er avril, son intention de fermer trois sites, sur ses quatre usines en France, et de supprimer 197 postes sur 653 dans le but de produire à moindre coût à l'étranger, à savoir en Tunisie, au Maroc, en Chine et en Pologne. Le groupe a justifié sa décision par le «*fort ralentissement*» de ses ventes, dont 30% de la production est encore assurée en France, contre 0 à 5% pour la concurrence. «*Lejaby souhaite conserver son savoir-faire en confection en maintenant entre 7 et 10% de sa production en France*», a-t-il indiqué.

Dès lors, s'est engagé un bras de fer avec les salariés, majoritairement des femmes. Le 12 avril, ils ont manifesté devant le siège du groupe, en portant soutiens-gorge et culottes par-dessus leurs vêtements. Hier, selon Janine Caillot, «*les négociations avec la direction étaient bloquées*». Les salariés réclament 70.000 euros d'indemnisation de départ, alors que la direction propose 10.000 euros, plus 420 euros par année de travail, a précisé Marie-Christine Ronchon, qui travaille sur le site de Bourg-en-Bresse, à l'agence

L'affaire sera portée en justice mardi. Le tribunal de grande instance de Lyon doit examiner une demande d'annulation de la procédure déposée par les salariés. L'actuel propriétaire de Lejaby, le groupe autrichien Palmers Textil, a entamé une procédure à l'encontre du précédent propriétaire, le groupe américain Warnaco, car il lui reproche de l'avoir trompé sur la valeur d'achat de Lejaby. Palmers Textil veut faire annuler la vente, qui a été conclue en 2008.

Une procédure dont les employés de Lejaby ont entendu parler... par la presse. «*Palmers a caché le fait qu'il avait engagé, depuis novembre dernier, un procès contre l'américain Warnaco pour faire annuler la vente de Lejaby*», a expliqué Me Pierre Masanovic, l'avocat des salariés de Lejaby, à Reuters. «*On est en présence d'une situation tout à fait inédite. Si la vente de Lejaby était effectivement cassée, on repartirait sur une situation totalement nouvelle.*» (JDF 18.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 20 septembre

J'ai rectifié l'adresse vers le fichier *Sur les retraites du POI* du 16, avec mes excuses.

Puisque vous ne voulez pas nous faire part de votre point de vue sur la situation, même anonymement, j'ai trouvé un autre moyen pour aborder l'actualité ou des questions de fond en partant de réflexions d'internautes. Au fait, le taux de fréquentation du site a fait un bon de 40% en une semaine. Si vous indiquez l'adresse du site lorsque vous intervenez dans des blogs, on ne passerait pas de 50 ou 60 visites à 80 ou 85 par jour mais rapidement à plusieurs centaines... Vous comprendrez que je ne peux pas à la fois actualiser le site quotidiennement et intervenir sur des blogs.

Bonne semaine à tous.

## Quelques éléments de réflexion sur le développement de la société et du capitalisme.

### 1- Surpopulation.

De 1800 à 1900, la population mondiale a augmenté de 700 millions d'habitants

De 1960 à 2010, la population mondiale a augmenté de 4 milliards d'habitants.

Soit une croissance démographique 11 fois plus rapide qu'au 19e siècle.

### Commentaire.

Voilà un fait impossible à nier qui prouve à lui seul que l'homme n'a pas encore commencé à faire son histoire consciemment...

### 2- Chômage de masse à l'échelle de l'humanité.

Dans le monde d'avant la crise, 3,2 milliards de personnes avaient un emploi (on parle ici d'un emploi «formel» au sens du BIT) - une croissance de 500 millions en dix ans, dont la moitié en Asie. Le taux de chômage «mondial», longtemps calé sur 6%, avait commencé à décliner de 2004 à 2007. Puis la crise a cassé ce dynamisme: aujourd'hui, 210 millions de personnes cherchent un emploi, 30 millions de plus qu'en 2007, dont les trois quarts dans les pays dits «avancés».

### Commentaire.

Le chiffre de 6% est plus qu'approximatif, il est fantaisiste, à l'échelle du monde il faut le multiplier par 2, 3 ou plus, car dans la plupart des pays en Asie ou en Afrique qui concentrent près des deux tiers de la population mondiale, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, il est donc impossible de comptabiliser le nombre des chômeurs. En Afghanistan, ils ne savent même pas combien il y a au juste d'habitants ! (lire l'article de presse d'aujourd'hui)

En Inde par exemple, un travailleur sur deux a peut-être un emploi à plein temps, et encore en étant optimiste, le reste vit au jour le jour de petits boulots ou de contrats de gré et à gré de quelques jours ou le temps d'un chantier. Ce qui fausse les calculs, c'est peut-être que davantage de femmes travaillent par rapport à il y a dix ans seulement, mais pas dans le sens de diminuer l'ampleur du chômage, au contraire, si hier encore les femmes n'étaient pas comptabilisées parce que leur place était censée être à la maison selon les traditions, ces traditions se sont largement fissurées depuis et les hommes acceptent de plus en plus que leur épouse travaille à l'extérieur, ce qui était inimaginable dans de nombreuses familles il y a quelques années seulement.

Ce serait trop long d'expliquer ici l'origine de ce changement radical de comportement, disons qu'il provient de la pénétration ou du développement rapide du capitalisme dans ces pays-là au cours des dernières années, dont le secteur de la communication avec la télévision, puis maintenant Internet, qui font entrer le monde (développé) dans chaque foyer et brisent toutes les barrières, y compris celles issues des traditions ou de la culture des peuples et qui coïncidaient avec un certain niveau de développement économique, c'est l'aspiration au développement en général de toute la société donc l'accès à de nouveaux besoins et leur satisfaction, qui pousse et conduit finalement à briser tous les tabous et met en pièces bien des interdits provenant de l'obscurantisme rétrograde des religions.

Il y a encore deux ans, pour un de mes beaux-frères, une femme qui travaillait était une pute ou pas loin, elle allait être en contact avec d'autres hommes en dehors de sa présence, elle allait donc forcément céder aux avances de l'un d'entre eux. La tradition veut qu'une femme seule chez elle ne laisse jamais entrer un homme en l'absence de son mari, son frère ou son père. Face à leurs difficultés matérielles, il est menuisier et ne travaille pas régulièrement, voyant qu'autour de lui de plus en plus de gens qui n'avaient pas auparavant une situation sociale meilleure que la leur s'en tiraient désormais mieux qu'eux parce que les femmes travaillaient et qu'ils possédaient maintenant un téléphone portable, une moto, un réfrigérateur, etc. il a fini par franchir le pas et autoriser son épouse à travailler.

Une autre de mes belles-soeurs travaille en usine, les deux autres sont toujours femmes au foyer, donc au total deux sur quatre travaillent. Pour revenir sur les chiffres qu'on nous balancent, ils sont tous erronés, on peut ici en donner la preuve : hier mes quatre belles-soeurs n'étaient comptabilisées nulle part, aujourd'hui les deux qui travaillent figurent parmi le nombre des actifs, les deux autres continuent de ne pas exister, or, au moins l'une d'entre voudrait bien travailler, mais elle n'a pas trouvé de boulot, elle n'est pas comptabilisée comme chômeur.

Sur mes cinq beaux-frères encore en vie et en âge de travailler, deux n'ont pas de travail et vivent au crochet des autres ou d'expédients, ils n'ont jamais été comptabilisés comme chômeurs, un autre a un travail fixe à temps plein sans contrat de travail, il est chauffeur-livreur depuis des années chez un grossiste Canon pour un salaire de misère, 3 000 roupies par mois (environ 50 euros), deux autres, le menuisier et le technicien en climatisation travaillent à la tâche, ils travaillent en fonction de la demande, de la saison, ils n'ont pas de revenus fixes, eux non plus n'ont jamais été comptabilisés comme chômeurs.

Maintenant, qu'est-ce que c'est "*un emploi «formel» au sens du BIT*" ? Un emploi avec un contrat de travail ? En dehors des grandes entreprises, cela n'existe pas en Inde, des centaines de millions d'Indiens travaillent à plein temps toute l'année dans des petites ou moyennes entreprises sans être enregistrés nulle part, les patrons peuvent les jeter à la rue du jour au lendemain sans avoir à leur donner un certificat de travail puisqu'ils n'ont pas signé de contrat de travail, ils n'existent pas, sauf pour engraisser leurs patrons qui les exploitent jusqu'à la corde.

En dehors de ma belle-soeur qui travaille en usine et qui a un contrat de travail, aucun de mes beaux-frères et mon autre belle-soeur n'a un contrat de travail, quant à Karnan et Suguna, ils travaillent à temps plein toute l'année pour un employeur qui a pignon sur rue, officiellement ils ne figurent nulle part dans les statistiques, et ils n'occupent pas un emploi informel, il faut donc en déduire que les chiffres du BIT sont très loin de correspondre à la réalité.

### **3- Quand les pays dominants veulent le rester à tout prix.**

Tout compte fait, le FMI explique que la richesse produite par le monde est une quantité finie et non une course inépuisable. Le FMI explique que les pays occidentaux, durant des décennies ont imposé leur conception du partage de ce fromage en s'assurant de loin la plus grosse part de ce gâteau et ne laissaient que les miettes. Car, au final, pour qu'un pays soit en excédent, d'autres doivent être en déficit, et inversement.

Le FMI explique donc qu'aujourd'hui, les pays qui parviennent à prendre une part de gâteau plus importante ne doivent pas être égoïstes et tirer les autres vers le haut.

Tout compte fait, le FMI a la mémoire courte et je doute que ceux qui se voient enfin gagner une part acceptable l'acceptent aussi facilement.

Tout compte fait, le discours est très classique : moralisons l'économie, les marchés financiers et tout le reste, car au jeu des requins nous ne sommes plus les plus forts. Il n'est pas question que les pays émergents nous jouent le même scénario que celui que nous leur avons imposé tant de temps.

S'agit-il vraiment de relance ou de préoccupation du chômage? Rien n'est moins sur, il semble surtout que l'on veuille changer des règles qui ont assuré le leadership et qui se retournent contre nous au niveau mondial.

### **Commentaire.**

Le FMI est à la solde de l'impérialisme qui détient le pourcentage de vote le plus important au sein de cette institution du capital, l'impérialisme américain, puis les impérialistes des pays dominants dont la France... Maintenant ces différents impérialistes ne peuvent plus se passer des pays dits émergents où ils ont délocalisé une bonne partie de leur production et d'où proviennent leurs profits gigantesques, pays qu'ils ont également contribué à se développer rapidement au cours des dernières années ou décennies et qui aujourd'hui viennent les

concurrer sur leurs propres marchés, ce qu'ils ne sont pas prêts à accepter, mais ont-ils vraiment le choix, car ce sont ces pays qui d'une part concentrent plus de la moitié de la population mondiale, de la force de travail mondiale, d'autre part qui tirent l'économie mondiale ou l'empêche de sombrer dans une récession sans fin aboutissant à l'éclatement du marché mondial, ajoutons que les marchés des pays émergents sont appelés à terme à supplanter ceux des pays dits développés, par exemple, pour General Motor ce n'est plus le marché américain le premier marché mondial, mais le marché chinois et cette tendance va se confirmer, s'amplifier dans l'avenir, parallèlement le déficit de la balance des paiements entre les Etats-Unis et la Chine, en faveur de cette dernière, ne cesse de croître. On pourrait ajouter que c'est la Chine et le reste du monde qui doit supporter ou financer le formidable déficit américain.

Tous ces éléments mettent en évidence que la donne ou le rapport de force entre pays dominants et dominés est en train de changer ou sera forcément amené à connaître de profondes transformations (et tensions) très rapidement, car au-delà de la solidarité affichée au G20 des différents pays capitalistes qui ne concerne finalement que leur volonté commune de contenir la lutte de classe du prolétariat mondial, aucun d'entre eux n'est prêt à sacrifier ses propres intérêts, chacun s'en tient au poids et à la place qu'il a acquis sur le marché mondial dans une perspective suffisamment lisible ou qui semble tracée d'avance, sans forcément tenir compte des critères qui étaient retenues jusqu'à présent et qui sont devenus volatiles ou obsolètes avec le développement de la démographie mondiale des cinquante dernières années (la population mondiale a doublé pendant cette période), le PIB de chaque pays, mais du rapport de force actuel qui place des pays comme la Chine en position de force face aux Etats-Unis qui s'accrochent à son statut de première puissance mondiale, de la complémentarité indispensable entre ces pays et les pays dominants, sans laquelle l'économie mondiale s'écroulerait.

Les Etats-Unis pourront jouir encore de ce statut aussi longtemps qu'ils continueront de jouer le rôle de gendarme du monde avec son millier de bases militaires installées sur tous les continents et dont finalement s'accommodent très bien les autres Etats capitalistes, y compris le régime chinois, mais il n'est pas dit que les peuples le supporteront encore longtemps, ni même les autres pays capitalistes qui ont autant besoin des matières premières que convoitent les Etats-Unis sous couvert du maintien de l'ordre capitaliste pour continuer de se développer ou développer leur gigantesque marché intérieur (Chine, Inde, 2,8 milliards d'habitants et de consommateurs potentiels). (A suivre)

#### **4- La survie du capitalisme met en péril l'avenir de l'humanité.**

440 millions de nouveaux diplômés sur dix ans et on ne crée que 45 millions d'emplois par an, où est le problème?

Sinon je ne rentrerais pas dans les problématiques sans fin (entrée de la Chine dans l'Omc tel un loup sous stéroïde face aux innocents agneaux que nous sommes, surpopulation, destruction de notre environnement ...), avant c'était tellement mieux.

Juste choqué une fois de plus par cet "impérialisme" qui veut que quand les pays riches sont "vainqueurs" tout va (un peu comme un croupier de Casino), mais que cela est trop injuste quand ce sont des pays émergents qui gagnent au "jeu" d'un capitalisme ultra-libéral.

Ce que n'ont pas encore compris tous les partis de gauche, c'est que le système actuel, ne tient que sur une consommation à outrance qui sera l'origine de la destruction à plus ou moins long terme. (source : Slate.fr 19.09)

#### **Commentaire.**

Si la population mondiale (la production et la consommation) devait continuer d'augmenter dans les mêmes proportions qu'au cours du demi-siècle passé, la fin de la civilisation humaine, de l'espèce humaine, de toute vie sur terre pourrait être envisagée sérieusement, cela ne fait aucun doute.

Ainsi le combat pour en finir avec le capitalisme qui est l'unique cause de cette situation prend un autre relief, c'est une question de salut public pour l'ensemble de l'humanité et notre planète, on a dépassé l'alternative socialisme ou barbarie en quelques décennies, c'est devenue une question de vie ou de mort purement et simplement, sans vouloir dramatiser la situation pour convaincre quiconque du bien-fondé du combat pour le socialisme.

Au lieu d'éparpiller nos forces et de se quereller sans cesse souvent pour des brouilles montées en épingle, on ferait mieux de se regrouper dans le même parti et que chacun s'emploie à sa manière à y être utile en fonction de ses capacités, en acceptant d'y être en minorité, l'essentiel n'étant pas que la politique du parti corresponde à l'ensemble de nos idées personnelles, mais que l'ensemble des militants du parti oeuvrent dans la même direction et pour les mêmes objectifs, en admettant pas seulement en théorie, mais dans la pratique, que des désaccords persistent entre nous (d'où la nécessité des tendances), s'il faut que le parti soit adapté au combat que nous avons à mener tout en tenant compte des profondes transformations qu'a connu le monde en 60 ans. On a perdu le sens de la mesure, on est devenu incapable de faire la part des choses entre l'essentiel qui nous réunit et les questions secondaires que l'on place dorénavant au premier plan et nous divise à n'en plus finir, on privilégie le particulier au détriment du collectif, c'est improductif et suicidaire, il faut donc de reprendre rapidement.

Pour reprendre la méthode de Lénine en l'adaptant à notre époque, la fermeté doit s'appliquer à notre objectif et au moyen pour l'atteindre, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République par la mobilisation (et l'organisation) révolutionnaire du prolétariat, la révolution prolétarienne et socialiste, la souplesse doit s'appliquer au niveau de chaque nouveau militant (à l'ensemble des militants en réalité) qu'il faut encadrer, former ou aider à progresser politiquement sachant qu'ils viennent d'horizons politiques différents ou ont vécu des expériences différentes, qu'ils ne sont pas issus du même milieu social, on ne peut pas exiger le même degré de compréhension du programme ou du socialisme par exemple de la part d'un ouvrier qui n'a jamais été organisé, d'un intellectuel syndiqué ou d'un militant

familiarisé avec le marxisme et provenant d'une autre formation politique, exiger qu'ils soient exactement sur la même longueur d'onde sur toutes les questions politiques relève de l'utopie ou de la tyrannie, discipline et tolérance doivent se côtoyer et non s'exclure en gros, ils sont complémentaires, l'objectif étant que l'ensemble du parti progresse sur tous les plans tout en étant ouvert à la totalité des exploités et ceux qui en partagent le mode de vie. On aura ainsi le parti ouvrier (révolutionnaire) le plus démocratique du monde à l'image du parti bolchevik dont beaucoup parlent et que très peu connaissent en réalité.

La modestie ou l'humilité n'est pas un témoignage de faiblesse ou une posture d'opportuniste, mais un moyen ou une force incomparable quand elle sert à aider l'être humain à s'élever vers un idéal supérieur, existe-t-il un idéal humaniste plus élevé que celui du socialisme et du communisme (défini par le marxisme) qui a pour objectif de libérer l'humanité de toute forme d'exploitation ou de servitude humaine ?

### **Quelques infos en bref.**

#### **Entendu à l'université d'«Un monde d'avance», le courant de B. Hamon par ailleurs porte-parole du PS.**

1- Selon le journaliste de *Libération*. Avant l'objectif de l'élection présidentielle de 2012, la priorité affichée par tous les dirigeants de la gauche présents était le retrait de la réforme des retraites qui passe par le succès espéré et attendu de la journée de mobilisation sociale du 23 septembre.

C'est une posture pour sauver les apparences qui ne trompent plus personne ou presque, car seule la journée de mobilisation du 23 ne suffira pas à faire plier Sarkozy, encore moins à le vaincre, or c'est notre objectif qu'il soit forcé de partir avant 2012, le plus tôt sera le mieux, tout de suite, ce qui n'est pas l'objectif du PS, Hollande a dit que le PS devait accélérer les préparatifs à l'alternance, pas pour demain, mais bien au terme du mandat de Sarkozy "On ne peut en rester au constat de la République abîmée, il faut nous projeter dans la France de 2012" (Lemonde.fr 18.09), d'ailleurs nous ne sommes pas demandeur d'une telle alternance, une simple révolution de palais du même style qu'en 81 ou en Grèce par exemple récemment.

D'autant plus que le PS s'est prononcé pour l'allongement de la durée de cotisation qui est en fait la négation de la retraite à 60 ans à taux plein. Une unité sans principe à laquelle participe Besancenot, les militants révolutionnaires du NPA apprécieront sans doute.

2- "Au-delà des désaccords politiques, qu'il y a et qu'il y aura encore, il s'agit d'arrêter les conneries et de dire que, si on marche séparément, on frappe sur les mêmes clous (...), et ce qu'on peut faire, c'est affaiblir le camp d'en face", a déclaré le responsable du NPA. (Lepoint.fr 19.09)

Parce que le PS ne serait pas dans "le camp d'en face" quand il prône l'allongement de la durée de cotisation avec l'UMP ? Décidément, il n'y a que le POI comme parti ouvrier pour demeurer fidèle à ses engagements politiques, simple constat sans a priori.

#### **Un aveu de taille. Quand le PS a propulsé Royal candidate en 2007 en comptant sur les voix de "droite" pour battre Sarkozy.**

Alors que les socialistes n'ont pas encore choisi celle ou celui qui se lancerait dans la course à l'Élysée, en 2012, Henri Emmanuelli a tranché. Selon le député PS des Landes, Martine Aubry serait la mieux placée.

«Les instituts de sondages nous répètent que Dominique Strauss-Kahn est le plus populaire. Ce n'est pas correct: chacun sait que si les sondages parviennent à cette conclusion, c'est parce qu'ils mélangent les électeurs de gauche et ceux de droite. Mais ce n'est pas parce que les électeurs de droite disent qu'ils préfèrent Dominique Strauss-Kahn, qu'ils voteront pour lui dans deux ans, explique-t-il dans une interview au *figaro.fr*, dimanche. On nous a fait la même chose avec Ségolène Royal en 2007. La vérité, c'est qu'à gauche, Martine Aubry est la plus populaire.». (20minutes.fr 19.09)

Quand on a à l'esprit qu'Aubry a scellé un pacte avec Strauss-Kahn, soutenir Aubry, c'est soutenir son ombre nommé Strauss-Kahn.

Vous avez le droit d'en rire, surtout qu'Henri Emmanuelli est le coresponsable d'«Un monde avance», soi-disant le "courant de gauche" du PS ! Je veux bien que différentes sensibilités politiques s'expriment dans le PS, mais de là à les qualifier de gauche, il y a un pas que je me refuse à franchir... et pour cause !

### **UMP, rancunier et xénophobe.**

"J'aurais préféré qu'en 1867 Napoléon III et Bismarck aient un entretien qui débouche autrement et que le Luxembourg n'existe pas. Il y a beaucoup de livres, de travaux historiques sur ce tournant et c'est la faiblesse de Napoléon III qui a permis à ce pays d'exister", affirme le sénateur Philippe Marini au micro de France Culture repris par TF1.

Le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, avait estimé que les attaques contre son pays n'étaient "pas convenables". Sa réaction après la sortie de Marini devrait valoir son pesant de cacahuètes... (Lepost.fr 19.09)

## **Sarkozy de plus en plus isolé. Un régime au bord de l'explosion.**

1- "C'est du dérapage généralisé, c'est la perte de contrôle comme au volant d'une voiture, qui fait que tout dérape, zigzague, fauche des gens au passage", a dit François Bayrou à l'émission Dimanche Soir Politique France Inter-Le Monde-I>Télé.

"Tous les pays du monde voyaient la France comme un pays formé autour d'un idéal, ce pays des droits de l'homme et de la Révolution qui avait annoncé au monde que les hommes pouvaient être égaux, ça c'est un trésor d'influence, de respect, qui fait que la voix de la France ne ressemble pas aux autres", a expliqué François Bayrou. "Là on vient de porter atteinte à ce qui est un trésor pour notre pays, à mon sens c'est très dangereux".

2- Plus tôt dans la journée sur Radio J, le député socialiste Pierre Moscovici avait parlé de "dérapage de moins en moins contrôlé" de la part de Nicolas Sarkozy depuis l'échec de son camp aux élections régionales du printemps.

On est "actuellement dans un esprit, dans un climat très pourri et très Vichy", a-t-il estimé.

"On est en train de cibler des populations, d'essayer de stigmatiser les Français d'origine étrangère. Je trouve que c'est tout à fait indigne de la part du président de la République", a-t-il estimé.

3- Pour la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, ce qui s'est passé à Bruxelles, la manière dont le "président de la République s'est conduit en notre nom (...) c'est quand même un peu la honte".

Le député européen Daniel Cohn-Bendit fait pour sa part un rapprochement entre Nicolas Sarkozy et le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, qu'il qualifie de "super clown politique".

"Que le soutien du président français soit cet homme, c'est grave et inquiétant pour lui", estime-t-il dans *Le Parisien*. "C'est l'image de Sarkozy qui s'abîme ! Pas celle de la France".

"Sarkozy a une tentation de faire n'importe quoi pour rester au pouvoir, qui ressemble aux gesticulations du président du Conseil italien. Quelque part, il se berlusconise...", ajoute Daniel Cohn-Bendit.

4- Selon un sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche, près des trois quarts des Français (71%) estiment que l'image de la France à l'étranger s'est dégradée ces dernières semaines. (Reuters 19.09)

Depuis trois ans en réalité. Bayrou n'a pas totalement tort, à l'étranger on se demande comment un personnage aussi grotesque ou caricatural que Sarkozy a pu accéder à la fonction de président de la République, il oublie au passage la lutte des classes qui se déroule en France et qui est répercutée par les médias du monde entier, normal, cela ne doit pas être sa tasse de thé !

## **Le gouvernement des banquiers vous souhaitent beaucoup de bonheur... à sa façon.**

Le gouvernement aurait décidé de mettre fin à la règle qui permet aux jeunes mariés de voir leur impôt sur le revenu baisser la première année, affirme lefigaro.fr ce dimanche.

Ces derniers rédigent trois déclarations de revenus pour l'année de leur union, une chacun pour la période allant du 1er janvier à la date du mariage, et une autre ensemble pour la période allant jusqu'au 31 décembre. Le fait de scinder les revenus de l'année permet aux couples de payer moins au fisc, le mécanisme de l'impôt étant progressif.

Selon le site Internet du quotidien, à partir de la déclaration sur les revenus 2011 - pour l'impôt payé en 2012 -, les nouveaux conjoints devront choisir entre deux déclarations séparées ou une seule, commune, pour toute l'année pendant laquelle ils se sont mariés. Ce qui sera moins avantageux. Une règle qui s'appliquera également aux couples tout juste divorcés. Ils devront rédiger deux déclarations de revenus séparées pour toute l'année. Contacté par 20minutes.fr, Matignon n'avait pas encore réagi.

La mesure, qui figurera dans le projet de loi de Finances pour 2011 selon lefigaro.fr, pourrait rapporter quelques centaines de millions d'euros. (20minutes.fr 19.09)

## **Suède. Et un pays de plus en proie à une crise politique.**

Le bloc suédois de centre-droit a remporté les élections législatives de dimanche, mais il a perdu la majorité absolue au Parlement où siègera pour la première fois un parti d'extrême-droite, d'après des résultats préliminaires.

L'Alliance quadripartite du Premier ministre Fredrik Reinfeldt a obtenu 173 des 349 sièges du Parlement.

Le bloc de centre-gauche emmené par les sociaux-démocrates obtient 156 sièges et les Démocrates suédois (SD, extrême-droite), 20 sièges, ce qui prive le centre-droit de la majorité absolue. (Reuters 19.09)

[Haut de page ↗](#)

## Le 21 septembre

Pas le temps de causer.

### La "*troisième voie*" : développer des besoins nouveaux pour continuer de faire tourner la machine capitalisme.

Ce sera un mouvement écolo élargi aux militants de tous horizons. Yannick Jadot explique qu'il aura "*deux piliers*" : "*un pilier/ parti politique et un pilier coopérative*".

Le "*part pilier*" regroupera des militants classiques avec leur carte de membre et votant sur les décisions.

Par pilier "*coopérative*", Yannick Jadot explique qu'il regroupera "*des militants associatifs, des citoyens engagés qui pourront participer au mouvement, débattre sans être membre du parti*". Ces personnes n'auront en revanche pas le droit de vote sur les décisions finales.

En clair, le futur mouvement écolo sera un parti politique classique ouvert à toutes les personnes partageant ses idées sans pour autant avoir pris leur carte de membre.

"*A la différence du NPA où il y avait un verrou de la part des militants LCR, nous avons choisi de lier le fonctionnement démocratique d'un parti à l'ouverture d'un réseau. Il y a une dynamique collective*", précise Jean-Vincent Placé.

"*Des postes-clés à la direction iront à des non-Verts*", explique encore Yannick Jadot, proche de Daniel Cohn-Bendit.

Pour l'instant, il existe un texte, encore à débattre, qui fixe la ligne du mouvement. Ce texte fustige tant le "libéralisme économique" que le "socialisme étatique".

Jean-Vincent Placé se dit "*tout à fait satisfait*" de ce texte qui adopte une "*position claire*" selon lui. Toutefois, il dit lui-même avoir "*une tradition personnelle plus à gauche*" et estime qu'il voit "*des différences entre le socialisme et le libéralisme*".

Yannick Jadot dit lui que les écologistes ne sont "*pas dans le ni-ni*" mais dans "*une troisième voie*" entre le libéralisme et le socialisme.

Non. Si Yannick Jadot dit "*refuser le bipartisme*", il affirme que ses alliances "*sont à gauche*" tout en adoptant une "*pensée autonome*". (Lepost.fr 20.09)

L'autonomie en politique, c'est l'éclectisme qui se traduit par l'absence de direction ou d'orientation précise qui les permet toutes, sauf celle de la rupture avec le capitalisme et son Etat !

Ces gens-là sont "*plus à gauche*"... tout en étant quand même un peu à "*droite*", leur bonne conscience penche à "*gauche*" et leur porte-monnaie penche à "*droite*", leur coeur est à "*gauche*" et leur raison à "*droite*" en somme, d'où leur soutien logique au capitalisme. Ils sont assis à cheval sur la barricade, ils ont un pied de chaque côté, attachons-les solidement dans cette position, puis découpons la barricade en son milieu à la scie électrique pour voir ce qu'il en restera à l'arrivée. Je vous laisse ramasser les morceaux si vous n'avez rien de plus urgent à faire.

### PS. Au moins sous Chirac la République était à l'endroit ! On nageait dans le bonheur !

Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : Le thème de nos journées de rentrée est "La République". Nous avons arrêté cela en juillet mais l'actualité nous conforte dans notre choix ! La République est abîmée dans ses principes, dans ses fondamentaux. Quelles que soient leurs opinions politiques, les Français sont rassemblés derrière ce constat. Le pacte social est défait, comme le prouve le coeur de la réforme des retraites qui touche d'abord les classes populaires et moyennes. (...) Il y a urgence à remettre la République à l'endroit. (Lepoint.fr 20.09)

A l'endroit ou à l'envers, leur République ne peut pas être la nôtre, la preuve elle convient à tous les "Français" "*quelles que soient leurs opinions politiques*". Nous ne défendons pas des valeurs ou des principes en soi en dehors de toute référence à la lutte des classes, mais

dans une perspective politique précise conforme aux intérêts d'une classe sociale : un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste.

Avant l'éclatement de la crise en 2007 et l'élection de Sarkozy, le consensus UMP-PS c'était pépère, on échangeait des politesses et des courbettes, on se partageait tranquillement les rôles et les prébendes, la vie était agréable on baignait dans le bonheur, mais depuis il faut monter au créneau, on a dû changer de ton et de masque, qu'est-ce que c'est désagréable à la fin, la rue s'est réveillée et elle en demande toujours plus, voilà notre vrai problème, mais chut il ne faut pas le dire, c'est cette foutue lutte de classe qui est la source de toutes ces tensions regrettables, car sur le fond on s'entend bien avec nos petits camarades de l'UMP, du Nouveau Centre et du Modem, on défend les mêmes intérêts l'air de rien...

## Retraites.

1- Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : Dans le pays, l'envie d'une autre réforme ne faiblit pas. Si le gouvernement et la majorité veulent passer en force, c'est qu'ils craignent que la mobilisation prenne de l'ampleur. Jusqu'à présent, ils n'ont jamais voulu reculer sur les mesures essentielles, à savoir le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans et celui du départ à taux plein de 65 à 67 ans. L'effort de la réforme des retraites est porté à 95 % par les salariés et à 5 % par les revenus financiers. Nous souhaitons un équilibre à 50/50. (Lepoint.fr 20.09)

Va te faire voir avec tes 50/50 : un vrai travail et un vrai salaire pour tous, augmentation générale des salaires, le Smic et la retraite minimum à 1 500 euros net et la question du financement des retraites est réglée, pas besoin de "réforme".

La question des retraites pose en fait directement la question de l'Etat, des fondements du capitalisme : soit les conditions du financement des retraites (mais aussi de la Sécurité sociale) sont compatibles avec l'existence ou la survie du capitalisme et de l'Etat, soit ils ne le sont pas.

Dans un monde où l'économie est globalisée, où la division du travail a été poussée à l'extrême, où les travailleurs du monde entier sont en concurrence les uns avec les autres, les capitalistes se livrent une guerre impitoyable à armes inégales.

Pour certains, les pays dits émergents dont le développement industriel est plus tardif, les législations économiques et sociales sont peu contraignantes, ils participent peu au financement du budget de l'Etat, les profits des entreprises sont peu taxés et les travailleurs n'ont pratiquement aucun droit ou avantages sociaux, la législation du travail est réduite au minimum, l'exploitation de la force de travail a pour seule limite ou contrainte ce que peuvent endurer quotidiennement et physiquement leurs esclaves, les besoins des travailleurs sont peu développés, leurs droits politiques (d'organisation) sont quasi inexistantes, les rapports sociaux qui prévalent dans la société sont encore largement inspirés de l'époque féodale, la corruption généralisée permet d'enfreindre les lois en vigueur (en matière d'environnement), tandis que pour d'autres, les pays dits développés ou dominants, cette liberté que les Etats octroient aux capitalistes est plus ou moins contrebalancée ou entravée par la lutte de classe du prolétariat et les acquis sociaux et politiques que la classe ouvrière a conquis ou qui ont accompagné le développement du capitalisme au cours du XXe siècle.

Aujourd'hui, ces capitalistes qui ne bénéficient pas de la même histoire et des mêmes traitements ou avantages sur les plans économiques, sociaux et politiques sont en concurrence. Cette concurrence s'applique aux législations des différents Etats. Au-delà, ce sont les différentes formes d'Etats qui entrent en concurrence. Les formes d'Etat bridant le développement de la démocratie et les plus favorables aux capitalistes, correspondent aux pays émergents, mais aussi au capitalisme le plus puissant, les Etats-Unis. Entre les deux, on trouve les pays comme la France qui possède une tradition de lutte des classes très développée depuis la fin du XVIIIe siècle ou du milieu du XIXe siècle et qui a donné naissance à une République parlementaire, une République démocratique bourgeoise dans le cadre de laquelle les différentes classes combattent pour défendre leurs intérêts respectifs.

Pour les uns, l'absence de démocratie est un frein à leur développement, pour les autres, elle est devenue un handicap face aux premiers avec lesquels ils sont en concurrence sur le marché mondial. Telle est en gros la situation. Notons au passage que ce qui vient d'être dit confirme l'analyse de Marx et Engels sur le développement de l'humanité qui repose à la fois sur le développement des forces productives et la lutte des classes, le marxisme.

Pour en avoir confirmation si nécessaire, on peut observer que les pays où la lutte des classes n'est pas développée ou bien où elle a été entravée pendant des décennies (dictatures, régimes militaires, régimes semi féodaux), malgré les richesses naturelles dont ils disposent, ces pays figurent toujours au rang des pays les plus pauvres (Bolivie, Nigéria) ou au mieux des pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil), au mieux c'est vite dit puisque la majorité de leur population vit dans la pauvreté ou la misère.

La lutte des classes est donc à la fois un facteur de progrès économique et social, et un obstacle à l'enrichissement de la classe des capitalistes au sein de laquelle fait rage une concurrence féroce, dans un contexte qui demeure limité par le marché mondial tel qu'il existe. C'est cette contradiction qui s'exprime à travers la remise en cause des droits politiques du prolétariat dans les pays dits développés ou la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, la tentation d'étouffer toute forme d'opposition pour permettre aux capitalistes français ou aux capitalistes installés en France de concurrencer les capitalistes des pays où le prolétariat est exploité dans des conditions dignes du début du XXe siècle et ne dispose d'aucun droit politique.

La remise en cause des principes ou des valeurs qui ont été adoptés par la bourgeoisie au cours de la période du capitalisme ascendant,



correspond à la nécessité pour la classe dominante de remettre en cause les rapports établis entre les classes pour assurer la survie du système économique capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Bien que ce ne soit pas toujours le cas, on a là la confirmation qu'à l'origine de la politique ultra réactionnaire de Sarkozy se trouve bien une question économique.

Défendre les valeurs ou les principes que partagent ou qui définissent la République sans remettre en cause les fondements du capitalisme ou sans inscrire notre combat dans la perspective du règlement de la question économique qui est à l'origine de la politique réactionnaire du gouvernement, qui ne peut se traduire sur le plan politique que par le combat pour un Etat ouvrier et le socialisme, c'est laisser le champ libre à ceux qui ont entrepris de les liquider ou mêler sa voix à ceux qui n'ont d'autre horizon que le capitalisme, l'UMP, le PS et ses satellites. (A suivre)

## **2- Hamon craint-il que Bertrand pointe que le PS est aligné sur l'UMP ?**

*"Moi je souhaite proposer à Mme Aubry un débat public sur cette question des retraites pour que l'on y voie clair"*, a dit Xavier Bertrand sur France Inter.

*"J'aimerais bien aujourd'hui que Mme Aubry ne se réfugie pas dans les faux-fuyants, qu'elle n'invente pas des prétextes pour refuser d'aller sur une émission de télévision"*, a-t-il ajouté.

Benoît Hamon a fermement rejeté ce lundi la proposition de *"débat"* sur les retraites adressée dans la matinée par le patron de l'UMP Xavier Bertrand. Pour Benoît Hamon, ce dernier *"se moque du monde"*.

*"Ca confine au ridicule. La gesticulation démocratique de Xavier Bertrand me désole"*, a ajouté Benoît Hamon. (Reuters et Lexpress.fr 20.09)

Tiens, à l'UMP ils ont détecté une faille dans l'argumentation du PS, trop fastoche, c'est la position de l'UMP !

### **La majorité des magistrats se mobilise.**

Dix-sept syndicats et organisations du monde judiciaire français ont entamé lundi une grève du zèle dans les tribunaux pour demander davantage de moyens et protester contre la réforme de la procédure pénale.

Ils entendent appliquer strictement les règles de fonctionnement des juridictions, comme l'obligation de disposer d'un greffier à l'audience, pour protester contre l'engorgement de la chaîne judiciaire.

Cette action fait suite à une première journée d'action menée le 9 mars dernier, qui avait vu des milliers de magistrats, avocats, gardiens de prison et autres personnels de justice manifester dans toute la France.

La justice française a fonctionné en 2009 avec 6,6 milliards d'euros (2,5% du budget de l'Etat). Le Conseil de l'Europe classe la France au 35e rang sur 43 pour son effort financier en faveur de la justice.

Pour Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), le but du mouvement est d'adresser un message à l'opinion.

*"Le monde judiciaire veut exprimer son ras-le-bol sur l'absence de moyens donnés à la justice depuis des années. S'il n'y avait pas la conscience professionnelle de tout le monde, la machine pourrait s'arrêter de fonctionner"*, a-t-il dit à Reuters.

Les protestataires demandent aux juges de faire en sorte que les audiences ne durent pas plus de six heures de suite et aux magistrats siégeant seuls de renvoyer l'examen des affaires devant des formations collégiales.

Le projet de réforme de la procédure pénale, avec notamment l'idée de supprimer le juge d'instruction, a été repoussé sine die. Alors qu'il était question d'une présentation au Parlement en 2011, aucune date n'est plus fixée.

Le gouvernement assure cependant que le projet est maintenu. Les magistrats s'inquiètent en outre du fait que, en raison de limitations de crédits, de nombreuses juridictions sont depuis plusieurs mois dans l'incapacité de payer leurs frais. (Reuters 20.09)

### **EDF : antisocial.**

Selon Le Parisien/Aujourd'hui en France, EDF aurait privé les populations les plus défavorisés du tarif social de l'électricité qui leur est réservé.

Selon le quotidien, *«sur les quelque 3 millions de titulaires de la couverture médicale universelle complémentaire (CMUC), seuls 20 % ont*

*obtenu le tarif social de l'électricité». Pire encore, selon lui «le nombre de bénéficiaires est en chute libre. De 940.000 fin 2009 il est passé à 650.000 à la mi-2010».*

Début août, l'association de consommateurs UFC-Que Choisir avait déjà sonné l'alerte: *«Aujourd'hui seuls 31 % des ayant-droits en bénéficient car il est peu connu et le système pour l'obtenir et le conserver est un vrai parcours du combattant.»*

De son côté, EDF estime que la baisse vient avant tout des usagers eux-mêmes: *«Les ayants droit ont de moins en moins tendance à entreprendre les démarches.»* Même si l'électricien reconnaît avoir privé 6 000 foyers par an depuis cinq ans, soit 30.000 ayant-droit du tarif social.

L'article 2 du décret de 2004 prévoit que le calcul du montant du TPN doit se faire sur la base d'un abonnement simple ou heures creuses et pleines et d'une puissance maximale de 9 kVa.

D'après le Parisien, *«EDF a interprété le décret de telle façon qu'il a décidé d'exclure du TPN les usagers ayant souscrit un abonnement plus cher de type Tempo ou d'une puissance supérieure à 9 kilovoltampère [kVa]».*

Mais la recommandation du médiateur stipule que *«l'option tarifaire et la puissance souscrite ne sont pas des conditions d'éligibilité au TPN.»*

EDF déclare qu'il va reconsidérer sa position. (Libération.fr 20.09)

Au fait, les syndicats (le CE) n'étaient pas au courant ? Mais l'UFC-Que Choisir l'était ! C'est comme les 800 millions d'euros ou davantage escroqués chaque année à la Sécu par des laboratoires, cliniques privées ou autres praticiens sans scrupules, les syndicats gèrent la Sécu et les organismes sociaux avec les patrons et le gouvernement et ferment les yeux, il faut bien caser et payer la tripotée de bureaucrates pourris qui parasitent les syndicats, idem pour les gros CE qui brassent des millions d'euros.

### **Fin de la grève chez Vente-privee.com.**

Le mouvement aura duré trois jours. Les salariés grévistes de Vente-privee.com, le site internet spécialisé dans le déstockage de grandes marques et la vente événementielle, ont repris le travail ce lundi en fin d'après-midi sur le site logistique du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis).

Pour le PDG, Jacques-Antoine Granjon, le mouvement est parti d'un *«manque de communication»*. *«Un changement d'horaires a été proposé aux délégués du personnel, et a par la suite été mis en place par l'équipe de management de l'entrepôt»,* explique le patron du site. *«Certaines femmes se sont retrouvées avec des horaires nocturnes, ce qui, pour moi, est hors de question»*. Pour régler ces problèmes de sécurité et de vie de famille, la direction s'est engagée à ce que les tranches de travail les plus tardives (13h50-21h) ne soient plus attribuées aux femmes.

Concernant le treizième mois de salaire, Jacques-Antoine Granjon explique que *«cette question sera abordée au moment de la négociation salariale annuelle au mois de janvier»*. Le représentant de la CGT avait déclaré un peu plus tôt à l'AFP que les employés avaient obtenu ce treizième mois. *«Aujourd'hui, certains sont déjà payés sur 14 mois, avec la prime au mérite»*, souligne toutefois le PDG de Vente-privee.com.

Le salaire annuel d'un manutentionnaire employé par le groupe est de 26.000 euros bruts en moyenne, soit 19.500 euros bruts de salaire, plus 3000 euros bruts de prime au mérite et 3500 euros de participation, détaille Jacques-Antoine Granjon, qui regrette cette grève *«inutile»*. *«Ma porte est toujours ouverte pour discuter des problèmes du quotidien»*, conclut-il. (Lefigaro.fr 20.09)

Commentaire d'un internaute.

26 000 euros bruts moins 6 500 euros de primes et de participation (revenus aléatoires par nature), cela nous fait 19 500 euros bruts par an, soit 1 625 euros bruts par mois, je dirais même que c'est un peu faible à mon sens.

Commentaire.

Ce n'est certes pas la panacée, mais il s'agit d'emplois sans qualification, si vous ajoutez le salaire de la conjointe, vous n'êtes pas encore rendu au point de crier misère et de vous mobiliser, ceci permet peut-être de comprendre cela, non ? Je ne dis pas qu'il faudrait forcément que la classe ouvrière en soit rendue à l'état de misère pour se mobiliser, mais en l'absence d'une conscience politique développée, ceux parmi les militants qui espèrent encore qu'un miracle se produise peuvent encore attendre longtemps !

C'est l'une ou l'autre situation ou les deux à la fois qui peuvent aboutir à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, en leur absence, le capitalisme a encore de beaux jours devant lui. Il faut commencer par regarder la réalité en face avant de partir dans de vouloir élaborer de nouvelles théories ou de vouloir "inventer" une nouvelle voie ou je ne sais quoi, on sais ce qu'il en est...

**Russie.**

Le ministre russe des finances, Alexeï Koudrine, a annoncé, lundi 20 septembre, son intention de supprimer plus de 100 000 postes de fonctionnaires en trois ans, espérant réaliser près de 43 milliards de roubles d'économies (plus d'un milliard d'euros).

Fin juin, le président russe, Dmitri Medvedev, avait appelé à réduire de 20 % le nombre de fonctionnaires au cours des trois prochaines années en Russie, un pays miné par la corruption, notamment au sein de la bureaucratie. En décembre 2009, il avait aussi lancé une réforme de la police prévoyant notamment une réduction de 20% des effectifs du ministère de l'Intérieur d'ici à 2012. (Lemonde.fr 20.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 22 septembre

Dans le graphique plus haut, on voit très bien que la part des exportations allemandes a nettement augmenté à partir du passage à l'euro qui a profité aux pays dont la monnaie était la plus forte, dont l'Allemagne. Envoyez-nous votre témoignage sur le déroulement de la journée de mobilisation demain, merci d'avance. Certains commentaires choqueront peut-être quelques militants habitués à bien des compromis qui ne veulent pas dire leurs noms, vous voulez combattre classe contre classe, contre la collaboration de classes, et bien c'est ce à quoi nous nous appliquons à faire ici.

On passe directement aux infos en bref.

### Dernier point retraite et rappel.

Une réunion de l'intersyndicale est programmée pour vendredi pour décider des suites à donner au mouvement.

Bernard Thibault, qui appelle de ses vœux des "*assemblées de personne*" dans les entreprises jeudi, ne veut pas entendre parler de "*grève générale*". "*Nous ne faisons pas dans le slogan*", a-t-il dit lundi, visant à mots couverts FO.

Même si les piques sont légion, les huit organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa) tentent de préserver leur unité, pour contrer ce qu'elles appellent un "*moment noir de l'histoire sociale*" de France.

"*Il y a des tentatives de lancer un mouvement reconductible mais elles sont aujourd'hui très minoritaires (...) Les organisations qui comptent, CGT, CFDT ou Unsa, ne sont pas sur cette ligne*", constate une source gouvernementale.

Pour autant, ajoute-t-on, "*il n'y aura pas d'éclatement du front syndical, car personne n'y a intérêt*". (Reuters 21.09)

CGT, CFDT ou Unsa, ils auraient très bien pu dire : PS, MRC, PRG, PG, PCF !

### L'aristocratie ouvrière, c'est quoi ? Réponse. Qui finance les appareils pourris des syndicats ? Nous avec l'aval de l'Etat !

Dans un pré-rapport, la Cour des comptes fait le bilan, trois ans après une première enquête qui avait mis en cause le fonctionnement et la gestion de la Caisse centrale des activités sociales (CCAS), pilotée par la CGT. Et le constat est sévère, selon *Les Echos* datés de ce mardi.

Ce pré-rapport offre «juste la description clinique d'une institution livrée à elle-même, sapée par les gaspillages et les dysfonctionnements en tout genre», écrit le quotidien.

Au centre des critiques, le système de financement de la CCAS. Cette dernière touche chaque année 1% des ventes de gaz et d'électricité. Un prélèvement qui s'est accru mécaniquement de 100 millions d'euros au cours des dix dernières années, sous l'effet des hausses des prix de l'énergie, calculent *Les Echos*.

En 2010, le budget s'élève ainsi à 470 millions, essentiellement pour financer les cantines, les centres de vacances et les loisirs de près de 700.000 électriciens-gaziers et de leurs familles.

Pourtant, «*le CE d'EDF a essuyé l'an dernier un déficit de 32 millions*», avance le quotidien, et selon un membre du CCAS cité, «fin 2010, le déficit sera proche de 70 millions».

Une réforme visant à simplifier l'organisation a été mise en place mais, selon *Les Echos*, elle n'a pas conduit à une baisse des effectifs, qui sont même passés de 3.541 à 3.929 en 2009. Les sages de la rue Cambon s'inquiètent aussi du montant des études et conseils (22 millions d'euros entre 2007 et 2009) pour accompagner cette réforme. Le pré-rapport interroge aussi le financement et l'utilisation d'un fonds du

«*comité de coordination*», la structure chargée de répartir le produit du 1% entre la Caisse centrale et ses différentes antennes décentralisées. (20minutes.fr 21.09)

Il y a quelques jours on m'a reproché de me moquer de LO alors que de son côté la presse aux ordres avait critiqué le mystère ayant entouré la mort de son principal dirigeant il y a un an. Là, c'est le journal patronal *Les Echos* et j'imagine l'ensemble des médias qui pointe du doigt le CE d'EDF, donc il ne faudrait pas relayer cette information.

Pour *Les Echos* et les médias, balancer cette info trois jours avant la mobilisation du 23 n'est peut-être pas un hasard. Pour nous, c'est montré comment l'Etat et les appareils s'entendent comme larrons en foire pour subordonner les fonctionnaires au capitalisme et aux institutions. Vous vous demandiez peut-être pourquoi, comment et d'où provenaient les soutiens dans les syndicats aux Thibault, Chérèque, etc., vous avez là une partie de la réponse.

Ce n'est pas seulement avec le financement par l'Etat des syndicats qu'il faut en finir, mais aussi avec les Comités d'entreprise qui sous couvert d'information au personnel sur la marche de l'entreprise et d'oeuvres sociales, collabore avec le patronat ou le gouvernement, finance des milliers de bureaucrates syndicaux à la solde des appareils contre-révolutionnaires, sans parler des détournements de fonds, 22 millions d'euros dépensés entre 2007 et 2009 pour des "*études*" ou des "*conseils*", c'est délirant, c'est tout bonnement scandaleux et intolérable !

A l'opposé des ennemis de la classe ouvrière qui tireront de cette situation qu'il faut supprimer les syndicats, nous dirons que c'est aux syndiqués de se réapproprier leurs syndicats pour en faire des outils d'organisation de la classe dans la perspective de l'émancipation du salariat.

### **Lock-out et "grève" bien orchestrés.**

La direction du groupe Total a décidé mardi de fermer le dépôt pétrolier de Chignin (Savoie), bloqué par des manifestants depuis lundi dans le cadre du mouvement de contestation contre le projet de réforme des retraites, a-t-on appris auprès de la préfecture. "*La direction a décidé de fermer le dépôt jusqu'à nouvel ordre*", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la préfecture.

La préfecture a également retiré le dispositif de sécurité mis en place suite au refus de la direction du groupe de saisir en référé la justice pour faire intervenir les forces de l'ordre. Mardi après-midi, seule une petite dizaine de manifestants, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et Sud des agents territoriaux de Chambéry, se maintenait devant l'entrée du dépôt, selon la préfecture.

Mercredi, "*nous y retournerons pour vérifier si le site est bien fermé*", a assuré à l'AFP le secrétaire CGT des agents territoriaux, Alain Goubet. Ce blocage "*ne perturbe pas le système de distribution des hydrocarbures*" a précisé le porte-parole. "*La direction du site a pris des dispositions pour réapprovisionner ses gros clients et un certain nombre de chargements ont été détournés sur d'autres sites*", a-t-il ajouté. (Lepoint.fr 21.09)

Bref, direction, préfecture et CGT se sont entendus pour que cette "grève" n'ait aucune conséquence et ne serve à rien.

### **A défaut d'être organisée, la jeunesse se mobilise spontanément.**

Lundi, ils étaient 250 à bloquer les entrées des lycées Georges-Cormier et Jules Ferry à Coulommiers en Seine-et-Marne.

Un mouvement de protestation lié à leurs emplois du temps, indique Le Pays Briard. « *On fait ça parce que c'est la seule manière qu'on a trouvé pour être écoutés* » explique Elodie, élève en terminale.

Des emplois du temps qui ne permettraient pas à certains élèves de prendre leurs repas à midi. Ce qui pour Charlène, une autre lycéenne, « *est inadmissible* ».

L'appel au blocage des lycées a démarré sur Facebook, où une page a été créée par quelques lycéens columériens. (Lepost.fr 21.09)

### **Elle n'est pas belle la vie dans le vieux monde ?**

Les Français qui vivent en appartement sont heureux chez eux. Ils sont en effet 84% à déclarer se sentir bien dans leur immeuble (dont 48% tout à fait bien), d'après un sondage effectué par Ipsos Observer pour l'Observatoire national du bien-être dans les immeubles et dévoilé ce mardi.

D'après l'étude annuelle, «*ceux qui se sentent bien ou tout à fait bien sont plutôt propriétaires de leur logement*», et bénéficient des revenus les plus élevés. «*Ils sont également plutôt seniors*», ajoute l'étude. S'ils sont heureux, c'est d'abord grâce à la tranquillité de leur immeuble (57%), qui comprend du calme, un voisinage sympathique et un sentiment de sécurité. Viennent ensuite l'environnement (habitat en centre-ville, à proximité de commerces, d'espaces verts) pour 35% des Français et la conception de leur logement (29%). (20minutes.fr 21.09)

Où ont-ils réalisé ce sondage d'après vous : à Neuilly-sur-Seine ou à la Courneuve ?

## Le PS.

1- un parti "*révolutionnaire*", foi de Fillon !

«*Voir ce week-end des membres du Parti socialiste et du Nouveau parti anticapitaliste souligner leur complicité, c'est le signe que la nostalgie révolutionnaire a encore quelques restes*», a affirmé le Premier ministre, devant les parlementaires centristes à Nice. (Libération.fr 21.09)

Mais le PS a encore un rôle important à jouer dans la survie des institutions. On se passerait bien du soutien empoisonné du PS sur les retraites... pour faire passer l'allongement de la durée de cotisation. Mais comment s'en passer, ne serait-il pas incontournable, indispensable ? Grand dieu, quel drame affreux ! Allez donc demandez ce qu'en pensent les victimes du franquisme (lire plus loin), le PS ou le PSOE, c'est du pareil au même !

2- M. Aubry dans une interview accordée ce mardi à la République des Pyrénées : "*La crédibilité sur le plan économique a changé de camp (...) Chacun sait que non seulement nous savons gérer, mais également faire des choix.*" (Lepost.fr 21.09)

Ah oui pour "*gérer*" la société et faire des "*choix*" pour le compte du capitalisme, vous avez une longue expérience derrière vous !

3- «*Il existe des républicains sincères à droite aussi. Nombreux parmi ceux-là ont jusqu'ici fermé les yeux, préférant ne voir que des dérapages. Ils constatent désormais qu'il s'agit bien de dérives*», a lancé Jean-Marc Ayrault à Pau dans un discours lors des journées parlementaires du PS.

«*Je les appelle - avec humilité - à forcer leur courage. A sortir du rang*», a-t-il exhorté. (Libération.fr 21.09)

Deux jours plus tôt c'était Royal qui lançait "*on peut rassembler au-delà de la gauche et tous les républicains*", au-delà des républicains qu'est-ce qu'il y a, peut-être les monarchistes, les nostalgiques de l'Ancien régime, les curés ? Ne rigolez pas comme des baleines, c'est très sérieux, certains parmi eux avaient pris partie pour la République, que ce soit en 1789 ou en 1940, et il y a aujourd'hui des châtelains qui sont des élus de la République, des maires ! Des gens bien, pardon "*juste*", qui aime le peuple de France, de vrais progressistes !

4- Pour Marie-Ségolène Royal, Strauss-Kahn "*c'est la candidature la plus plausible*", "*Il faut dire aussi que DSK est le meilleur.*" (Lepost.fr 21.09)

Elle voulait sans doute dire le meilleur candidat potentiel du capital en période de crise ouverte, donc celui du PS !

## La "*meute*" des prédateurs est lâchée.

Pierre Gattaz, président du Groupement des fédérations industrielles (GFI), l'organisation professionnelle qui regroupe les fédérations industrielles représentant 85 % de l'industrie française, appelle à une «*solidarité citoyenne*» entre les entreprises.

«*Il faut chasser en meute sur les marchés émergents, plaide Pierre Gattaz. Les grands groupes du CAC 40 doivent embarquer leurs fournisseurs stratégiques. Les grandes entreprises entraînent les moyennes entreprises. Les moyennes entreprises, les petites entreprises*». (Lefigaro.fr 21.09)

## Patron dès le biberon ou sous le régime de l'auto-exploitation à outrance.

Ce sera effectif au 1er janvier 2011. Les mineurs âgés de 16 ans au minimum pourront monter et gérer eux-mêmes leur entreprise, selon *Le Parisien* daté de ce mardi. Le nouveau dispositif a été présenté lundi par Hervé Novelli, secrétaire d'Etat au Commerce, à Bercy.

Jusque là, les moins de 25 ans, qui représentent 6% des entrepreneurs, ne pouvaient monter leur entreprise que grâce au nom d'un adulte ou en s'y associant. Et ils ne pouvaient pas la diriger.

Le nouveau dispositif sur «*l'entreprise individuelle*», voté en juin 2010, «*change la donne*», précise *Le Parisien*. Dès le 1er janvier prochain, le jeune entrepreneur pourra remplir les formalités en son nom, sous le statut d'auto-entrepreneur ou d'entreprise individuelle à responsabilité limitée (la nouvelle EIRL).

Il devra toutefois disposer d'une autorisation des deux parents (ou de son administrateur légal). Cette dernière devra être délivrée par acte sous seing privé ou par acte notarié, et listera également les achats autorisés. (20minutes.fr 21.09)

Cela fait penser aussi à l'économie informelle qui serait juste enregistrée, encadrée par la loi.

### **Espagne. Le PSOE blanchit une nouvelle fois les crimes du franquisme.**

L'Espagne a refusé, mardi, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, d'enquêter sur les disparus de la guerre civile et de la répression franquiste, s'opposant ainsi à une recommandation faite en mai par plusieurs pays latino-américains. En mai, cinq pays latino-américains avaient demandé à Madrid, dans le cadre de la procédure d'examen périodique universel (EPU) que mène le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, d'enquêter sur ces crimes.

L'ambassadeur espagnol auprès de l'ONU, Javier Garrigues, a souligné devant le Conseil que les juges et tribunaux espagnols instruisaient et jugeaient "*toutes les dénonciations de disparitions (...) selon les principes qui régissent la fonction judiciaire en Espagne*" selon la loi et le droit espagnols. Or l'Espagne a voté en 1977, deux ans après la mort du dictateur Francisco Franco, une loi d'amnistie générale qui, selon l'Espagne, vise les crimes du franquisme. (Lepoint.fr 21.09)

Normal, le franquisme fut le produit de la complicité du PSOE (notamment) avec Franco pour assurer la survie de l'Etat bourgeois en Espagne en 36.

Question à cent balles : d'après vous, un parti au pouvoir qui n'a pas aboli les institutions franquistes (les Cortes), qui refuse que les auteurs des crimes du franquisme soient recherchés et poursuivis, est-ce un parti ouvrier ?

### **Grèce.**

Plus de 2.000 camionneurs grecs défilaient mardi vers le Parlement, dans le centre d'Athènes, au neuvième journée de manifestations contre les réformes prévues dans le marché du travail. (AP 21.09)

### **République tchèque.**

Plus de 40 000 fonctionnaires ont défilé des les rues de Prague ce mardi 21 septembre 2010 en République tchèque. Une grande journée de mobilisation pour protester contre les coupes budgétaires prévues en 2011 par le gouvernement de Petr Necas. Parmi les mesures les plus contestées, il y a le projet de réduire de 10% les moyens destinés à la fonction publique faisant craindre aux syndicats une baisse des salaires.

Les dix millions de Tchèques n'ont pas l'habitude de manifester en masse. Et avec au moins 40 000 participants dans les cortèges à Prague, les syndicats de fonctionnaires ont réussi leur journée de mobilisation.

Sous un ciel bleu où vrombissaient les hélicoptères, pompiers, policiers, enseignants, personnel de santé et même employés du ministère de la Défense, ont dit « *non* » aux baisses de salaire de 10 à 40%, projetées par le gouvernement de centre-droit pour le budget 2011.

Quelques policiers ont réussi à forcer un instant les grilles du ministère de l'Intérieur. Mais ailleurs, au cœur de la vieille ville de Prague, sur les ponts enjambant la Vltava, c'est aux sons des vuvuzelas et dans la bonne humeur que les fonctionnaires ont fait connaître leur message : « *Peut-on nous prendre encore quelque chose alors que, depuis vingt ans, nos salaires sont si bas que nous perdons le respect de nos élèves* », a déclaré une enseignante.

« *Moins de moyens, moins de protection* », pouvait-on lire sur la banderole des syndicats de policiers tandis que médecins et infirmières continuaient de menacer de partir à l'étranger. Les fonctionnaires tchèques se disent conscients des économies à réaliser pour réduire les déficits publics, mais plutôt que les services sur le terrain, ils aimeraient bien voir maigrir la bureaucratie des ministères. (RFI 21.09)

### **Egypte. Népotisme ou la monarchie Moubarak.**

Une manifestation d'opposants à une possible succession héréditaire du président égyptien Hosni Moubarak par son fils Gamal a été violemment réprimée mardi 21 septembre au Caire. Au moins une manifestante aurait été violentée et plusieurs autres arrêtés selon AP.

Environ 300 personnes s'étaient rassemblées à proximité du palais Abdine, dans le centre de la capitale, résidence présidentielle officielle. Ils avaient été empêchés d'avancer par plusieurs milliers de policiers, tandis que tous les accès aux abords du palais étaient bloqués.

Ce rassemblement réunissait des militants du mouvement Kefaya ('Assez', en arabe égyptien), des militants de gauche ou des membres de partis d'opposition. Le mouvement des Frères musulmans, principale organisation d'opposition, interdit mais toléré dans les faits, n'était pas présent.

L'Egypte doit connaître en novembre des élections législatives, qui seront suivies l'an prochain d'un scrutin présidentiel. (AP 21.09)

## Russie.

La Russie va dépenser 466 milliards d'euros pour l'achat d'armements neufs de 2011 à 2020, a déclaré mardi 21 septembre le ministre de la défense russe Anatoli Serdioukov. '*C'est la somme minimale pour nous permettre de doter les forces armées d'armements modernes*', a-t-il déclaré. (Lemonde.fr 21.09)

[Haut de page ↗](#)

## Le 23 septembre

### Retraites. Le prix de la privatisation des retraites.

Résultats d'une étude que vient de réaliser le cabinet Deloitte pour le compte d'Aviva, le sixième assureur mondial.

Ses experts ont réalisé une série de projections pour estimer la somme que devrait idéalement épargner chaque Européen pour s'assurer un train de vie décent (avec, on s'en doute, cette arrière-pensée un peu cynique : il faut acheter des produits financiers aux professionnels de l'assurance). Ainsi, en moyenne, le Français qui se verrait comme une fourmi a tout intérêt à épargner 8 000 euros par an pour compléter sa retraite future. (Lepoint.fr 22.09)

Alors que 75% environ des travailleurs ont un salaire mensuel inférieur à 2 000 euros...

### Des classes et des profs pas des flics !

Les ministres de l'Intérieur et de l'Education nationale Brice Hortefeux et Luc Chatel ont installé lundi un policier-référent au lycée de La Mare Carrée à Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne).

Les ministres ont été accueillis par les sifflets des professeurs et les huées des élèves.

Le Parisien.fr précise que les professeurs ont scandé au passage des ministres des slogans hostiles: "*Les policiers hors du lycée!*" (Lepost.fr 22.09)

### PS. L'alternance par "*défaut*" pour assurer la "*stabilité*" du régime.

"*Face à ce grand désordre*" que provoque la majorité en France, "*notre devoir c'est d'être un pôle de stabilité, d'incarner la confiance et la sérénité*", a déclaré M. Aubry devant les parlementaires socialistes réunis à Pau.

Elle ne se fait guère d'illusions et nous non plus : "*Nous ne voulons pas seulement une victoire par défaut*", a-t-elle assuré. (Reuters 22.09)

### Le "*mandat*" du PS : collaborer avec l'UMP à l'élaboration de lois scélérates ou liberticides.

Le porte-parole des députés PC et apparentés, Roland Muzeau, a proposé mardi à ses collègues PS et Verts de boycotter les instances de l'Assemblée, notamment la Conférence des présidents qui se réunit chaque semaine pour arrêter l'ordre du jour.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, a dit mercredi accepter cette proposition.

"*Oui, nous allons boycotter la Conférence des présidents. Nous n'y reviendrons que quand il y aura eu une discussion sérieuse sur la manière de traiter les députés de l'opposition et les non inscrits*", a-t-il déclaré par téléphone à Reuters.

"*Mais nous irons en séance et en commission car nous ne voulons pas faire la grève de notre mandat qui nous a été confié par les Français*", a poursuivi le président du groupe socialiste, radical et citoyen (SRC).

Bernard Accoyer a trouvé cette attitude "*surprenante*".

"*S'il y en a un qui doit être heurté, c'est moi*", a-t-il dit sur La Chaîne Parlementaire (LCP) et France Info en rappelant que la date du vote de la réforme des retraites avait été fixée d'un commun accord avec tous les partis. (Reuters 22.09)

Tiens donc, le PS et le PC avec leurs relais à la direction des syndicats nous avaient expliqué que le calendrier sur la contre-réforme des retraites leur avait été imposé par le gouvernement.

### **Racket des capitalistes. Assurance, tarif en forte hausse.**

La majorité des compagnies d'assurances ont déjà annoncé des hausses pour leurs contrats automobiles. Elles s'apprêtent à en faire autant en multirisque habitation, entre 5 à 10 % en 2011. (Lefigaro.fr 22.09)

### **La gouvernement épargnent les banquiers.**

La taxe sur les banques rapportera 504 millions d'euros à l'Etat français en 2011, 555 en 2012 et 810 en 2013, déclare la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, dans un entretien aux Echos à paraître jeudi.

Elle sera déductible de l'impôt sur les sociétés, précise Christine Lagarde. (Reuters 22.09)

Ouf ! J'ai lu récemment qu'une grande partie de leurs profits provenaient directement des taxes liées à la gestion des comptes de leurs clients. Ils n'auront qu'à les augmenter pour nous la faire payer, comme cela on se fera rançonner une deuxième fois.

N'oublions pas qu'une banque ne produit aucune richesse, que tout ce qu'elle possède provient d'un vol... légal, à l'opposé de leur expropriation pour récupérer notre argent qui est illégale, la révolution a bien pour objet de briser cette légalité pour faire valoir nos droits, récupérer ce qui nous appartient collectivement.

### **A ce tarif-là, la vie elle n'est pas belle en régime capitaliste ?**

L'enveloppe globale d'intéressement pour les 18.000 salariés du groupe Total atteint 98 millions d'euros, au titre des résultats de l'entreprise en 2009. Après régularisation, le minimum d'intéressement s'élèvera à 5.000 euros, le maximum à 7.300 euros par salarié. (Libération.fr 22.09)

### **Le ministère de l'Injustice accusé de subordination de témoin.**

Marche arrière. Christophe Bénard, un témoin à charge du procès des tireurs de Villiers-le-Bel (Val d'Oise) où quatre jeunes ont été condamnés à des peines de 3 à 15 ans de prison, en juillet, s'est rétracté.

*"Mon client a fait un faux témoignage sous la pression du parquet et des policiers, a déclaré ce mercredi Me Alexandra Hawrylyszyn, son avocate. Je vais déposer plainte contre X la semaine prochaine pour subornation de témoin."*

La procureure de Pontoise, Marie-Thérèse de Givry, a affirmé que Christopher Bénard n'a subi *"aucune pression de la part du parquet"*.

Christopher Bénard avait déposé à la barre à visage découvert lors du procès des tireurs de Villiers-le-Bel. Défendu à l'époque par Me Gilbert Collard, il avait repoussé plusieurs fois son témoignage, réclamant une protection policière.

Le jeune homme s'était finalement présenté pour déclarer avoir entendu deux des accusés discuter de l'affaire et reconnaître les faits alors qu'ils se trouvaient dans les geôles de la cour d'appel de Versailles, alors en attente d'une décision de la chambre de l'instruction. *"Il les a entendu discuter mais nullement avouer, au contraire explique Me Alexandra Hawrylyszyn. L'un d'eux a dit que ce n'était pas lui puisqu'il était à la mosquée"*. (L'express.fr 22.09)

### **Les meilleures intentions du monde soulagent la souffrance, mais sans direction politique elles contribuent inconsciemment à la prolonger.**

En France, douze millions de bénévoles s'engagent chaque année dans quelque 800 000 associations à but non lucratif. (Lemonde.fr 22.09)

### **La guerre de rapine du capitalisme financier contre les peuples continue.**

Le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne ont emprunté 21 milliards d'euros depuis le début du mois. Les rendements ont atteint des niveaux historiques, au-dessus des 6 % pour les obligations à 10 ans. (Lefigaro.fr 22.09)

[Haut de page ↗](#)



## Le 24 septembre

Complément de la mi-journée.

J'ai mis en ligne deux contributions supplémentaires. LO ne propose absolument rien dans son communiqué, le néant ! Je suis allé sur le site du NPA, rien, sur celui du POI, rien, sur celui du PG, rien... Ils sont tous suspendus aux basques des appareils pourris des syndicats. En aparté, j'ai noté le titre d'un article du NPA *États-unis. Obama à la peine*, le malheureux Obama plein de bonne volonté, ben voyons ! Quand on a lu les articles du Réseau Voltaire sur les liens de la famille Obama et d'Obama lui-même avec la CIA, sur le financement de sa campagne électorale par le gratin de l'aristocratie financière américaine (à télécharger dans le site), on se dit que les dirigeants de ce parti sont vraiment en dessous de tout.

Mailly se moque des militants : qui peut croire qu'une grève de 24h suffira à faire reculer le gouvernement en sachant que le lendemain matin tout rentrera dans l'ordre ? Le sachant, parce que les travailleurs ne sont pas complètement débiles, la plupart n'y participeront pas, de plus, la plupart n'ont même pas les moyens de faire grève, il faudrait que le pays soit paralysé pendant plusieurs jours ou semaines pour conduire la majorité des travailleurs à faire grève, et encore il faudrait qu'ils y soient pratiquement obligés par la force des choses (absence de moyens de transport, pénurie de stock pour alimenter les postes de travail, lock-out décidé par les patrons, etc.).

*"Nous souhaitons une journée de grève unitaire à l'appel des syndicats"*, a déclaré Jean-Claude Mailly sur France Info. *"Je ne suis pas sûr que ce soit la position de la majorité des syndicats"*, a-t-il ajouté.

*"Avoir le sentiment que, sur 24 heures, le pays a tourné au ralenti, ça peut amener le gouvernement à évoluer"*, a estimé le secrétaire général de FO. (Reuters 24.09)

En 2003 Blondel avait attendu deux mois et que la mobilisation faiblisse pour appeler à la grève générale avec les conséquences que l'on sait. Les militants ou cadres du POI qui sont présents dans les instances dirigeantes de FO vont-ils (une nouvelle fois) voter la prochaine résolution de la direction confédérale proposée par Mailly et ainsi légitimer la participation de FO aux *"négociations"* avec le gouvernement et le patronat, autrement dit soutenir Sarkozy ?

Pour Dominique de Villepin, le gouvernement doit faire des concessions sur le deuxième volet de la réforme, le report de 65 à 67 ans de l'âge légal pour l'obtention d'une retraite à taux plein.

*"On peut améliorer cette réforme en s'attaquant au deuxième seuil"*, a déclaré l'ancien Premier ministre sur Canal Plus.

*"Le gouvernement doit savoir faire ce que je n'ai pas su faire au moment du CPE, c'est-à-dire un compromis"*, a-t-il ajouté. (Reuters 24.09)

Demain Sarkozy peut même revenir sur la remise en cause des 60 ans, cela ne lui coûterait rien si dans le même temps il n'annulait pas l'allongement de durée de cotisation, car personne ou presque demain ne pourra partir avant 65 ou 70 ans. Admettons qu'un jeune poursuive ses études jusqu'à 22 ou 23 ans, ajouter 42 annuités, vous arrivez à 64 ou 65 ans, ajoutez au cours de ces quatre décennies de travail une période cumulée d'un ou deux ans de chômage et vous voilà rendu à 66 ou 67 ans, en étant optimiste ! En aucun cas, sauf quelques rares exceptions, il ne sera possible demain à un travailleur de partir à la retraite à taux plein avant au moins 65 ans.

Inutile d'évoquer la proposition du PG reprise semble-t-il par le PS d'un *"référendum"*, qui aurait pour résultat de démobiliser et diviser les travailleurs comme ce fut le cas avec celui organisé sur la privatisation de La Poste... pour finalement aider Sarkozy à faire passer sa loi.

*"En démocratie, seul le vote du peuple peut défaire ce qu'un vote du peuple a fait"* a écrit le PG dans un tract, ils ont déjà oublié comment le Traité de Lisbonne fut adoptée par Sarkozy, passons, ils oublient une chose, c'est que dans cette démocratie au service des capitalistes il ne sera jamais proposé au peuple de voter une loi portant atteinte aux intérêts fondamentaux du capital, or la liquidation du système de retraite par répartition au profit d'un système par capitalisation qui permettrait aux compagnies d'assurances et autres fonds de pension de gérer les centaines de milliards d'euros que représentent les retraites, est une priorité pour le capitalisme français et pour l'Etat endetté jusqu'au cou, afin à la fois de pouvoir concurrencer les capitalistes des pays où la main d'oeuvre est meilleure marché et pour attirer de nouveaux investisseurs s'ils ne veulent pas que le chômage continue de progresser ou demeure au niveau actuel qui est lourd de menace sur le plan social et politique.

C'est marrant, ce sont ceux qui sont les plus prompts à parler de la "mondialisation" qui sont les premiers à en oublier les conséquences au niveau de chaque capitaliste et chaque Etat ! A les entendre, on pourrait parvenir au socialisme par un bulletin de vote, alors que nous savons par expérience que seule une révolution prolétarienne permettra d'avancer vers le socialisme.

La causerie du matin.

Je suis un peu loin pour rendre compte de la journée d'hier et de la situation, je fais ce que je peux !

Bataille de chiffres autour du nombre de manifestants hier entre le gouvernement et les syndicats.

Question : les menteurs Thibault et Chérèque valent-ils mieux que les menteurs Sarkozy et Woerth ?

En réalité les deux racontent n'importe quoi et ce n'est certainement pas un hasard. Avant même que les manifestations ne commencent le gouvernement affirmait qu'il y avait moins de participation que le 7 septembre (La présidence avait déjà estimé que la mobilisation était «en baisse», alors même que les manifestations n'étaient pas terminées. - 20minutes.fr 23.09 ), et les syndicats de leur côté indiquaient qu'il y en avait davantage, chacun avait dû consulter une boule de cristal ou une voyante la veille au soir !

Pour le gouvernement, la barre symbolique du million ne devait pas être franchie, il a donc décidé d'arrêter les compteurs à 997 000 manifestants, quelle précision ! Pour le syndicat, c'était la barre des 3 millions qu'ils visaient, ils ont donc monté les compteurs jusqu'à 2,9 millions.

Le journal Libération fournit une explication.

Au printemps 2006, lors d'une manifestation contre le CPE, nos confrères du Parisien ont voulu en avoir le cœur net. Ils ont pris des photographies depuis la nacelle d'une grue élévatrice placée à hauteur du pont d'Austerlitz, point de passage obligé. En comptant sur chaque cliché le nombre de personnes situées entre deux banderoles, ils ont trouvé un chiffre de 40% inférieur à celui des syndicats, et de 20% supérieur à celui de la police. (Libération.fr 23.09)

Laissons de côté le décompte effectué par un huissier à Albi pour le compte de la police, son "*pouce*" a dû être "*usé*" avant la fin de la manifestation :

La police s'est adjoint les services d'un huissier pour compter en même temps qu'elle les manifestants qui défilaient jeudi à Albi contre la réforme des retraites et pour prendre en défaut ceux qui l'accusent de tricher sur les chiffres, a-t-on appris de source policière.

'Je me suis positionné dans un endroit du défilé plutôt resserré et étroit afin de compter fiablement', a expliqué l'huissier, Laurent Vialelle, dépêché dans les rues d'Albi avec un collègue. 'J'étais muni d'un appareil de comptage pour donner une impulsion à chaque tête qui passait. J'en ai usé mon pouce !', a-t-il ajouté. Il a admis 'une marge d'erreur de 100 personnes car, à certains moments, la grappe humaine était plus compacte'. Résultat de l'opération : 4 380 manifestants selon l'huissier, 4 200 selon la police, 20 000 selon les syndicats. (Lemonde.fr 23.09)

Si on appliquait la méthode du journaliste du *Parisien*, on arriverait à des chiffres fantaisistes ! Bref, dans ce pays personne n'est capable de se servir d'un appareil photo ou d'une caméra... ou ne sait compter !

Plus sérieusement, cette journée de mobilisation a été un succès incontestable. Rien que le nombre de manifestations dans tout le pays, 231, démontre le refus de l'immense majorité des travailleurs d'accepter le projet de loi du gouvernement sur les retraites. Si la participation aux manifestations a été aussi ou plus importante que le 7 septembre, il a été noté que le nombre de grévistes avait diminué, l'écart entre les deux a été comblé par une plus forte mobilisation de la jeunesse contre le gouvernement, ce qui permet de dire que la mobilisation a pris ou est en train de prendre une tournure politique, ce que les dirigeants des syndicats et du PS ainsi que ses satellites voulaient éviter à tout prix.

La jonction des travailleurs et de la jeunesse est le pire scénario qui soit pour le gouvernement et ceux qui le soutiennent, car elle pose la question des moyens à mettre en oeuvre pour obtenir satisfaction aux revendications de l'ensemble des couches du prolétariat et les dresse contre le gouvernement qui constitue dès lors l'objectif à abattre. Se trouve donc posée la question de la grève générale ou de la mobilisation générale pour chasser Sarkozy et son gouvernement, qu'il faut situer dans la perspective (immédiate) de l'organisation du prolétariat et sa jeunesse pour constituer ses propres organismes de pouvoir politique, les piliers d'un Etat ouvrier, d'une République sociale ou socialiste.

Thibault, Mailly et Chérèque dans leur rôle de dirigeants contre-révolutionnaires se sont empressés d'appeler le gouvernement à accepter d'ouvrir des "*négociations*", afin de désamorcer la mobilisation dont le contrôle risque de leur échapper à tout moment désormais. (extrait du communiqué de la CGT : "*Le président de la République et les parlementaires doivent prendre l'exacte mesure de l'exaspération provoquée par une loi inspirée exclusivement par les positions du Medef*" - Lemonde.fr 23.09). Ils demandent également que les parlementaires renvoient leur copie, alors que le l'UMP et le PS sont sur la même position sur l'allongement de la durée de cotisation !

Le gouvernement table sur la lassitude des Français et sur une certaine division du front syndical sur la suite. (20minutes.fr 23.09)

Attendons les résultats de la réunion de l'intersyndicale d'aujourd'hui pour en dire plus, et des assemblées générales qui doivent avoir lieu dans plusieurs grandes entreprises vendredi, ou lundi prochain, notamment à la SNCF, à la RATP, chez Total ou encore à EDF et GDF.

Je ne suis pas contre une manifestation nationale à Paris un samedi ou un dimanche contre le gouvernement contrairement à certains, car il est vrai que l'immense majorité des travailleurs ne peuvent pas se mettre en grève sans prendre le risque de se faire virer, d'autres en ont marre de perdre une journée de salaire pour rien.

Tout dépendrait comment elle serait organisée, si elle l'était et sur quel mot d'ordre, bien que cet aspect soit relativement secondaire dans le cas présent puisque l'ensemble des travailleurs refusent de travailler plus longtemps ce qui revient à rejeter en bloc le texte du gouvernement.

Reste à voir si la position sur laquelle est la majorité des travailleurs correspond bien à ce qu'en disent les militants et s'ils ne prennent pas une fois de plus leurs désirs pour la réalité.

De mon côté j'ai une petite idée sur cette question, mais le moment ne me semble pas propice pour vous la livrer, disons seulement qu'en dehors de toute perspective politique, compte tenu du fait que la majorité des travailleurs n'ont aucune confiance dans le PS pour rétablir la retraite à 60 ans en 2012, surtout sans revenir sur l'allongement de la durée de cotisation, compte tenu du double langage constant des dirigeants syndicaux et des partis ouvriers, de leur refus à rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat, de ne proposer que des journées d'action qui ne servent strictement à rien sauf à faire perdre une journée de salaire, alors entre plus de retraite du tout ou ce que propose l'UMP qui détient le pouvoir, un bon nombre de travailleurs décideront de ne pas ou plus se mobiliser... Je ne veux pas vous casser le moral, mais je ne vais pas non plus raconter n'importe quoi dans le seul but de se faire plaisir. (A suivre)

### **A institution d'exception, rémunérations d'exception !**

Heureux comme un ex-commissaire européen. Bénéficiant au cours de leur mandat de cinq ans d'un revenu mensuel de 20.300 euros, auxquels s'ajoutent quantité d'indemnités - de résidence, à hauteur de 15 % du traitement de base, de représentation (911 euros) -, les membres de la Commission peuvent aussi compter sur un généreux système "d'indemnités transitoires", une indemnité de chômage à faire pâlir d'envie à Pôle Emploi.

Selon le quotidien allemand *Financial Times Deutschland*, dix-sept anciens commissaires, qui n'ont pas été reconduits dans la deuxième équipe dirigée par José Manuel Barroso en février 2010, continuent de toucher cette indemnité, soit, au maximum, entre 40 % et 65 % de leur ancien salaire, malgré le fait qu'ils occupent actuellement de nouvelles fonctions, rémunérées. Confirmation et explications de Michael Mann, porte-parole de la Commission : "*Le système a été mis en place pour faciliter le retour des commissaires sur le marché du travail et maintenir leur indépendance. L'indemnité peut être versée pendant trois ans, même si un ancien commissaire trouve un autre job. Mais, dans ce cas, le cumul des deux revenus ne peut pas excéder le montant de l'ancien salaire. L'indemnité est plafonnée.*" (Lepoint.fr 23.09)

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

---

## **Le 25 septembre**

Le front unique PS-PCF avait abouti en 1981 à un gouvernement bourgeois de front populaire décidant de bloquer les salaires, il était tellement au service des travailleurs que l'aristocratie financière s'y était pleinement reconnue, rassurée par les intentions du gouvernement la Bourse se mit à flamber, pendant que le mouvement ouvrier était neutralisé, paralysé. Le capitalisme et les institutions ne s'en portèrent pas plus mal, tandis que le chômage, la précarité et la pauvreté progressèrent.

Aujourd'hui le front unique qui a pris la forme de l'intersyndicale n'est pas davantage au service des travailleurs, les dirigeants des syndicats en appelant à de nouvelles journées de mobilisation et de grèves les 2 et 12 octobre jouent le pourrissement pour aider Sarkozy à faire passer sa contre-réforme.

Ainsi est démontré dans la pratique sur le plan syndical et politique que le front unique peut aussi desservir notre cause et devenir un obstacle au combat de la classe ouvrière.

On ne veut pas comprendre que c'est en développant notre propre politique que l'on peut conquérir la majorité des masses, et non en introduisant les appareils (contre-révolutionnaires) dans un processus devant conduire à la prise du pouvoir, ils doivent en être exclus, de la même manière qu'ils furent exclus du gouvernement provisoire révolutionnaire issu de la révolution d'Octobre.

Tous les partis se disposent les uns par rapport aux autres, nous nous devons nous disposer par rapport aux besoins de la classe ouvrière, ses droits, ses aspirations, c'est le seul terrain sur lequel on peut se disposer. Dans la vie, il arrive que l'on soit amené à prendre des décisions qui nous concernent individuellement, là c'est la même chose mais sur le plan collectif, c'est apparemment plus difficile à envisager pour chacun...

Si les partis et la politique en général sont discrédités parmi la population, cela provient peut-être du fait qu'aucun ne va au bout de son analyse de la situation ou développe entièrement son programme ou encore qu'il est incompréhensible au plus grand nombre. Comment les masses pourraient-elles discréditer un parti ou une politique conforme à leurs droits, besoins ou aspirations ? Pourquoi pour défendre leurs droits devrait-on en passer par les appareils ? Revendiquer le pouvoir est un droit imprescriptible du prolétariat, il doit se le réapproprier pour

renouer avec la tradition révolutionnaire (internationale) de la classe ouvrière.

Le moyen le plus efficace de combattre les appareils, c'est encore de développer notre politique en direction des travailleurs en leur proposant de s'organiser. Soustraire les travailleurs à l'emprise des appareils est un de nos objectifs prioritaires. (A suivre)

## Retraites.

1- François Fillon a opposé un "*non ferme et tranquille*" aux manifestants et grévistes qui ont de nouveau réclamé, jeudi, le retrait du projet de réforme sur les retraites, jugeant celui-ci "*nécessaire et raisonnable*", lors des Journées parlementaires UMP vendredi à Biarritz. "*Il faut répondre calmement à la rue, parce que gouverner, c'est écouter chacun, gouverner, c'est respecter chacun, mais gouverner la France, c'est aussi parfois savoir dire non*", a déclaré le Premier ministre devant des parlementaires et des membres de son gouvernement.

"*Non, avec le président de la République, nous ne retirerons pas ce projet de réforme parce qu'il est nécessaire et raisonnable*", a-t-il enchaîné. "*Nous ne renoncerons pas à l'augmentation de la durée d'activité, parce que si, par malheur, nous le faisons, alors nos régimes de retraite s'écrouleraient sous le poids des déficits*", a aussi dit le chef du gouvernement.

"*Dans ce non ferme et tranquille, il n'y a aucun orgueil, car je refuse de considérer les manifestants comme des adversaires. Il n'y a aucun mépris, car aucun Français n'est coupable d'avoir des convictions*", a-t-il affirmé.

"*Mais je le dis posément, nous conduirons cette réforme jusqu'à son terme, car si nous tenons à notre héritage social, si nous tenons à garantir le niveau de nos pensions, alors il n'y a qu'une seule façon sérieuse et responsable d'agir : il faut élever l'âge légal de la retraite*", a encore déclaré François Fillon. (Lepoint.fr 24.09)

1- Le calme affiché par Fillon avait pour fonction de témoigner de la détermination du gouvernement d'aller au bout de sa contre-réforme et de faire oublier l'isolement de Sarkozy ou le rejet qu'il inspire à la majorité de la population, et qu'il y a bien encore un capitaine à bord du vaisseau de la Ve République qui prend l'eau de partout.

2- L'autre méthode consiste à lier une vérité et une contre-vérité, un exercice démagogique éprouvé qui s'est traduit par "*gouverner, c'est écouter chacun, gouverner, c'est respecter chacun*", mais prié par ses commanditaires, banquiers et assureurs, de tenir bon et d'aller au bout de sa logique dévastatrice pour nos retraites, il a été obligé d'affirmer qu'il fallait "*parfois savoir dire non*", indiquant par là pour qui il gouvernait en réalité.

3- L'autre méthode employé par Fillon a consisté à prétendre qu'il partageait les intérêts des travailleurs ("*garantir le niveau de nos pensions*") pour qu'ils adhèrent au projet du gouvernement, pour affirmer dans la foulée qu'il fallait "*élever l'âge légal de la retraite*", ce dont ils ne veulent pas entendre parler.

4- Sachant que son discours risquait fort de tomber dans l'oreille d'un sourd mais ne doutant de rien, il n'a pas le choix, il a cru bon de sortir l'artillerie lourde en recourant à la dramatisation et au scénario catastrophe, en brandissant la menace que "*nos régimes de retraite s'écrouleraient sous le poids des déficits*" si nous refusions "*l'augmentation de la durée d'activité*", croyant peut-être naïvement que ce genre de chantage pourrait faire plier la détermination des travailleurs qui ont à l'esprit toutes les casseroles que se triment Sarkozy, Woerth, Hortefeux, Besson, la politique réactionnaire menée par le gouvernement depuis plus de trois ans.

A-t-il vraiment pris conscience que la situation qui a précédé l'élection d'un homme providentiel à la tête de l'Etat, le locataire actuel du Palais, était révolue ? Sans doute, mais il est dans son rôle de faire publiquement comme s'il l'ignorait, là non plus il n'a pas vraiment le choix.

En dernier ressort, il ne peut compter que sur les dirigeants contre-révolutionnaires des syndicats, du PS et ses alliés pour maintenir son projet jusqu'au bout. Les journées d'action programmées par l'intersyndicale pour les 2 et 12 octobre doivent le rassurer, sans que personne ne puisse dire comment la situation peut évoluer dans les jours qui viennent, car l'opposition à ces journées d'action est de plus en plus forte dans les syndicats et les partis qui se réclament de la classe ouvrière, les militants exigeant que les dirigeants appellent à la grève générale jusqu'au retrait.

## 5- Réaction de deux internautes.

- La seule chose qui peut faire plier un gouvernement, c'est le blocage des transports. Le reste, ils n'en ont rien à cirer, et le gouvernement, malin, a pris la précaution de négocier bien avant les régimes spéciaux des transports, en leur accordant des avantages appréciables, pour qu'ils restent tranquilles.

Et ils restent tranquilles dans les transports, vous avez remarqué ? On les entend plus.

Commentaire.

Quels sont les partis qui sont en position de force dans les transports parisiens notamment ? Le POI et le NPA, ensuite le PCF.

- Ce qui pourrait également faire reculer le gouvernement, c'est l'adhésion des lycéens et des étudiants au mouvement contre cette réforme. Car les salariés risquent de perdre beaucoup de journées de salaires si le gouvernement joue le pourrissement. Les étudiants n'ont pas ce problème et peuvent soutenir un mouvement très longtemps. De plus ce gouvernement, qui ne parle pas beaucoup aux jeunes, aura de la peine à les convaincre.

Commentaire.

Très juste, c'est justement pourquoi il ne s'adresse pas à la jeunesse. Plus sourd qu'un jeune qui ne veut pas entendre, tu meurs ! Tous les parents et les profs savent cela par coeur, le gouvernement aussi.

2- L'Union nationale lycéenne (UNL, premier syndicat lycéen) appelle les jeunes à se mobiliser en vue des manifestations du samedi 2 octobre en France contre la réforme des retraites.

Pour faire monter la pression, l'UNL appelle ses adhérents à organiser des assemblées générales dans toute la France pour préparer les manifestations du 2 octobre. Le syndicat organisera un meeting parisien sur les retraites la veille.

*"Alors qu'un million de jeunes sont aujourd'hui au chômage, le gouvernement veut retarder l'âge de départ à la retraite, créant encore plus de difficultés pour leur insertion socioprofessionnelle",* explique l'organisation lycéenne.

*"Il aggrave la précarité existante plutôt que de trouver les solutions pour y mettre fin",* ajoute-t-elle dans un communiqué. (Reuters 24.09)

### **Chômage.**

Le nombre de chômeurs sans aucune activité, même réduite, (inscrits à Pôle emploi en catégorie A) en France métropolitaine a augmenté de 0,6% en août, soit 15.900 demandeurs d'emploi de plus sur un mois, s'établissant à 2.692.500, selon les chiffres diffusés vendredi par le gouvernement. Sur un an, la hausse est de 4,9%.

Au total, en prenant les trois catégories de demandeurs d'emploi, la France métropolitaine comptait fin août 3.970.900 chômeurs inscrits à Pôle emploi (4.216.800 en comptant les DOM).

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an a augmenté de 26,7% sur un an, depuis plus de 2 ans de 30,3%, et depuis plus de 3 ans de 15%. (AP 24.09)

### **Le PS toujours plus à "gauche". Quelle perspicacité !**

*"Je suis persuadé qu'il y aura comme candidature ou celle de Dominique Strauss-Kahn, ou celle de Martine Aubry, et que nous aurons à partir de là un candidat qui permettra à la gauche de gagner et au pays de retrouver un minimum d'espoir",* a déclaré Claude Bartolone vendredi sur France-Inter, affirmant qu'il y aurait une "entente" entre Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn pour la candidature à la présidentielle de 2012. (Lemonde.fr 24.09)

Ils désigneront Aubry comme candidate s'ils estimaient qu'il y aurait un trop grand risque à ce que Strauss-Kahn une fois élu soit confondu avec Sarkozy dans la tête des travailleurs, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie et qu'il soit rejeté de la même manière très rapidement et qu'ils fassent le lien avec son lourd passé au service du FMI, dans ce cas-là le PS ne pourrait plus jouer efficacement son rôle protecteur des institutions et du régime, ce qui laisserait un boulevard aux autres partis, principalement à ceux qui ne participeraient pas au gouvernement, le NPA, le POI et accessoirement LO, le pire scénario pour le camp de la réaction.

### **Le linge sale se lave en famille.**

1 partout. Jean-François Copé (UMP) a répliqué ce vendredi aux accusations de conflit d'intérêts portées contre lui dans un livre par Martin Hirsch, reprochant à ce dernier de présider l'Agence du service civique créée alors qu'il était Haut commissaire aux solidarités actives.

Dans son ouvrage Pour en finir avec les conflits d'intérêts, Martin Hirsch reproche à Jean-François Copé de cumuler ses fonctions politiques avec celles d'avocat d'affaires. *«J'ai trouvé que ce qu'a fait Martin Hirsch n'est vraiment pas très bien»,* a affirmé le député-maire de Meaux (Seine-et-Marne).

Lui retournant le compliment, il a rappelé à l'ex-Haut commissaire qu'il avait, lorsqu'il était au gouvernement, *«fait voter une loi qui prévoyait la création»* de l'Agence du service civique en fixant notamment *«la rémunération de son personnel»* et de *«son directeur»*.

Or «*qui est son directeur aujourd'hui?*» feint de s'interroger Copé. «*C'est Martin Hirsch. Ca, c'est le plus joli conflit d'intérêts qu'on pourrait imaginer, et il n'en a pas parlé dans son livre.*» (Libération.fr 24.09)

### **Racket de l'Etat policier. Un contrôle pas fiable.**

Le test salivaire utilisé pour détecter la consommation de cannabis des automobilistes est-il fiable? Non, répond l'Académie nationale de Pharmacie qui a estimé que ce test ne fournissait pas «*les performances requises*». «*Plusieurs études récentes ont montré que sa mise en oeuvre est à l'origine d'un grand nombre de résultats faussement positifs ou faussement négatifs*», assure l'Académie pour qui «*seul le contrôle sanguin permet de confirmer l'usage de stupéfiants*». (20minutes.fr 24.09)

### **L'or à la peau dure.**

L'or a continué d'aligner les records vendredi en Europe pour s'approcher de la barre des 1.300 dollars l'once, soutenu par la baisse du dollar et les anticipations d'un nouvel assouplissement quantitatif qui accroîtrait la volatilité sur le marché des changes. Les cours à terme ont franchi la barre symbolique des 1.300 dollars l'once, pour toucher le record de 1.301,60 dollars.

Dans le sillage de l'or, l'argent a inscrit un pic de 30 ans de 21,45 dollars l'once.

L'or a monté de 4% depuis le début du mois et de 18% depuis le début de l'année et, d'un point de vue technique, peut encore monter. (Reuters 24.09)

### **Comment la Commission européenne recycle les "actifs toxiques".**

La Commission européenne a exprimé vendredi ses doutes sur la viabilité à long terme de l'établissement de crédit allemand Hypo Real Estate (HRE), tout en autorisant pour l'heure une nouvelle aide de plusieurs milliards d'euros.

Nationalisé l'année dernière, Hypo Real a été la principale victime allemande de la crise du crédit.

La Commission a dit qu'elle étudiait notamment le transfert d'environ 200 milliards d'euros d'"actifs toxiques" non-stratégiques vers une structure de défaillance et une aide supplémentaire pouvant atteindre 40 milliards d'euros, une décision qui risque de gonfler mécaniquement la dette publique, sans toutefois pénaliser Berlin sur les marchés selon les analystes. (Reuters 24.09)

### **Etats-Unis. Une dictature, celle du capital.**

1- Quand Obama "exige" et se prend pour le maître du monde.

Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a exigé vendredi 24 septembre que le référendum sur l'avenir du Soudan se déroule dans le calme et à la date prévue, avertissant que le sort de millions de personnes était en jeu, au début d'un sommet sur ce dossier à l'ONU. (Lemonde.fr 24.09)

Les travailleurs américains exigent que leur droit au travail, au logement, à la santé, à l'instruction, etc. soit respecté ce qui n'est pas le cas pour des dizaines de millions d'entre eux...

On reviendra plus tard sur ce référendum devant déboucher ou non sur la partition du plus grand pays d'Afrique de l'Est...

2- Teresa Lewis, une Américaine de 41 ans, a été exécutée jeudi par injection mortelle, peu après la tombée de la nuit en Virginie (est), malgré une déficience intellectuelle qui en fait un symbole de la lutte contre la peine de mort pour les abolitionnistes. Le décès a été prononcé à 21 h 13 locales à la prison de Greensville, à Jarratt, a indiqué Larry Traylor, porte-parole des autorités pénitentiaires de l'Etat, lors d'une conférence de presse sur place.

Commentaire d'un internaute : "*Contrairement à ce que beaucoup de gens croient encore, les USA ne sont pas une démocratie, c'est un semblant de démocratie. Les manipulations de l'opinion américaine par les politiciens, les médias, par l'utilisation à outrance des fibres nationalistes, religieuses, sectaires, sécuritaires, n'ont pas de limites. La peine de mort fait partie de ces dérives. Leur système libéral, la malbouffe organisée, leur agriculture destructrice pour l'environnement et pour la santé des gens, leur excès de consommation avec toutes les conséquences pour l'environnement mondial, leur comportement dans la guerre d'Irak... montrent clairement que le respect de la vie n'a pas du tout le même sens que pour nous Européens.*"

Et il est encore loin du compte !

[Haut de page ↗](#)

## Le 26 septembre

Complément de la mi-journée.

Extraits de quelques articles trouvés sur le Net.

### POI.

- L'appareil du POI ou de FO, c'est du pareil au même. Après avoir reproduit un extrait du communiqué de l'intersyndicale du 24, ils écrivent : "*La confédération CGT-Force ouvrière n'est pas signataire de ce communiqué*", mais ils se gardent bien de préciser que Mailly a appelé Sarkozy à de nouvelles "*négociations*" !

### NPA.

- Comment le NPA s'aligne sur les appareils des syndicats : "*nous appelons à faire des temps forts de mobilisations à l'appel de l'intersyndicale des réussites qui montrent que le mouvement ne faiblit pas, qu'au contraire il s'enracine et progresse*", voilà pour le soutien aux journées de démobilitation des 2 et 12 octobre prochain !

- Le COR, une référence : "*L'argent existe pour conserver la retraites à 60 ans sans augmenter le nombre d'annuités voire même en retournant à la situation d'avant 1993, les 37, 5 annuité pour une retraite à taux plein dans le privé comme dans le public. Il suffirait d'y consacrer 3 points du PIB comme le dit Conseil d'orientation des retraites qui n'est pas un organisme infesté de dangereux gauchistes. C'est une question de répartition des richesses...*" Ah ben si le COR le dit, c'est que cela doit être vrai, y compris qu'il faut reporter l'âge du départ à la retraite !

### PCF.

- Quand *La Riposte*, la "*gauche*" du PCF s'en remet aux "*partis de gauche*" pour "*s'attaque (er) sérieusement au pouvoir de la classe dirigeante*", la Bourse et les capitalistes en tremble d'avance !

*"Une lutte générale contre le gouvernement Sarkozy pose la question de l'alternative immédiate à la droite au pouvoir, sans attendre 2012. Toutes les conditions sont réunies pour qu'un appel à des élections anticipées – présidentielles et législatives – rencontre un puissant écho, dans la population, et renforce la mobilisation. Sarkozy, Woerth et toute la droite, dehors ! Dans le même temps, les partis de gauche doivent présenter un programme qui s'attaque sérieusement au pouvoir de la classe dirigeante. Les banques et les grands leviers de l'économie doivent être arrachés des mains des capitalistes et placés sous le contrôle démocratique des salariés. Ce programme socialiste est la seule alternative sérieuse au capitalisme en crise."*

La causerie du matin.

### Pas négociable... la liquidation des institutions réactionnaires de la Ve République !

Le président du Sénat Gérard Larcher évoque "*une refonte du régime*" des retraites "*pour aller, par exemple, vers un système par points*", dans un entretien publié dans "Le Journal du dimanche".

*"les nouvelles bornes d'âge à 62 ans et 67 ans ne sont pas négociables"* a-t-il précisé. (AP 25.09)

Même discours à l'Élysée, à Matignon et à l'Assemblée nationale, il faut donc en conclure que notre droit à la retraite n'est pas compatible avec l'existence à la fois du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Dès lors de deux choses l'une, soit on rompt les relations avec le patronat et les institutions et on engage le combat dans la perspective de les liquider, soit on continue d'entretenir des rapports avec leurs représentants pour assurer la survie du capitalisme et de la Ve République.

Dans le premier cas on se place sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, on défend son indépendance de classe pour lui donner les moyens de pouvoir mener le combat contre son ennemi, dans le second on passe un compromis avec le capital et on lie le destin de la classe ouvrière à celui que le capitalisme lui réserve.

Il faudrait qu'on nous explique pourquoi le combat pour défendre nos droits devrait fatalement passer par la collaboration de classes.

Si l'immense majorité des travailleurs sont contre le projet de loi sur les retraites du gouvernement, c'est parce qu'ils estiment que c'est leur droit de décider de partir à la retraite plus tôt que plus tard, et non en référence à la position défendue par tel ou tel syndicat ou parti. On devrait s'en tenir à ce constat le prendre comme base de notre combat politique. Et s'il ne s'agissait que d'une minorité, nous nous appuyerions sur elle, seule notre tactique s'en trouverait peut-être modifiée, mais en rien notre stratégie, que l'on soit ou non en mesure d'entraîner toute la classe au combat.

Le PS et ses satellites sont montés au créneau sur la question des retraites et remplissent dorénavant la fonction de porte-parole du projet de loi du gouvernement au sein du mouvement ouvrier en prônant avec l'UMP l'allongement de la durée de cotisation (notamment), vous vous retrouvez donc avec un front unique dont le contenu et l'objectif, en réalité sa raison d'être, est d'aider Sarkozy à faire passer son projet. La même situation et le même constat prévaut pour la totalité des syndicats, puisque FO qui n'a pas signé le dernier communiqué de l'intersyndicale réclame de nouvelles "négociations" avec Sarkozy, alors qu'il n'y a rien à négocier.

Comment voudriez-vous qu'il en soit autrement avec des syndicats complètement gangrenés ou presque par 65 ans de collaboration de classes, par des syndicats dont pas un ne mène le combat dans la perspective de liquider le capitalisme ? C'est comme si vous aviez laissé pourrir de vieux fusils dans une cave humide et qu'un beau matin vous vous réveilliez attaqués par l'ennemi et que vous décidiez de vous en servir pour vous défendre, pour constater amer qu'ils sont inutilisables en l'état et vous seriez vaincus.

Maintenant de deux choses l'une, soit vous décidez d'acquérir de nouveaux fusils, soit vous prenez le parti de remettre en état vos vieux fusils, mais cela va prendre du temps, pour cette bataille c'est foutu. Si vous choisissez la deuxième option, n'attendez pas le prochain combat car vous le perdrez une fois de plus sans rien en tirer pour l'avenir puisque vous reproduisez indéfiniment la même erreur.

Il est certain que cette question ne se poserait pas ou nous ne serions pas obligé de l'aborder dans ces termes, si nous avions été capable de construire le parti. C'est plutôt cette question qui devrait hanter jour et nuit tous les militants jusqu'à en faire des cauchemars, peut-être qu'ils trouveraient ainsi la réponse à la question de savoir pourquoi nous en sommes arrivés à une situation en apparence inextricable et permettrait au mouvement ouvrier de se reconstruire sur des bases saines.

Ce que craignent le plus les appareils, ce n'est pas de devoir changer de position sous la pression des travailleurs, c'est que la classe ouvrière se radicalise et s'organise indépendamment des appareils, si c'est la maturation politique du prolétariat sur des positions de classe conformes à ses intérêts qui les inquiète, c'est parce qu'elle serait le signal annonçant la rupture du prolétariat avec les institutions et le capitalisme, le pire scénario possible pour ces défenseurs de l'ordre établi. Or, la classe ne peut avoir les mains libres pour combattre en direction des objectifs qu'elle s'est fixée dans le cadre d'un front unique qui lui est hostile et dans lequel les dirigeants mènent le combat dans une direction opposée.

On nous rétorquera que la nature du front unique peut changer sous la pression des masses, certes, mais est-ce bien notre objectif de redorer le blason des appareils et des partis contre-révolutionnaires, en quoi serait-ce un facteur déterminant pour la suite de notre combat, dans ces conditions quel avantage politique en retirera la classe ouvrière, quels enseignements en tirera-t-elle, aucun, or notre combat n'a pas pour fonction d'aider la classe ouvrière à mieux supporter le capitalisme, mais de faire en sorte que chaque bataille constitue un moment de son combat pour son émancipation du capital ; en se plaçant dans l'unique perspective de satisfaire une revendication, on abandonne le combat dans la perspective du socialisme, on n'avance pas d'un millimètre vers notre objectif final. Et en politique, qui n'avance pas, recule forcément !

Vous avez le droit aussi de vous interroger sur le bien-fondé de la stratégie des partis qui a consisté à partir de 1945 à passer des compromis pourris avec les appareils des syndicats dans l'objectif de les affaiblir sur le long terme ou d'éliminer les réformistes et les staliniens de la direction des syndicats. 65 ans plus tard, on peut constater que cette stratégie a échoué lamentablement et qu'il n'y a pas lieu de s'attendre à un revirement de situation avant une date indéterminée...

Toute politique qui a pour seul objectif de faire payer les capitalistes contribue à mieux asservir le prolétariat au capitalisme et aux institutions, à les légitimer. Si c'est maintenant la politique qu'entendent continuer de défendre tous les partis, autant dire adieu tout de suite au socialisme. A chacun ses responsabilités.

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 27 septembre

Sarkozy et son équipe de nazillons, pas raciste, pas xénophobe ? Un rappel d'un lecteur du *Monde* (26.09) :

*"Au moment où Eric Besson va présenter au Parlement un projet de loi très inquiétant pour le droit français, qui va restreindre une nouvelle fois les droits des migrants, comment ne se rappelle-t-on pas que, le 22 juin 2006 à Agen, dans un discours "Pour la France du travail", le candidat Sarkozy déclarait déjà : "Le mal français ne vient pas de notre histoire (...). Il ne vient pas de notre culture (...). Il ne vient pas de nos valeurs" et que, pour être plus explicite encore, il achevait un passage consacré aux immigrés en affirmant "le mal français ne vient pas des*



Français". *Après ça, devinez donc de qui ce mal peut bien venir... C'était en 2006.*"

Peut-être l'état d'esprit actuel de la majorité des intellectuels et des classes moyennes en France. Extraits d'un blog du Monde du 26 intitulé : Nicolas Sarkozy : président contesté.

Voici comment ils se définissent eux-mêmes pour ceux qui ont fourni cette précision :

- "Français vivant à l'étranger, à Stockholm"

- "J'habite aux Etats-Unis, où je suis arrivé sous la présidence de George Bush."

- "Je ne suis ni de droite ni de gauche, je me considère comme du centre, ni du centre droit ni du centre gauche, d'un centre pragmatique et dénué d'idéologie autre que la démocratie."

- "Je fais sans doute partie d'une minorité d'intellectuels privilégiés versée au "droit de l'hommisme", mais j'ai voté pour M. Sarkozy."

- "Une chose est certaine : tous les Français ou presque sont écœurés par l'ambiance délétère actuelle ; une majorité souffre en silence et se replie sur elle-même, ne se sent plus concernée par le politique ; d'autres veulent la révolution et sentent des signes d'encouragement."

- "Il étonne, inquiète, et parfois il est impulsif, omniprésent, manque d'éducation, de rondeur, fait preuve d'un goût douteux."

- "Je suis profondément choqué, blessé, humilié par le comportement du président de la République française dans l'affaire des Roms ainsi que par celui des ministres de l'intérieur et des affaires européennes. J'habite aux Etats-Unis, où je suis arrivé sous la présidence de George Bush. C'était une époque où certains Américains nous enviaient Nicolas Sarkozy. Quel chemin parcouru depuis !"

- "Hypertrophie de l'ego, accès de colère quasi pathologiques, personnalité caractérielle à la limite de la paranoïa, tels sont les mots qui caractérisent l'attitude de Nicolas Sarkozy depuis l'été, l'acmé ayant été atteint lors du sommet européen. Est-il bien raisonnable de laisser à un individu aussi impulsif et peu maître de ses émotions le pouvoir d'appuyer sur le bouton rouge ?"

- "Décidément, le pouvoir rend fou ! Ce qui explique que Nicolas Sarkozy se croie tout permis : violer la Constitution et le principe d'égalité des citoyens, dont il est censé être le garant, se moquer des valeurs fondamentales de l'Europe, et violer la loi à l'application de laquelle il doit veiller. Il est dommage que n'existe pas en France quelque chose d'analogue à la procédure d'empêchement aux Etats-Unis. M. Sarkozy mérite largement d'être déchu de ses fonctions."

- "Je constate aussi que les mensonges, la manipulation de l'information et une dérive d'abus de pouvoir sont les méthodes quotidiennes qu'utilise l'Élysée dans l'affaire Woerth."

- "Après avoir promis, entre autres, une République irréprochable, Nicolas Sarkozy nous fait vivre toujours davantage dans une caricature de démocratie. Rien ne doit lui résister..."

- "Il ne fait preuve que de mauvaise éducation en se comportant d'une manière infantile, en y ajoutant le mensonge et la mauvaise foi... M. Sarkozy nous a promis le changement et il nous a fait entrer dans une présidence qu'on peut qualifier d'hystérique. Il est malheureusement la preuve vivante des excès auxquels peut nous amener cette Constitution de la Ve République dirigée, dans tous les sens du terme, par un président irresponsable."

A part deux ou trois intervenants qui souhaiteraient le départ immédiat de Sarkozy, pratiquement pas un n'a mis ses vives critiques envers Sarkozy dans la perspective de 2012, un seul à évoquer Ségolène Royal et son face-à-face à la télévision avec Sarkozy en 2007, comme s'il n'existait aucune alternative crédible à La Talonnette, donc sans soutenir pour autant le PS. Une confirmation en quelque sorte.

Cela peut expliquer en partie le comportement débridé du voyou de Neuilly-sur-Seine et le zèle avec lequel il applique son programme réactionnaire, qui considère qu'il n'existe aucune opposition organisée bénéficiant du soutien de la majorité de la population et que seul existe l'UMP dans le pays, que l'UMP demeure le parti incontournable qu'on soit d'accord ou non avec sa politique et ses pratiques pour une large frange des intellectuels et de la petite-bourgeoisie, et que dans ces conditions il est loin d'être battu d'avance et peut encore rassembler une majorité autour de lui dans la perspective de rester au pouvoir en 2012.

**UMP. Ont-ils vraiment l'esprit à ce qu'ils disent ? A ce qu'ils savent faire le mieux ? Réponse.**

S'en prenant aux fonds d'investissements étrangers, Rachida Dati était l'invitée de Dimanche Plus, sur la chaîne cryptée : «*Quand je vois certains qui demandent des taux de rentabilité à 20, 25 %, avec une fellation quasi-nulle*»... Il est plus probable que la maire du 7<sup>e</sup> arrondissement souhaitait parler d'inflation. En tout cas, elle n'a pas semblée gênée par son lapsus à l'antenne. (20minutes.fr 26.09)

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir ! Ce sera mieux la prochaine fois, vous voyez qu'on finit par tout savoir ! On n'osera pas lui demander combien elle prend, quel est "*le taux de rentabilité*" de cette modeste coquetterie !

On se détend camarades, on est lundi et il y a une semaine à tirer, sans faire de vilain jeu de mots !

### **PS. La solidarité et la fraternité entre les classes : non merci !**

"*On veut changer le modèle de développement dans lequel on est*", a dit Martine Aubry, ajoutant que les socialistes qui "*aiment la solidarité et la fraternité*" allaient continuer à proposer "*une autre France*" à Soustons (Landes), où elle s'est exprimée devant 1.500 militants réunis pour la fête de la Rose. (Reuters 26.09)

S'il manque l'égalité, c'est peut-être parce qu'il est de plus en plus grotesque d'affirmer qu'elle pourrait exister dans un régime capitaliste que le PS soutient. Nous ne revendiquons pas l'égalité ou le partage des richesses, nous revendiquons tout le pouvoir aux travailleurs, la dictature du travail qui devrait remplacer la dictature du capital qu'une infime minorité impose actuellement à l'immense majorité.

Quelle égalité peut-il exister entre les exploités et les exploités, entre un retraité qui perçoit 700 euros par mois et un patron qui se verse un salaire annuel de quelques millions d'euros, entre celui qui s'ébat dans une villa cossue de 700 000 euros et un clochard qui agonise sur un trottoir crasseux ? C'est l'infâmie la plus criminelle qui soit que d'affirmer qu'il pourrait exister une "*solidarité et la fraternité*" entre eux, c'est pourtant ce que prétend Aubry : à bas le PS ! Pas fréquentable (ses dirigeants) !

Il faut démolir son programme et montrer en quoi il est aussi réactionnaire que celui de l'UMP.

Il faut s'appliquer à mettre en évidence que les propositions aux allures progressistes du programme du PS ont pour seule fonction de faire oublier son contenu réactionnaire qui en constitue le fond commun avec celui de l'UMP. Il faut mettre en évidence que chacune de ses propositions destinées à certaines couches sociales comporte une contrepartie négative ou son contraire qui n'apparaît pas forcément dans son programme et dont la majorité des travailleurs devront s'acquitter puisque le PS ne s'attaquera pas aux fondements du capitalisme. Les illusions qu'il pourrait faire naître dans la tête des travailleurs et surtout des intellectuels, doivent être dénoncées et combattues avec la même vigueur et la même intransigeance que nous combattons le parti de l'ordre, ils sont dans le même camp.

Il nous faut briser le mythe de l'alternance qui s'est nourri de la fable colportée pendant des décennies par des "révolutionnaires" prétendant que le PS était un parti ouvrier, alors qu'il est en réalité un parti totalement inféodé au capitalisme et aux institutions de la Ve République... Il faut aider les couches moyennes et la petite-bourgeoisie à comprendre qu'en liant leur sort à celui du PS ou de l'UMP, elles lient leur destin à celui du capitalisme qui entraîne l'humanité dans le chaos et la barbarie et ruine l'avenir de notre planète, que leur salut ne peut pas passer par ces partis et leurs satellites.

C'est se tromper lourdement de penser parce que les couches moyennes et la petite-bourgeoisie pencheraient vers le PS que le combat de la classe ouvrière s'en trouverait facilité ou renforcé, car le PS n'est pas l'allié des exploités mais des exploités, le PS se sert du soutien des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie pour mieux combattre le prolétariat au côté de l'UMP au profit des capitalistes. C'est tellement évident que s'en est navrant de devoir encore le préciser.

Un exemple concret. Le PS participe au côté des partis se réclamant de la classe ouvrière et des syndicats à la mobilisation contre le projet de Sarkozy sur les retraites, et dans le même temps il défend l'allongement de la durée de cotisation qui figure dans le projet du gouvernement. Cela permet ensuite à l'UMP d'affirmer que finalement tous les manifestants ne sont pas forcément contre son projet, qu'ils ne l'ont peut-être pas bien compris et qu'il serait possible d'y apporter encore quelques améliorations sans toucher à l'essentiel. Le PS fournit ainsi des arguments à Sarkozy pour continuer son offensive contre la classe ouvrière.

Ainsi le PS fait d'une pierre deux coups, d'une part il introduit un élément de division dans les rangs des travailleurs et vient à la rescousse de Chérèque qui s'est prononcé également pour l'allongement de la durée de cotisation, d'autre part, en procédant de la sorte non seulement le PS légitime le projet de Sarkozy, il fait en sorte, du moment que sa présence est acceptée dans les manifestations, qu'en le soutenant la rupture ne soit totale entre le gouvernement et la classe ouvrière, ses représentants syndicaux, de manière à ce que l'Elysée et les bureaucrates syndicaux puissent si la mobilisation ne faiblissait pas, reprendre ensuite en coeur l'illusion que des négociations seraient encore possibles ou les réclamer ou encore réclamer une autre "réforme", le pire scénario à éviter pour l'UMP et le PS demeurant la rupture des relations, du "dialogue social", entre le gouvernement et la vermine à son service qui contrôlent les syndicats.

Chérèque et le PS sont les bras (armés) du bourreau Sarkozy.

Donc au lieu de rechercher leur participation à notre combat à travers des appels au front unique dont on voit le résultat, on ferait mieux de les fuir comme la peste et de mener le combat sur nos propres objectifs, cela aurait au moins une valeur éducative pour le prolétariat et donc de faire un pas en avant, que l'on remporte ou non cette bataille n'étant pas de notre responsabilité dès lors qu'on s'en est tenu aux besoins de notre classe et que nous ne sommes pas en position de diriger le mouvement ouvrier, comme disait Marx et Engels, il ne faut pas craindre les défaites qui seront forcément beaucoup plus nombreuses que nos victoires, l'essentiel demeurant que le niveau politique et d'organisation de la classe progresse.

Il faut rejeter le chantage insupportable des apôtres du front unique sans principe en direction des partis ouvriers ou dits ouvriers, qui prétendent pour forcer les militants à l'accepter qu'une nouvelle défaite importante constituerait un basculement de société, pour un peu si on les prenait aux mots, à force d'enregistrer des défaites les militants devraient être portés à croire que la situation est désespérée et qu'il est inutile de poursuivre le combat pour le socialisme. Plus d'un militant le pense, non ? Il est vrai qu'à force de supporter la gangrène dans nos rangs au lieu de se séparer du membre malsain, elle va bien finir par complètement pourrir le mouvement ouvrier et son avant-garde... si ce n'est pas déjà fait en grande partie, hélas !

Camarades, si vous restez enfermés dans le cadre du front unique au lieu de développer toute votre politique, vous aurez dépensé beaucoup d'énergie pour rien, vous êtes foutus, surtout les travailleurs à qui vous vous serez adressés qui n'auront plus qu'à sombrer dans le désespoir en attendant que le PS et le PCF veuillent bien un jour devenir des partis ouvriers puisque vous leur aurez expliqué en long et en large que rien n'était finalement possible sans eux.

Quand aux appels pitoyables en direction des dirigeants, des militants répondent : pendons-les, vous voulez leur répondre quoi ? Qu'ils se trompent, qu'ils sont des gauchistes, qu'ils n'ont rien compris à la lutte des classes, vous tenez à ce point à ce qu'ils cessent tout combat politique que vous ne vous y prendriez pas autrement.

Parce que vous avez toujours été incapables d'organiser la classe ouvrière, parce que vous refusez de vous tourner résolument vers elle, vous jetez votre sort sur les intellectuels, les couches moyennes, la petite-bourgeoisie. Qu'est-ce qui s'est passé en mai-juin 68 lorsqu'ils se sont mêlés de la partie alors que la classe ouvrière n'avait pas d'autre perspective politique que le capitalisme et la Ve République ? Vous avez décidément la mémoire courte et bien sélective.

F. Hollande a déjà prévenu ceux qui s'appêtent à voter pour le PS dans une interview ces derniers jours : tout ne sera pas possible, il y aura des priorités, il faudra que tout le monde fasse des efforts, etc. Traduction : il ne sera pas possible d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, il ne sera pas possible d'abolir toutes les lois anti-ouvrières ou liberticides qui ont été votées précédemment, il ne sera pas possible de s'attaquer au capitalisme par crainte de se faire épingleur par les agences de notation, la priorité sera le désendettement de l'Etat, la Bourse comme à l'époque de Mitterrand, assurer la stabilité des institutions, les profits des capitalistes et des actionnaires, quant aux efforts qu'il fera supporter à la classe ouvrière, il entonnera le chant de l'équité pour les justifier et le prolétariat hébété se dira que c'est la fatalité et que c'est bien pire ailleurs dans le monde, il distribuera quelques miettes par ci par là pour avoir la paix sociale et tout ce beau monde vivra dans le bonheur, après les années Sarkozy tous ceux qui gravitent autour du PS s'en contenteront en proférant un cri de satisfaction à peine perceptible mais de trop et indécent au regard de la situation des couches les plus défavorisées du prolétariat, pour les mâter ou les calmer ils mettront des flics dans tous les quartiers et leurs gosses seront encadrés par l'armée... On connaît le programme et le scénario sur le bout des doigts, on les a déjà vécus pour l'essentiel !

Ils ont inventé la CMU, car voyez-vous ce sont de grands humanistes... pour mieux dépouiller la totalité des travailleurs du droit à la santé, il n'y a jamais rien eu à attendre de mieux de la part du PS et ses alliés. (A suivre)

### **Grande-Bretagne. Un "Rouge" à la direction du Labour party : Quelle image "stupide" !**

Le nouveau chef du parti travailliste a réaffirmé que "*l'ère du New Labour faisait partie du passé*" tout en se défendant d'opérer "*un virage à gauche*" à la tête du parti, dans sa première grande interview à la télévision BBC1 dimanche.

Il a souligné que c'était la victoire "*d'une nouvelle génération*". "*L'ère du New Labour (lancé par Tony Blair en 1993) fait partie du passé*", a-t-il affirmé, tout en assurant que "*sa porte était ouverte*" aux membres du parti, notamment les proches de Tony Blair qui ne l'ont pas soutenu.

Mais il a aussi vigoureusement nié que son élection entraîne un "*virage à gauche du parti*". Interrogé sur le soutien massif dont il a bénéficié de la part des grands syndicats britanniques, il a pris ses distances en assurant : "*Je ne suis l'homme de personne. Moi c'est moi*".

"*Franchement, ces images (de moi) comme "Ed le Rouge" sont à la fois fatigantes et aussi stupides*" a-t-il lancé, en réponse aux médias conservateurs qui l'ont caractérisé ainsi.

S'affichant en leader d'une "*opposition responsable*", Ed Miliband a assuré qu'il n'"*allait pas s'opposer à chaque coupe budgétaire présentée par la coalition*", mais qu'il jugerait au cas par cas.

Il faut réduire le déficit budgétaire, a-t-il convenu, mais "*à un rythme prudent, un rythme qui aide l'économie et ne la mette pas en péril*".

"*Je pense qu'on peut faire plus pour taxer les banques*", à l'origine de la crise financière, a-t-il ajouté.

"*Vous n'avez pas besoin d'être à gauche pour penser que certains excès (...) n'étaient pas justifiés*", a-t-il indiqué, faisant allusion aux bonus des banquiers. "*Bien sûr, pour les gens qui créent de la richesse, il faut des incitations, mais pour ceux qui la détruisent, les gens étaient écoeurés à raison*". (Lemonde.fr 25.09)

[Haut de page ↗](#)

## Le 28 septembre

Aux infos sur TV5Monde Asie on voit rarement Sarkozy, à croire qu'il n'est plus présentable ! Mais hier soir j'ai eu l'occasion de le voir à deux reprises pendant au moins 30 secondes et d'observer encore une fois son comportement. Il donne franchement l'impression d'un individu perturbé mentalement.

Il est de plus en plus bourré de tics, semble-t-il, comme il ne peut pas s'empêcher de vouloir se mêler de tout et de la ramener, ce qui n'est pas toujours possible, il faut bien qu'il laisse les autres parler avant de l'ouvrir éventuellement, j'ai remarqué qu'en signe d'acquiescement ou de réprobation au discours d'un intervenant, pas le pauv'con du coin, un chef d'Etat, un ministre, un commissaire européen par exemple, il piétine et se met à dandiner comme si quelque chose le démangeait des pieds à la tête ce qui lui donne l'allure d'un pantin, d'un individu impatient, instable, un brin hystérique ou incapable de se maîtriser.

Bref, même s'il est insignifiant sur la scène internationale le regard de l'auditoire ou des téléspectateurs se porte forcément sur lui puisqu'il est le seul à se comporter de cette manière, il n'y en a qu'un qui bouge à l'écran, cela attire l'attention.

Il n'a pu s'empêcher d'embrasser le président de l'autorité palestinienne en visite à Paris, une sale habitude qui doit répugner à pas mal de chefs d'Etat, ce type-là ne sait décidément pas se tenir, c'est un rustre, certains disent un imposteur dans son camp, qui se prend pour un monarque absolu. Ses familiarités (déplacées) envers les "grands de ce monde" qu'ils côtoient, doit avoir pour fonction inconsciemment de faire oublier qu'il lui manque leurs talents, car on aurait du mal à lui trouver une seule qualité à lui envier.

Que les représentants du parti de l'ordre l'ait choisi pour les représenter en dit plus long sur la décomposition du régime que de longs discours. Tirons la chasse et passons aux infos en bref.

### Les affaires continuent.

Le chinois Bright Food convoiterait United Biscuits - Reuters  
Vivendi cède 7,66% de NBC Universal à l'américain GE - Reuters  
Unilever rachète Alberto Culver pour 3,7 milliards de dollars - Reuters  
Nestlé se renforce dans l'alimentation à visée médicale - Reuters  
Sanofi chercherait à relever son offre sur Genzyme - Reuters  
L'américain Spirit envisage de racheter Latécoère - Le Figaro

### Mauvais calcul ou un cadeau empoisonné, pour qui ?

Le président de la cour d'appel de Paris a renoncé à choisir les magistrats qui conduiront le procès en appel de l'affaire Clearstream, où doit comparaître l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin.

L'affaire sera jugée par la chambre spécialisée dans les affaires financières, normalement compétente suivant l'ordre d'un tableau de service, a annoncé lundi Jacques Degrandi.

Le procès est de ce fait différé au deuxième trimestre de 2011, ce qui représente un retard de plusieurs semaines. (Reuters 27.09)

Pour peu que ce procès soit encore retardé et qu'il traîne en longueur, il interviendra en pleine période pré-électorale, de quoi faire penser aux électeurs à toutes les affaires ayant ponctué sa mandature. Un moyen comme un autre de se débarrasser de l'épileptique du Palais ?

### Expropriez les patrons et appelez la classe ouvrière de tout le pays à vous soutenir et vous imiter.

La direction de Lejaby a saisi lundi en référé le tribunal de Lyon pour obtenir l'évacuation de son siège social, occupé depuis le 16 septembre par des ouvrières en grève contre un projet de délocalisation du fabricant français de lingerie féminine.

Cinq ouvrières sont assignées devant le juge, alors qu'une centaine d'entre elles occupent le siège social de Rillieux-la-Pape, près de Lyon, où elles empêchent l'entrée et la sortie des camions de livraison.

Dans l'attente de la décision du tribunal, les salariées n'ont pas l'intention de lever le camp et certaines s'apprêtaient lundi soir à passer leur douzième nuit sur place.

Lejaby a déjà licencié 225 salariées en 2003 pour délocaliser une partie de sa production. L'entreprise envisage aujourd'hui de fermer ses sites de production de Bourg-en-Bresse (Ain), Bellegarde (Ain) et Le Teil (Ardèche) à la mi-novembre en licenciant 197 personnes, sur un effectif total de 653. (Reuters 27.09)

### **La culture à la mode Bolkestein.**

Les travaux de réhabilitation du théâtre Le Trianon sont réalisés par des ouvriers roumains, « *détachés* » par une agence d'interim de leur pays.

Depuis plusieurs mois, la réhabilitation du Trianon, un théâtre situé dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, est réalisée par des salariés roumains, embauchés sur ce chantier par une entreprise d'intérim roumaine. Ils seraient, selon les sources, entre 25 à 40 ouvriers à manier la truelle dans des conditions de sécurité plus qu'approximatives. Ainsi, mardi dernier sur le chantier que Ben Benyahia de la CGT construction qualifiée de « *bricolage* », un ouvrier était en train d'attaquer un mur au marteau piqueur, sans casque !

Sur le chantier, tout vient, semble-t-il, de Roumanie, y compris les matériaux, les salariés eux, étant employés par une société d'intérim et « *détachés* » spécialement pour ce chantier. Cette pratique n'est pas illégale mais n'en reste pas moins du dumping social. Les ouvriers sont logés et nourris sur place par une cantinière. Ils travaillent, y compris le samedi, plus de 35 heures par semaine. Selon le calcul de la CGT, ce rythme de travail, même s'ils touchent un smic mensuel, leur laisse une rémunération de 2 à 3 euros de l'heure.

« *On ne peut faire les travaux que comme ça, et tout est en règle* », s'énerve Abel Nahmias (l'un des deux propriétaires -Ndlr). Pour eux, l'objectif avoué est d'économiser « *900 euros* » par tête, selon la CGT jusqu'à 3 000 euros en comptant les heures supplémentaires. Car les ouvriers roumains ignorent bien souvent le droit du travail français et sont motivés par le fait de toucher plus de 1 200 euros quand le salaire minimum roumain ne dépasse pas les 250 euros par mois. En attendant, le chantier continue à un rythme effréné pour que le théâtre puisse rouvrir en novembre. L'inspection du travail est passée au mois d'août mais ne s'est pas encore prononcée sur la fermeture ou non du chantier. (L'Humanité 21.09)

### **Précarisation de l'emploi à l'échelle mondiale : c'est l'avenir ou la "maturité" du capitalisme !**

« *Là, où il y a un redémarrage de l'emploi, on observe que cela se fait souvent avec un travail intérimaire. C'est vrai en Asie, tout particulièrement en Chine et en Inde. On l'observe également dans des pays émergents comme le Brésil. Dans les pays développés, on constate cette dynamique en Australie et en Corée du Sud* », explique Raymond Torrès, directeur de l'Institut international d'études sociales à l'Organisation internationale du travail (OIT).

D'ailleurs, les géants de l'intérim - Adecco, Randstat et Manpower - ne s'y sont pas trompés. A côté des marchés européens plus « *matures* », ils se tournent aujourd'hui vers les émergents : Brésil, Afrique du Sud, Inde... pour développer leurs activités. (La Tribune 23.09)

### **Les fers de lance de la dictature du capital.**

1- Les Etats membres de l'Union européenne sont restés divisés lundi sur les détails de la réforme qui doit être appliquée au Pacte de stabilité.

Deux jours avant la présentation par la Commission européenne de ses propositions en la matière, les ministres des Finances des Vingt-Sept étaient réunis à Bruxelles pour une réunion de la "task force" présidée par Herman Van Rompuy.

Consacrée à la question de l'automatisme des sanctions et du critère de réduction de dette, cette réunion devait permettre de rapprocher les positions de l'Allemagne, qui défend une ligne dure susceptible d'imposer la rigueur dans toute l'Europe, de celle de la majorité des Etats, dont la France, désireux de se préserver des marges de manoeuvre.

La rencontre a finalement débouché sur un communiqué d'une page et demie donnant la liste des accords existant entre les Vingt-Sept sur une série de principes généraux liés à cette réforme comme une attention accrue portée aux niveaux de dette, l'instauration d'un nouveau système de sanction ou une surveillance des déséquilibres macroéconomiques.

Il reprend aussi deux idées chères à l'Allemagne : l'instauration d'une semi-automatisme des sanctions et la conditionnalité du versement des fonds européens à une application stricte du Pacte de stabilité, point que la Commission a finalement laissé de côté dans ses propositions.

Mais, faute de consensus entre les Vingt-Sept, le texte ne précise pas par exemple un élément clé tel que le critère retenu pour évaluer les niveaux de dette et leur rythme de réduction.

Sont aussi laissées pour plus tard des questions telles que le type de majorité - simple ou qualifiée - qui serait nécessaire pour bloquer l'enchaînement automatique des étapes des sanctions ou encore le cadre de sanctions associé à la nouvelle surveillance des déséquilibres de compétitivité.

La Commission européenne présentera mercredi cinq propositions législatives en vue de réaliser la plus importante réforme du Pacte de stabilité et de croissance depuis sa création en 1997.

Ces propositions, qui doivent recevoir l'aval des Vingt-Sept et du Parlement européen, prévoient notamment des sanctions automatiques lorsqu'un pays de la zone euro s'éloigne des limites fixées par le Pacte d'un déficit et d'une dette publics inférieurs respectivement à 3% et 60% du PIB.

Selon le système imaginé par la Commission, un Etat devrait ensuite recueillir une majorité qualifiée dans un délai de dix jours pour empêcher le déclenchement des étapes suivantes.

La Commission proposera également que les Etats réduisent leur dette selon un rythme chiffré pluriannuel s'ils veulent éviter de lourdes amendes.

L'exécutif communautaire souhaite que la part de la dette d'un pays au-delà de 60% du PIB, limite fixée par le Pacte de stabilité et de croissance, baisse à un rythme annuel de 5% pendant au moins trois ans.

Dans le cas contraire, le pays serait sanctionné par un dépôt financier équivalent à 0,2% de son PIB.

Cette règle serait la même pour les déficits publics, que les Etats devront réduire à un rythme annuel de 0,5% jusqu'à retour à l'équilibre pour éviter une procédure à leur encontre.

Enfin, un tableau de contrôle des déséquilibres macroéconomiques et de compétitivité serait créé, associé lui aussi à un mécanisme de sanctions prévoyant des amendes équivalentes à 0,1% du PIB d'un pays. (Reuters 27.09)

2- La plus haute instance de décision du FMI, son conseil d'administration, a voté pour rendre obligatoires les «*Programmes d'évaluation du secteur financier*» pour les pays jugés les plus importants pour le système financier mondial, a annoncé le FMI dans un communiqué.

Il s'agit des plus grands pays développés dont l'ensemble des membres du G7, et au total 12 pays d'Europe de l'Ouest, mais également de l'Australie, d'économies asiatiques nouvellement développées (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour) et d'économies émergentes (Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie, Turquie).

Ces rapports ont été créés après la crise asiatique de la fin des années 1990, dans le but de pouvoir détecter les déséquilibres qui grandiraient dans un pays en particulier. Les premiers datent de 2001.

Ils étaient jusque-là rédigés sur la base du volontariat. Les Etats-Unis, à l'origine de la crise financière mondiale qui a éclaté en 2007, se sont vu reprocher de ne s'être soumis à l'un de ces rapports qu'à la fin 2009.

Le conseil d'administration n'a pas encore décidé quelle devrait être la périodicité de ces rapports, bien que la direction FMI ait proposé d'en rédiger un tous les trois ans. (Libération.fr 27.09)

Maintenant se soumettent au diktat de l'UE ou du FMI, les chefs d'Etat qui le veulent bien, ne jamais le perdre de vue, sinon on pourrait en arriver facilement à appeler à rompre avec l'UE et le FMI en oubliant au passage les institutions de la Ve République, par exemple.

### **Roumanie. Crise sociale et politique. Des "chiens", pas seulement les Versaillais !**

Le ministre de l'Intérieur roumain a démissionné lundi, expliquant que la manifestation des policiers contre une coupe de 25% de leurs salaires l'avait déshonoré tout comme ceux qui y avaient participé. Ce départ s'inscrit dans la crise sociale que traverse ce petit pays des Balkans depuis le début de la récession.

Les Roumains ont manifesté à plusieurs reprises dans les rues de la capitale Bucarest la semaine dernière pour contester les mesures d'austérité et les réductions de salaire décidées par le gouvernement pour tenter de réduire le déficit budgétaire exigé notamment par le Fonds monétaire international (FMI).

Le ministre de l'Intérieur Vasile Blaga a estimé lundi que les manifestants avaient mené une action illégale et "oublié le serment qu'ils avaient prêté" en devenant policiers. Blaga, un proche du président Traian Basescu, a qualifié sa démission d'acte d'"honneur".

Selon le ministre de l'Intérieur, la manifestation a affaibli l'autorité de l'Etat. En réponse à ces protestations, lui-même et le Premier ministre Emil Boc avaient mis un terme à leur protection policière, et engagé des gardes de sécurité payés sur le budget présidentiel, un des rares qui n'a pas été touché par les mesures d'austérité.

Près de 6.000 policiers avaient défilé vendredi devant le palais présidentiel et lancé des oeufs contre la façade, criant "*sortez, sale chien!*". (AP 27.09)

J'ai vu aux infos sur TV5Monde Asie hier soir, qu'il y avait eu aussi des manifestations de fonctionnaires en Slovénie je crois, mais je n'ai pas trouvé de dépêches de presse ce matin à ce sujet.

### **Argentine. Les séquelles de la dictature. Flics à 9 ans !**

Dans la ville d'Esquel, située dans la province de Chubut au nord de la Patagonie, ils sont environ 45, de 9 à 14 ans, à jouer aux "*flics*" le samedi. "*L'endoctrinement policier*" est assuré par l'aumônier de police locale, le père Adrian Alberto Mari. Des officiers viennent saluer les enfants et animer des ateliers pratiques, notamment sur la prévention des délits. On leur apprend aussi à défiler et à respecter symboles patriotiques, parents et adultes.

"*Nous leur demandons de bonnes notes à l'école, de bien se comporter à la maison et de saluer les policiers. Nous leur disons qu'il ne faut pas avoir peur d'utiliser l'uniforme*", explique le père Mari. Pas de quoi convaincre Juan Arcuri, sous-secrétaire des droits de l'homme de la province, qui s'est plaint à la police. Les activités du père Mari sont en suspens. Margarita Stolbizer, député de la Coalition civique (opposition), a même présenté un projet invitant le gouvernement à "*prendre rapidement des mesures*" afin d'en finir avec ces pratiques violatrices, selon elle, de la Convention internationale des droits de l'enfant. Nora Schulman, responsable du comité d'application de la Convention, dénonce, elle, "*la présence de mineurs au sein de services de police et de gendarmerie dans plusieurs provinces*". Selon ses calculs, il existe plus de 8.000 enfants-policiers dans toute l'Argentine.

Dans la province de Misiones, au nord du pays près de la frontière avec le Paraguay et le Brésil, on compte 32 unités avec plus de 2.000 intégrants et leur propre site Internet. L'initiative, née à la fin des années quatre-vingt, est soutenue par les parents. Ces derniers y voient un bon moyen d'encadrer et de distraire leurs enfants. "*C'est bien cela qui est préoccupant*", pense Nora Schulman. "*Dans la province de Salta, la société considère cette militarisation comme un geste courageux pour sortir les enfants de la rue. On peut s'en inquiéter si l'on regarde comment en Colombie les enfants participent au conflit armé*".

À Esquel, les parents ont récemment manifesté avec leurs bambins afin de réclamer le retour de la police des enfants. (Lepoint.fr 27.09)

Je ne voudrais pas dire de bêtises, mais je crois que les élèves de certaines écoles reçoivent une formation militaire ou y ressemblant au cours de leur scolarité, car j'en vois parader dans les rues de Pondichéry chaque fois que j'y vais faire des courses, marchant au pas, saluant, etc. Je vais me renseigner et je vous tiendrai au courant. On n'imagine pas le nombre de pays dans le monde où les élèves commencent la journée à l'école par le garde-à-vous et le salut au drapeau avant d'entonner l'hymne national.

[Haut de page ↗](#)

---

### **Le 29 septembre**

Alerte, à la bombe, non, à l'orage ! Plus le temps de causer : il y a un gros orage ! Il n'y a plus de courant évidemment et je dois tout débrancher, y compris les trois gros fusibles situés après le compteur.

Le climat est détraqué, on n'a jamais vu cela en 20 ans, il pleut tous les deux jours depuis près de trois mois, alors que la mousson arrive seulement maintenant de ce côté-là de l'Inde du Sud. Avantage, la température est plus fraîche, si l'on peut dire, un petit 30°C au lieu de 35 ou plus. C'est bon pour la culture du riz, mais les légumes pourrissent ! Le vent et le principal courant marin n'ont pas changé de sens comme tous les ans entre la mi et la fin mai, alors qu'on est fin septembre. Quant à la mer et au rivage, pas de changement, le calme plat et la mer est toujours à environ 80 mètres de l'endroit où je vous écris. On passe aux infos en bref.

### **Le monarque et ses courtisans. Un régime de parti unique.**

1- Le chef de l'Etat "*exclut toujours une candidature venant du centre droit*" de sa majorité, malgré les ambitions présidentielles affichées ou envisagées par certains ténors centristes alliés à l'UMP, affirme ce mardi l'ancien Premier ministre sur son blog, le " *carnet de Jean-Pierre Raffarin*".

"*C'est l'avance au premier tour qui crée la dynamique du second*", justifie Nicolas Sarkozy, cité par le sénateur de la Vienne après le petit-déjeuner hebdomadaire de la majorité à l'Elysée. (20minutes.fr 28.09)

2- "*Je représente une vingtaine de députés du groupe, qui n'osent pas parler pour ne pas perdre leur investiture [aux prochaines élections législatives en 2012, ndlr] ou parce qu'ils veulent se placer*", explique Lionel Tardy, un député indépendant, qui, pour préciser sa position au sein de l'UMP, confie seulement vouloir la reconduction de François Fillon. (Lepost.fr 28.09)

## **Acceptez de vivre sous le joug du capitalisme et vous deviendrez de "bons petits Français", des esclaves modèles des temps modernes.**

"Si cela vous choque que des étrangers deviennent de "bons petits Français", moi je trouve que c'est une excellente nouvelle", déclare Éric Besson au *Parisien*. "Être des 'bons Français', ça ne veut pas dire renier son histoire, ses origines ou sa culture française", poursuit le ministre avant d'ajouter : "Si mon ministère peut être une machine à fabriquer de bon Français, je serai très heureux." (Lepoint.fr 28.09)

Quelle histoire, quelle culture, quelle origine, les vôtres qui coïncident avec celles de la classe dominante et qui figurent dans les manuels scolaires d'histoire, celles qui sont enseignées dans les universités pour former de bons petits soldats aux ordres du capital, celles qui perpétuent l'oeuvre obscurantiste des religieux et qui a pour fonction de détourner la jeunesse du véritable savoir, de la compréhension des rapports sociaux sur lesquels repose le fonctionnement de la société...

Leur histoire, leur culture, l'origine qu'il nous prêche, c'est celle de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de légitimer à défaut de pouvoir la justifier, de la servitude humaine qui se perpétue depuis des millénaires avec la bénédiction des religions et qui devrait se poursuivre pour l'éternité, amen et ave le prince des ténèbres : Sarkozy !

## **La conception des "bons petits Français" selon les nostalgiques du régime de Vichy de l'UMP.**

Le projet de loi sur l'immigration que l'Assemblée nationale examine à partir de mardi 28 septembre, donne à Thierry Mariani (UMP), 52 ans, l'occasion de se mettre en avant sur les questions d'immigration.

Avec Christian Estrosi, Lionnel Luca ou Eric Ciotti, M. Mariani représente ces élus UMP du Sud-Est - où l'implantation du Front national est importante- qui flirtent avec les thématiques d'une extrême droite qui les met sous pression et à laquelle ils disputent une clientèle infidèle.

Thierry Mariani est ainsi l'une de ces pièces maîtresses de l'UMP dont la mission est de siphonner l'électorat lepéniste.

Avec 35 autres députés, dont Lionnel Luca ou encore Christian Vanneste - député du Nord qui s'est notamment illustré par des propos polémiques sur les homosexuels- Thierry Mariani a créé La Droite populaire. Ce collectif entend occuper le créneau laissé par le MPF, entre la droite et l'extrême droite.

Dans leur charte, les élus affirment qu'ils sont "*fiers d'appartenir à la droite de conviction*". Et égrènent leurs priorités. D'abord, "*la Nation [...] seul cercle d'appartenance à la fois à l'échelle de l'homme et à l'échelle du monde. Nous souhaitons la promouvoir comme gage de stabilité entre les peuples et comme élément fondamental de notre identité.*"

Reprenant une sémantique très identifiée à l'extrême droite, ils se prononcent "*contre les tabous du 'politiquement correct'*". Ils soulignent: "*Nous sommes attachés au patriotisme pour redonner fierté, espoir et ambition aux Français. Fiers de notre langue et de notre histoire, nous défendons aussi les symboles de notre Nation : la Marseillaise comme le drapeau tricolore.*" Et plus loin : "*Nous croyons en l'identité de notre Pays et en l'unité de la République [...] Ceux qui choisissent de vivre en France doivent adhérer aux valeurs de notre République par une démarche volontaire. L'immigration doit être contrôlée et maîtrisée.*"

Enfin, affirmant que "*la sécurité est la première des libertés*", La Droite populaire estime que "*ceux qui ne respectent pas les règles de la société et les valeurs de la République doivent être sanctionnés avec rigueur. Nous rejetons le sentiment d'impunité et le laxisme qui conduisent au désordre dont souffrent les plus faibles.*" (Lemonde.fr 28.09)

## **Sixième projet de loi sur l'immigration en huit ans. Une hypocrisie entretenue bien au-delà de l'UMP.**

Éric Besson a justifié mardi, à l'Assemblée nationale, le nouveau projet de loi sur l'immigration en soulignant que la France avait "*l'obligation de transposer*", dans les prochains mois, trois directives européennes. "*On ne peut pas à la fois présenter l'Europe comme la seule solution aux problèmes d'immigration et s'opposer au Pacte (sur l'immigration), adopté à l'unanimité des 27 États membres, et à la transposition des directives*", a dit le ministre de l'Immigration dans un hémicycle quasi désert.

Le ministre a ensuite énuméré les trois directives européennes qu'il souhaite transposer dans le droit français. La première met en place une "*carte bleue européenne*" (l'équivalent de la "green card" américaine) pour les travailleurs étrangers hautement qualifiés. La deuxième, la directive "*sanctions*", vise "*ceux qui exploitent l'immigration clandestine*". La troisième, enfin, dite "*directive retour*", ouvre "la possibilité" pour l'autorité administrative d'assortir une décision d'expulsion d'une "*interdiction de retour*" sur le territoire européen d'une durée de 3 à 5 ans. En commission, le rapporteur du projet Thierry Mariani (UMP) a durci cette "*possibilité*" en la transformant, contre l'avis du gouvernement, en "*obligation*".

"*Ces mesures de lutte contre l'immigration illégale sont la condition de l'intégration de l'immigration légale*", a dit M. Besson, citant Lionel Jospin dans un de ses discours sur l'immigration, prononcé alors qu'il était Premier ministre. (Lepoint.fr 28.09)



A l'origine de ces directives on trouve les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE qui les ont "*adoptées à l'unanimité*", merci monsieur Besson de cette précision. Ce n'est donc pas l'UE qui impose son diktat aux différents Etats, mais les chefs d'Etat qui se servent de l'UE pour appliquer des lois anti-ouvrières ou antisociales qu'ils n'osent pas proposer eux-mêmes dans leur propre pays.

### **Si Hortefaux pris récemment en flagrant délit de mensonge le dit, c'est forcément vrai !**

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefaux a assuré mardi, lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, que le gouvernement ne pratiquait "*aucune écoute téléphonique illégale*" en France.

Mais voilà, *Le Canard enchaîné* fait état dans son édition de mercredi le contenu d'une lettre du 17 février 2010 de Jean-Paul Faugère, directeur de cabinet de François Fillon, qui mentionne cette mesure bénéficiant aux ministères de l'Intérieur et de la Défense dans les cas de "*sécurité nationale*", une décision classée "*confidentiel-défense*" du Premier ministre autorisant en février dernier la police française à se dispenser d'autorisation pour examiner les factures détaillées de téléphone de tout citoyen, dont les journalistes du Monde afin d'identifier leurs sources (affaire Woerth-Bettencourt),.

Auparavant, selon une loi de 1991, les policiers ne pouvaient accéder à ces données que sur ordre d'un magistrat dans le cadre d'une enquête judiciaire, ou avec le feu vert de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), une instance indépendante, dans un cadre administratif.

Matignon a nié l'interprétation du *Canard enchaîné* sans toutefois démentir l'existence du document évoqué. (Reuters et Lepoint.fr 28.09)

### **Les présidents et les élus des régions du PS et ses satellites vont-ils démissionner en bloc ?**

Le ministre du Budget, François Baroin, a annoncé, ce mardi, le gel sur trois ans des dotations de l'Etat aux collectivités locales, ainsi qu'un système global de péréquation suite à la réforme de la taxe professionnelle.

Le ministre a fait ces annonces lors d'une réunion du Comité des finances locales.

Le gel s'inscrit dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2011-2013 qui sera présenté mercredi en conseil des ministres, en même temps que le projet de loi de finances 2011.

L'enveloppe des dotations d'Etat aux collectivités locales s'élève à 50,4 milliards d'euros. (Libération.fr 28.09)

Inutile d'attendre la réponse à la question posée dans le titre, vous la connaissez. Par contre, ils vont réclamer la démission du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer : normal, cela ne leur coûte rien !

### **Suite sur la précarité et la pauvreté en France : "*il n'y a pas de perspective*".**

"*On a constaté que la pauvreté grandissait. Nous avons une hausse de fréquentation de 20% dans nos permanences, ce qui est considérable*", souligne Henriette Steinberg, secrétaire nationale du Secours populaire.

Toutes les régions sont concernées, y compris les zones rurales jusqu'ici plutôt épargnées.

La crise a fait affluer dans les centres d'aide des populations nouvelles: jeunes, retraités financièrement étranglés pour s'être portés caution pour leurs enfants, classes moyennes brusquement confrontées au chômage.

"*Travailleurs en CDD et intérimaires ont été victimes dès septembre 2008 des premiers éléments de la crise*", témoigne Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé Pierre. "*Des gens dans une grande détresse car confrontés à des codes sociaux qu'ils ne connaissent pas jusqu'ici*".

"*Ceux qui étaient à fleur de l'eau, les mères seules, les employés à temps partiel qui gagnent les deux tiers du smic, ceux-là ne s'en sortent absolument pas*", dit Patrick Doutreligne.

Les jeunes souffrent aussi, à l'heure où 23% des 16-24 ans sont au chômage et où 120.000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme.

"*Ils vivent non seulement un moment difficile dans leur vie, mais il n'y a pas de perspective*", déplore Véronique Davienne, déléguée nationale adjointe d'ATD Quart-Monde.

Selon la Fondation Abbé Pierre, le coût de la vie a augmenté de 20% en dix ans, les loyers HLM ont été relevés de 29%, et les prix de

l'immobilier, de 107%, obligeant certains ménages à consacrer plus de 50% de leurs revenus à leur logement.

Au-delà des chiffres, l'ancrage de la misère dans le pays change le rapport de la population à la détresse économique.

*"Il y a une manière de plus en plus décomplexée de parler de personnes en situation de pauvreté", remarque Véronique Davienne. "Les familles se sentent mal perçues, comme si elles y mettaient de la mauvaise volonté. Ces choses-là ne sont pas vraiment dites mais elles sont induites, et c'est pesant".*

L'activité des bénévoles, toujours importante, se teinte d'inquiétude. *"Les yeux s'ouvrent et il y a une vigilance sociale qui fait que les gens se demandent: 'Est-ce que demain, ça ne va pas être moi ?'", dit Henriette Steinberg. (Reuters 28.09)*

Quel creuset extraordinaire pour construire le parti !

### **Le régime la rigueur fait pour durer, jusqu'à quand ?**

*«Le projet de budget que nous vous présentons est sévère. Et il va falloir continuer après 2011», a dit Fillon à des députés de l'UMP qui réclament une augmentation de la CRDS.*

Puis, s'adressant aux *«plus rigoureux d'entre vous»*, dont il se sent *«proche»*, le premier ministre a expliqué qu'il y a *«toujours une partie du cerveau qui veut plus de rigueur et une autre partie, que j'ai régulièrement au téléphone, qui demande à ce que l'on fasse attention aux étudiants, aux chômeurs, etc.»*. (Lefigaro.fr 28.09)

Et comme la liste des couches de la population qui n'en peuvent plus de ce régime ne fait qu'augmenter au fil du temps, on comprend qu'à force de tirer sur la corde ils *"fassent attention"* à ne pas atteindre le point de rupture...

### **Rappel. Comment ils ont taillé à la hache dans notre droit à la santé.**

**2005:** Une participation forfaitaire de 1 euro est laissée à la charge de l'assuré pour les actes et consultations médicales et pour tous les actes de biologie médicale dans la limite de 1 euro par jour. Les mineurs, femmes enceintes et bénéficiaires de la CMU ou AME sont exclus.

**2006:** La loi de financement de la Sécurité sociale prévoit un forfait de 18 euros restant à la charge des usagers pour les actes médicaux de plus de 91 euros ou affectés d'un coefficient supérieur ou égal à 50.

**2007:** La loi de financement de la Sécurité sociale du 19 décembre instaure les *«franchises médicales»*. Des sommes sont déduites du remboursement de certaines prestations: 0,50 euro par boîte de médicaments et par acte paramédical et 2 euros par transport sanitaire, avec un plafond annuel de 50 euros.

**2010:** Le forfait hospitalier passe à 18 euros. Cette somme, restant à la charge du patient hospitalisé, était de 13 euros en 2004, et de 16 euros depuis 2007.

Par vagues successives: Déremboursement de médicaments: 82 à l'été 2003, 156 en mars 2006, 200 en 2010... Leur remboursement passe de 35 à 15%. (20minutes.fr 28.09)

### **A bas les licenciements : expropriation !**

Des salariés de Teleperformance, le numéro un mondial des sociétés de centres d'appels externes, ont débrayé mardi 28 septembre dans plusieurs centres d'appel pour protester contre un plan social qui prévoit 689 suppressions de postes et pour dénoncer la *"précarisation du travail"*.

A l'appel de l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-FO-SUD, la mobilisation a été la plus forte sur le site de Rennes, qui doit fermer en 2011. Plus d'une centaine de salariés du centre ont manifesté à l'extérieur de l'entreprise portant une banderole *"Teleperformance, locaux vétustes, 160 licenciements"*. Ils ont distribué des tracts aux automobilistes. Des débrayages d'une à deux heures ont également eu lieu au Mans et à Orléans, à Bordeaux et à Pantin (Seine-Saint-Denis). La CFTC, premier syndicat de l'entreprise, a fait état d'une participation autour des 70 %, que la direction a évaluée à 5 %.

Dans un communiqué, les syndicats dénoncent *"la réduction massive d'emplois en CDI alors que 700 intérimaires continuent de travailler dans l'entreprise"*. A la suite du plan social du premier semestre, près de 600 salariés d'Ile-de-France ont été licenciés, mais *"aucune embauche n'a été faite à Villeneuve-d'Ascq et Orléans"*, dit l'intersyndicale, qui relève également *"l'existence de nouveaux contrats importants pour Amazon et Free, directement produits dans les centres off-shore"*. Présent dans cinquante et un pays, Teleperformance possède notamment quatre centres en Tunisie et un au Maroc.

La direction précise que "les discussions avec les organisations syndicales se poursuivent" et qu'une "réunion intermédiaire" est prévue le 5 octobre pour répondre "à toutes les questions complémentaires des élus du personnel de manière à permettre aux CCE et CE de rendre un avis éclairé". (Lemonde.fr 28.09)

### **Bientôt le marché français comptera pour du beurre !**

PSA Peugeot Citroën espère vendre cette année plus de 350.000 voitures en Chine (738.000 en France en 2009), pays appelé à devenir, à terme, son premier marché, déclare le président de son directoire dans un entretien à paraître mercredi dans *Le Figaro*.

"Si notre croissance se déroule comme prévu, ce marché est effectivement destiné à devenir notre premier débouché. Au total, nous visons 8% de part de marché en Chine entre 2015 et 2020." a précisé Philippe Varin.(Reuters 28.09)

A l'échelle du monde la France est un pays minuscule, moins de 1% de la population mondiale, avec le développement de classes moyennes en Chine et en Inde, de leur marché intérieur, l'élévation du niveau de vie de la population, l'accès au crédit, etc. en comparaison le marché français sera insignifiant d'ici une ou deux décennies.

### **La locomotive du capitalisme mondiale.**

La croissance économique de l'Asie atteindra cette année son rythme le plus rapide depuis 2007 grâce à la vigueur de la reprise, avant de ralentir en 2011, a déclaré mardi la Banque asiatique de développement (BAD).

L'Asie en développement, qui regroupe 45 pays de la région, devrait connaître une croissance de 8,2% en 2010 et de 7,3% en 2011, selon les nouvelles perspectives 2010 de l'institution.

"Un regain d'appétit pour le risque et les actifs des marchés émergents de la part des investisseurs conjugué à une forte reprise économique sont à l'origine d'un afflux de capitaux vers les pays émergents d'Asie", explique la BAD.

Pour la Chine, la BAD table sur une croissance de 9,6% cette année, soutenue par les exportations et la demande intérieure, et une légère décélération en 2011 à 9,1%.

La croissance indienne devrait en revanche légèrement progresser en 2011 et s'établir à 8,7% après 8,5% cette année, grâce à la demande intérieure, aux bénéfices des entreprises et aux conditions de financement favorables.

Les prévisions de croissance pour les 10 économies du sud-est asiatique ont été révisées nettement à la hausse, à 7,4% en 2010, soit leur rythme le plus soutenu depuis 1996, avant le déclenchement de la crise financière asiatique. (Reuters 28.09)

### **Roumanie. Le président Traian Basescu : dehors !**

Plus de 5.000 Roumains ont manifesté mardi contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement pour réduire son déficit budgétaire après une profonde récession.

Des salariés des secteurs de la santé, du transport ferroviaire, de la défense et d'autres secteurs publics venus de tout le pays ont manifesté devant les bureaux du gouvernement dans la capitale Bucarest.

Des dizaines de manifestants ont brièvement affronté la police devant le ministère de l'Agriculture.

Les manifestants étaient équipés de sifflets et de sirènes. Ils ont demandé le départ du président Traian Basescu tout en bloquant la circulation sur une des principales artères de la capitale, la Calea Victoriei.

La Roumanie est le théâtre de succession de manifestations depuis que le gouvernement a réduit les salaires des fonctionnaires de 25%. (AP 28.09)

Et en France : on le garde ou on le met dehors Sarkozy ?

### **Japon. Un yakuza de la finance au tapis.**

Takefuji, la première société de crédit à la consommation du Japon, a annoncé mardi un dépôt de bilan de 5,1 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros), conséquence, entre autres, d'une réglementation devenue beaucoup plus stricte.

Les sociétés de crédit à la consommation ont la vie rude au Japon depuis qu'un jugement intervenu en 2006 les a obligées à rembourser leurs clients, estimant qu'elles avaient eu la main trop lourde sur les taux d'intérêt.

De surcroît, le gouvernement a récemment plafonné ces taux d'intérêt, ce qui n'a fait qu'aggraver leurs déboires.

L'obligation de rembourser une partie des intérêts facturés à la clientèle a déjà conduit à la faillite nombre de sociétés de crédit à la consommation plus petites que Takefuji. Ses concurrentes redoutent que leurs clients ne réclament en masse leurs remboursements, de crainte de ne plus pouvoir toucher leur argent si elles aussi faisaient faillite.

Selon un avocat participant à la procédure de dépôt de bilan, Takefuji s'expose à quelque 2.000 milliards de yens (18 milliards d'euros) de demandes de remboursement d'un trop-perçu d'intérêts émanant de deux millions de clients au plus.

Les analystes minimisent toutefois les retombées de la chute de Takefuji sur le secteur financier. "*Takefuji a levé la plus grande partie de son capital par l'intermédiaire d'obligations, détenues pour une bonne part par des investisseurs étrangers, surtout des fonds spéculatifs; son dépôt de bilan n'aura donc pas de gros impact sur le système financier*", estime Junichi Shimizu, analyste de Deutsche Securities.

Le passif de Takefuji représentait 433,6 milliards de yens (3,8 milliards d'euros) à la fin juin, selon Tokyo Research, dont 135 milliards environ en obligations.

Les sociétés de crédit à la consommation ont prospéré dans les années 1990, l'économie japonaise donnant alors des signes de faiblesse et les banques commençant à freiner le crédit. Elles pouvaient emprunter à des taux très bas, tout en facturant des intérêts de près de 30%, ce qui leur permettait d'absorber des taux de défaut élevés sur des prêts sans garantie.

Le jugement de 2006 et l'intervention de l'Etat ont mis le holà. "*Il se peut que les prêteurs doivent augmenter leurs réserves et accroître les dépréciations de leurs fonds propres en conséquence d'une hausse des demandes de remboursement*", constate Junichi Shimizu, chez Deutsche Securities.

Takefuji a connu des débuts modestes après sa fondation en 1966 pour ensuite devenir la première société de crédit à la consommation du Japon. Son fondateur Yasuo Takei fut classé deuxième fortune du Japon par Forbe's en 2005, avec un patrimoine évalué à 5,6 milliards de dollars.

L'offensive de l'Etat sur le crédit à la consommation a culminé en juin avec le plafonnement des intérêts à 20%, contre 29,2% précédemment, et l'instauration de la règle limitant l'endettement des ménages au tiers de leurs revenus au maximum. (Reuters 28.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 30 septembre

Les 50 articles de presse de septembre sont en ligne au format pdf avec une table des matières renvoyant aux différents articles, à l'exception de ceux du 24 que j'ai effacés par erreur.

### Craquement à l'UMP, suite.

Le sénateur du Cantal Pierre Jarlier quitte le groupe UMP pour rejoindre le groupe centriste, qui passe à 30 membres. Membre du Parti radical de Jean-Louis Borloo mais aussi du mouvement République solidaire de Dominique de Villepin, il veut « être libre de (ses) positions » et voter comme bon lui semble. (Leposte.fr 29.09)

### Respecter les institutions de la Ve République : c'est cela être "Français" !

Interrogée sur la définition du « bon Français », Nadine Morano, invitée de Bourdin Direct ce mercredi sur RMC : « *Je dirais ce qui permet d'être un Français. Parce que « qu'est-ce qu'un bon Français ? Qu'est-ce qu'un mauvais Français ? »... C'est un peu compliqué. Pour moi les valeurs qui incarnent la France, c'est le respect de nos institutions, c'est le respect de nos règles et de nos lois, c'est le respect de nos coutumes, de nos traditions. C'est ça être Français pour moi* », a-t-elle déclaré.

Avant de poursuivre: "*C'est le respect de notre devise, le respect du drapeau, c'est le respect de la Marseillaise, c'est tout ça*". Et plus loin à propos des Français d'origine immigrée : "*Lorsque vous êtes vraiment en situation de trouver un emploi et de répondre à des critères, vous devez y arriver. Ne pas dire la vérité aux jeunes, c'est ne pas les aider*". (Lemonde.fr 29.09)

Commentaire d'un internaute.

"Tu as déjà assisté à un entretien d'embauche d'un de ces jeunes dénoncés par cette brave dame? Moi c'est mon taf et ceux, qui d'après toi n'arrivent pas à communiquer et s'habillent comme des loques, font tous les efforts qu'il faut pour décrocher le saint Graal. Costume cravate, présentation impeccable, et même parfois coaches pour l'occasion. Seulement voilà, le recruteur scrute leur adresse (habiter Bobigny, quelle plaie...), leur expérience (longue période de chômage = pas de chance pour eux) et un zeste d'amalgames (ils existent et ceux qui disent le contraire sont de mauvaise foi, pour ne pas dire plus...).

Croire que les fameuses "cailleras" se comportent en milieu professionnel de la même façon que dans leurs cités relève de la naïveté ou de l'idéologie."

Commentaire.

A l'écouter, il suffirait de se placer en "*situation de trouver un emploi*" et de claquer dans les doigts pour en trouver un !

Assurément Madame Morano qui n'a pas dû inventer le fil à couper le beurre se verrait bien à Matignon, ce n'est pas un canular, c'est elle-même qui l'a affirmé, elle ferait un sacré duo avec l'hystérique du Palais !

Nous sommes de "*mauvais Français* madame Morano car nous ne respectons ni votre devise ni votre drapeau ni la Marseillaise et "*tout ça*, l'artillerie du camp de la réaction ! Notre seule devise : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, notre seul drapeau, celui du communisme, notre seul hymne l'Internationale !

### **Il faut combler un retard inexcusable.**

La capitale a connu neuf alertes à la bombe en septembre 2010 contre trois en septembre 2009, a indiqué mercredi le chef d'Etat-major de la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DESPAP) qui a lié cette augmentation à l'actualité récente.

En 2009, 39 alertes à la bombe ont été comptabilisées contre 37 au 29 septembre 2010, a précisé Jérôme Foucaud, le chef d'Etat-major de la DESPAP lors d'une conférence de presse.

Depuis une quinzaine de jours, le ministre de l'Intérieur, ainsi que de hauts responsables policiers, ont affirmé que la menace terroriste était élevée en France. (AP 29.09)

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ce soit le ministère de l'Intérieur qui ait sifflé le coup d'envoi des alertes à la bombe. A la prochaine étape, si les poseurs de bombe se faisaient encore désirer, Hortefeux trouverait bien le moyen de remédier à cette fâcheuse situation via ses barbouzes.

### **L'un en perd la raison, l'autre en a l'estomac dans les talonnettes. La situation sociale les rendrait-elle si nerveux ?**

1- Bernard Accoyer, a commis un malencontreux lapsus lors de la séance de questions d'actualité, mercredi 29 septembre.

M. Accoyer a présenté le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de son vrai nom Mevlüt Çavusoglu, comme Mevlüt Ceausescu, du nom du tristement célèbre dictateur roumain. (Lemonde.fr 29.09)

2- Peu tenté par le déjeuner servi au dernier sommet européen, le chef de l'Etat s'est fait servir une omelette.

Lors de la dernière réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, le 16 septembre, il a de nouveau critiqué le menu du déjeuner et réclamé une omelette. Nicolas Sarkozy n'est certes pas un grand gastronome, mais le plat de résistance de la discussion - la politique française de rapatriement des Roms - était sans doute particulièrement dur à avaler. (Lexpress.fr 29.09)

### **Quand la "*transparence*" consiste à ne surtout rien dire ! Laissez-les donc s'enrichir tranquillement.**

Ce mercredi, le porte-parole du gouvernement Luc Chatel a prié Martin Hirsch, auteur d'un essai intitulé Pour en finir avec les conflits d'intérêt (Ed. Stock), de balayer devant sa porte: «*Quand on se veut chevalier blanc, il faut commencer par respecter la loi et ne pas divulguer des informations confidentielles auxquelles on a accès parce qu'on est membre d'une commission qui a été installée par le Parlement et qui vise à la transparence.*»

Allusion à la Commission pour la transparence financière de la vie politique - créée en 1988 à la suite de plusieurs scandales politico-financiers - dont Hirsch, conseiller d'Etat, a fait partie. Composée de neuf membres issus du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation, cette commission est chargée de collecter les déclarations de patrimoine des ministres et de certains élus -

parlementaires, députés européens, présidents de certaines collectivités locales, maires de communes de plus de 30.000 habitants. Et ce pour s'assurer qu'il n'y a pas eu un enrichissement personnel anormal au cours d'un mandat ou d'une mission ministérielle.

La loi du 11 mars 1988 sur la transparence financière prévoit en effet que «*la commission assure le caractère confidentiel des déclarations reçues ainsi que des observations formulées, le cas échéant, par les déclarants sur l'évolution de leur patrimoine*». (Libération.fr 29.09)

## **Social.**

1- Le trafic pétrolier du port de Grand port maritime de Marseille (GPMM) est paralysé par une grève des agents portuaires, a indiqué mercredi un porte-parole du port. Les deux terminaux de Fos-Lavéra (Bouches-du-Rhône), à une trentaine de kilomètres de Marseille, ne fonctionnent pas.

Une trentaine de navires sont en attente de déchargement au large des bassins de Fos-sur-Mer. Le conflit trouve son origine dans la mise en oeuvre de la réforme portuaire, et plus particulièrement dans la création d'une filiale chargée des activités hydrocarbures.

La fédération CGT des ports et docks appelle en outre l'ensemble des ports français à observer un mouvement de grève les 1, 2 et 3 octobre. (AP 29.09)

2- Manifestation hier à Bruxelles. "*La politique sociale ne peut pas se limiter à l'assouplissement de la législation sur le travail ce qui ne créera pas d'emplois ou de croissance*", affirme John Monks, secrétaire général de la CES.

Les syndicats européens réclament une véritable "*Europe sociale*". (Lemonde.fr 29.09)

La CES qui est une création de l'UE des banquiers et des multinationales est parfaitement dans son rôle en ne dénonçant pas "*l'assouplissement de la législation sur le travail*". Que les dirigeants corrompus des syndicats réclament aux destructeurs de tous les droits des travailleurs de l'UE une véritable "*Europe sociale*" comme si cela était possible est dans l'ordre des choses, il n'y a rien à en attendre.

## **Budget 2011.**

1- Dans un entretien au *Monde* daté du 30 septembre, le ministre du budget, François Baroin, insiste sur la maîtrise des dépenses et défend le principe de la stabilité fiscale. '*Le budget 2011 constitue une rupture historique*' en matière de réduction de la dépense publique, indique-t-il, ajoutant : '*On n'a jamais vu, en cinquante ans, une réduction de près de deux points du déficit public en un an.*' (Lemonde.fr 29.09)

2- Le gouvernement vient de dévoiler son projet de loi de finance pour 2011. Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, répond aux questions du Point.fr.

### **Le Point.fr : Quel jugement portez-vous sur ce projet de budget 2011 ?**

**Jean-Hervé Lorenzi** : Les augmentations d'impôts restent assez limitées : ce ne sont pas les 10 milliards récupérés sur les niches fiscales et sociales qui bouleverseront l'évolution des revenus des Français. D'autant plus que cela touche surtout des gens qui ont des moyens importants.

### **Est-ce un budget de rigueur ?**

Bien sûr. Mais ce n'est pas non plus un budget d'extrême rigueur qui aurait impliqué des hausses d'impôts massives.

### **La répartition des efforts entre réduction des dépenses et hausse d'impôts est-elle équilibrée ?**

Les dépenses publiques ne vont pas augmenter dans les dix années qui viennent.

### **... un budget qui fait payer les classes moyennes, notamment via la suppression prévue des 15 % d'exonération de cotisations sociales pour les emplois à domicile...**

C'est vrai, mais ça ne date pas d'aujourd'hui. Les classes moyennes sont les grands perdants des dix dernières années dans tous les pays développés, y compris la France. Elles paient les impôts alors que leurs revenus n'augmentent pas, que leur patrimoine est trop faible pour réaliser des plus-values importantes. C'est une tendance structurelle. Ce n'est pas la réduction des niches fiscales qui fera passer les classes moyennes de l'opulence à la pauvreté ! (Lepoint.fr 29.09)

3- Sur Canal+ Martine Aubry a critiqué "*un certain nombre d'impôts nouveaux*", ciblant les classes moyennes, citant notamment la suppression prévue des 15% d'exonération de cotisation sociale pour les emplois familiaux.

Un avis partagé par son prédécesseur à la tête du PS, François Hollande: "*On fait payer les impôts supplémentaires aux ménages, aux classes moyennes quand les plus favorisés seront dispensés*", a-t-il affirmé. (Lexpress.fr 29.09)

4- Un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne sera pas remplacé. La loi édictée par le président Nicolas Sarkozy continuera bien à être appliquée par le gouvernement en 2011. Même si le nombre de postes supprimés, en équivalent temps plein (ETP), est légèrement inférieur à celui de 2010 (-33.749), il atteindra 31.638 en 2011. Sur trois ans, de 2011 à 2013, ce sont plus de 97.000 postes qui seront supprimés (avec -33.000 suppressions de postes programmées en 2012 et -33.100 en 2013).

La Fonction publique compte près de 2,3 millions de fonctionnaires d'Etat (en ETP), selon le rapport annuel 2009-2010, portant sur des chiffres au 31 décembre 2008.

Eternel perdant dans la course aux postes, l'Education nationale subira 16.000 suppressions de postes, comme en 2010. Juste derrière arrive le ministère de la Défense, qui perdra 8.250 postes, comme en 2010 aussi, et le ministère du Budget et des Comptes publics, amputé de 3.127 postes (contre 3.020 en 2010).

Sont également concernés le ministère de l'Intérieur (-1.595), celui de l' Ecologie (-1.287), celui de l'Agriculture (-650) et du Travail (-443), devant ceux de l'Economie (-273), des Affaires étrangères (-160) et de la Culture (-93).

A l'inverse, le ministère de la Justice verra ses effectifs augmenter de 400 postes, et les services du Premier ministre de 55 postes. Enfin, sont épargnés le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de l'Immigration et de l'Intégration, qui ne perdent aucun poste, tout comme celui de l'Aménagement du territoire (-1). (Lefigaro.fr 29.09)

## **International. Economie.**

### **Un point sur les monnaies.**

Le dollar est au plus bas de cinq mois face à l'euro (1,3638 dollar) et de deux ans face au dollar australien (0,9730 dollar) alors que la rumeur d'une deuxième série de mesures dites d'assouplissement quantitatif de la part de la Réserve fédérale des Etats-Unis se fait de plus en plus insistante.

*"Avec un déficit budgétaire fédéral parti pour être supérieur à 1.000 milliards de dollars pendant plusieurs années, une économie qui ne peut produire assez pour répondre à l'appétence de Barack Obama à taxer et à imposer, voilà les investisseurs contents de vendre du dollar en se chargeant en or"*, commente Peter Morici, professeur à l'université du Maryland, dans une note. *"Voilà pourquoi l'or est à 1.300 dollars."*

*"Le contexte continue à se détériorer pour le dollar"*, estime JPMorgan qui conseille à ses clients de vendre le billet vert sur tout rebond.

Par ailleurs, le yuan est monté à son plus haut niveau depuis la réévaluation historique de la devise chinoise en juillet 2005.

*"Nous sommes optimistes. L'économie américaine est faible et la Fed va lancer des mesures supplémentaires de sauvetage"*, assure Ronald Leung, chez Lee Cheong Gold Dealers, à Hong Kong.

*"L'appréciation du yuan incite certains acheteurs de Chine continentale à acheter de l'or."*

L'euro monte malgré les difficultés des pays dits périphériques de la zone euro. La prime exigée par les investisseurs pour détenir du papier souverain portugais ou irlandais plutôt que des emprunts d'Etat allemands a atteint des niveaux inédits depuis la création de la zone euro.

L'écart entre les Bunds allemands et le papier italien a atteint 173 points de base, son plus haut depuis le 9 juin.

L'euro a gagné environ 11% face au dollar entre juillet et septembre. La monnaie unique pourrait afficher son gain trimestriel en pourcentage le plus élevé sur huit ans environ, selon les données Reuters.

Le dollar apparaît également vulnérable face au yen. Le billet vert a touché son niveau le plus bas depuis l'intervention japonaise sur les marchés des changes il y a deux semaines alors qu'il était à un plus bas de 15 ans.

Dans la matinée, le dollar était en petite hausse à 83,64 yens, ce qui reste tout de même son niveau le plus bas depuis l'intervention du 15 septembre. (Reuters 29.09)

## **Japon.**

Le secteur manufacturier japonais se montre davantage pessimiste pour l'avenir, et ce pour la première fois en près de deux ans, reflétant l'inquiétude suscitée par la hausse du yen, ce qui plaide en faveur d'un nouveau assouplissement de la part de la Banque du Japon (BoJ) la semaine prochaine. (Reuters 29.09)

## **International. Social et politique.**

### **Portugal.**

Le Premier ministre portugais a annoncé mercredi soir une baisse de 5% des salaires des fonctionnaires, un gel des retraites dans la fonction publique, une hausse de la TVA de 21% à 23% et une nouvelle taxe sur le système financier en 2011.

Le ministre des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, a en outre annoncé un gel des investissements publics jusqu'à la fin de l'année 2010.

Il a aussi déclaré que le gouvernement avait engagé des négociations avec Portugal Telecom pour récupérer le fonds de retraite de cet ancien monopole public, ce qui ferait rentrer 2,6 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat.

"*Le Portugal ne peut pas se permettre de ne pas respecter ses engagements internationaux*", a souligné José Socrates lors de la conférence de presse annonçant les mesures.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a tenu un discours similaire quelques heures auparavant.

"*Nous sentons que la situation est sérieuse*", a dit José Manuel Barroso, lui-même ancien Premier ministre portugais. "*Le Portugal doit faire preuve de responsabilité.*"

Lors de leur réunion prévue jeudi, les ministres des Finances de la zone euro vont essayer d'exercer des pressions sur le Portugal pour qu'il mette en oeuvre des mesures radicales et qu'il apaise les craintes des marchés, a-t-on appris de sources proches des discussions. (Reuters 29.09)

### **Espagne.**

Piquets devant les usines, files d'attente aux arrêts de bus, kiosques vides faute de journaux : l'Espagne a vécu au ralenti, mercredi, la première grève générale de l'ère Zapatero. Les syndicats se sont empressés de saluer l'importance de la mobilisation, contrebalançant les appels au calme du gouvernement.

Les syndicats ont annoncé que 10 millions de salariés, soit un sur deux, étaient en grève. Le gouvernement a affirmé que moins de 10% des fonctionnaires et 21% des employés de transports publics madrilènes avaient cessé le travail.

Le ministre du Travail, Celestino Corbacho, a indiqué que le service minimum qui avait fait l'objet d'un accord avec les syndicats était respecté. Ecoles et hôpitaux étaient quant à eux relativement peu touchés par le mouvement social.

Dans la capitale espagnole, où une manifestation a eu lieu à partir de 18 h 30, les métros auraient circulé à 75 % selon la municipalité. Dans les rues du centre-ville, de nombreux policiers et gardes civils avaient été déployés pour garantir la sécurité des commerçants et organiser la circulation. (Lemonde.fr 29.09)

A l'heure qu'il est il est impossible de savoir comment s'est déroulée cette journée de grève générale tant les informations sont contradictoires pour oser un commentaire. Il y a tout lieu de penser qu'elle n'a servi à rien.

### **Pays-Bas.**

Les dirigeants des partis libéral (VVD) et chrétien-démocrate (CDA) néerlandais ont soumis mercredi un programme de gouvernement à leurs groupes parlementaires permettrait la formation d'un gouvernement minoritaire, assuré du soutien du parti xénophobe PVV de Geert Wilders au Parlement.

Le groupe VVD l'a approuvé à l'unanimité, a annoncé en fin d'après-midi le dirigeant du parti, Mark Rutte, qui devrait devenir le premier chef de gouvernement libéral depuis près d'un siècle aux Pays-Bas.

Cependant, le projet pose un problème éthique à une partie de la CDA, dont les parlementaires devaient se prononcer plus tard dans la journée.



Selon des journaux néerlandais, le programme prévoit que la réduction du déficit budgétaire soit ramenée de 18 à 16 milliards d'euros. Les économies porteraient sur un gel des salaires des fonctionnaires, un remaniement des ministères et une réduction des effectifs des collectivités locales.

L'aide au développement devrait être ramenée de 0,8 à 0,7% du PIB et certaines dépenses, telles que les missions de paix ou les émissions internationales de la radio néerlandaise, y seraient incluses.

Les dépenses pour les soins aux personnes âgées et la construction de routes seront augmentées, il y aura 3.000 policiers supplémentaires et l'âge de la retraite sera porté de 65 à 66 ans et non 67. (Reuters 29.09)

Pour sortir de la crise politique qui durait depuis 111 jours, le VVD a décidé de passer un accord avec le parti d'extrême droite, le PVV, comme Sarkozy et l'UMP avec le FN dont il met en oeuvre les thèses racistes et xénophobes, en annonçant un programme de rigueur équivalent entièrement tourné contre les travailleurs.

## **Venezuela.**

Le Parti socialiste d'Hugo Chavez a devancé de justesse l'opposition aux élections législatives de dimanche, selon les résultats définitifs du scrutin communiqués mercredi.

Avec 5,45 millions de voix au niveau national, le PSUV obtient un score de 48,9%. L'Unité démocratique, qui regroupe plusieurs formations de l'opposition, est à 120.000 voix derrière, avec 5,33 millions des voix (47,9%).

Transposés en représentation parlementaire, ces résultats donnent au parti de Chavez 97 sièges au Parlement - deux sièges sous le seuil des trois cinquièmes qui lui permettrait de gouverner par ordonnance sans devoir passer par la voie parlementaire.

L'Unité démocratique obtient 65 élus. Les trois sièges restants vont à des petites formations. (Reuters 29.09)

Il faut ajouter que le taux de participation a été d'environ 66%, l'opposition à Chavez s'étant fortement mobilisée après avoir réalisé l'unité, on peut donc estimer que la plupart des 34% d'abstentionnistes appartiennent aux couches les plus pauvres des travailleurs vénézuéliens. Par ailleurs, pour rappel, 40% de la population continue de survivre sous le seuil de pauvreté.

[Haut de page ↗](#)